

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**  
**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
**CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**L'ENGAGEMENT CITOYEN DES JEUNES EN MUTATION : RETOUR  
SUR UNE EXPÉRIENCE DE MOBILISATION ET TRANSFERT DES  
CONNAISSANCES EN COLLABORATION AVEC LE SECRÉTARIAT À  
LA JEUNESSE DU QUÉBEC**

Par

**Jennie CHARBONNEAU**

Essai présenté pour obtenir le grade de

Maître ès arts, M.A.

**Maîtrise en mobilisation et transfert des connaissances**

Avril 2024

Cet essai intitulé

**L'ENGAGEMENT CITOYEN DES JEUNES EN MUTATION : RETOUR  
SUR UNE EXPÉRIENCE DE MOBILISATION ET TRANSFERT DES  
CONNAISSANCES EN COLLABORATION AVEC LE SECRÉTARIAT À  
LA JEUNESSE DU QUÉBEC**

et présenté par

**Jennie CHARBONNEAU**

a été évalué par un jury composé de

Mme Nicole GALLANT, directrice de recherche, UCS-INRS

M. Christian POIRIER, examinateur interne, UCS-INRS

Mme Isabel CHAMPAGNE, examinatrice externe, Secrétariat à la jeunesse du Québec

## RÉSUMÉ

Cet essai relate mon expérience de stage en mobilisation et transfert des connaissances, menée en collaboration avec la Chaire-Réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) en tant que milieu de recherche, et le Secrétariat à la jeunesse du Québec (SAJ) en tant que milieu de pratique. L'objectif principal de ce stage était d'enrichir les connaissances du SAJ sur l'engagement citoyen des jeunes. Cette finalité a été atteinte de deux manières distinctes : premièrement, à travers mon projet de recherche portant sur la désobéissance civile de jeunes engagé·e·s au sein du récent mouvement climatique, et deuxièmement, grâce à ma contribution au forum franco-québécois sur la jeunesse intitulé *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* Bien plus qu'une simple description, le présent essai constitue un espace réflexif visant à apporter un regard critique sur la notion de mobilisation et le transfert des connaissances, ainsi que sur le rôle de la recherche en contexte d'action publique envers la jeunesse.

Mots-clés : Mobilisation et transfert des connaissances; agent·e d'interface; action publique; jeunesse; engagement citoyen; écocitoyenneté; justice climatique; désobéissance civile.

## ABSTRACT

This essay recounts my experience of a mobilization and knowledge transfer internship, conducted in collaboration with The Youth Network Chair (Chaire-réseau Jeunesse du Québec or CRJ) as the research environment and the Quebec's Youth Secretariat (Secrétariat à la jeunesse du Québec or SAJ) as the research partner. The primary objective of this internship was to enhance SAJ's understanding of youth civic engagement. This goal was achieved in two distinct ways : firstly, through my research project focusing on the civil disobedience of young people involved in the recent climate movement, and secondly, through my contribution to the France-Quebec youth forum titled *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* Beyond a mere description, this essay serves as a reflective space aimed at providing a critical perspective on the concept of knowledge mobilization and knowledge transfer, as well as the role of research in a context of public action toward youth.

Keywords : Knowledge mobilization; Knowledge transfer; Interface agent; Public action; Youth; Civic engagement; Eco-citizenship; Climate justice; Civil disobedience.



## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance envers ma directrice de recherche, Nicole Gallant. Son intelligence, sa vivacité d'esprit, sa sensibilité et son impressionnante et déconcertante perspicacité ont considérablement enrichi mon parcours académique. Je souhaite aussi remercier Christian Poirier pour ses enseignements et pour avoir si généreusement accepté de faire partie de mon jury. Mes remerciements vont également à l'équipe du Secrétariat à la jeunesse, en particulier à Isabel Champagne, pour son accueil chaleureux lors de mon stage. Je souhaite également remercier les participant·e·s de ma recherche pour les discussions qui ont sans contredit enrichi mon travail. Un merci spécial à Alice et Xavier, avec qui j'ai eu la chance de vivre cette aventure qu'est la maîtrise. Mes sincères remerciements à mes ami·e·s, notamment Mélanie et Roxanne, pour la chaleur de leur maison et la grandeur de leur être. Un merci particulier à Émile pour son soutien à des milliers de kilomètres. Je tiens également à exprimer ma gratitude envers le FLIP pour tous ces moments partagés, petits et grands. Enfin, un immense merci à ma famille qui me soutient toujours dans tous mes projets, même les plus singuliers.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Liste des figures</b> .....	<b>vii</b>
<b>Liste des abréviations et des sigles</b> .....	<b>viii</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : Contexte et description du stage</b> .....	<b>4</b>
1.1 Élaboration du stage.....	4
1.2 Milieux de stage.....	5
1.2.1 <i>La Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec</i> .....	5
1.2.2 <i>Le Secrétariat à la jeunesse du Québec</i> .....	5
1.3 Thématique du stage : l'engagement de la jeunesse.....	6
1.4 Projet de recherche.....	9
1.4.1 <i>Problématique</i> .....	9
1.4.2 <i>Objectif et questions de recherche</i> .....	9
1.4.3 <i>Pertinence scientifique</i> .....	10
1.4.4 <i>Cadre théorique</i> .....	10
1.4.5 <i>Méthodologie</i> .....	11
1.4.6 <i>Résultats</i> .....	11
1.5 Forum franco-qubécois.....	13
1.5.1 <i>Contexte</i> .....	13
1.5.2 <i>Objectifs du forum</i> .....	13
1.5.3 <i>Mandat</i> .....	14
1.6 Calendrier de stage.....	15
<b>Chapitre 2 : Réflexion critique sur la notion de mobilisation et transfert des connaissances</b> .....	<b>16</b>
2.1 Variations terminologiques.....	16
2.2 Le transfert des connaissances.....	18
2.3 La mobilisation des connaissances : tentative définitionnelle.....	19
2.3.1 <i>La visée de la mobilisation des connaissances</i> .....	19
2.3.2 <i>Les approches de la mobilisation des connaissances</i> .....	20
2.3.3 <i>Le type de connaissances mobilisées</i> .....	23
<b>Chapitre 3 : Description des activités de transfert de connaissances issues du projet de recherche et de ses retombées</b> .....	<b>26</b>
3.1 Activités de circulation de connaissances issues du projet de recherche.....	26

3.1.1 Rapport de recherche .....	26
3.1.2 Présentation orale et discussion .....	27
3.1.3 Document synthèse .....	28
3.2 Retombées du projet de recherche .....	28
3.2.1 Nuancer, décaler, modifier le regard du partenaire de recherche.....	28
3.2.2 Limites des retombées du projet de recherche .....	31
<b>Chapitre 4 : Description des activités de circulation des connaissances du forum franco-québécois et de leurs retombées .....</b>	<b>34</b>
4.1 Activités de circulation de connaissances issues du forum franco-québécois .....	34
4.1.1 Contribution à l'organisation du forum .....	34
4.1.2 Contribution à la rédaction du compte-rendu du forum.....	35
4.2 Retombées du forum franco-québécois.....	35
4.2.1 Un forum aux multiples retombées .....	35
4.2.2 Limites des retombées du forum franco-québécois .....	36
<b>Chapitre 5 : Les rôles de l'agent·e d'interface.....</b>	<b>38</b>
5.1 L'agent·e d'interface comme « compagnon·ne critique » .....	39
5.2 L'agent·e d'interface comme tisseur·euse de liens .....	40
<b>Chapitre 6 : Bilan critique sur ma démarche de recherche.....</b>	<b>44</b>
6.1 La prise en compte du statut étudiant.....	44
6.2 L'amélioration des compétences en recherche .....	45
6.3 La liberté du·de la chercheur·e, ou la liberté de chercher .....	46
6.4 La résistance à la technocratisation de l'action publique.....	48
<b>Conclusion.....</b>	<b>50</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>51</b>
<b>Annexe 1 : Rapport de recherche .....</b>	<b>58</b>
<b>Annexe 2 : Compte-rendu du forum .....</b>	<b>148</b>
<b>Annexe 3 : Document synthèse des résultats .....</b>	<b>186</b>

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 5.1 : Représentation de différents types d'écotones .....</b>	<b>38</b>
<b>Figure 5.2 : Représentation des connaissances mobilisées lors du forum .....</b>	<b>41</b>
<b>Figure 5.3 : Boussole de la justice épistémique .....</b>	<b>43</b>

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

CRJ	Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
FRQSC	Fonds de recherche du Québec – Société et culture
INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
INRS	Institut national de la recherche scientifique
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)
MdC	Mobilisation des connaissances
MELCCFP	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP)
OFQJ	Office franco-québécois de la jeunesse
PQJ	Politique québécoise de la jeunesse
SAJ	Secrétariat à la jeunesse du Québec
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

## INTRODUCTION

Bien que la collaboration entre les milieux de la recherche et les milieux de pratique ait une longue histoire, c'est à partir des années 1990 que la mobilisation des connaissances (MdC) s'est renforcée au Québec (Dancause 2016). Cela est en grande partie dû à l'émergence des *sociétés du savoir* (Drucker 1969) qui « mise[nt] sur une plus grande accessibilité à la connaissance, un renouvellement des modes de production des connaissances et un partage de l'information » (Lévesque 2009, 461). Nowotny, Scott et Gibbons (2003) ont par ailleurs identifié trois transformations majeures associées à cette évolution : « la volonté gouvernementale d'intervenir plus directement dans l'orientation que prend l'activité scientifique (*the steering of priorities*), la volonté des gouvernements de favoriser et mesurer l'impact socioéconomique des activités de recherche qu'ils financent (*the accountability of science*) et la volonté de faire en sorte que la recherche scientifique contribue plus directement et plus rapidement au développement socioéconomique (*the commercialization of research*) » (traduit dans Poirier et Trépanier 2021, 41).

Ces changements ont alors entraîné de nouvelles exigences pour le milieu académique en termes de développement socio-économique, incitant ainsi les chercheur·e·s à réexaminer leur position et leurs approches « en matière de [production], de diffusion, de transfert et de transmission des connaissances, les éléments constitutifs de la mobilisation des connaissances » (Dancause 2016, 1). Les projets « collectifs, interinstitutionnels et interdisciplinaires » ont alors gagné en importance par rapport à la recherche « individualisée, isolée et sectorielle » (Lévesque, 2009, 455-56). Les chercheur·e·s ont développé un intérêt marqué pour ce que Gibbons et al. (1994) appellent le *Mode 2* de production des connaissances, sans qu'il remplace ou s'oppose pour autant au *Mode 1* de production des connaissances. Dans le *Mode 1*, les connaissances sont produites dans un « objectif d'avancement des connaissances tributaire de la curiosité intellectuelle des chercheur[·e]·s et des logiques disciplinaires » (Albert 1999, s.p.). Généralement, cela s'opère dans une approche unidirectionnelle, où la production et la transmission des connaissances sont principalement dirigées du-de la chercheur·e vers la société. Cependant, cette approche compartimentée aboutit souvent à des connaissances décontextualisées et peu applicables dans les milieux pratiques, créant ainsi un écart significatif entre le monde de la science et celui de la pratique. Le *Mode 2* de production des connaissances permet quant à lui de pallier cette lacune en favorisant l'ouverture de la science à la participation

d'acteur·trice·s non universitaires et en encourageant la transdisciplinarité. Cette approche plus interactive et collaborative, au cœur de la mobilisation des connaissances, reconnaît l'importance de la diversité des savoirs pour répondre de manière pragmatique à certains enjeux soulevés et favoriser une utilisation effective des connaissances dans la résolution des problèmes complexes de notre société. Toutefois, il est crucial de reconnaître que certains groupes marginalisés rencontrent des obstacles supplémentaires pour bénéficier des connaissances et pour contribuer pleinement à leur avancement. (UNESCO 2006).

La MdC connaît donc une popularité croissante depuis les dernières décennies, avec un financement de plus en plus important d'organismes subventionnaires dans la recherche appliquée, un foisonnement des écrits sur le sujet et une augmentation des formations dédiées à la mobilisation des connaissances (Dancause, 2016). La maîtrise en mobilisation et transfert des connaissances de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), à laquelle cet essai est rattaché, en témoigne. Cette formation vise à approfondir les connaissances théoriques et pratiques sur l'interface entre la recherche sociale et les utilisateur·trice·s de connaissances, tel·le·s que les ministères, les groupes communautaires, les entreprises privées, les associations et d'autres acteur·trice·s de la société. Pour atteindre cet objectif, les étudiant·e·s sont encouragé·e·s à effectuer un stage qui leur offre l'occasion de créer des ponts entre le milieu de la recherche et celui de la pratique. Cet essai relate donc mon expérience de stage en mobilisation des connaissances, en collaboration avec la Chaire-Réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) en tant que milieu de recherche, et le Secrétariat à la jeunesse du Québec (SAJ) en tant que milieu de pratique. L'objectif principal de ce stage était d'enrichir les connaissances du SAJ sur l'engagement de jeunes afin de nourrir les réflexions pour l'action publique.

Cet essai est composé de six chapitres, chacun éclairant un aspect différent de mon expérience de stage. Dans le premier chapitre, je détaille les deux projets de stage auxquels j'ai pris part : une étude sur la désobéissance civile de jeunes militant·e·s du Québec engagé·e·s au sein du mouvement climatique, et un forum franco-québécois axé sur l'engagement citoyen des jeunes. Le deuxième chapitre plonge dans une réflexion approfondie sur la mobilisation et le transfert des connaissances, incluant ma propre définition. Les troisième et quatrième chapitres se consacrent à la description des deux projets entrepris au cours du stage, mettant en lumière leur pertinence et leurs retombées sur la réalisation des objectifs. Le cinquième chapitre examine les rôles d'agent·e d'interface en tant que compagnon·ne critique et en tant que tisseur·euse de liens. Enfin,

le sixième chapitre offre un bilan critique de mon stage, en mettant l'accent sur la nécessaire distance entre la recherche et l'action publique. Dans leur ensemble, ces chapitres présentent un panorama complet de mon parcours de stage et de mes réflexions approfondies.

# CHAPITRE 1 : CONTEXTE ET DESCRIPTION DU STAGE

## 1.1 Élaboration du stage

Durant mon parcours de maîtrise, j'ai eu l'occasion de participer à un projet de recherche novateur sur l'engagement des jeunes dans diverses sphères de leur vie<sup>1</sup>, sous la direction de ma directrice de maîtrise, Nicole Gallant. Au fil de mes études, j'ai développé un intérêt grandissant autour de cette thématique et plus particulièrement sur l'engagement politique des jeunes. C'est ainsi que, lors de la période de demande de bourse auprès du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), je me suis consacrée à l'élaboration d'un projet de recherche sur la désobéissance civile de jeunes dans le mouvement climatique. Étant donné que la question de l'engagement des jeunes est une préoccupation commune à la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) et au Secrétariat à la jeunesse du Québec (SAJ), ma directrice de recherche a perçu une occasion de collaboration propice à un éventuel stage axé sur la mobilisation et le transfert des connaissances. Grâce à sa vision éclairée, j'ai eu l'occasion d'être mise en contact avec Isabel Champagne, une professionnelle chevronnée travaillant au sein de la Direction des politiques et de la coordination interministérielle du SAJ. Dans un premier temps, nous avons convenu d'une entente de stage visant principalement à assurer le transfert des connaissances issues de mon rapport de recherche vers le SAJ. Cette approche, profondément enracinée dans le domaine académique, peut sembler surprenante de la part d'une étudiante aspirant à se spécialiser en mobilisation et transfert des connaissances. Je reconnais volontiers cette apparente contradiction – nous aurons l'occasion d'y revenir.

Mais au fil du temps, un autre projet, cette fois-ci initié par le SAJ, a émergé et s'est ajouté à notre collaboration initiale. Il s'agit de ma participation comme stagiaire de la CRJ au forum franco-québécois intitulé *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* Ma principale contribution a consisté à soutenir le SAJ dans la coordination des invitations destinées à des jeunes du Québec pour les convier au forum, ainsi qu'à co-rédiger la première version du compte-rendu du forum avec Nicole Gallant. Bien que ce projet ne fasse pas officiellement partie de l'entente de stage, j'ai fait le choix de le considérer comme tel en l'intégrant dans ce présent essai,

---

<sup>1</sup> Gallant, N., *Parcours d'engagement multiples des jeunes : interdépendance entre les sphères de la vie*, Subvention CRSH Savoir, no 435-2017-1467.



car, tout en rassemblant les mêmes partenaires, il incarne peut-être encore plus fidèlement l'esprit de la mobilisation des connaissances.

## **1.2 Milieux de stage**

### **1.2.1 La Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec**

Avec ses 125 chercheur.e.s et ses 52 partenaires sociaux et gouvernementaux et des collectifs de jeunes, la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec a pour mission de développer, coordonner et structurer la recherche sur la thématique de la jeunesse au Québec. Créée en 2018 sous l'octroi d'un financement du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et du Secrétariat à la jeunesse (SAJ) du ministère du Conseil exécutif, la CRJ a aussi le mandat de soutenir l'avancement des axes d'intervention de la Politique québécoise de la jeunesse (PQJ) 2030. L'approche de la CRJ en est une résolument axée sur la mobilisation et le transfert des connaissances, la multidisciplinarité et la transectorialité puisqu'elle permet de renforcer « l'arrimage et la synergie entre la production scientifique, les actions gouvernementales, les expériences d'intervention des milieux de pratique et les jeunes [elles·]jeux-mêmes » (CRJ 2019). Ses recherches s'articulent autour de quatre volets : 1) santé et bien-être, 2) éducation, citoyenneté et culture, 3) emploi et entrepreneuriat et 4) jeunes autochtones. Ces volets se déclinent en 25 chantiers de recherche que la CRJ a identifiés comme étant prioritaires.

Mes deux projets de stage s'inscrivent dans le deuxième volet de la CRJ et plus précisément, au sein du chantier de recherche 2.4 intitulé *Processus multidimensionnels de socialisation à une citoyenneté intégrée*. Ce chantier traite de la transformation des formes de participation sociale des jeunes, dont l'engagement politique et civique et les pratiques écoresponsables, et du rôle de l'engagement dans la construction de l'appartenance sociale.

### **1.2.2 Le Secrétariat à la jeunesse du Québec**

Fondé en 1983, le Secrétariat à la jeunesse du Québec (SAJ) a pour mission de représenter les intérêts et les besoins des jeunes, afin d'influencer l'action gouvernementale. Le SAJ coordonne

également la PQJ 2030, qui s'adresse principalement aux jeunes de 15 à 29 ans, bien qu'elle puisse exceptionnellement élargir son champ d'action aux 12 à 35 ans selon certaines spécificités des transitions dans leur parcours de vie. Le Plan d'action jeunesse 2021-2024, qui fait suite à la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, est le deuxième plan d'action découlant de la PQJ. Il comprend 7 axes d'intervention : 1) l'emploi, 2) l'entrepreneuriat, 3) l'environnement, 4) la culture, 5) l'éducation, 6) la santé et 7) la citoyenneté.

Mes deux projets de stage s'inscrivent dans les deux axes du Plan d'action jeunesse 2021-2024 que sont l'environnement et la citoyenneté. L'axe d'intervention en matière d'environnement a été ajouté au Plan d'action à la suite d'un vaste exercice de consultation du SAJ à l'automne 2019 « afin de demeurer en phase avec les besoins prioritaires des jeunes et [...] tenir compte de l'évolution de certains enjeux qui ont pris de l'ampleur » (SAJ 2021a). Selon le SAJ, l'état de la planète est une préoccupation majeure pour la jeunesse québécoise qui sera (ou qui est) particulièrement touchée par les répercussions de la crise climatique. Dans sa forme actuelle, cet axe d'intervention vise à « soutenir l'éducation à l'environnement et promouvoir l'écocitoyenneté, contribuer à la création de milieux de vie verts qui favorisent l'adoption de comportements écoresponsables et faciliter le contact des jeunes avec la nature » (SAJ 2021b). Quant à l'axe d'intervention lié à la citoyenneté, il vise d'une part à soutenir le développement de la pensée critique et l'engagement civique des jeunes, notamment en leur transmettant des connaissances sur la société québécoise et sur ses institutions et, d'autre part, à faciliter l'accès des jeunes aux lieux décisionnels et à préparer la relève.

### **1.3 Thématique du stage : l'engagement de la jeunesse**

Avant de plonger dans la description détaillée de mes deux projets de stage, il est important de souligner qu'ils s'inscrivent tous deux dans un contexte où l'engagement des jeunes est en pleine transformation. Afin de mieux expliciter ce contexte, je vais ici reprendre et adapter certains éléments de mon rapport de recherche (Charbonneau 2023, Annexe 1) et du compte-rendu du forum (Charbonneau et Gallant 2023, Annexe 2).

Depuis les années 1970-80, les populations dans les démocraties occidentales, en particulier les jeunes, tendent à s'éloigner de plus en plus des institutions représentatives syndicales et politiques (Lardeux 2016). En réaction à cette distanciation croissante, de nombreux discours

publics affirment le « déclin de la participation politique » (Putnam 1995) des jeunes en les accusant au passage d'être « désengagé[e]s, apolitiques, individualistes et apathiques » (propos rapportés par Becquet et Goyette 2014, 1). On les tient aussi parfois responsables de la « crise » ou de la « déconsolidation » démocratique (Foa et Mounk 2016), des termes employés pour désigner un affaiblissement de la capacité des institutions politiques représentatives à traduire la volonté du peuple et à réguler la vie en collectivité. Cet alarmisme du déclin de la participation politique des jeunes témoigne d'une conceptualisation restrictive de la participation politique et de la démocratie qui pose le vote comme le baromètre de son expression. Ce manque d'appétence des jeunes pour la politique institutionnelle peut être expliqué par une transformation générationnelle dans le rapport au vote qui s'est opérée chez l'ensemble des cohortes post-boomers (Tiberj 2022, dans Charbonneau et Gallant 2023), mais aussi par leur désenchantement vis-à-vis la classe politique, qui n'est pas en mesure de présenter une offre politique à la hauteur de la demande (Pickard 2022, dans Charbonneau et Gallant 2023).

S'il est vrai que les plus jeunes s'éloignent de plus en plus d'une participation à la démocratie représentative, il semble toutefois hâtif de conclure à un affaiblissement de leur engagement. En effet, de plus en plus de recherches sur le sujet arrivent au constat que l'engagement des jeunes n'est pas en déclin, mais bien en mutation. Si les formes d'engagement dont elles·ils se saisissent ne sont pas foncièrement nouvelles en elles-mêmes, leur engagement se distingue par le fait qu'il soit fortement protéiforme. On observe d'ailleurs une montée de l'action contestataire chez elles·eux :

Qu'il s'agisse de pétitionner, boycotter, manifester ou de recourir à des moyens d'action plus durs, parfois à la limite de la légalité, plus une cohorte est née récemment, plus ses membres ont de chance de les reconnaître comme des manières normales de s'exprimer en politique et pourront les utiliser. (Tiberj 2017, cité dans Lacroix 2018, 14)

Dans la même lignée, certain·e·s jeunes sont particulièrement attiré·e·s par des formes alternatives d'engagement politique, notamment les actions directes collectives non-violentes, y compris celles qui sont illégales (Pickard 2019). Selon Sarah Pickard, les jeunes seraient également les initiateur·trice·s d'un nouveau mode de citoyenneté politique qu'elle nomme le *DIO Politics* (*Do-It-Ourselves Politics*). Cela implique qu'elles·ils agissent ensemble, dans la sphère privée ou publique, en ligne ou hors ligne, en dehors des institutions politiques et dans des

structures de participation horizontales, pour miser sur des initiatives politiques et des choix de vie en cohérence avec des idéaux moraux, éthiques, sociaux et environnementaux.

Ainsi, au cours de la dernière décennie, la jeunesse s'est retrouvée aux premiers rangs de divers mouvements sociaux contestataires dont plusieurs ont eu une résonance à l'échelle internationale, comme c'est le cas notamment des mouvements #MoiAussi, Black Lives Matter et la grève étudiante pour le climat. Au Québec, la jeunesse s'est illustrée par sa force de mobilisation sans précédent. En 2012, le Printemps érable marque la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec et du Canada. Quelques années plus tard, le 27 septembre 2019, près d'un demi-million de personnes descendent dans les rues pour le climat, qui devient la plus importante manifestation de l'histoire du Québec.

La vitalité de cet engagement des jeunes peut s'expliquer de plusieurs manières. D'abord, la vie des jeunes d'aujourd'hui a été ponctuée par une série de crises (sociales, économiques, environnementales, sanitaires, etc.) qui ont, malgré tout, donné un nouvel élan à leur engagement. En exacerbant les inégalités intragénérationnelles et intergénérationnelles, ces crises ont contribué à renforcer leur colère envers les pouvoirs publics et envers le *système* (Van de Velde 2022, dans Charbonneau et Gallant 2023). De plus, avec l'avènement des médias sociaux au tournant du siècle et un niveau de scolarité moyen plus élevé, les jeunes générations ont acquis au fil du temps une plus grande capacité à s'informer, à décrypter ce qui se passe sur la scène politique et à faire émerger des enjeux sociaux par elles-mêmes (Tiberj 2022, dans Charbonneau et Gallant 2023). Enfin, le fort engagement des jeunes sur tous les fronts n'est pas sans rappeler l'injonction à l'engagement qui domine depuis quelques années dans les politiques jeunesse et l'intervention auprès des jeunes (Greissler 2022, dans Charbonneau et Gallant 2023; Gallant 2019).

En résumé, c'est dans ce contexte global de transformation de l'engagement des jeunes que se sont développés le projet de recherche et le forum franco-québécois. Dans les paragraphes qui suivent, nous verrons plus spécifiquement les enjeux auxquels ces projets aspiraient à répondre, d'abord avec le projet de recherche, ensuite avec le forum franco-québécois.

## **1.4 Projet de recherche**

Mon premier projet de stage a été consacré à la conception et à la réalisation d'un projet de recherche effectuée de manière autonome. Dans cette section, je résumerai les différentes étapes de ce projet, à savoir la problématique, l'objectif de recherche, la pertinence scientifique, le cadre théorique, la méthodologie ainsi que les résultats obtenus.

### **1.4.1 Problématique**

En 2018, en réponse à l'appel de Greta Thunberg à participer à une grève scolaire pour protester contre l'inaction gouvernementale face à l'urgence climatique, de nombreux·euses jeunes du Québec ont rejoint les rangs du mouvement climatique. Leur mobilisation a atteint son apogée le 27 septembre 2019 à Montréal, rassemblant près d'un demi-million de personnes pour le climat, établissant ainsi le record de la plus grande manifestation de l'histoire du Québec à ce jour. Cette croissance du mouvement climatique s'est accompagnée d'une radicalisation chez certain·e·s jeunes engagé·e·s, caractérisée notamment par des actions de désobéissance civile, mais aussi par une lecture politique de la crise climatique reposant sur la conviction que le *système* se trouve à la racine du problème.

### **1.4.2 Objectif et questions de recherche**

L'objectif principal de cette recherche était de mieux comprendre comment et pourquoi des jeunes en viennent à pratiquer la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette recherche s'est articulée autour des trois volets suivants :

#### *1) Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?*

Cette question visait à explorer la manière dont ces jeunes comprennent le concept de désobéissance civile. Elle cherchait à mettre en lumière les approches, les principes et les intentions qui guident cette action.

## 2) *Quel est leur parcours politique?*

Cette question avait pour but d'identifier les différents facteurs qui ont jalonné le parcours de ces jeunes engagé·e·s. Il s'agissait d'explorer les expériences personnelles qui ont joué un rôle clé dans leur prise de conscience de l'urgence climatique et leur décision de faire de la désobéissance civile dans le mouvement climatique.

## 3) *Quelles sont leurs représentations du système?*

Cette question visait à comprendre comment ces jeunes perçoivent et définissent le concept de *système* lorsqu'elles·ils en parlent. La compréhension de leurs représentations du *système* a permis de mieux appréhender les causes qu'elles·ils attribuent à la crise climatique ainsi que leurs visions de changement social.

### **1.4.3 Pertinence scientifique**

Ce projet de recherche répondait d'abord et avant tout à des préoccupations académiques. Alors que la littérature sur les jeunes et l'environnement concerne surtout « la pédagogie relative à l'environnement » (Sauvé 2014), les « attitudes face aux changements climatiques » (Champagne St-Arnaud et al. 2020) et les « pratiques écoresponsables » (Shutaleva et al. 2022), cette recherche a plutôt contribué à la littérature en plein essor sur le militantisme des jeunes concernant l'environnement. De plus, elle a permis d'apporter certains éclairages sur des aspects négligés de la recherche, c'est-à-dire les dispositions et itinéraires menant à la radicalité écologiste (Robineau 2020) ainsi que les spécificités des jeunes qui pratiquent la désobéissance civile (Dupuis-Déri 2021; Mattheis 2022).

### **1.4.4 Cadre théorique**

Ce projet s'inscrivait globalement dans une approche interactionniste, qui soutient que les comportements sociaux sont le résultat d'interactions complexes entre les individus et leur environnement social. Conséquemment, l'interactionnisme « reconnaît que les raisons de

l'engagement peuvent être changeantes selon les événements de la vie personnelle et le développement identitaire (niveau micro), les transformations de l'organisation ou de l'institution dans laquelle on est impliqué[e] (niveau méso) et le contexte socioéconomique, politique ou culturel (niveau macro) » (Garneau 2019, 8).

#### **1.4.5 Méthodologie**

Dans le cadre de cette étude, j'ai mené des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes auprès de 14 participant·e·s. Ces entretiens avaient pour objectif d'explorer leur engagement dans des actions de désobéissance civile liées à la crise climatique, de comprendre la signification qu'elles·ils attribuent à cette pratique, et de retracer leur parcours politique. Les enregistrements audio de ces entretiens ont ensuite été intégralement transcrits pour permettre une analyse thématique des données collectées. Au fil des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, il est devenu évident que les représentations des participant·e·s du *système* étaient cruciales pour comprendre leur engagement dans la désobéissance civile, au point de devenir le point central du projet de recherche.

#### **1.4.6 Résultats**

➤ *Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?*

Les participant·e·s ont tendance à caractériser la désobéissance civile par ses dimensions politique (c.-à-d. visant le bien d'une communauté ou de la société), publique (c.-à-d. visible et réalisée dans l'espace public), non-violente (généralement décrite comme une absence de violence physique et psychologique envers tout être vivant) et illégale (incluant le fait de s'engager de façon volontaire et consciente dans une action illégale). Cependant, des divergences émergent entre les participant·e·s concernant certains questionnements essentiels : qu'entend-on par non-violence? De plus, pour être qualifiée de désobéissance civile à leurs yeux, l'action peut-elle être spontanée ou doit-elle être organisée? Peut-elle être individuelle ou doit-elle revêtir un caractère collectif? Peut-elle s'exprimer de manière clandestine ou doit-elle être assumée publiquement? Peut-elle être tolérée par les autorités ou nécessite-t-elle la présence d'une répression? Cette

diversité de perspectives souligne la nécessité d'aborder le concept de désobéissance civile avec prudence.

➤ *Quel est leur parcours politique?*

Les influences qui ont le plus marqué le parcours militant des participant·e·s sont les mêmes que l'on retrouve généralement dans la littérature portant sur l'engagement des jeunes : la famille, l'école et les pairs. Cela dit, d'autres aspects, peut-être même plus saillants, ont émergé de l'analyse de leur parcours. En effet, plusieurs participant·e·s ont vécu de fortes éco-émotions (anxiété, peur, impuissance, colère, etc.) ou ont fait face à une importante détresse psychologique résultant des conséquences de leur engagement militant (traumatismes, découragement, épuisement, stress, etc.). De plus, elles-ils sont nombreux·euses à avoir connu un cheminement scolaire atypique (changements fréquents d'écoles, abandons scolaires, conflits avec les figures d'autorité, école aux adultes, etc.).

➤ *Quelles sont leurs représentations du système?*

Les représentations du *système* des participant·e·s s'articulent principalement autour de quatre dimensions interreliées : les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques, les discours ambiants (Gallant 2019) et les non-discours. D'abord, en ce qui concerne les rapports sociaux de pouvoir, de nombreux·euses participant·e·s mettent en lumière les conséquences injustes et disproportionnées de la crise environnementale sur certains groupes sociaux. Quelques-un·e·s insistent également sur le rôle des rapports de pouvoir, en particulier le capitalisme, le racisme et le colonialisme, dans l'émergence de la crise climatique. Pour ces raisons, plusieurs d'entre elles-eux considèrent que la crise climatique et les enjeux environnementaux ne devraient pas être abordés de manière isolée par rapport aux enjeux sociaux.

Ensuite, des participant·e·s emploient le terme *système* pour désigner les institutions étatiques qu'elles-ils jugent antidémocratiques. L'influence marquée des acteur·trice·s économiques dans le processus décisionnel, la prédominance de la démocratie représentative, ainsi que la répression juridico-policière ont été identifiées comme les principales composantes clés de ce *système* qui, à leurs yeux, sapent la démocratie.



Puis, certain·e·s participant·e·s envisagent le *système* comme une série de discours qui servent à justifier le maintien d'un ordre social injuste. Parmi les discours décriés par les participant·e·s, on retrouve ceux liés à la culture capitaliste, aux « bonnes » manières de s'engager (notamment l'adoption de petits gestes), à la décrédibilisation du militantisme écologiste et de certaines orientations politiques, et ceux liés à l'éco-anxiété, perçus comme dépolitisants et psychologisants. Enfin, pour des participant·e·s, le *système* ne se résume pas seulement aux discours ambiants, mais aussi aux non-discours. Ainsi, pour certain·e·s participant·e·s, le *système* évoque non seulement la manière dont la crise climatique est occultée dans les médias, mais également la dissimulation de ses causes systémiques au sein du système d'éducation.

## **1.5 Forum franco-québécois**

### **1.5.1 Contexte**

Le Secrétariat à la jeunesse du Québec (SAJ) et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire de France (INJEP), rattaché au ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse en France, ont co-organisé un forum franco-québécois intitulé *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* qui s'est déroulé le 17 novembre 2022 à Paris. Ce forum s'inscrit dans la foulée d'échanges antérieurs entrepris à quelques reprises entre l'INJEP et le SAJ, notamment lors des Rencontres franco-québécoises *Regards croisés sur les politiques de jeunesse* organisées à l'Assemblée nationale à Paris en 2018. Tandis que ces deux institutions publiques se préoccupent de longue date de l'engagement citoyen des jeunes et des manières pour l'État de saisir les nouvelles formes d'expression politique de cette génération, l'idée de tenir ce forum comparatif s'est imposée dans le contexte de la première vague de la pandémie de COVID-19, alors qu'on s'interrogeait sur les nouvelles manières de vivre ensemble et de faire société.

### **1.5.2 Objectifs du forum**

Cette journée d'échanges et de réflexions autour de la question de l'engagement citoyen des jeunes a été l'occasion de réunir des chercheur·e·s, des jeunes engagé·e·s, des acteur·trice·s issu·e·s de la société civile et des décideur·euse·s public·que·s afin de :

- 1) dresser un état des lieux du rapport des jeunes à la politique et à la démocratie, dans une perspective comparative France-Québec;
- 2) rendre compte des aspirations citoyennes des jeunes et de leurs parcours d'engagement;
- 3) comprendre les pratiques qu'elles·ils adoptent et les outils qu'elles·ils mobilisent lorsqu'elles·ils s'engagent, que ce soit dans des formes institutionnelles ou plus alternatives. (Charbonneau et Gallant, 2023)

### **1.5.3 Mandat**

À titre de stagiaire de la Chaire réseau de recherche sur la jeunesse du Québec, j'ai été chargée de rédiger une première version du compte-rendu de ce forum afin de synthétiser les principaux échanges qui ont eu lieu lors de cet événement et de mettre en évidence des éléments clés qui permettent de soutenir l'action publique en lien avec l'engagement des jeunes. Par ailleurs, de manière plus secondaire, j'ai eu le privilège de participer à la sélection des jeunes engagé·e·s qui ont été invité·e·s à y participer, ainsi que de les accompagner sur place.

## 1.6 Calendrier de stage

Activités de stage	2021				2022				2023																		
	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	
<b>1. Forum franco-québécois « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ? »</b>																											
Participation au recrutement de jeunes pour le forum																											
Tenue du forum																											
Rédaction du compte-rendu du forum																											
Remise du compte-rendu du forum																											
<b>2. Projet de recherche sur l'engagement de jeunes dans l'enjeu climatique</b>																											
Développement du projet de stage																											
<b>Bourse CRSH</b>																											
Rédaction de la demande																											
Dépôt de la demande																											
Obtention de la bourse																											
<b>Demande de certificat d'éthique</b>																											
Rédaction de la demande et conception du projet																											
Dépôt de la demande																											
Obtention du certificat d'éthique																											
<b>Signature de l'entente de stage</b>																											
Réalisation du projet de stage																											
Recrutement, entretiens et transcription des entretiens																											
Codage et analyse des données																											
Réalisation des produits de transfert																											
Rédaction du rapport de recherche																											
Rédaction du sommaire exécutif																											
Conception de la présentation orale au SAJ																											
Transfert de connaissances: Présentation orale au SAJ																											
<b>3. Essai</b>																											
Rédaction																											
Remise																											

## CHAPITRE 2 : RÉFLEXION CRITIQUE SUR LA NOTION DE MOBILISATION ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES

Avant de détailler les activités de mobilisation et transfert des connaissances réalisés dans le cadre du stage, une réflexion préliminaire sur la nébuleuse notion de mobilisation des connaissances s'impose. Cette étape s'avère cruciale pour exposer mon propre positionnement face à celle-ci et pour mieux cerner les approches de la mobilisation des connaissances dans lesquelles s'inscrit mon stage.

### 2.1 Variations terminologiques

De prime abord, il convient de noter que la définition de la notion de mobilisation des connaissances constitue un véritable défi pour quiconque souhaite s'y référer et représente la bête noire de plusieurs étudiant·e·s du programme. C'est que, « la mobilisation des connaissances, en tant que domaine émergent, est souvent taxée de jargon universitaire, dont les interprétations sont multiples et souvent contradictoires » (Ratkovic et al., paraphrasé dans Vasseur et Baker 2021, 112). Dancause (2021) exprime une idée similaire : « Les débats autour du terme le plus juste pour exprimer les mécanismes de partage et de diffusion des connaissances ainsi que toute la dimension sociale dans laquelle s'inscrivent ces mécanismes sont nombreux et ne semblent pas vouloir se conclure » (cité dans Khouiyi, Guillemette et St-Pierre 2022, 158).

Cette difficulté découle en grande partie du fait que le milieu académique, les chercheur·e·s, les milieux de pratique et les organismes subventionnaires l'emploient pour désigner diverses réalités. En 2006, pas moins de 29 termes relatifs au partage de connaissances ont été recensés par Graham et al. (2006) dans les écrits anglophones, parmi lesquels figurent *mobilisation*, *application*, *utilisation*, *échange*, *partage* et *transfert* (dans Khouiyi, Guillemette et St-Pierre 2022, 153). Certains termes sont parfois utilisés de façon interchangeable; d'ailleurs, selon Faye et al. (2007), « *transfert de connaissances*, *échange et partage des connaissances*, *partage et utilisation des connaissances* sont des locutions qui réfèrent toutes à du transfert » (cité dans Khouiyi, Guillemette et St-Pierre 2022, 153). Les différentes façons d'aborder le sujet soulèvent des interrogations quant au terme le plus approprié à utiliser pour englober tous ces concepts, notamment en ce qui concerne le choix entre *mobilisation* et *transfert* des connaissances, voire

sur la pertinence de les distinguer, comme le fait l'INRS dans le titre du programme de mobilisation et transfert des connaissances.

Néanmoins, à l'échelle internationale, c'est le terme *transfert des connaissances* qui demeure le plus largement utilisé dans divers contextes (Graham et al. 2006), bien qu'il soit connoté différemment selon la discipline dans laquelle s'opère le transfert. Si « l'expression *transfert de connaissances* ne suppose pas nécessairement un échange, un partage, ni même une utilisation des connaissances » (Khouiyi, Guillemette et St-Pierre 2022, 158), la plupart des personnes qui l'utilisent font généralement implicitement référence à un processus interactif de quelque nature que ce soit entre les chercheur·e·s et les milieux de pratique. Au Québec, l'équipe de recherche sur le transfert des connaissances RENARD a choisi de retenir l'expression *transfert de connaissances* pour désigner « toutes les étapes liées au processus de transfert, de la production de la recherche jusqu'à son utilisation, [incluant] l'ensemble des efforts pour favoriser l'utilisation de la recherche, qu'ils soient interactifs ou non » (2019). L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) partage également cette préférence pour le terme *transfert des connaissances*, qui est par ailleurs mieux reconnu dans le secteur de la santé, en le définissant de la sorte :

Un processus dynamique qui englobe différentes stratégies de diffusion et d'appropriation des connaissances en vue de leur utilisation par les milieux de pratique, les milieux de décision ou le grand public. Il s'illustre par un continuum d'activités qui va de la diffusion jusqu'à des pratiques collaboratives. (2009, cité dans Dancause 2021, 13)

À l'inverse, d'autres privilégient l'utilisation du terme *mobilisation des connaissances* à celle du *transfert des connaissances*. Dans le *Diagnostic de l'expertise québécoise dans le domaine de la mobilisation des connaissances*, Dancause (2021) relève deux définitions de la mobilisation des connaissances fréquemment relayées. L'une d'entre elles est celle mise de l'avant par le Fonds de recherche du Québec (FRQ) :

[La mobilisation des connaissances renvoie à l'idée que] les connaissances issues de la recherche ou les résultats de recherches mènent, à moyen et à long terme, l'action (innovations technologiques, médicales, sociales sous forme de produits, de procédés, de pratiques, de politiques, etc.) et le changement qui répond à des préoccupations, besoins ou problèmes des milieux en lien avec l'objet de la recherche [...]. (cité dans Dancause, 2021, 12)

Une autre définition de la mobilisation des connaissances couramment citée est celle proposée par Elissalde, Gaudet et Renaud (2010) :

L'ensemble des processus cognitifs et pratiques qui visent à l'échange de divers savoirs (recherches, pratiques, expériences et cultures) dans le but de créer de nouvelles formes de connaissances pouvant servir à l'action. La mobilisation des connaissances est la résultante des stratégies de mise en réseau, d'échange et de valorisation (diffusion et transfert). (cité dans Dancause 2021, 12)

Tous ces éléments considérés, deux questions demeurent en suspens : quel terme devrait-on privilégier entre *mobilisation* et *transfert* des connaissances? Et quelle définition devrait-on adopter? Dans les paragraphes suivants, je tenterai d'y répondre.

## **2.2 Le transfert des connaissances**

Tout d'abord, je prends personnellement position en faveur de l'utilisation du terme *mobilisation* des connaissances plutôt que celui de *transfert* des connaissances, notamment dans une volonté de « reconsidérer la hiérarchie qui avait caractérisé les projets de recherche partenariale développés dans les années 1980 et qui faisait des chercheur[·e·]s les seul[·e·]s détenteur[·trice]s du savoir » (Dancause 2021, 11). Selon Renaud (2004), « passer de transfert à mobilisation est une façon de nommer un passage qui a été vécu dans les décennies récentes et peut-être aussi une façon d'y participer » (paraphrasé dans Khouiya, Guillemette et St-Pierre 2022, 159). D'ailleurs, dans le cadre du stage du programme de mobilisation et transfert des connaissances de l'INRS, le nom du cours *transfert dirigé* invite implicitement les étudiant·e·s à adopter une posture centrale en tant que détenteur·trice·s de connaissances, ce qui peut bien entendu avoir une incidence sur l'orientation de leur stage, et par extension, sur leur conception de la mobilisation des connaissances et du rôle d'agent·e d'interface. Or, comme nous le verrons au chapitre suivant, dans le contexte de mon projet de recherche sur la désobéissance civile, il s'agissait en effet d'un transfert unidirectionnel de connaissances vers le Secrétariat à la jeunesse.

Pourtant, ainsi défini, le transfert des connaissances n'est pas indispensable à une démarche de mobilisation des connaissances. Comme l'expliquent Landry et al. (2003), il arrive parfois que le processus de mobilisation des connaissances « ne compren[ne] pas de phase de réception

(puisque les connaissances sont cogénérées) et favorise d'emblée l'adoption et l'utilisation des connaissances, puisque la participation à la génération de ces dernières est reconnue comme favorisant leur utilisation » (paraphrasé dans Khouiya, Guillemette et St-Pierre 2022, 156). Ainsi, le forum franco-québécois illustre parfaitement cette approche, car il s'agissait d'un événement où les connaissances provenant de divers milieux étaient partagées directement entre les participant·e·s, éliminant ainsi le besoin d'un transfert formel de connaissances. Cette approche démontre que la mobilisation des connaissances peut être facilitée par des mécanismes de partage de connaissances en temps réel, encourageant ainsi leur adoption et leur utilisation par les acteur·trice·s concerné·e·s, sans nécessiter une étape de transfert distincte.

## **2.3 La mobilisation des connaissances : tentative définitionnelle**

Les différentes propositions de définitions de mobilisation et de transfert des connaissances ci-haut comportent plusieurs similarités, mais mettent également en évidence certains éléments dont je souhaite discuter afin d'exposer ma vision de la mobilisation des connaissances et mieux situer mon projet de stage : la visée de la mobilisation des connaissances, les approches de la mobilisation des connaissances ainsi que le type de connaissances mobilisées.

### **2.3.1 La visée de la mobilisation des connaissances**

De nombreuses définitions de la mobilisation des connaissances mettent l'accent sur sa visée d'utilité, de pertinence sociale ou de bien commun. Pour ma part, je ressens un certain malaise à l'égard de ces expressions parce qu'elles donnent l'impression qu'il existerait une science, voire des chercheur·e·s, inutiles :

Il [...] est demandé [aux chercheur·e·s] d'être « utile » (on peut parler d'injonction généralisée, qui dépasse l'action publique) sans que les formes de cette utilité soient clarifiées. Pour autant porte sur [elles·]jeux le soupçon permanent de l'inutilité, voire d'être nuisible (en « désenchantant le monde »). (Delahais et Devaux-Spatarakis 2022, 14)

Je préfère donc parler de différentes utilisations possibles des connaissances. D'abord, il me semble que les définitions dominantes de la mobilisation des connaissances évoquent l'idée d'une

utilisation plutôt instrumentale des connaissances, c'est-à-dire qu'elles laissent sous-entendre que « les résultats d'une recherche spécifique, le produit d'une synthèse de connaissances ou des recommandations provenant d'expert[e]s sont directement utilisés dans l'élaboration d'une politique, dans la prise de décision ou dans le processus de résolution d'un problème » (Lemire, Souffez et Laurendeau 2009, 24). Il convient pourtant de garder à l'esprit qu'il existe d'autres utilisations des connaissances. Par exemple, l'utilisation symbolique, également appelée utilisation stratégique ou persuasive, renvoie à une utilisation des connaissances qui a pour but « de légitimer et soutenir des positions déjà prises ou pour construire un argumentaire pour l'action » (Lemire, Souffez et Laurendeau 2009, 25). Ensuite, l'utilisation processuelle réfère aux « changements dans la façon de penser et d'agir des participant[e]s (chercheur[e]s, praticien[·ne]s ou gestionnaires) » (Lemire, Souffez et Laurendeau 2009, 25) qui ont pris part à un processus de mobilisation des connaissances. Puis, « on parle d'utilisation conceptuelle lorsque la connaissance produite apporte un éclairage nouveau sur une problématique, ou encore, lorsque la connaissance permet d'approfondir la compréhension de problèmes complexes » (Lemire, Souffez et Laurendeau 2009, 23). Ainsi, mon stage, dont l'objectif principal était d'enrichir les connaissances du SAJ sur l'engagement de jeunes, s'inscrit très clairement dans cette dernière utilisation des connaissances, à savoir l'utilisation conceptuelle. Enfin, selon Alkin et King (2017), il y a également des « “mésusages”, qui peuvent relever de la mauvaise interprétation [...] ou de non-usages activement recherchés » (paraphrasé dans Delahais et Devaux-Spatarakis 2022, 32).

### **2.3.2 Les approches de la mobilisation des connaissances**

Cela étant dit, il ne faudrait pas confondre la visée de la mobilisation des connaissances avec les approches, stratégies et actions employées pour y parvenir, ce qui me semble trop souvent être le cas lorsqu'il s'agit de définir la mobilisation des connaissances. Par exemple, certaines définitions de la mobilisation des connaissances suggèrent qu'il est possible de la réaliser sans une interaction significative avec les milieux d'action, tandis que d'autres insistent sur la nécessité de développer des liens étroits de collaboration avec ces milieux, favorisant ainsi la recherche partenariale ou la co-construction des connaissances. Si je suis d'accord en principe avec l'idée que la mobilisation des connaissances n'est pas intrinsèquement associée à un certain degré de collaboration avec un milieu d'action, j'aimerais tout de même souligner que l'adoption de



stratégies collaboratives est susceptible d'accroître considérablement l'utilisation de connaissances dans la pratique et « générer des bienfaits plus intéressants et plus durables pour toutes les parties » (Reed et al. 2021, 37). Comme le soulignent Elissalde, Gaudet et Renaud (2010), « une étude qui ne tiendrait pas compte des connaissances des partenaires de terrain aurait peu de chances d'intéresser les milieux de pratiques et de leur être utile » (141). Or, dans le domaine de la mobilisation des connaissances, il existe un certain impératif de collaboration accru à toutes les étapes du processus de mobilisation des connaissances, presque comme un idéal à atteindre. D'ailleurs, les chaires UNESCO partagent la conviction que la mobilisation précoce des utilisateur·trice·s devrait « avoir lieu par défaut » (Bourgeois-Doyle 2021, 6) dans la plupart des recherches.

Pour ma part, je préfère concevoir la mobilisation des connaissances comme l'ensemble des efforts de production et de mise en circulation des connaissances, en évitant de spécifier un type ou un degré de collaboration avec les milieux d'action. Si j'adopte une définition si générique de la mobilisation des connaissances, au point tel qu'on pourrait légitimement me critiquer de la vider de sa substance, c'est parce que je suis convaincue qu'il n'existe pas une approche unique qui soit systématiquement plus pertinente que d'autres pour favoriser l'utilisation des connaissances. Ce qui traduit le mieux ma résistance à réduire la mobilisation des connaissances à une seule approche est ce que Frédéric Lesemann (2003) souligne lorsqu'il évoque l'existence d'une culture d'oppositions au sein du milieu universitaire :

Cette culture d'oppositions : fondamental-appliqué; libre-orienté; disciplinaire-interdisciplinaire, me semble véritablement structurante du milieu universitaire et de son imaginaire. [...] Car la réalité du fonctionnement de l'Université [...] est au contraire celle d'un constant va-et-vient entre démarche empirique, apport théorique, implication dans un milieu professionnel, souci de pertinence, contribution à une réflexion fondamentale. Toutes ces opérations sont étroitement imbriquées les unes dans les autres, sans qu'il soit tellement possible de les distinguer les unes des autres; elles se fécondent et s'éclairent mutuellement [...]. Et pourtant, les comportements et les rhétoriques pour le contrôle du champ s'ancrent dans ces oppositions et les professeur[·e]s semblent en avoir besoin pour constituer le « champ » et s'y positionner. (29)

À mon avis, une définition générique de la mobilisation des connaissances offre la possibilité de prendre en compte la contribution de divers moyens de production et d'échange de

connaissances, tout en permettant une certaine flexibilité quant à l'orientation qu'elle peut prendre en fonction du contexte dans lequel elle s'inscrit. Cela implique qu'il existe une complémentarité entre les divers moyens de mobilisation des connaissances, chacun présentant ses avantages et ses inconvénients. Ainsi, une collaboration étroite n'est pas toujours nécessaire, voire souhaitable, pour parvenir à l'utilisation des connaissances. Toutefois, je reconnais volontiers les écueils qui pourraient être soulevés à l'égard d'une telle définition, comme ceux mis en lumière, à juste titre, par Emmanuelle Piedboeuf (2020) dans son essai :

Le fait que la [mobilisation des connaissances] soit peu ou mal définie peut aussi être source de problème, en particulier lorsque plusieurs démarches très différentes sont mises sur un pied d'égalité. Il existe en effet un large spectre entre l'activité de transfert en fin de subvention et la démarche d'engagement ou de coconstruction. (37)

Je partage entièrement ses préoccupations, et c'est précisément pour cette raison que je soutiens qu'il est plus judicieux de discuter des approches, des stratégies ou des activités de mobilisation des connaissances plutôt que de simplement déclarer que l'on pratique la mobilisation des connaissances. Par conséquent, ce qui importe, c'est plutôt de connaître : 1) à quel(s) moment(s) les collaborateur·trice·s de la recherche sont-elles·ils impliqué·e·s ?, 2) de quelles façons le sont-elles·ils? et 3) quel est leur niveau d'implication dans la recherche? Cette distinction est importante, d'une part pour une meilleure compréhension mutuelle, mais aussi pour garantir que les ressources allouées à des projets correspondent adéquatement à leur envergure. Il demeure que « les attentes des bailleur[·euse]·s de fonds sont souvent floues ou vagues, ce qui mène à des interprétations incohérentes » (Vasseur et Baker 2021, 119).

Cela m'amène donc à discuter des approches de mobilisation des connaissances adoptées dans le cadre de mes deux projets de stage. D'abord, en ce qui concerne mon projet de stage principal, soit mon projet de recherche, il s'inscrivait dans une approche résolument linéaire ou unidirectionnelle, c'est-à-dire qu'il visait principalement à faire progresser la science en partant du postulat que « les utilisateur[·trice]·s potentiel[·le]·s s'intéresseraient nécessairement aux résultats de la recherche » (Lemire, Souffez et Laurendeau 2009, 12). Bien qu'il y ait eu quelques allers-retours avec le Secrétariat à la jeunesse lors de la conception de l'activité de transfert des connaissances pour veiller à ce que le format et le contenu proposés favorisent l'utilisation des connaissances, je n'irais pas jusqu'à qualifier cette démarche de recherche collaborative, ou du moins je dirais qu'il s'agit d'une collaboration de faible intensité.

En ce qui a trait au colloque franco-qubécois auquel j'ai participé, on pourrait parler d'une approche de mise en réseau (Elissalde, Gaudet et Renaud 2010). En effet, la mobilisation des connaissances englobe aussi la création de relations plus étroites entre différents réseaux afin de favoriser la circulation des connaissances et ultimement son utilisation. Cependant, il est à noter que les deux projets menés pendant mon stage s'insèrent dans une relation partenariale à long terme entre le Secrétariat à la jeunesse, d'un côté, et la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec ou l'Observatoire Jeunes et Société de l'autre, démontrant ainsi un engagement continu entre ces entités.

### **2.3.3 Le type de connaissances mobilisées**

Enfin, il est important de s'interroger sur la nature des connaissances mobilisées. Certaines définitions de la mobilisation des connaissances, telles que celle avancée par le FRQ, accordent une place centrale aux connaissances issues de la recherche scientifique. Cette mobilisation des connaissances peut donc revêtir diverses formes, allant de la transmission de résultats issus d'une simple recherche à la compilation, l'évaluation, la synthèse et la diffusion des connaissances scientifiques les plus pertinentes concernant un domaine spécifique. Ainsi, « les utilisateur[·trice·]s se fondent sur une base scientifique pour prendre une décision ou pour amener des changements concrets dans les pratiques » (Dagenais 2018, 23). Ce dernier processus présente des similitudes avec l'approche de la pratique fondée sur les données probantes. Aussi connue sous le nom de *Evidence-Based Practice* (EBP), cette pratique repose sur une méthodologie systématique visant à recueillir une vaste quantité de connaissances scientifiques en vue d'établir des normes pour des pratiques considérées comme exemplaires (Courrier et al., 2009, paraphrasé dans Marion, 2018). Toutefois, cette épistémologie sous-jacente à l'EBP « entraîne une hiérarchisation des connaissances, plaçant généralement les connaissances [dites] objectives au sommet de la hiérarchie, tandis que les connaissances issues de l'expérience sont souvent positionnées en bas de cette hiérarchie » (Marion 2018, 11). Cette préférence pour les connaissances explicites, c'est-à-dire celles qui sont codifiées, formalisées et chiffrées, par rapport aux connaissances tacites, qui sont plutôt expérientielles, intuitives et intangibles, peut être attribuable à certains facteurs.

Tout d'abord, force est d'admettre que les connaissances tacites « se prêtent moins à la formalisation, à la verbalisation et à la mémorisation » (Lamari 2010, 41). De plus, elles sont

souvent implicitement considérées comme anecdotiques ou peu porteuses puisqu'elles sont « plus difficiles à valoriser au profit de l'innovation et de la prospérité économique » (Lamari 2010, 40). En outre, « en raison de leur nature incarnée, engagée et politique » (Vernay 2021, 374), les connaissances tacites peuvent être ignorées, laissant de côté les connaissances générées « dans différents contextes d'oppression et de luttes » (Bracke, Puig de la Bellacasa et Clair 2013, cité dans Vernay 2021, 374). Enfin, le manque de considération envers les connaissances tacites peut résulter de configurations d'intérêts et être lié à des privilèges et à l'oppression (Tuana 2006), les déclassant ainsi « comme simples croyances, manifestations irrationnelles ou traditions archaïques » (Godrie et Monfort 2022, s.p.).

Malgré la volonté de chercheur·e·s de partager les résultats de recherche les plus prometteurs pour orienter l'action, il persiste un écart significatif entre l'état des connaissances issues de la recherche et les pratiques observées dans de nombreux domaines professionnels. C'est pourquoi d'autres définitions de la mobilisation des connaissances, comme celle proposée par Elissalde, Gaudet et Renaud (2010), insistent plutôt sur un échange de diverses sources de savoirs dans le but de créer de nouvelles formes de connaissances pouvant réellement servir à l'action. Cette perspective rejoint également celle de Lomas et al. (2005) qui stipulent que « les connaissances qui [sont] l'objet d'un processus de mobilisation doivent émaner de plusieurs sources (paraphrasé dans Roberge, Laframboise et Vézina 2018, 4) et celle de Lévesque (2016) qui affirme que la démarche de mobilisation des connaissances « requiert la combinaison de plusieurs types de connaissances » (cité dans Cardona Campuzano 2020, 9).

Selon ces définitions, la mobilisation d'une diversité de savoirs apparaît comme une solution pour pallier certaines lacunes inhérentes aux approches traditionnelles de recherche, parmi lesquelles figurent leur incapacité à prendre pleinement en compte les besoins des utilisateur·trice·s, leur perspective, leur expertise, ainsi que les problèmes concrets auxquels elles·ils sont confronté·e·s. Autrement dit, « l'ouverture de la science à autre chose qu'elle-même, ses habitudes et ses rituels » (Piron 2018, cité dans Godrie et Monfort, 2022, s.p.) pourrait servir de rempart contre ce que Santos (2014) appelle la « monoculture du savoir scientifique » (cité dans Godrie et Monfort 2022, s.p.), soit ce manque de diversité épistémique qui nuit à notre capacité à élaborer des solutions complexes, innovantes et originales face aux défis sociaux contemporains.

Cela étant dit, à mes yeux, que l'on mobilise des connaissances explicites et/ou tacites à un moment ou à un autre de notre démarche, la mobilisation des connaissances implique à tout le

moins une attitude empreinte d'ouverture envers toutes les formes de savoirs, incitant ainsi à un examen critique des différentes pratiques de production et d'ignorance des connaissances. Ainsi, la notion de mobilisation des connaissances s'arrime à la notion de justice cognitive, qui repose sur l'idée qu'« aucun régime ou forme de savoir ne devrait dominer au détriment des autres, mais bien plutôt exister dans un dialogue mutuel » (Godrie et Monfort 2022, s.p.). Elle appelle donc à une posture d'humilité face à la connaissance.

En conclusion de cette section, je désire présenter une définition de la mobilisation des connaissances qui, tout en étant sujette à des évolutions futures, est le fruit de la synthèse de mes réflexions actuelles que j'ai exposées jusqu'ici sur ce sujet :

---

*La mobilisation des connaissances correspond à l'ensemble des efforts (mise en réseau, collaboration, diffusion, transfert, valorisation, etc.) de mise en circulation de connaissances (explicites et/ou tacites) dans le but de favoriser ultimement leur utilisation (instrumentale, symbolique, processuelle et conceptuelle) à court ou long terme par les milieux de pratique, les milieux de décision ou le grand public.*

---

## **CHAPITRE 3 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES ISSUES DU PROJET DE RECHERCHE ET DE LEURS RETOMBÉES**

Après l'achèvement de mon stage en mobilisation et transfert des connaissances, je tiens à mettre en évidence les trois activités de transfert de connaissances qui résultent de mon projet de recherche. Ces initiatives étaient essentielles pour assurer que les résultats de la recherche ne restent pas confinés à la sphère académique, mais qu'ils puissent bénéficier au Secrétariat à la jeunesse.

### **3.1 Activités de circulation de connaissances issues du projet de recherche**

#### **3.1.1 Rapport de recherche**

Au cœur de mon stage se trouve la rédaction d'un rapport de recherche d'une soixantaine de pages sur mon projet de recherche concernant la désobéissance civile de jeunes engagé·e·s dans le mouvement pour la justice climatique (Annexe 1). J'y aborde la problématique de recherche, le cadre théorique sur lequel je me suis appuyée pour analyser et comprendre l'engagement de ces jeunes, la méthodologie de recherche employée (processus de recrutement des participant·e·s, profil des personnes impliquées, méthodes de collecte de données utilisées et considérations éthiques prises en compte tout au long de l'étude), les résultats de recherche structurés autour de trois axes (le sens qu'elles·ils donnent à la désobéissance civile, leur parcours vers l'engagement dans la désobéissance civile, et leurs représentations du *système*) et une discussion des résultats en les mettant en relation avec d'autres travaux sur le sujet. Le transfert de connaissances au sein du milieu scientifique s'est essentiellement effectué par le biais de la rédaction de ce rapport de recherche. Il serait cependant judicieux, de plus, de partager mes résultats lors d'éventuels colloques ou communications scientifiques afin de mieux faire connaître mon projet de recherche.

Bien qu'il ait été initialement conçu à l'intention de la communauté scientifique, le rapport de recherche est disponible pour consultation pour quiconque s'intéresse à la question de

l'écocitoyenneté chez les jeunes. Isabel Champagne du Secrétariat à la jeunesse a d'ailleurs pris le temps de le parcourir pour approfondir sa compréhension des résultats de la recherche et pour identifier plus précisément les éléments pertinents à transmettre à son équipe. Étant donné le temps nécessaire à la lecture, il est peu probable que la majorité des utilisateur·trice·s s'engagent, comme elle l'a fait, à consulter le rapport de recherche intégralement, ce qui limite leur accès à la richesse des informations contenues. C'est pourquoi d'autres outils de transfert des connaissances, mieux adaptés à la réalité du SAJ, ont été conçus.

### **3.1.2 Présentation orale et discussion**

Après avoir pris connaissance du rapport de recherche, Isabel Champagne a exprimé le souhait que je présente oralement mes résultats à son équipe. En réponse à sa proposition, j'ai conçu une vidéo de présentation d'une trentaine de minutes. Les conseils avisés d'Isabel Champagne et de Nicole Gallant m'ont été précieux pour façonner efficacement mon contenu en fonction de l'audience cible. Ce format m'a donné l'occasion de vulgariser mon projet de recherche et de partager des images concrètes d'actions liées au mouvement climatique, offrant ainsi une perspective tangible sur le sujet étudié. J'ai diffusé cette vidéo le 5 octobre dernier lors d'une réunion d'équipe du SAJ qui s'est tenue à distance, en mode visioconférence. Suite à cette présentation, une période de discussion m'a permis de clarifier certains aspects de mon projet, en réponse aux questionnements et commentaires des employé·e·s du SAJ. Cette approche me semble particulièrement adaptée à leur contexte, puisque la vidéo préparée offre la possibilité aux employé·e·s absent·e·s lors de la réunion de la consulter ultérieurement, à leur convenance, renforçant ainsi l'accessibilité du transfert de connaissances. Néanmoins, je suis consciente que le dynamisme d'une présentation en format vidéo est moindre par rapport à une présentation en direct. Étant donné que mes compétences s'expriment davantage dans d'autres modes de communication que l'expression orale, et compte tenu de mon engagement en faveur de la diversité des moyens d'expression dans divers contextes, je considère que ce format représente un compromis satisfaisant.

### **3.1.3 Document synthèse**

En complément de ma présentation orale, j'ai élaboré un outil de transfert des connaissances de mes résultats de recherche sous la forme d'un document synthèse de trois pages (Annexe 3), à destination du SAJ. Il s'agit d'un document d'aide-mémoire ou d'appui à la présentation orale pour y condenser les idées principales. Dans cette perspective, j'ai cherché à appliquer le modèle de Heath et Heath (2008), qui expliquent comment rendre certains messages mémorables grâce à six principes : ils doivent être simples, inattendus, concrets, crédibles, émotionnels et narratifs (dans Cook, Cook et Landrum 2013). À titre d'exemple, j'ai choisi d'intégrer quelques citations de jeunes participant·e·s de manière visuellement stimulante dans une volonté de mettre en valeur leur prise de parole, de les rapprocher en quelque sorte des lecteur·trice·s et de susciter un intérêt et une curiosité au sein de l'équipe du SAJ pour le projet de recherche.

## **3.2 Retombées du projet de recherche**

### **3.2.1 Nuancer, décaler, modifier le regard du partenaire de recherche**

Lors des premières discussions avec Nicole Gallant sur mon projet de recherche, elle a rapidement perçu que les résultats auraient le potentiel de nuancer le regard que le SAJ porte sur l'action politique des jeunes et sur leur rapport à l'environnement. Initialement, cette retombée pour le milieu de la pratique me semblait assez minime, voire insuffisante, dans le cadre d'un stage en mobilisation et transfert des connaissances. À partir de ce moment, je me suis grandement questionnée sur ce que je percevais comme « utile » pour un milieu de pratique. À la lecture de l'article de Johnsen et Normann (2004), *When Research and Practice Collide : The Role of Action Research When There Is a Conflict of Interest With Stakeholders*, j'en suis venue à la conclusion que le caractère de ce qui est « utile » ne concernait pas seulement les changements rapides et radicaux, mais aussi, et peut-être plus fondamentalement encore, les changements incrémentaux qui se produisent graduellement au fil du temps. Dans un contexte complexe, tel que celui des organisations gouvernementales, il est normal, voire souhaitable, que les résultats de recherche ne mènent pas directement à une action ou une prise de décision. En fait, « il n'y a pas de décision publique linéaire et univoque. La décision publique est un processus complexe multi-acteur[·trice·]s et multi-niveaux, qui s'organise autour de sous-systèmes



d'influence » (Delahais et Devaux-Spatarakis 2022, 4). Claude Trottier, cofondateur de l'Observatoire Jeunes et Société, soutient que les données probantes de recherches, par exemple, ne représentent qu'un facteur d'influence parmi tant d'autres dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. Selon lui, ce que peuvent apporter les résultats de recherche à l'action publique, c'est plutôt « d'amener de façon indirecte les décideur[·euse·]s à modifier leur façon de penser, modifier leur façon de poser les problèmes et changer leur propre cadre de référence » (2021). María Eugenia Longo (2021), cotitulaire de la Chaire-réseau de recherche sur la Jeunesse du Québec, parle quant à elle de l'importance de « décaler le regard du partenaire parce que les réponses sont parfois ailleurs que là où le partenaire les cherche » (25).

Isabel Champagne a d'ailleurs souligné que mon projet de recherche sur la désobéissance civile était pertinent précisément parce qu'il ne correspondait pas aux sujets habituellement abordés au SAJ. De mon point de vue, le seul fait d'introduire ce sujet au sein du SAJ constitue en soi une retombée positive importante. Bien qu'il soit difficile de mesurer précisément l'impact de mon transfert des connaissances au sein du SAJ, j'espère avoir pu contribuer non pas à glorifier la désobéissance civile, mais à apporter un éclairage sur ses diverses approches, les différentes façons de la définir et de la concevoir, et les motivations qui poussent des jeunes à s'y engager. De plus, je me plais à penser que le Secrétariat à la jeunesse puisse saisir cette occasion pour repenser la manière dont les préoccupations environnementales, citoyennes, et démocratiques de ces jeunes sont intégrées et reflétées ou non dans les mesures de son Plan d'action jeunesse (PAJ) 2021-2024. À l'heure actuelle, le PAJ met en avant des objectifs tels que l'éducation à l'environnement et la promotion de l'écocitoyenneté, la création de milieux de vie verts et la facilitation des interactions des jeunes avec la nature. Malgré leur mérite, ces objectifs semblent toutefois en décalage avec les attentes plus revendicatrices des jeunes que j'ai rencontré·e·s. En effet, celles·ceux-ci réclament des actions institutionnelles structurantes en matière d'environnement, dépassant ainsi le cadre habituel des responsabilités du SAJ qui dispose de peu de marge de manœuvre dans ce domaine.

Bien que le premier objectif pourrait permettre une meilleure conscientisation et mobilisation de jeunes sur les questions environnementales, les participant·e·s mettent en lumière des obstacles significatifs tels que la répression politique, l'influence prépondérante du lobbyisme sur les

décisions politiques, et les limites du système politique représentatif, qui freinent leur capacité à influencer la transition socio-écologique.

De plus, elles-ils sont nombreux·euses à remettre en question l'efficacité des mesures visant à promouvoir des comportements écoresponsables chez les citoyen·ne·s, les percevant au mieux comme nécessaires, mais insuffisantes face à l'urgence et la complexité de la crise climatique, au pire comme étant contre-productives, favorisant ultimement un écocivisme à plus petite échelle qui responsabilise davantage les individus. La création de milieux de vie verts, par exemple, est souvent perçue par l'État comme une réponse à un problème technique, résultant du manque d'infrastructures nécessaires pour favoriser des choix plus écologiques. La perspective des participant·e·s de ma recherche diffère considérablement : elles-ils voient le défi environnemental comme étant bien plus que simplement technique; c'est à leurs yeux un problème profondément enraciné dans les structures sociales et économiques.

Certes, le SAJ reconnaît que « la voix des jeunes du Québec s'élève de plus en plus afin de revendiquer une intensification des actions pour une *transition climatique juste* » (je souligne) (SAJ 2021b). Il juxtapose cependant la définition de « transition juste » du ministère de l'Environnement dans son Plan pour une économie verte 2030, où « transition juste » est principalement employé pour décrire l'accompagnement des secteurs économiques et de la main-d'œuvre vers une économie plus sobre en carbone. Cette perspective « techno-centrée » de la transition, promue par la CAQ, est toutefois opposée à la vision « socio-centrée » (Romdhani et Audet 2022) adoptée par les participant·e·s de ma recherche et, il me semble, par de nombreux·euses autres jeunes engagé·e·s dans le mouvement climatique. En effet, les préoccupations des participant·e·s s'inscrivent davantage dans une approche de justice climatique, mettant en avant l'intersectionnalité des luttes et l'imbrication des divers rapports sociaux de pouvoir au sein des questions environnementales tels que le capitalisme, le racisme et le colonialisme. Selon elles-eux, la crise climatique et les défis environnementaux ne devraient pas être traités isolément par rapport aux autres enjeux sociaux.

La définition adoptée par le SAJ de la transition juste, ainsi que la structure du PAJ qui tend à fragmenter les enjeux, soulèvent ainsi le risque d'orienter le soutien vers des initiatives environnementales principalement axées sur la carboneutralité, au détriment d'initiatives solidement ancrées dans les principes de justice climatique et sociale souhaitées par les participant·e·s.

Dans le cadre de mon transfert de connaissances au SAJ, j'ai tenté de mettre en lumière ces éléments et bien d'autres afin d'introduire un discours alternatif à celui du SAJ sur la transition socio-écologique, tel que défendu par les participant·e·s de mon projet de recherche. J'espère que cela aura permis de contribuer à enrichir la perspective du SAJ et à favoriser une prise en compte plus vaste des diverses préoccupations des jeunes dans le contexte de la transition socio-écologique, bien que je n'avais ni l'intention ni la prétention d'agir comme leur porte-parole ou comme leur porte-voix.

### **3.2.2 Limites des retombées du projet de recherche**

En rétrospective, mes possibilités d'influencer de manière significative les perspectives de l'équipe du SAJ sur l'engagement des jeunes dans les questions environnementales étaient relativement limitées, et ce, pour diverses raisons. Pour commencer, certains de ces facteurs sont liés à l'approche de la mobilisation des connaissances adoptée dans le cadre de ce projet de stage. Je considère que la modeste participation du SAJ à mon projet de recherche, bien que délibérée, ainsi que l'absence d'une relation de confiance établie sur le long terme, ont sans doute constitué des obstacles importants quant à l'appropriation efficace des résultats de mon projet de recherche par le SAJ.

Le meilleur prédicteur du succès de l'utilisation serait l'intensité des contacts face-à-face entre les diffuseur·[euse·]s de la connaissance et les intervenant·[e·]s, c'est-à-dire la fréquence et la qualité du soutien, ainsi que sa continuité dans le temps (Ncddr, 1996b; Roy, Guindon et Fortier, 1995). Plus l'interaction entre les chercheur·[e·]s et les utilisateur·[trice·]s s'intensifie et se régularise, plus la connaissance serait utilisée (Landry et al., 2001). Selon cette approche, la connaissance circule de façon bidirectionnelle et les chercheur·[e·]s partagent avec les intervenant·[e·]s et les décideur·[euse·]s la responsabilité du processus d'utilisation (Blackburn et Demers, 1996). (dans Dagenais 2006, 27)

Ma légitimité et celle de ma démarche pourraient aussi avoir été remises en question en raison du caractère indépendant de mon projet de recherche et de la taille restreinte de mon échantillon, accentuée par mon manque d'expérience en tant que jeune étudiante à la maîtrise. En effet, il semble que « la source du message (l'organisation de la recherche, le·[la] chercheur·[e] ou la

personne qui transmet l'information) compte davantage que le message comme tel dans le processus d'utilisation de la connaissance » (Ncddr 1996a, dans Dagenais 2006, 27). De plus, les scientifiques jugé·e·s crédibles « sont souvent [celles·]ceux qui sont les plus susceptibles de conforter les croyances et les valeurs préexistantes des décideur[·euse·]s politiques » (Montpetit 2018, 87). À cet égard, le sujet de mon projet de recherche, en l'occurrence la désobéissance civile, représente un autre facteur susceptible d'expliquer une possible sous-utilisation des connaissances par le SAJ. En effet, un tel sujet pourrait avoir généré des réticences au sein d'une instance gouvernementale comme le SAJ, même si certain·e·s ministres ou député·e·s ont parfois manifesté, de manière plus ou moins directe, leur soutien à des actions de désobéissance civile. Toutefois, il faut dire qu'Isabel Champagne, qui m'apparaît sensible aux questions environnementales et à la justice climatique, a sans doute grandement contribué à la réceptivité du SAJ à l'égard de mon projet de recherche, probablement en raison de la façon dont elle en a discuté en interne.

Ensuite, il se peut que je n'aie pas consacré suffisamment d'efforts à comprendre en profondeur l'univers complexe du SAJ et son incidence sur les décisions en matière d'action publique, non pas par manque d'intérêt, mais plutôt parce que je reconnaissais d'emblée ne pas être dans une position favorable pour influencer l'utilisation des connaissances sur ce sujet, et que je n'avais aucune intention d'émettre des recommandations ou des avis découlant des résultats de mon projet. Cela dit, « il semblerait [...] que la qualité de la recherche soit moins importante pour en assurer son utilisation que son accent sur l'action » (Dagenais 2006, 26-27). Or, ce choix de ne pas considérer l'action ou la prise de décision dans le transfert des connaissances issues de mon projet, bien que réfléchi, pourrait amener le SAJ à accorder une moindre importance à mes résultats de recherche.

Puis, je suis consciente qu'initier un changement radical dans la compréhension d'un problème dans le domaine de l'action publique représente un défi ardu. Quelques éléments occasionnellement observés dans l'action publique peuvent expliquer cette résistance au changement :

- « Les décideur[·euse·]s préfèrent fragmenter la situation; et [...] des organisations différentes sont amenées à travailler sur ces différents fragments;
- [Elles·]ils ne regardent pas toutes les options possibles, mais cherchent la première situation satisfaisante;

- [Elles·]ils visent à réduire l'incertitude à court terme et pas forcément à résoudre les problèmes à long terme;
- Les décisions sont liées à des répertoires d'action, des procédures, des cadres légaux qui limitent les possibilités qui leur sont offertes;
- Elles sont également liées à ce qui a été fait précédemment (on pourrait parler de dépendance au sentier). » (Allison 1971, paraphrasé dans Delahais et Devaux-Spatarakis 2022, 16)

Enfin, il existe également un contexte social plus général qui pourrait expliquer que les résultats de mon projet de mon projet de recherche soient moins susceptibles de trouver une résonance au sein du SAJ. Au cours des dernières années, tant au Québec (Becquet et Goyette 2014; Binet 2019) que dans plusieurs pays d'Europe (Walther et al. 2020), un changement d'orientation dans les politiques jeunesse s'est opéré, passant d'une approche fondée sur les droits à une approche axée sur l'activation (Becquet et al. 2020, 46). Désormais, les politiques jeunesse misent davantage sur l'autonomisation et la responsabilisation des jeunes dans la réalisation de leurs projets de vie. Cette orientation semble être en décalage avec les préoccupations des jeunes participant·e·s de mon projet de recherche, qui luttent en partie pour préserver une gamme de droits collectifs actuellement menacés et bafoués. Or, il est évident que, à lui seul, mon projet de recherche n'était pas en mesure de renverser cette tendance lourde qui s'est immiscée dans les politiques jeunesse au cours des dernières années.

## **CHAPITRE 4 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE CIRCULATION DES CONNAISSANCES DU FORUM FRANCO-QUÉBÉCOIS ET DE LEURS RETOMBÉES**

Ce chapitre explore les activités de circulation des connaissances du forum franco-qubécois, englobant à la fois l'événement en tant que tel et le compte-rendu qui en découle. Tout comme dans le chapitre précédent, leurs retombées seront également abordées.

### **4.1 Activités de circulation de connaissances issues du forum franco-qubécois**

#### **4.1.1 Contribution à l'organisation du forum**

Dans le cadre de mon mandat rémunéré avec le SAJ à titre de stagiaire de la CRJ, j'ai contribué à soutenir la coordination des invitations adressées aux jeunes du Québec en vue de leur participation au forum, aux côtés de chercheur·e·s, de représentant·e·s d'organisations de la société civile et de décideur·euse·s public·que·s. Nous avons cherché à inviter des jeunes aux profils variés, engagé·e·s dans divers domaines et de diverses manières, afin d'acquérir une compréhension plus riche de l'engagement des jeunes. Cependant, comme mentionné dans le rapport que nous avons soumis, il est clair que « nous ne prétendons pas pour autant [que les jeunes présent·e·s] représent[ai]ent toute la diversité des expériences d'engagement des jeunes du Québec et de la France » (Charbonneau et Gallant 2023, ii).

Si le forum était l'endroit tout désigné pour l'échange de connaissances sur le thème de l'engagement de la jeunesse, il est important de souligner que des moments informels ont également encouragé des discussions plus approfondies entre les différents acteur·trice·s du forum, peut-être même davantage que ce que le forum lui-même a permis. De plus, le lendemain du forum, le SAJ a offert aux intervenant·e·s du forum l'occasion de poursuivre leurs réflexions et leurs échanges en visitant deux organisations jeunesse à Paris. Bien que j'y ai moi-même participé, le compte-rendu du forum n'a pas pu prendre en considération cette journée supplémentaire, même si elle a également favorisé l'échange de connaissances sur la question de la jeunesse.

#### **4.1.2 Contribution à la rédaction du compte-rendu du forum**

Ensuite, j'ai également collaboré à rédiger, avec Nicole Gallant, la première version du compte-rendu du forum franco-qubécois (Annexe 2). Outre une synthèse structurée des grandes dimensions émergeant des différentes prises de parole lors de cet événement, nous avons cherché à en dégager quelques leviers d'action potentiels pour orienter l'action publique en matière d'engagement des jeunes. Parmi ceux-ci, nous avons souligné l'importance pour les acteur·trice·s public·que·s de cultiver une attitude d'écoute attentive envers les jeunes, leurs formes d'engagement et leurs revendications, ainsi que la nécessité d'un soutien accru de leur part dans les différents champs relatifs à l'engagement : l'éducation à la citoyenneté, la participation publique, la participation institutionnelle, la participation collective et la participation en ligne. Ainsi, dans le but d'offrir aux décideur·euse·s public·que·s des repères tangibles et des points d'ancrage pour orienter leurs réflexions, nous avons enrichi notre compte-rendu de vignettes intitulées « pistes de réflexion ».

### **4.2 Retombées du forum franco-qubécois**

#### **4.2.1 Un forum aux multiples retombées**

Dans un processus de mobilisation et transfert des connaissances, la mise en réseau de diverses parties prenantes peut générer des retombées significatives. Pour Elissalde, Gaudet et Renaud (2010) « le processus d'organisation d'événements en étroite collaboration avec des partenaires, tels que les colloques ou des formations, permet d'accroître [leur] connaissance mutuelle, mais également de mieux rejoindre [leurs] publics cibles par la mise en commun de [leurs] réseaux » (139). Plus spécifiquement, dans le contexte du forum franco-qubécois, je suis d'avis que la mise en réseau des différentes parties prenantes intéressées par l'engagement citoyen des jeunes a pu conduire à une meilleure compréhension des points de vue de chacun·e, au partage d'initiatives en matière de citoyenneté jeunesse, au renforcement de l'engagement des parties prenantes sur des sujets spécifiques, et peut-être même à la pérennisation de ces échanges et de ces liens au-delà du forum. Ce type de colloque international constitue également une manière de reconnaître, de valoriser et de mettre en lumière l'engagement de certain·e·s jeunes.

Bien que le forum en lui-même et ses activités connexes aient pu produire des résultats immédiats, évaluer leurs impacts sur l'action publique à plus long terme demeure difficile. Ceci est d'autant plus vrai que les décideur·euse·s public·que·s n'y ont pas abordé les enjeux internes et les tensions qu'elles·ils peuvent éprouver en ce qui concerne les choix ou la priorisation des politiques jeunesse. Ainsi, une certaine opacité persiste dans l'action publique, rendant difficile la prédiction des retombées du forum. Néanmoins, étant donné que l'organisation du forum relevait de l'initiative du SAJ, il est raisonnable de penser que son contenu a pu refléter leurs préoccupations et bénéficier d'une réception positive de la part des décideur·euse·s public·que·s.

#### **4.2.2 Limites des retombées du forum franco-québécois**

L'une des principales limites de cette initiative de partage des connaissances réside dans le manque de représentativité des intervenant·e·s du forum, une préoccupation soulevée à plusieurs reprises, particulièrement par les jeunes participant·e·s. Manifestement, dans le cadre de ce forum, et malgré un effort délibéré, nous n'avons pas réussi à suffisamment donner la parole à des jeunes en situation de pauvreté et de précarité, entre autres. Sur le plan logistique, le choix de Paris comme lieu du forum et le délai court entre les invitations et la tenue de l'événement ont sans aucun doute contribué à exclure d'emblée certain·e·s jeunes. Mais d'autres éléments peuvent également expliquer l'absence de certain·e·s jeunes du forum. D'une part, il est possible que les autorités gouvernementales manifestent une réticence à mettre en avant tous les types d'engagement ainsi que tous les profils de jeunes engagé·e·s. D'autre part, il est plus difficile d'identifier des jeunes qui ne sont pas près de l'action publique et dont les actions ne bénéficient pas d'une visibilité publique. Il est également important de noter que certain·e·s jeunes pourraient décliner une telle invitation en raison d'une défiance envers la classe politique, ou par crainte de ne pas se sentir à leur place dans un environnement qui ne correspond pas à leur *habitus*. En effet, le fait que l'événement n'ait pas été conçu « par et pour » des jeunes rend difficile la création d'un environnement où elles·ils pourraient éventuellement se sentir plus à l'aise pour s'exprimer. Malgré l'intervention d'une chercheuse se penchant sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité lors du forum, il est clair que ses analyses n'auraient pu rendre compte de la complexité de leurs expériences individuelles, d'autant plus que la littérature sur le sujet demeure très limitée.



Il est également pertinent de souligner que des intervenant·e·s du forum ont remis en question la nature de l'engagement de certain·e·s jeunes présent·e·s, se demandant s'il correspondait véritablement à un « engagement citoyen », suggérant ainsi la nécessité d'instaurer des critères de sélection plus rigoureux. Inversement, d'autres ont exprimé le souhait que même des jeunes qui ne se considèrent pas comme engagé·e·s puissent également avoir l'occasion de partager leurs points de vue dans ce genre d'événement, suggérant alors une plus grande inclusivité dans la sélection des jeunes participant·e·s.

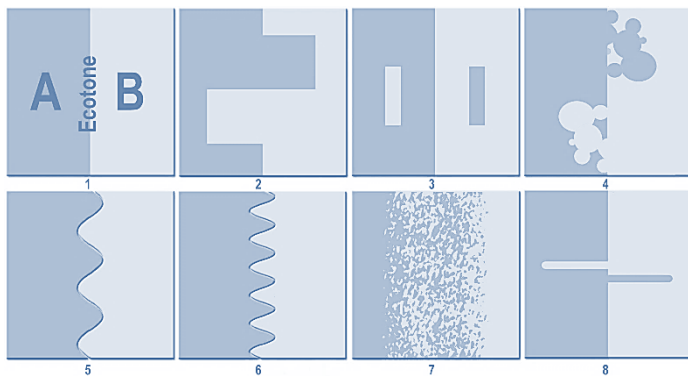
Bien que les défis de représentativité aient été soulignés en ce qui concerne la participation des jeunes au forum, il est également probable que les chercheur·e·s et les organisations de la société civile entretenant des liens plus étroits avec l'action publique aient été favorisé·e·s. Cette dynamique crée donc des chambres d'écho, soit un « réseau de personnes formé spontanément autour d'une vision commune, où les gens sont principalement exposés à des opinions qui se rapprochent des leurs, ce qui tend à cristalliser leurs idées et leurs croyances » (OQLF 2022). On pourrait expliquer cette propension à l'homophilie en nous inspirant de la sociologie de Pierre Bourdieu, en soutenant que « le capital social n'étant jamais complètement indépendant des autres formes de capital, les agent[·e·]s contractent des liens avec [celles·]ceux qui leur ressemblent, qui sont donc les plus proches d'[elles·]eux au sein de l'espace social ou du champ auquel [elles·]ils appartiennent » (Eloire 2014, 105). Force est alors d'admettre que les connaissances qui ont circulé durant ce forum ne sont que partielles; il serait subséquemment prioritaire de rejoindre d'autres publics afin d'approfondir notre compréhension de l'engagement citoyen des jeunes.

## CHAPITRE 5 : LES RÔLES DE L'AGENT·E D'INTERFACE

Après avoir décrit mes deux projets de stage et évoqué leurs retombées, nous allons à présent explorer les rôles de l'agent·e d'interface, qui crée des ponts entre le domaine de la recherche et celui de la pratique. Pour mieux saisir cette fonction, je propose d'utiliser la métaphore de l'écotone, un concept écologique qui représente une zone de transition entre deux ou plusieurs écosystèmes distincts. L'agent·e d'interface agit de manière similaire à un écotone en créant un espace de transition où les domaines de la recherche et de la pratique se rencontrent, se complètent ou s'entrelacent. J'apprécie particulièrement cette métaphore, car elle révèle l'interactivité qui se manifeste dans cette zone :

The boundary is an edge where things end; the border is an edge where different groups interact. In natural ecologies, borders are the places where organisms become more interactive, due to the meeting of different species or physical conditions. [...] The border is a liminal space. (Sennett s.d., 324)

Tout comme l'écotone prend différentes formes en fonction des écosystèmes qu'il relie (comme illustré ci-dessous par la figure 5.1), de même, le rôle de l'agent·e d'interface peut varier pour faciliter cette liaison.



**Figure 5.1 : Représentation de différents types d'écotones**

Source : Lamiot (2009)

Ainsi, l'agent·e d'interface peut assumer le rôle d'un·e « passeur·seuse », « relayeur·euse » ou « traducteur·trice » de connaissances d'un milieu à l'autre. Mais elle·il peut également inciter ces milieux à collaborer, partager leurs connaissances et hybrider leurs savoirs. Dans les paragraphes

suyvants, je vais détailler les rôles spécifiques d'agent·e d'interface que j'ai expérimentés et observés au cours de mon stage qui s'est déroulé à l'interface science-politique, un concept qui désigne « l'ensemble des processus sociaux qui permettent les échanges entre les acteur[·trice·]s du monde scientifique et du monde politique dans le but d'enrichir la décision politique » (Van den Hove 2007, paraphrasé dans CEST 2022, 26).

## **5.1 L'agent·e d'interface comme « compagnon·ne critique »**

D'abord, le transfert de connaissances découlant de mon projet de recherche m'a conduit à réfléchir au rôle d'agent·e d'interface en tant que « compagnon·ne critique », tel que décrit par Fassin (2009). Pour lui, le rôle des chercheur·e·s est « d'aller au-delà ou à côté de ce que peuvent penser – ou s'autorisent à penser – leurs interlocuteur[·trice·]s » (210). [Elles·]ils peuvent « aller "là où ça fait mal", là où une institution ou bien un groupe ou même une société se divise et se déchire, non par sadisme intellectuel, mais par choix théorique » (208). [Elles·]ils se doivent aussi d'explorer les points sensibles, occultés ou invisibilisés de certains enjeux. L'objectif n'étant pas d'adopter une position de supériorité intellectuelle, mais de s'engager pleinement dans les discussions et les réflexions menées par les acteur·trice·s elles·eux-mêmes, tout en poussant un peu plus loin les limites auxquelles elles·ils se restreignent parfois. Pour Fassin, une science sociale critique est utile précisément aux frontières du dehors et du dedans de la caverne, en référence à l'allégorie de la caverne de Platon :

Étant ainsi sur le seuil de la caverne, [le·la chercheur·e en sciences sociales] peut sans cesse passer d'un côté et de l'autre. C'est une autre façon de dire qu'[elle·]il est toujours dans cette tension entre engagement et distanciation, non pas dans le sens commun qui [la·]le placerait entre l'activisme et la neutralité, mais au sens où l'entend Norbert Elias (1993) : [elle·]il fait partie de ce monde qu'[elle·]il étudie et y est donc engagé[·e], tout en travaillant à le constituer en objet, par conséquent en s'en distanciant. [...] La plus haute exigence de la pensée critique est de se situer sur cette ligne de crête : au confort – relatif – de l'alternative entre dénonciation et description, l'exercice critique des sciences sociales consiste en ces allers et retours où, lorsqu'on est proche des sujets avec lesquels on travaille, on est attentif[·ve] à leurs discours et leurs pratiques au point de vouloir non seulement entendre leurs justifications, mais de tendre soi-même à les justifier, et

lorsqu'on s'éloigne d'eux pour saisir une scène sociale plus vaste, on devient plus sensible aux jeux de pouvoir dans lesquels ils acceptent de se laisser prendre au point de porter sur eux un regard sans concession. (201-202)

Mais ce rôle de compagne critique, je n'ai pu le jouer que partiellement, et probablement très malhabilement, puisqu'il est évident que j'étais bien loin de maîtriser la culture organisationnelle du SAJ, étant à ma première collaboration avec cette équipe. Dans le cadre du projet de transfert des connaissances, je suis d'avis que Nicole Gallant et Isabel Champagne ont été bien plus compétentes pour identifier les divers éléments sur lesquels je devais mettre l'accent lors de ma présentation aux employé·e·s du SAJ, soit ceux qui permettraient d'élargir leurs perspectives sur l'écocitoyenneté des jeunes. Ainsi, plutôt que d'avoir observé le rôle d'une seule agente d'interface, j'ai plutôt fait le constat d'une interaction dynamique au sein d'un tiers espace, situé à la jonction entre la recherche et l'action, propice à une réflexion critique approfondie sur les pratiques de l'action publique.

## **5.2 L'agent·e d'interface comme tisseur·euse de liens**

Comme nous l'avons vu précédemment dans cet essai, la mobilisation des connaissances (MdC) peut être définie entre autres comme un processus visant à relier diverses formes de savoirs (connaissances tacites, empiriques, théoriques, académiques, expérientielles, tactiques, et bien plus encore). Dans le cadre du colloque franco-qubécois sur l'engagement des jeunes, j'ai pu observer de près l'importance d'Isabel Champagne et de Nicole Gallant dans le rôle crucial de mise en réseau de ces savoirs puisque je les ai soutenues dans cette fonction. Ces « tisseuses de liens » ont joué un rôle central pour rassembler une variété d'acteur·trice·s impliqué·e·s dans les questions de jeunesse, qu'il s'agisse de chercheur·e·s, d'organisations de la société civile, de décideur·euse·s public·que·s et de jeunes engagé·e·s. Elles ont également réussi à établir des liens significatifs avec leurs homologues français·e·s, favorisant ainsi un partage d'expériences et de connaissances par la création de ponts internationaux dans le domaine de l'engagement des jeunes. Le schéma (figure 5.2) présenté à la page suivante illustre différentes contributions que chacune de ces parties prenantes a pu apporter à la discussion sur l'engagement des jeunes lors du forum.



**Figure 5.2 : Représentation des connaissances mobilisées lors du forum**

Source : Auteurs

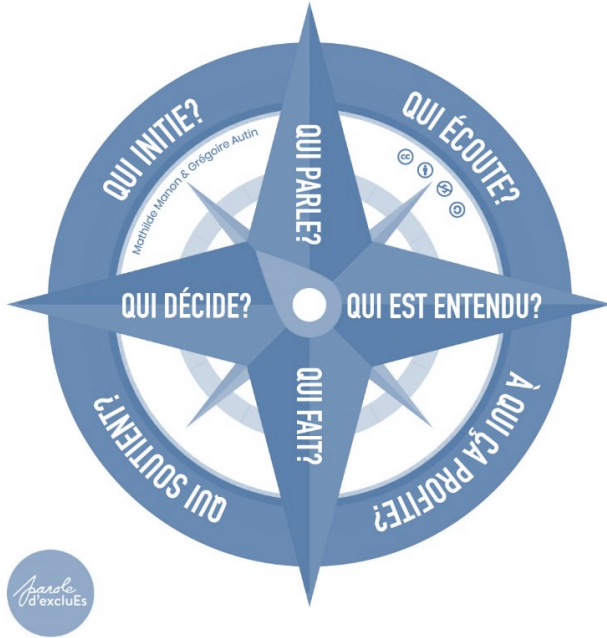
Malgré cette pluralité de savoirs mobilisés, il est apparu que les participant·e·s à la table étaient principalement celles·ceux dont les savoirs avaient déjà acquis une certaine légitimité sociale. Cette observation a mis en lumière l'importance du rôle de l'agent·e d'interface dans la création de liens qui ne sont pas nécessairement organiques entre les divers·e·s acteur·trice·s du milieu de la jeunesse. Évidemment, ce travail de liaison ne se limite pas à l'événement lui-même; il s'agit d'une démarche relationnelle qui s'étend dans la durée, caractérisée par la sincérité, la réciprocité, le respect mutuel, la confiance et la transparence. Dans cette perspective, le rôle d'agent·e d'interface consiste également à se rapprocher des acteur·trice·s du milieu de la jeunesse et des jeunes dans l'informalité, parfois sans aucune attente, sauf celle d'être à leurs côtés et de mieux comprendre leurs réalités.

Par ailleurs, réunir ces parties prenantes ne s'est pas montré suffisant en soi pour prendre en compte, reconnaître et valoriser leurs connaissances respectives, en particulier celles des jeunes qui sont fréquemment reléguées au second plan en raison des rapports de pouvoir auxquels elles sont confrontées. En effet, dans le contexte du forum, un travail approfondi a été effectué pour contrecarrer l'autorité accordée à certain·e·s acteur·trice·s plutôt qu'à d'autres et « la tendance des gouvernements, des grandes ONG ou des scientifiques à mieux savoir formuler une contribution jugée pertinente et importante » [traduction libre] (Turnhout et al. 2020, 16). Dans cette perspective, Isabel Champagne a veillé à ce que l'expertise des jeunes soit reconnue au même titre que celle des autres participant·e·s du forum, en s'assurant, entre autres, d'une répartition équitable du temps de parole. Il faut dire que la reconnaissance de la complémentarité des savoirs est une responsabilité partagée; lors du forum, une chercheure a exprimé son malaise à être présentée comme une experte de l'engagement jeunesse puisqu'elle reconnaissait n'apporter qu'un angle de vue sur cette question.

L'ensemble de ces efforts m'amène à affirmer que le rôle de l'agent·e d'interface vise à promouvoir la justice cognitive (parfois appelée *justice épistémique*), consistant non seulement à reconnaître le « droit des différentes formes de savoirs à coexister, [...] [mais également à reconnaître activement] la nécessité de la diversité [des savoirs] » (Visvanathan, 2016, cité dans Manon et Autin 2023, 4). La Boussole de la justice épistémique (figure 5.3) de Parole d'excluEs a d'ailleurs été conçue pour favoriser l'expression et l'écoute d'une pluralité de savoirs au sein de projets et d'actions collectives. Il s'agit d'un outil qui s'avère particulièrement précieux pour l'agent·e d'interface.

## BOUSSOLE DE LA JUSTICE ÉPISTÉMIQUE

Mathilde Manon & Grégoire Autin



**Figure 5.3 : Boussole de la justice épistémique**  
Source : (Manon et Autin 2023)

## CHAPITRE 6 : BILAN CRITIQUE SUR MA DÉMARCHE DE RECHERCHE

Comme souligné précédemment dans cet essai, mon stage ne se conforme pas nécessairement au niveau de collaboration avec le milieu de pratique habituellement attendu dans une démarche de mobilisation et de transfert des connaissances. Je souhaite donc exposer quatre raisons qui justifient cette intensité de collaboration moindre, en particulier dans le cadre de mon projet de recherche : la prise en compte du statut étudiant, l'amélioration des compétences en recherche, la liberté du·de la chercheur·e et la résistance à la technocratisation de l'action publique.

### 6.1 La prise en compte du statut étudiant

Tout d'abord, il est essentiel de souligner que les initiatives de recherche collaborative sont souvent exigeantes en termes de temps et qu'au sein de la formation académique, elles se déroulent fréquemment dans le cadre de stages non rémunérés<sup>2</sup>. Or, la précarité étudiante peut considérablement restreindre la possibilité pour des étudiant·e·s de mettre en pratique des compétences de mobilisation et de transfert de connaissances qui pourraient s'avérer pertinentes. Dans mon cas, il est essentiel de noter que l'aspect financier a été d'une moindre préoccupation par rapport à d'autres étudiant·e·s, puisque j'ai eu la très grande chance de recevoir une bourse d'études du CRSH de 17 500\$ sur 12 mois pour me soutenir dans mon projet de recherche. Mes contraintes étaient davantage liées à mon statut étudiant et à mes engagements parallèles, limitant ainsi ma flexibilité en termes de disponibilité ainsi que ma capacité à anticiper d'éventuels imprévus dans le cadre d'un milieu de pratique. Dans ces circonstances, et plus spécifiquement dans le cadre d'un stage étudiant, j'ai préféré garder le contrôle total sur le déroulement de mon projet de recherche, du début à la fin, plutôt que de susciter des attentes irréalistes de collaboration que je ne pourrais pas concrétiser.

En ce qui concerne le forum franco-québécois, il convient de noter qu'il s'agissait d'un contrat rémunéré de 125 heures, incluant la couverture des frais de déplacement et d'hébergement à Paris, pris en charge par la CRJ. Ce salaire m'a alors permis d'accepter cette offre et a rendu possible une collaboration plus soutenue avec le SAJ tout au long du processus.

---

<sup>2</sup> Mention spéciale à la campagne de mobilisation en cours pour la salarisation des stages de la Coalition de Résistance pour l'Unité Étudiante Syndicale (CRUES), ce qui soulève d'ailleurs une réflexion indispensable sur les enjeux éthiques liés à la source des rémunérations des stages de recherche.



## 6.2 L'amélioration des compétences en recherche

Deuxièmement, en tant qu'étudiante en maîtrise, je considère comme crucial de consacrer mes efforts à l'amélioration de mes compétences en recherche. Néanmoins, l'orientation du programme de mobilisation et transfert des connaissances accorde une préférence marquée pour l'univers pratique dans lequel s'effectue la recherche au détriment d'autres aspects essentiels de la démarche scientifique. Pourtant, à mes yeux, une compréhension approfondie de l'univers de la recherche représente une étape fondamentale pour me préparer à assumer le rôle d'agente d'interface en mobilisation et transfert des connaissances. En effet, sans assises scientifiques, méthodologiques ou théoriques, la question fondamentale que je me pose est : *What do I bring to the table?* Autrement dit, comment ma contribution se distinguera-t-elle de celle des personnes qui évoluent dans un contexte professionnel? Si je ne plonge pas dans l'univers de la recherche d'abord, en quoi pourrais-je véritablement enrichir leur travail? En effet, il me semble que le désir de collaboration provient d'une complémentarité des forces et des compétences de différents milieux, univers et champs de pratique. Comme l'affirme Vannier (2012), « chacun des partenaires de l'interaction – chercheur[·e] et professionnel[·le·]s – se trouvent [sic] tour à tour dans la position de [celle·]celui qui sait ce que l'autre ne sait pas encore » (cité dans Vinatier et Morrissette 2015, 153). Ainsi, dans le cadre de ce stage, il m'est apparu nécessaire de cultiver de bonnes compétences dans le domaine de la recherche afin d'apporter une valeur significative à tout processus collaboratif futur.

Dans cette optique, j'ai pris l'initiative de mener à bien mon propre projet de recherche. Cette démarche m'a permis d'expérimenter le processus de recherche de manière autonome, tout en évitant de compromettre l'implication de milieux de pratique en raison de mon inexpérience. Je ne regrette pas ce choix, car mes apprentissages ont été nombreux. Lors de la rédaction de la demande de certificat d'éthique, par exemple, j'ai pu mieux comprendre les divers enjeux éthiques liés à mon projet de recherche mené auprès des jeunes pratiquant la désobéissance civile et s'engageant dans des activités illégales. Pendant le processus de recrutement, je me suis beaucoup interrogée quant aux implications liées à l'exploration des représentations sociales. En effet, j'ai laissé les potentiel·le·s participant·e·s s'auto-identifier par rapport à des actions de désobéissance civile, ce qui a eu pour conséquence de créer une certaine ambiguïté quant aux critères d'inclusion et d'exclusion et de susciter des questionnements sur ma propre conception de la désobéissance civile. Enfin, durant la phase de collecte et d'analyse de données, j'ai eu l'occasion d'élaborer mes propres méthodes de recherche (questionnaires de recherche,

entretiens semi-dirigés, transcriptions, lignes du temps, codification à l'aide de Nvivo, etc.). En bref, cette expérience m'a permis de mieux m'immerger dans l'univers de la recherche et de mieux saisir ses rouages et subtilités.

### **6.3 La liberté du·de la chercheur·e, ou la liberté de chercher**

Troisièmement, au cours de ma formation en mobilisation et transfert des connaissances, j'ai paradoxalement développé une certaine réserve à collaborer systématiquement de manière étroite avec des milieux de pratique dans un processus de recherche. Certes, l'implication d'un milieu de pratique à toutes les étapes de la recherche peut apporter des bénéfices indéniables. Les recherches participatives ancrées dans les communautés (en anglais, *community-based participatory research*), par exemple, peuvent contribuer à créer « une relation plus égalitaire et horizontale entre chercheur[·e·]s et participant[·e·]s » (Lechopier 2010, 204), permettre à des « communautés dominées [de renforcer] leurs capacités à agir sur les problèmes qui les affectent » (Lechopier 2010, 203), garantir une répartition plus équitable des mérites et de la reconnaissance accordée à la recherche, favoriser l'instauration d'un protocole de recherche éthique et respectueux des communautés, développer une connaissance plus holistique d'un enjeu, lutter contre l'injustice épistémique<sup>3</sup>, etc. (Castleden, Sloan Morgan et Lamb 2012). Toutefois, compte tenu de la position privilégiée du SAJ comme acteur clé de l'action publique, l'impératif d'une collaboration plus étroite s'est avéré moins crucial. Si j'avais entrepris mon stage de mobilisation des connaissances avec un partenaire autre que le milieu gouvernemental, l'orientation de mon stage aurait indubitablement pris une direction différente, marquée par une collaboration plus étroite.

Au risque de me répéter, malgré ses avantages hautement significatifs, la recherche collaborative ne représente pas nécessairement pour moi un idéal à atteindre en tout temps. En effet, une démarche de recherche collaborative peut parfois impliquer des compromis, une certaine rigidité et une potentielle lenteur dans le processus décisionnel qui peuvent considérablement entraver le dynamisme de la recherche. À l'inverse, une recherche avec un moindre degré de collaboration avec un partenaire peut conférer une certaine liberté à la·au chercheur·e, lui permettant d'expérimenter, d'explorer, et de concevoir sa propre méthodologie avec une flexibilité accrue,

---

<sup>3</sup> L'injustice épistémique est « le fait, pour un individu ou un groupe d'individus de subir une injustice quand ses capacités de connaître ou de transmettre le savoir sont déniées ou empêchées » (Fricker 2007, cité dans Engel 2015, 1).

facilitant ainsi la possibilité de changer rapidement la direction de la recherche. Dans le cadre spécifique de mon projet de recherche, qui avait initialement pour objectif de documenter les trajectoires politiques de jeunes engagé·e·s dans des actions de désobéissance civile liées au mouvement climatique, j'ai constaté au fil des entretiens que les représentations sociales du *système* étaient davantage pertinentes à explorer. Cette découverte inattendue m'a incitée à me laisser surprendre par de nouvelles données et à ajuster ma méthodologie pour mieux les intégrer à mon projet de recherche. Inversement, si j'avais adopté une approche plus collaborative, les attentes préalables concernant les types de résultats souhaités auraient potentiellement pu restreindre cette marge de manœuvre exploratoire, que je considère comme cruciale dans le large spectre de la production de connaissances.

Être en recherche, c'est accepter de n'avoir pas tout planifié à l'avance. Plus que cela, c'est accepter de ne pas tout contrôler. Parce qu'il y a dans la recherche une part de hasard, de chance et d'opportunités à saisir. [...] Des thèmes imprévus, plus prometteurs, peuvent apparaître au cours de la recherche. [...] Vivre le moment de l'entretien, en s'écartant du plan prévu, [est] parfois ce qui le faisait réussir [...]. (Moriceau 2019, 356)

La composition de la méthode de recherche étant parfois considérée comme un art, je récupère volontiers cette analogie pour affirmer qu'une œuvre, qu'elle soit le fruit d'un travail individuel ou collectif, produit des résultats différents, sans qu'aucune ne soit intrinsèquement supérieure à l'autre. On peut les apprécier tout autant pour leur singularité respective. En cela, « la recherche méthodologiquement agnostique [...] s'engage à construire la théorie de manière cumulative » [traduction libre] (Luker 2008, 3). Bien sûr, au sein d'un programme tel que la mobilisation et le transfert des connaissances de l'INRS, une certaine collaboration avec un milieu de pratique est prévue. Cependant, l'approche choisie par l'étudiant·e doit être réfléchie en fonction du sujet qui l'intéresse et des circonstances entourant la production des connaissances : « *A good salsa-dancing social scientist should be open to whatever methods will help [them/her/him/] understand that part of the social world that challenges and intrigues [them/her/him/]* » (Luker 2008, 5).

Ainsi, l'implication du Secrétariat à la jeunesse principalement en aval du projet de recherche a eu pour avantage de me donner une certaine latitude dans l'exploration de mon sujet tout en instaurant un rempart face à l'instrumentalisation de la science dans un contexte d'action publique. J'approfondirai ce dernier élément dans la prochaine section.

## 6.4 La résistance à la technocratisation de l'action publique

De façon générale, je suis d'avis qu'il est essentiel de maintenir une certaine distance entre la sphère scientifique et l'action publique puisque je crains que « les avancées des technocrates entraînent un déplacement de la délibération que nécessite toute décision politique [...] [vers un débat] [...] entre “gens éclairés”, en cercles restreints » (Hudon et Poirier 2017, 326). Suivant l'évolution des mécanismes de gouvernance, l'« ouverture [de l'État aux représentant·e·s des forces sociales] n'est pas totale : l'accessibilité des acteur[·trice·]s sociaux[·ales] aux processus décisionnels dépend de leurs ressources, de leur degré d'organisation, ainsi que de leur capacité à s'adapter aux contraintes du jeu collectif » (Chevallier 2005, 388). Ainsi, malgré la multiplication des dispositifs de participation publique, plusieurs critiquent le pouvoir limité des citoyen·ne·s. En ce sens, la démocratie participative est parfois dépeinte comme « un jeu de dupes volontaires » (Blondiaux 2008, 48), « un instrument mis en scène pour cacher la complexité de la négociation entre les acteur[·trice·]s de la gouvernance » (Gaudin 2007, paraphrasé dans Dispositifs participatifs 2009, s.p.), voire « une nouvelle ruse consistant à enrober d'un vernis démocratique des décisions préalablement prises par l'élite technocratique » (propos de Hirschman rapportés par Barthe 2002 dans Hudon et Poirier 2017, 329).

Parallèlement, la « forte autorité attribuée à l'expertise scientifique par rapport à d'autres systèmes de connaissances » contribue à « positionner les chercheur·e·s et leurs institutions comme des acteur[·trice·]s légitimes de la décision » (Turnhout et al. 2020, 16), ce qui soulève des questions fondamentales concernant le rôle de la recherche dans un contexte d'action publique et de ses effets sur la démocratie. Certes, la science peut agir comme une sorte de vecteur démocratique qui permet de donner une voix aux personnes qui autrement seraient ignorées. Cependant, lorsque des réalités citoyennes doivent passer par l'intermédiaire de la science pour obtenir une reconnaissance auprès des instances publiques, cela risque de renforcer l'hégémonie de l'institution scientifique plutôt que de donner la possibilité aux personnes généralement exclues d'exprimer directement leurs préoccupations. Pour moi, en aucun cas la recherche ne devrait se substituer à des espaces de réflexion citoyenne ou à des consultations publiques pour orienter l'action publique. Dans « une posture de justice épistémique, [on pourrait plutôt vouloir] donner volontairement une place plus importante aux savoirs citoyens, alors que les savoirs scientifiques [joueraient un rôle de] soutien aux projets collectifs citoyens » (Manon et Autin 2023, 5). Même si ce souci démocratique ne constituait pas un enjeu majeur dans le contexte de mon projet de recherche en raison de mes capacités limitées d'influence, j'ai tout de même constaté que je

préfèrais occuper une position où, « à la différence de l'expert[·e]-arbitre ou de l'expert[·e]-militant[·e], [je n'ai pas cherché] à restreindre les options possibles pour [la·]le décideur[·e], mais plutôt à élargir ses horizons » (CEST 2022, 34).

Néanmoins, bien que les connaissances scientifiques soient sollicitées plus que jamais par l'action publique (Hudon et Poirier 2017), il serait pourtant précipité de supposer que les chercheur·e·s occupent une influence centrale dans les décisions politiques puisqu'« en réalité, les décideur[·euse·]s basent rarement leurs décisions sur la connaissance scientifique » (Delahais et Devaux-Spatarakis 2022, 17); « le plus souvent, l'“expert[·e]” joue un rôle de légitimation des options politiques déjà construites et défendues par l'administration ou la communauté de politique publique dominante » (Demortain 2021, 38). Ainsi, le fait que les orientations de mon projet de recherche soient restées indépendantes du SAJ a pu prévenir le risque d'instrumentalisation de mes résultats pour servir un agenda politique préétabli. Naturellement, s'il le souhaitait, le SAJ pourrait sélectionner des éléments qui confirment ses propres positions ( *fishing / farming / cherry picking*) tout en discréditant ou en négligeant les éléments qui pourraient les remettre en question ( *flaking / straining*) (Delahais et Devaux-Spatarakis 2022).

Pour toutes ces raisons, je perçois positivement le maintien d'une saine distance collaborative avec le Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de mon projet de recherche.

## CONCLUSION

Mon stage en mobilisation et transfert des connaissances s'est avéré être une expérience extraordinaire, enrichie par ma formation académique et les rencontres précieuses que j'ai pu y faire. Cette période m'a permis d'explorer un large éventail de concepts, englobant non seulement la mobilisation et le transfert des connaissances, mais aussi des thèmes aussi vastes que la jeunesse, l'action publique, l'engagement des jeunes, la démocratie, la désobéissance civile, les représentations sociales, la socialisation politique et l'écocitoyenneté. Naviguer à travers l'ensemble de ces champs de connaissances a constitué un défi de taille, mais représentait pour moi une importante source de stimulation intellectuelle.

Sur le terrain, j'ai grandement apprécié les entretiens avec mes participant.e-s qui m'ont ouvert les yeux sur la justice climatique et l'ampleur des défis qui nous attendent. J'ai également pu suivre une formation sur la désobéissance civile et pris part à divers événements militants et d'éducation populaire. Il faut dire que je n'étais pas non plus complètement étrangère à mon sujet d'étude : « Le choix d'un objet de science est souvent un aveu autobiographique » (Cyrulnik 2019, cité dans Charmillot 2023, 13), « dans la mesure où [le·la chercheur·e] étudie ses semblables [et] partage avec [elles·]eux un certain nombre de sentiments, d'émotions, de souvenirs » (Jablonka 2014, cité dans Charmillot 2023, 10). Ces expériences, conjuguées au contexte politique actuel, ont ravivé en moi le désir de m'impliquer plus activement dans des luttes citoyennes. Je juge d'ailleurs que cette retombée est l'une des plus significatives de mon stage, dépassant largement le cadre académique ou professionnel. Bien que je souscrive à l'idée selon laquelle la recherche devrait maintenir une distance prudente vis-à-vis de l'action publique, en tant que citoyenne, je considère qu'une forte pression auprès des instances décisionnelles est nécessaire pour garantir la prise en compte des préoccupations citoyennes.

En lien avec ce que je viens d'exprimer, ma collaboration avec le Secrétariat à la jeunesse était sans doute des plus improbables, mais je ressens une profonde gratitude envers toutes les précieuses occasions qui m'ont été offertes et les enseignements que j'en ai tirés durant ce stage.

## BIBLIOGRAPHIE

- Albert, Mathieu. 1999. « Transformations Des Pratiques de Recherche En Sciences Économiques et En Sociologie Dans Deux Universités Québécoises : Instrumentalisation de La Production Du Savoir? » Thèse de doctorat, Université de Montréal. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/6728>.
- Becquet, Valérie et Goyette, Martin. 2014. « L'engagement des jeunes en difficulté. » *Sociétés et jeunesses en difficulté* (14). École nationale de protection judiciaire de la jeunesse. <https://journals.openedition.org/sejed/7828>.
- Becquet, Valérie, Siyka Kovacheva, Boris Popivanov et Torbjörn Forkby. 2020. « Discourses of youth participation in Europe. » In *Young People and the Struggle for Participation : Contested Practices, Powers and Pedagogies in Public Spaces*, sous la dir. de Janet Walther, Janet Batsleer, Patricia Loncle, et Pohl Axel, 34-48. London and New York : Routledge.
- Binet, Jonathan. 2019. « Les jeunes NEEF : enjeux de définition et d'usage d'une catégorie d'action publique. » *Reflets* 25 (1) : 94-110. doi:10.7202/1064669ar.
- Blondiaux, Loïc. 2008. *Le Nouvel Esprit de La Démocratie*. Paris : Le Seuil.
- Bourgeois-Doyle, Dick. 2021. « Imaginer Le Futur de La Mobilisation Des Connaissances : Perspectives Des Chaires de Recherche UNESCO. » In *Imaginer Le Futur de La Mobilisation Des Connaissances : Perspectives Des Chaires de Recherche UNESCO*, Commission Canadienne pour l'UNESCO, 5-17. desLibris. <https://fr.ccunesco.ca/-/media/Files/Unesco/Resourcess/2021/01/ImaginerFuturMobilisationDesConnaissances.pdf>.
- Cardona Campuzano, Johanna. 2020. « Le processus de mobilisation de connaissances vers le milieu public : le cas du réinvestissement des résultats de recherche dans l'offre de services aux personnes immigrantes au Québec. » Essai, Québec : INRS Centre Urbanisation Culture Société. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/11480/>.
- Castleden, Heather, Vanessa Sloan Morgan et Christopher Lamb. 2012. « 'I Spent The First Year Drinking Tea' : exploring Canadian University Researchers perspectives on community-based participatory research involving indigenous peoples. » *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien* 56. doi:10.1111/j.1541-0064.2012.00432.x.
- CRJ (Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec). 2019. « Présentation de la Chaire - Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec. » Consulté le 10 décembre 2023 : <https://chairejeunesse.ca/presentation-de-la-chaire/>.
- Champagne St-Arnaud, Valériane, Pénélope Daignault, Marianne Alexandre, Marie-Ève Ducharme, Clémence Lalloz et Philippe Poitras. 2020. *Baromètre de l'action climatique 2020. Disposition des Québécois et des Québécoises envers les défis climatiques*. Québec, Laboratoire de l'action climatique, collaboration entre Unpointcinq et une équipe de recherche de l'Université Laval. doi:10.13140/RG.2.2.24211.30247.

- Charbonneau Jennie. 2023. *Étude sur la désobéissance civile de jeunes du Québec dans la lutte pour la justice climatique*. Montréal : INRS Centre Urbanisation Culture Société.
- Charbonneau, Jennie et Nicole Gallant. 2023. « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois. » Québec : INRS - Urbanisation Culture Société. <https://chairejeunesse.ca/documentation/comment-les-jeunes-reinventent-ils-lengagement-citoyen-retour-sur-un-forum-dechange-franco-quebécois/>.
- Charmillot, Maryvonne. 2023. « Les implications éthiques de l'accompagnement doctoral. » *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur* 39 (1). Association internationale de pédagogie universitaire. doi:10.4000/ripes.4454. <https://journals.openedition.org/ripes/4454>.
- Chevallier, Jacques. 2005. « Politiques publiques et changement social. » *Revue française d'administration publique* 115 (3). Strasbourg : Institut national du service public : 383-390. doi:10.3917/rfap.115.0383.
- CEST (Commission de l'éthique en science et en technologie). 2022. « L'utilisation de l'information scientifique par les décideurs publics au sein d'une société démocratique : enjeux éthiques / Commission de l'éthique en science et en technologie. » Conseil supérieur de la langue française. <https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/422049/l-utilisation-de-l-information-scientifique-par-les-decideurs-publics-au-sein-d-une-societe-democrat>.
- Cook, Bryan G., Lysandra Cook et Timothy J. Landrum. 2013. « Moving Research into Practice : Can We Make Dissemination Stick? » *Exceptional Children* 79 (2). SAGE Publications Inc : 163-180. doi:10.1177/0014402913079002041.
- Dagenais, Christian. 2006. « Vers une utilisation accrue des résultats issus de la recherche par les intervenants sociaux. Quels modèles de transfert de connaissances privilégier? » *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle* 39 (3). Caen : CIRNEF : 23-35. doi:10.3917/lidle.393.0023.
- . 2018. « 1. Émergence de la première "équipe de recherche en partenariat sur le transfert des connaissances dans le domaine social." » In *Le transfert des connaissances dans le domaine social*, sous la dir. de Émilie Robert, 13-33. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. doi:10.4000/books.pum.8784.
- Dancause, Luc. 2016. « Guide sur la mobilisation des connaissances à l'attention des chercheurs de VRM. » Réseau Villes Régions Monde. [http://www.vrm.ca/wp-content/uploads/Guide\\_Mobilisation\\_conn\\_Mars2016.pdf](http://www.vrm.ca/wp-content/uploads/Guide_Mobilisation_conn_Mars2016.pdf).
- . 2021. *Diagnostic de l'expertise québécoise dans le domaine de la mobilisation des connaissances*. [https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/GSC2100/O0003513170\\_Diagnostic\\_rapport\\_compet\\_HR\\_ep02.pdf](https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/GSC2100/O0003513170_Diagnostic_rapport_compet_HR_ep02.pdf).
- Delahais, Thomas et Agathe Devaux-Spatarakis. 2022. « Qu'attendre de la recherche pour éclairer l'action publique? Revue de littérature et applications pratiques. » In *Qu'attendre de la recherche pour éclairer l'action publique?*, sous la coordination de Stéphanie Leyronas, 1-55. Papiers de recherche. Paris Cedex 12 : Éditions AFD.



<https://www.cairn.info/gu-attendre-de-la-recherche-pour-eclairer-l-action--1000000148971-p-1.html>.

Demortain, David. 2021. « Experts scientifiques et action publique : paradoxe et perspectives de recherche pour la sociologie politique de l'expertise. Commentaire. » *Sciences sociales et santé* 39 (2). Montrouge : John Libbey Eurotext : 33-41. doi:10.1684/sss.2021.0198.

« Dispositifs participatifs : la participation contre la démocratie ? » 2009. s.l. : s.n. Consulté le 10 décembre 2023 : [https://www.citego.org/bdf\\_fiche-document-485\\_fr.html](https://www.citego.org/bdf_fiche-document-485_fr.html)

Drucker, Peter F., dir. 1969. *The Age Of Discontinuity*. Oxford : Butterworth-Heinemann. doi :10.1016/B978-0-434-90395-5.50022-5.  
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/B9780434903955500225>.

Dupuis-Déri, Francis. 2021. « Youth Strike for Climate : Resistance of School Administrations, Conflicts Among Students, and Legitimacy of Autonomous Civil Disobedience—The Case of Québec. » *Frontiers in Political Science* 3. doi:10.3389/fpos.2021.634538.

Elissalde, Jérôme, Judith Gaudet et Lise Renaud. 2010. « Circulation des connaissances : modèle et stratégies. » *Communiquer. Revue de communication sociale et publique* (3-4) : 135-149. doi:10.4000/communiquer.1585.

Eloire, Fabien. 2014. « Qui se ressemble s'assemble? Homophilie sociale et effet multiplicateur : les mécanismes du capital social. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 205 (5). Paris : Le Seuil : 104-119. doi:10.3917/arss.205.0104.

Engel, Pascal. 2015. « La fable de l'injustice épistémique. » s.l.: s.n. <https://hal.science/hal-03680781>.

Fassin, Didier. 2009. « Une science sociale critique peut-elle être utile ? » *Tracés*. doi:10.4000/traces.4465.

Foa, Roberto Stefan et Yascha Mounk. 2016. « The Danger of Deconsolidation : The Democratic Disconnect. » *Journal of Democracy* 27 (3). Johns Hopkins University Press : 5-17. doi:10.1353/jod.2016.0049.

Gallant, Nicole. 2019. « Prolégomènes pour l'étude de l'engagement des jeunes dans diverses sphères de vie : réflexions conceptuelles et esquisse d'opérationnalisation. » *Revue Jeunes et Société* 4 : 91-112. doi:10.7202/1069171ar.

Garneau, Stéphanie. 2019. « Éléments pour une analyse du non-engagement et du désengagement des jeunes comme processus sociaux. » *Revue Jeunes et Société* 4 (1). Institut national de la recherche scientifique (INRS) : 4-22. doi:10.7202/1069166ar.

Gibbons, Michael, Camille Limoges, Helga Nowotny, Simon Schwartzman, Peter Scott et Martin Trow. 1994. *The New Production of Knowledge : The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*. Thousand Oaks, Calif. : SAGE Publications.

Godrie, Baptiste et Paula Monfort. 2022. « Justice cognitive et écologie des savoirs - Appel à contributions Nouvelles pratiques sociales. » Appel à contributions 14 octobre.

[https://www.researchgate.net/publication/364330500\\_Justice\\_cognitive\\_et\\_ecologie\\_des\\_savoirs\\_-\\_Appel\\_a\\_contributions\\_Nouvelles\\_pratiques\\_sociales](https://www.researchgate.net/publication/364330500_Justice_cognitive_et_ecologie_des_savoirs_-_Appel_a_contributions_Nouvelles_pratiques_sociales)

- Graham, Ian D., Jo Logan, Margaret B. Harrison, Sharon E. Straus, Jacqueline Tetroe, Wenda Caswell et Nicole Robinson. 2006. « Lost in Knowledge Translation : Time for a Map? » *Journal of Continuing Education in the Health Professions* 26 (1) : 13. doi:10.1002/chp.47.
- Hudon, Raymond et Christian Poirier. 2017. *La Politique, Jeux et Enjeux*. [Livre numérique]. Les Presses de l'Université Laval.
- Johnsen, Hans Chr Garmann et Roger Normann. 2004. « When Research and Practice Collide : The Role of Action Research When There Is a Conflict of Interest with Stakeholders. » *Systemic Practice and Action Research* 17 (3) : 207-235. doi:10.1023/B :SPAA.0000031698.50541.f9.
- Khouiyi, Al, François Guillemette et Marie-Josée St-Pierre. 2022. « La mobilisation des connaissances issues de la recherche dans l'accompagnement du développement professionnel. » *Enjeux et société : approches transdisciplinaires* 9 (2). Université de l'Ontario français (UOF) : 150-172. doi:10.7202/1092844ar.
- Lacroix, Isabel. 2018. « Radicalisations et jeunesses. Revue de littérature. » INJEP Notes & rapports/Revue de littérature. <https://injep.fr/publication/radicalisations-et-jeunesses/>.
- Lamari, Moktar. 2010. « Le transfert intergénérationnel des connaissances tacites : les concepts utilisés et les évidences empiriques démontrées. » *Télescope* 16 (1) : 39-65.
- Lamiot. 2009. « Schematic representation of different types of ecotones on a square surface. »
- Lardeux, Laurent. 2016. « L'engagement des jeunes : stabilité et (r)évolutions. » *L'école des parents* Sup. au 619 (5). Toulouse : Érès : 79-97. doi :10.3917/epar.s619.0079.
- Lechopier, Nicolas. 2010. « Éthique et justice dans les recherches participatives ancrées dans les communautés. Le cas d'une enquête écosystémique en Amazonie. » *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale* 12 (1). Éditions Nota bene : 201-223. doi:10.4000/ethiquepublique.183.
- Lemire, N, K Souffez et Marie-Claire Laurendeau. 2009. « Animer un processus de transfert des connaissances : bilan des connaissances et outil d'animation | INSPQ. » Institut national de santé publique du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/publications/1012>.
- Lesemann, Frédéric. 2003. « La société des savoirs et la gouvernance : la transformation des conditions de production de la recherche universitaire. » *Lien social et Politiques* (50) : 17-37. doi:10.7202/008277ar.
- Lévesque, Carole. 2009. « La recherche québécoise relative aux peuples autochtones à l'heure de la société du savoir et de la mobilisation des connaissances. » Dans *Autochtonies, Vues de France et du Québec*, 455-470. Québec : Presses universitaires de l'Université Laval et Réseau DIALOG. <https://reseauidialog.ca/wp-content/uploads/2019/12/Pour-en-savoir-plus-CLevesque-2009-FR-1-1.pdf>.

- Longo, María Eugenia Longo. 2021. « Présentation María Eugenia Longo. » Présentation PowerPoint, Centre UCS, Institut national de la recherche scientifique.
- Luker, Kristin. 2008. « Salsa Dancing? In the Social Sciences? » In *Salsa Dancing into the Social Sciences*, 1-21. Harvard University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1kmj7x0.3>.
- Manon, Mathilde et Grégoire Autin. 2023. « Boussole de la justice épistémique : Guide d'utilisation. » Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs, Montréal. <https://iupe.parole-dexclues.ca/democratiser-nos-pratiques-un-outil-pour-travailler-vers-la-justice-epistemique/>.
- Marion, Caroline. 2018. « Transfert des connaissances issues de la recherche (TCIR) en éducation : proposition d'un modèle ancré dans une prise en compte des personnes que sont les utilisateurs. » Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/11836/1/D3446.pdf>.
- Mattheis, Nikolas. 2022. « Unruly Kids? Conceptualizing and Defending Youth Disobedience. » *European Journal of Political Theory* 21 (3). SAGE Publications : 466-490. doi:10.1177/1474885120918371.
- Montpetit, Éric. 2018. « Les scientifiques et les politiques publiques. » Dans *Experts sciences et sociétés*, François Claveau et Julien Prud'Homme, 79-95. Les Presses de l'Université de Montréal. <https://pum.umontreal.ca/catalogue/experts-sciences-et-societes>.
- Moriceau, Jean-Luc. 2019. « Chapitre 29. Être en recherche. » Dans *Recherche qualitative en sciences sociales*, 353-364. Les Essentiels de la Gestion. Caen : EMS Editions. doi:10.3917/ems.mori.2019.01.0353.
- Nowotny, Helga, Peter Scott et Michael Gibbons. 2003. « Introduction : 'Mode 2' Revisited : The New Production of Knowledge. » *Minerva* 41 (3) : 179-194. doi:10.1023/A :1025505528250.
- OQLF (Office québécois de la langue française). 2022. « chambre d'écho. » <https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/26560265/chambre-decho>.
- Pickard, Sarah. 2019. *Politics, Protest and Young People, Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*. London : Palgrave Macmillan.
- Piedboeuf, Emmanuelle. 2020. « Les enjeux de la mobilisation des connaissances en contexte autochtone : une étude de cas au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. » Essai, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique. Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/11482/>.
- Poirier, Christian et Michel Trépanier. 2021. « Les mondes de la science et de la pratique. Savoirs en action, politiques et pratiques de recherche. MOB 8101. » Présentation PowerPoint. Mobilisation et transfert des connaissances, Institut national de la recherche scientifique (INRS).
- Putnam, Robert D. 1995. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital. » *Journal of Democracy* 6 (1). Johns Hopkins University Press : 65-78. doi:10.1353/jod.1995.0002.

- Reed, Maureen G., James P. Robson, Amanda Lindgren, Peter Friedrichsen et Tegan Brock. 2021. « Principes Généraux de La Recherche Interculturelle et Internationale Sur Les Peuples Autochtones Ou Ruraux et Arrimage à La Mobilisation Des Connaissances. » Dans *Imaginer Le Futur de La Mobilisation Des Connaissances : Perspectives Des Chaires de Recherche UNESCO*, Commission Canadienne pour l'UNESCO, 37-57. desLibris.<https://fr.ccunesco.ca//media/Files/Unesco/Resources/2021/01/ImaginerFuturMobilisationDesConnaissances.pdf>.
- RENARD. 2019. « À propos de l'équipe RENARD. » *RENARD*. <https://www.equiperenard.org/a-propos>.
- Roberge, Jérémie, Ève Laframboise et Caroline Vézina. 2018. « Stratégie de mobilisation des connaissances 18-23. » [https://www.santefrancais.ca/wp-content/uploads/2020/04/Strategie\\_MdC\\_SSF\\_18-23\\_FINALE.pdf](https://www.santefrancais.ca/wp-content/uploads/2020/04/Strategie_MdC_SSF_18-23_FINALE.pdf).
- Robineau, Colin. 2020. « Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques. » *e-cadernos CES* (34). doi:10.4000/eces.5494. <https://journals.openedition.org/eces/5494>.
- Romdhani, A et R Audet. 2022. « Quatre discours de la transition écologique pour la région métropolitaine de Montréal. » Les Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, no 21. <https://chairetransition.esq.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/48/2022/11/Quatre-discours-de-la-transition-ecologique-pour-la-region-metropolitaine-de-Montreal.pdf>.
- Sauvé, Lucie. 2014. « Au cœur des questions socio-écologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer. » *Éducation relative à l'environnement* 11. doi:10.4000/ere.662. <https://journals.openedition.org/ere/662>.
- . 2016. « L'engagement écologique au coeur de la cité. » *Relations* (786). Centre justice et foi : 17-19. <https://www.erudit.org/fr/revues/rel/2016-n786-rel02647/83178ac.pdf>.
- SAJ (Secrétariat à la jeunesse). 2021a. « Plan d'action jeunesse 2021-2024. » Consulté le 10 décembre 2023 : <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/plan-action/index.asp>.
- . 2021b. « Environnement. » Consulté le 10 décembre 2023 : <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/plan-action/environnement/index.asp>.
- Sennett, Richard. s.d. « Boundaries and Borders. » *Reflections*, 324-331. <https://pdfcoffee.com/richard-sennett-boundaries-and-borders-pdf-free.html>.
- Shutaleva, Anna, Nikita Martyushev, Zhanna Nikonova, Irina Savchenko, Sofya Abramova, Vladlena Lubimova et Anastasia Novgorodtseva. 2022. « Environmental Behavior of Youth and Sustainable Development. » *Sustainability* 14 (1) : 250. doi :10.3390/su14010250.
- Trottier, Claude. 2021. « 3 raisons d'étudier la jeunesse. » Vidéo 8 juillet. <https://www.youtube.com/watch?v=BLvDU1HPbAo>.
- Tuana, Nancy. 2006. « The Speculum of Ignorance : The Women's Health Movement and Epistemologies of Ignorance. » *Hypatia* 21 (3) : 1-19. <http://www.jstor.org/stable/3810948>

- Turnhout, Esther, Tamara Metze, Carina Wyborn, Nicole Klenk et Elena Louder. 2020. « The politics of co-production : participation, power, and transformation. » *Current Opinion in Environmental Sustainability* 42. Advancing the science of actionable knowledge for sustainability : 15-21. doi:10.1016/j.cosust.2019.11.009.
- UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). 2006. « Towards knowledge societies. UNESCO World Report. UNESCO Publishing, Paris, 2005, 226pp. ISBN 92-3-104000-6. » *Practice Development in Health Care* 5 (1) : 48-49.
- Vasseur, L et J Baker. 2021. « L'avenir de La Mobilisation Des Connaissances : Éliminer Les Obstacles Pour Assurer Des Échanges Productifs Avec Des Publics Différents. » Dans *Imaginer Le Futur de La Mobilisation Des Connaissances : Perspectives Des Chaires de Recherche UNESCO*, 111-125. desLibris. <https://fr.ccunesco.ca/-/media/Files/Unesco/Resourses/2021/01/ImaginerFuturMobilisationDesConnaissances.pdf>.
- Vernay, Olivia. 2021. « L'ignorance située : un garde-fou pour ne pas (re)produire des injustices épistémiques. » In *Lucidités subversives. Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques*, Baptiste Godrie, Marie Dos Santos, et Simon Lemaire, Éditions science et bien commun, 365-384. Québec : Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/luciditessubversives/chapter/lignorance-situee-un-garde-fou-pour-ne-pas-reproduire-des-injustices-epistemiques/>.
- Vinatier, Isabelle et Joëlle Morrissette. 2015. « Les recherches collaboratives : enjeux et perspectives. » *Carrefours de l'éducation* 39 (1). Paris : Armand Colin : 137-170. doi :10.3917/cdle.039.0137.
- Walther, Janet, Janet Batsleer, Patricia Loncle et Pohl Axel, dir. 2020. *Young People and the Struggle for Participation : Contested Practices, Powers and Pedagogies in Public Spaces*. London and New York : Routledge.

Étude sur la désobéissance civile  
de jeunes du Québec dans la lutte  
pour la justice climatique

Jennie Charbonneau



CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE  
SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC

**Auteure** Jennie Charbonneau  
Étudiante à maîtrise  
en Mobilisation et transfert des connaissances  
(sous la direction de Nicole Gallant)  
Institut national de la recherche scientifique  
Centre Urbanisation Culture Société

**Conception visuelle** Sylvain Paquette

Ce rapport de recherche a été réalisé avec le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Pour citer ce document : Charbonneau, J. (2023). *Étude sur la désobéissance civile de jeunes du Québec dans la lutte pour la justice climatique*. Institut national de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-89575-463-3

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023  
INRS



Étude sur la désobéissance civile  
de jeunes du Québec dans la lutte  
pour la justice climatique

Par

Jennie Charbonneau

2023





## SOMMAIRE

### Problématique

En 2018, en réponse à l'appel de Greta Thunberg à participer à une grève scolaire pour protester contre l'inaction gouvernementale face à l'urgence climatique, de nombreux-euses jeunes du Québec ont rejoint les rangs du mouvement climatique. Leur mobilisation a atteint son apogée le 27 septembre 2019 à Montréal, rassemblant près d'un demi-million de personnes pour le climat, établissant ainsi le record de la plus grande manifestation de l'histoire du Québec à ce jour. Cette croissance du mouvement climatique s'est accompagnée d'une radicalisation chez certains jeunes engagé-e-s, caractérisée notamment par des actions de désobéissance civile, mais aussi par une lecture politique de la crise climatique reposant sur la conviction que le *système* se trouve à la racine du problème.

### Objectif et questions de recherche

L'objectif principal de cette recherche était de mieux comprendre comment et pourquoi des jeunes en viennent à pratiquer la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette recherche s'est articulée autour des trois volets suivants : 1) qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?, 2) quel est leur parcours politique? et 3) quelles sont leurs représentations du *système*?

La première question visait à explorer la manière dont ces jeunes comprennent le concept de désobéissance civile. Elle cherchait à mettre en lumière les approches, les principes et les intentions qui guident cette action. La deuxième question avait pour but d'identifier les différents facteurs qui ont jalonné le parcours de ces jeunes engagé-e-s. Il s'agissait d'explorer les expériences personnelles qui ont joué un rôle clé dans leur prise de conscience de l'urgence climatique et leur décision de faire de la désobéissance civile dans le mouvement climatique. La dernière question visait à comprendre comment ces jeunes perçoivent et définissent le concept de *système* lorsqu'elles-ils en parlent. La compréhension de leurs représentations du *système* a permis de mieux appréhender les causes qu'elles-ils attribuent à la crise climatique ainsi que leurs visions de changement social.

### Pertinence scientifique

Ce projet de recherche répondait d'abord et avant tout à des préoccupations académiques. Alors que la littérature sur les jeunes et l'environnement concerne surtout « la pédagogie relative à l'environnement » (Sauvé, 2014), les « attitudes face à aux changements climatiques » (Champagne St-Arnaud et al., 2020) et les « pratiques écoresponsables » (Shutaleva et al., 2022), cette recherche a plutôt contribué à la littérature en plein essor sur le militantisme des jeunes concernant l'environnement. De plus, elle a permis d'apporter certains éclairages sur des aspects négligés de la

recherche, c'est-à-dire les dispositions et itinéraires menant à la radicalité écologiste (Robineau, 2020) ainsi que les spécificités des jeunes pratiquant la désobéissance civile (Dupuis-Déri, 2021; Mattheis, 2022).

## Cadre théorique

Ce projet s'inscrivait globalement dans une approche interactionniste, qui soutient que les comportements sociaux sont le résultat d'interactions complexes entre les individus et leur environnement social. Conséquemment, l'interactionnisme « reconnaît que les raisons de l'engagement peuvent être changeantes selon les événements de la vie personnelle et le développement identitaire (niveau micro), les transformations de l'organisation ou de l'institution dans laquelle on est impliqué[e] (niveau méso) et le contexte socioéconomique, politique ou culturel (niveau macro) » (Garneau, 2019, p. 8).

## Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, j'ai mené des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes auprès de 14 participant-e-s. Ces entretiens avaient pour objectif d'explorer leur engagement dans des actions de désobéissance civile liées à la crise climatique, de comprendre la signification qu'elles-ils attribuent à cette pratique, et de retracer leur parcours politique. Les enregistrements audio de ces entretiens ont ensuite été intégralement transcrits pour permettre une analyse thématique des données collectées. Au fil des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, il est devenu évident que les représentations des participant-e-s du système étaient cruciales pour comprendre leur engagement dans la désobéissance civile, au point de devenir le point central du projet de recherche.

## Résultats

### Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?

Les participant-e-s ont tendance à caractériser la désobéissance civile par ses dimensions politique (c.-à-d. visant le bien d'une communauté ou de la société), publique (c.-à-d. visible et réalisée dans l'espace public), non-violente (généralement décrite comme une absence de violence physique et psychologique envers tout être vivant) et illégale (incluant le fait de s'engager de façon volontaire et consciente dans une action illégale). Cependant, des divergences émergent entre les participant-e-s concernant certains questionnements essentiels : qu'entend-on par non-violence? De plus, pour être qualifiée de désobéissance civile à leurs yeux, l'action peut-elle être spontanée ou doit-elle être organisée? Peut-elle être individuelle ou doit-elle revêtir un caractère collectif? Peut-elle s'exprimer de manière clandestine ou doit-elle être assumée publiquement? Peut-elle être tolérée par les autorités ou nécessite-t-elle la présence d'une répression? Cette diversité de perspectives souligne la nécessité d'aborder le concept de désobéissance civile avec prudence.

### Quel est leur parcours politique?

Les influences qui ont le plus marqué le parcours militant des participant-e-s sont les mêmes que l'on retrouve généralement dans la littérature portant sur l'engagement des jeunes : la famille, l'école et les pairs. Cela dit, d'autres aspects, peut-être même plus saillants, ont émergé de l'analyse de leur parcours. En effet, plusieurs participant-e-s ont vécu de fortes éco-émotions (anxiété, peur, impuissance, colère, etc.) ou ont fait face à une importante détresse psychologique résultant des conséquences de leur engagement militant (traumatismes, découragement, épuisement, stress, etc.). De plus, elles-ils sont nombreux-euses à avoir connu un cheminement scolaire atypique (changements fréquents d'écoles, abandons scolaires, conflits avec les figures d'autorité, école aux adultes, etc.).

### Quelles sont leurs représentations du *système*?

Les représentations du *système* des participant-e-s s'articulent principalement autour de quatre dimensions interreliées : les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques, les discours ambiants (Gallant, 2019) et les non-discours. D'abord, en ce qui concerne les rapports sociaux de pouvoir, de nombreux-euses participant-e-s mettent en lumière les conséquences injustes et disproportionnées de la crise environnementale sur certains groupes sociaux. Quelques-un-e-s insistent également sur le rôle des rapports de pouvoir, en particulier le capitalisme, le racisme et le colonialisme, dans l'émergence de la crise climatique. Pour ces raisons, plusieurs d'entre elles-eux considèrent que la crise climatique et les enjeux environnementaux ne devraient pas être abordés de manière isolée par rapport aux enjeux sociaux.

Ensuite, des participant-e-s emploient le terme *système* pour désigner les institutions étatiques qu'elles-ils jugent antidémocratiques. L'influence marquée des acteur-trice-s économiques dans le processus décisionnel, la prédominance de la démocratie représentative, ainsi que la répression juridico-policière, ont été identifiées comme les principales composantes clés de ce *système* qui, à leurs yeux, sapent la démocratie.

Puis, certain-e-s participant-e-s envisagent le *système* comme une série de discours qui servent à justifier le maintien d'un ordre social injuste. Parmi les discours décriés par les participant-e-s, on retrouve ceux liés à la culture capitaliste, aux « bonnes » manières de s'engager (notamment l'adoption de petits gestes), à la décredibilisation du militantisme écologiste et de certaines orientations politiques, et ceux liés à l'éco-anxiété, qui sont perçus comme dépolitisants et psychologisants. Enfin, pour des participant-e-s, le *système* ne se résume pas seulement aux discours ambiants, mais aussi aux non-discours. Ainsi, pour certain-e-s participant-e-s, le *système* évoque non seulement la manière dont la crise climatique est occultée dans les médias, mais également la dissimulation de ses causes systémiques au sein du système d'éducation.

## Table des matières

<b>SOMMAIRE</b>	<b>i</b>
Problématique	i
Objectif et questions de recherche	i
Pertinence scientifique	i
Cadre théorique	ii
Méthodologie	ii
Résultats	ii
Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?	ii
Quel est leur parcours politique?	iii
Quelles sont leurs représentations du <i>système</i> ?	iii
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>PROBLÉMATIQUE</b>	<b>4</b>
Mutation démocratique	4
Le mouvement climatique	5
Objectifs de recherche	6
<b>CADRE THÉORIQUE</b>	<b>8</b>
<b>MÉTHODOLOGIE</b>	<b>10</b>
Recrutement	10
Profils des participant-e-s	11
Collecte et analyse des données	12
Considérations éthiques	12
<b>RÉSULTATS</b>	<b>13</b>
Partie 1. La désobéissance civile : quel sens pour celles-ces qui la pratiquent?	13
1.1 Survol historique de la désobéissance civile	13
1.2 Les approches de la désobéissance civile	14
1.3 Les principes de la désobéissance civile	17
Partie 2. Parcours politique : comment en vient-on à désobéir?	20
2.1 Les mouvements sociaux	21
2.2 La famille	22
2.3 L'école	25
2.4 Les pairs	27
2.5 Les émotions	29
2.6 Les caractéristiques individuelles	32
Partie 3. Représentations du système : quel(s) système(s)?	34
3.1 Le <i>système</i> comme rapports sociaux de pouvoir	34
3.2 Le <i>système</i> comme institutions étatiques	38
3.3 Le <i>système</i> comme discours ambiants	58
3.4 Les non-discours	70

<b>DISCUSSION</b>	73
La colère sociale	73
Entre la colère et l'action	74
Quelques nuances sur le <i>lifestyle politics</i>	75
<b>CONCLUSION</b>	77
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	78

## INTRODUCTION

En 2018, des jeunes du monde entier ont répondu massivement à l'invitation lancée par Greta Thunberg à participer à une grève scolaire, connue sous le nom de *Fridays for Future* (FFF), pour protester contre l'inaction gouvernementale face à l'urgence climatique. Au Québec, des jeunes ont emboîté le pas avec un tel enthousiasme dans le mouvement climatique qu'elles-ils ont organisé la plus grande manifestation pour le climat au monde en 2019 (Dupuis-Déri, 2020). Au fil du temps, certain-e-s d'entre elles-eux ont adopté des actions plus transgressives, notamment en s'engageant dans le mouvement Extinction Rebellion, qui prône la désobéissance civile face à l'urgence climatique.

Dans le cadre de ce projet de recherche, je me suis intéressée plus particulièrement à l'engagement de jeunes du Québec qui ont pris part à des actions de désobéissance civile en lien avec le mouvement climatique. J'ai mené des entretiens semi-dirigés avec près de quinze de jeunes pour chercher à comprendre comment et pourquoi elles-ils en viennent à adopter ce type d'action.

Dans ce rapport, j'aborderai en premier lieu la problématique de recherche en discutant de la littérature sur l'engagement des jeunes et sur le mouvement climatique. Ensuite, j'explicitai le cadre théorique interactionniste sur lequel je me suis appuyée pour analyser et comprendre l'engagement de ces jeunes. Je décrirai également la méthodologie de recherche employée, en abordant les aspects clés tels que le processus de recrutement des participant-e-s, le profil des personnes rencontrées, les méthodes de collecte de données utilisées, ainsi que les considérations éthiques prises en compte tout au long de l'étude. Puis, je présenterai les résultats de recherche structurés autour du sens que les participant-e-s donnent à la désobéissance civile, leur parcours vers l'engagement dans la désobéissance civile, et enfin, leurs représentations du système. Je discuterai des résultats en les mettant notamment en relation avec les travaux de Cécile Van de Velde sur la colère sociale et ceux d'Élisabeth Greissler sur l'engagement de jeunes en situation de marginalité, et en revenant brièvement sur le concept de *lifestyle politics*. Enfin, je conclurai ce rapport en faisant une synthèse des résultats.

## PROBLÉMATIQUE

### Mutation démocratique

Depuis les années 1970-80, les populations dans les démocraties occidentales, en particulier les jeunes, tendent à s'éloigner de plus en plus des institutions représentatives syndicales et politiques (Lardeux, 2016). En réaction à leur distanciation croissante, de nombreux discours publics affirment le « déclin de la participation politique » (Putnam, 1995) des jeunes en les accusant au passage d'être « désengagé[e]s, apolitiques, individualistes et apathiques » (propos rapportés par Becquet et Goyette, 2014, p. 1). On les tient aussi parfois responsables de la « crise » ou de la « déconsolidation » démocratique (Foa et Mounk, 2016), des termes employés pour désigner un affaiblissement de la capacité des institutions politiques représentatives à traduire la volonté du peuple et à réguler la vie en collectivité.

Cet alarmisme du déclin de la participation politique des jeunes témoigne d'une conceptualisation restrictive de la participation politique et de la démocratie, qui pose le vote comme le baromètre de son expression. Autrement dit, « si [elles:]ils n'ont pas voté dans le passé et si [elles:]ils n'expriment pas l'intention de voter aux prochaines élections, [elles:]ils sont condamné[e]s à être étiqueté[e]s "citoyen[ne]s politiquement inactif[ve]s" » (Caron, 2018, p. 59). Pourtant, certain·e·s auteur·e·s considèrent que la démocratie représentative est un oxymore puisque « la démocratie ne peut être que directe, car le peuple ne (se) gouverne plus dès qu'on se trouve en présence d'un[·e] ou plusieurs chef[fe]s, élu[e]s ou non » (Dupuis-Déri, 2019, p. 80).

S'il est vrai que les plus jeunes s'éloignent de plus en plus d'une participation à la démocratie représentative, il semble hâtif de conclure à leur imminente désertion de l'arène politique. De plus en plus de recherches sur le sujet arrivent au constat que la participation politique des jeunes n'est pas en déclin, mais bien en mutation, c'est-à-dire qu'elle se présente aussi sous d'autres espaces et d'autres formes : « *It seems as if the problem of youth political participation is less a matter of whether they participate, and more a matter of where they participate* » (Rainsford, 2017, cité dans Weiss, 2020, p. 5). En effet, alors que les jeunes semblent moins investi·e·s dans les formes de participation politique représentatives, on observe parallèlement une montée de l'action contestataire chez elles-eux : « Qu'il s'agisse de pétitionner, boycotter, manifester ou de recourir à des moyens d'action plus durs, parfois à la limite de la légalité, plus une cohorte est née récemment, plus ses membres ont de chance de les reconnaître comme des manières normales de s'exprimer en politique et pourront les utiliser » (Tiberj, 2017, cité dans Lacroix, 2018, p. 14). Dans la même lignée, certain·e·s jeunes sont particulièrement attiré·e·s par les formes alternatives d'engagement politique, notamment les actions directes collectives non-violentes, y compris celles qui sont illégales (Pickard, 2019).

Cependant, ces formes d'engagement sont souvent ignorées et critiquées par les autorités, mais aussi les médias, ce qui peut renforcer la frustration et le cynisme des jeunes à l'égard de la politique, voire les pousser davantage vers des actions illégales ou considérées comme violentes (Gallant, 2017a). Paradoxalement, alors que les mouvements protestataires prennent de l'ampleur, simultanément, la répression se fait de plus en plus grande : « Depuis deux décennies, nous assistons au Canada à une tendance généralisée à la criminalisation de la dissidence et à la répression de manifestations de protestation sociale » (Ligue des droits et libertés, 2015a, p. 3).

Selon Sarah Pickard (2019), les jeunes seraient également les initiateur-trice-s d'un nouveau mode de citoyenneté politique qu'elle nomme le *DIO Politics* (*Do-It-Ourselfes Politics*). Cela implique qu'elles-ils agissent ensemble, dans la sphère privée ou publique, en ligne ou hors ligne, en dehors des institutions politiques et dans des structures de participation horizontales, pour miser sur des initiatives politiques et des choix de vie en cohérence avec des idéaux moraux, éthiques, sociaux et environnementaux.

## Le mouvement climatique

Ce nouveau cadre de citoyenneté s'exprime notamment à travers la nouvelle vague mondiale de mobilisation pour le climat, initialement portée en grande partie par des jeunes du monde entier âgé-e-s de 12 à 18 ans fréquentant l'école secondaire (Rousell et Cutter-Mackenzie-Knowles, 2020). En 2018, suite à l'appel lancé par Greta Thunberg à participer à une grève scolaire, plusieurs ont rejoint des organisations environnementales existantes, locales ou internationales, tandis que d'autres ont créé les leurs, de manière plus ou moins formelle (Chersich et al., 2019). Par ailleurs, certain-e-s d'entre elles-eux ont intensifié leurs actions en adoptant des stratégies telles que les blocages de rues, les occupations, les collages de mains sur les vitrines des magasins, les *slow-swarm*, les *sit-in*, les *die-in*, les *banner drop*, les graffitis, le dégonflage des pneus des VUS et même les grèves de la faim. Parmi les gros coups d'éclat des militant-e-s écologistes au Québec, on peut citer l'ascension du pont Jacques-Cartier et le blocage du boulevard René-Lévesque par des militant-e-s de Extinction Rebellion en octobre 2019 ainsi que l'occupation du terminal Valero de l'oléoduc de la ligne 9B dans l'est de Montréal par le collectif Antigone en octobre 2022. Des actions de solidarité ont également été menées, comme les importants blocages de voies ferrées à travers le pays en 2019 en soutien à la nation Wet'suwet'en, qui s'oppose au projet du gazoduc Coastal GasLink. Il faut également souligner que, à peu près au même moment, le mouvement pour protéger la forêt de Fairy Creek est devenu le plus important mouvement de désobéissance civile de l'histoire du Canada (Dussault, 2021), considérant le grand nombre d'arrestations. La désobéissance civile, de plus en plus pratiquée au cours des trois ou quatre dernières années selon Pascale Dufour (2022, dans Poiré, 2022), est donc redevenue un sujet d'actualité dans le débat public, suscitant de vives discussions sur la légitimité de ce mode d'action face à la crise climatique, et ce, bien souvent sans que l'on explicite en quoi elle consiste. David Morin (2019), professeur à l'Université de Sherbrooke et codirecteur de l'Observatoire sur la radicalisation et l'extrémisme violent, entrevoit qu'une frange de militant-e-s écologistes



pourrait adopter une approche plus pragmatique ou plus « violente » envers des biens dans les années à venir (dans Sampson, 2019).

La montée en puissance du mouvement climatique jeunesse peut être interprétée comme une réponse aux préoccupations croissantes des jeunes face à l'avenir de la planète, à leur exclusion des décisions politiques (Rousell et Cutter-Mackenzie-Knowles, 2020) et à l'absence d'action concrète des gouvernements en matière de changement climatique (Bousfield et Tinkler, 2019). Le mouvement climatique s'inscrit également dans un contexte plus large d'une montée de la colère envers le système chez les plus jeunes générations, qui subissent de plein fouet les répercussions de multiples crises (politiques, économiques, financières, environnementales et sanitaires) que traverse notre société (Van de Velde et Pickard, 2021). Dans un contexte socio-économique marqué par la précarité, le mouvement climatique actuel va donc bien au-delà des préoccupations environnementales et englobe une diversité d'autres enjeux qui touchent la société dans son ensemble, ralliant les milieux écologiste, féministe, communautaire, syndical, étudiant, etc. Les slogans « *change the system, not the climate* », « fin du monde, fin du mois : même combat! » ou encore « justice sociale, *climate justice*, même combat! » illustrent bien les frontières poreuses entre l'urgence climatique et l'urgence sociale. Comme Sloam (2020) le mentionne : « *It is almost impossible – and counterproductive – to disentangle social, economic and environmental issues* » (cité dans Pickard et al., 2020, p. 257). Le mouvement climatique actuel ne repose donc pas uniquement sur des valeurs post-matérialistes auxquelles les jeunes seraient attaché-e-s (Inglehart, 1977) et pourrait possiblement être considéré comme une nouvelle forme d'anticapitalisme, tel que le suggère Francis Dupuis-Déri (2022).

En résumé, on observe une tendance radicale parmi certain-e-s jeunes engagé-e-s dans le mouvement climatique. D'ailleurs, tout au long du texte, le terme « radical » sera employé pour référer, d'une part, à des actions qui transgressent les normes sociales et qui peuvent à cet égard paraître moins acceptables ou légitimes aux yeux des autorités. La radicalité inclut les actions violentes, sans s'y réduire pour autant (Dufour et al., 2012). D'autre part, le terme « radical » implique une compréhension d'un enjeu social qui repose sur l'identification de ses causes systémiques ou autrement dit, sur une « analyse politique qui s'attaque "à la racine" des problèmes » (Dufour et al., 2012, p. 7).

## Objectifs de recherche

L'objectif principal de cette recherche est donc de mieux comprendre l'engagement de jeunes pratiquant la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette étude se divise en trois volets. Le premier volet vise à mieux comprendre le sens que ces jeunes donnent à la désobéissance civile. Le deuxième volet consiste à comprendre le parcours de jeunes qui en sont venu-e-s à pratiquer la désobéissance civile. Enfin, le troisième volet consiste à comprendre leurs représentations du système.

Alors que la littérature sur les jeunes et l'environnement concerne surtout « la pédagogie relative à l'environnement » (Sauvé, 2014), les « attitudes face à aux changements climatiques » (Champagne St-Arnaud et al., 2020) et les « pratiques écoresponsables »

(Shutaleva et al., 2022), cette étude contribue plutôt à la littérature en plein essor sur le militantisme des jeunes concernant l'environnement. De plus, elle permettra d'apporter certains éclairages sur des aspects négligés des travaux académiques existants, c'est-à-dire les dispositions et itinéraires menant à la radicalité écologiste (Robineau, 2020) ainsi que les spécificités des jeunes qui pratiquent la désobéissance civile (Dupuis-Déri, 2021; Mattheis, 2022).

Dans les pages qui suivent, je présenterai d'abord le cadre conceptuel et théorique sur lequel s'appuie cette étude, puis j'aborderai plus en détail la méthode de collecte de données et le corpus de participant-e-s, avant de passer aux résultats, qui formeront le cœur de ce rapport.

## CADRE THÉORIQUE

Ce projet s'inscrit dans une approche interactionniste qui soutient que les comportements sociaux sont le résultat d'interactions complexes entre les individus et leur environnement social. Conséquemment, l'interactionnisme « reconnaît que les raisons de l'engagement peuvent être changeantes selon les événements de la vie personnelle et le développement identitaire (niveau micro), les transformations de l'organisation ou de l'institution dans laquelle on est impliqué-e (niveau méso) et le contexte socioéconomique, politique ou culturel (niveau macro) » (Garneau, 2019, p. 8). Puisque l'interactionnisme implique une analyse multiniveau, il se situe à l'intersection de plusieurs approches théoriques.

Tout d'abord, l'approche interactionniste reconnaît que les individus ne sont pas de simples produits de leur environnement social, mais qu'ils ont également un pouvoir d'agir sur celui-ci. Ainsi, l'individu peut entreprendre « une action parce qu'elle fait sens pour lui, [c'est-à-dire] que la cause principale [de ses] actions, croyances, etc. réside dans le sens qu'il leur donne, plus précisément dans les raisons qu'il a de les adopter » (Boudon, 2004, p. 281). Puisque « le sens guide les comportements, [...] on ne peut pas étudier les phénomènes humains en distinguant hermétiquement les actions et leur sens » (Luckerhoff et Guillemette, 2014, p. 4). Le premier volet de la recherche se concentre donc sur l'analyse du sens que les participant-e-s attribuent à la désobéissance civile, en mettant l'accent sur l'approche et les principes qui guident cette action ainsi que sur les objectifs généraux qu'elles-ils cherchent à atteindre par le biais de cette pratique. De plus, étant donné que la désobéissance civile peut revêtir des significations variées pour chaque individu, la prise en compte de leur subjectivité permet d'éviter de porter un jugement normatif sur leur pratique.

En complément à l'approche de l'acteur-trice rationnel-le, qui explique les comportements individuels par la rationalité de l'individu à faire des choix, l'interactionnisme reconnaît qu'un comportement est le résultat d'un processus complexe influencé par de multiples variables plutôt que par des causes uniques. Cette approche est d'autant plus appropriée dans le cadre de cette recherche, puisque la radicalité résulterait d'un processus incrémental, s'inscrivant moins dans une rupture biographique que dans la continuité d'un parcours de vie, ou ce que l'on pourrait appeler une « continuation de soi » (Guibet Lafaye, 2017). Ainsi, le deuxième volet de la recherche vise à comprendre les influences qui ont modulé le parcours de jeunes vers la désobéissance civile, mais aussi vers le militantisme plus largement. Pour ce faire, je mobiliserai le concept de socialisation politique, qui peut être compris comme « l'ensemble des processus d'acquisition et de formation des différents attributs de l'identité politique, et plus largement de la citoyenneté [...] [dans laquelle] s'inscrit la question du fondement du lien social, entendu comme la façon dont chacun[-e] va non seulement décoder, interpréter, se représenter la réalité sociale et politique qui l'entoure, mais aussi y être un acteur[-trice], faisant des choix et adoptant des comportements qui lui sont propres » (Muxel, 2001, p. 27). Selon Gallant (2021), la socialisation politique

peut s'articuler en deux grandes dimensions. La première dimension concerne le développement d'un intérêt pour les enjeux sociaux et les décisions collectives grâce au développement de connaissances politiques et d'identification à une ou des communautés politiques, tandis que la deuxième concerne l'acquisition de compétences politiques grâce au développement d'opinions publiques et d'expressions politiques. Cela dit, ce volet de recherche se concentrera plus particulièrement sur les agents de socialisation politique qui contribuent à façonner leur rapport au politique. Le « politique » ne se limite pas ici aux institutions et aux processus de participation formelle, mais englobe la manière dont les individus perçoivent, interprètent, ressentent et se positionnent vis-à-vis de leur environnement, de la société et des enjeux qui les entourent. Parmi les « grands agents » de socialisation politique mentionnés dans la littérature, on compte la famille, l'école, les pairs et les médias. Mais l'intérêt de cette recherche réside davantage dans la manière dont les participant-e-s font l'expérience de tels agents de socialisation, plutôt que leur simple rôle en tant que lieux de socialisation. En effet, « les processus de socialisation sont *dialectiques* et non *déterministes* : il est trop simple de n'identifier que des lieux de socialisation alors que l'influence de ces expériences multiples est toujours *traduite* par les individus dans un processus d'assimilation ou de *sélection* » (Renshon, 1997, cité dans Fournier et Grandjean, 2013, p. 5). Lahire (2013) partage une perspective similaire en soulignant que plus le patrimoine individuel de dispositions devient diversifié et clivé, plus il est crucial de se questionner sur les dispositions qui sont activées, inhibées ou simplement mises en veille.

Enfin, il est important de relativiser le poids des parcours individuels sur l'engagement des participant-e-s dans la désobéissance civile. En réalité, comme nous le verrons, cette recherche met en évidence que c'est d'abord et avant tout leur compréhension des enjeux socio-environnementaux, et plus spécifiquement leur indignation envers le *système*, qui explique leur engagement dans la désobéissance civile. Par conséquent, pour mieux comprendre cet engagement, il est essentiel d'examiner en détail leurs représentations du *système*, ce qui constitue le dernier volet de la recherche, et le plus central. Cette démarche s'appuie sur le concept de représentations sociales, qui peuvent être définies comme « une forme de connaissance élaborée et partagée au sein d'un groupe social, ayant une visée pratique et contribuant à la construction d'une réalité commune » (Jodelet, 1989, p. 53). Les représentations sociales jouent un rôle de guide et de justification des comportements (Abric, 1994), sans pour autant qu'il y ait de relation de cause à effet entre la représentation et l'action : « On ne peut pas dissocier la représentation, le discours et la pratique. Ils forment un tout. Il serait tout à fait vain de chercher si c'est la pratique qui produit la représentation ou l'inverse. C'est un système. La représentation accompagne la stratégie, tantôt elle la précède et elle l'informe, elle la met en forme; tantôt elle la justifie et la rationalise : elle la rend légitime » (Autes, 1985, cité dans Garnier et Sauvé, 1999, p. 2). Ainsi, étudier les représentations du *système* des participant-e-s semble une avenue intéressante pour comprendre ce qui peut contribuer à expliquer leurs actions.

## MÉTHODOLOGIE

### Recrutement

Pour prendre part à cette étude, les participant-e-s devaient respecter les trois critères suivants : 1) être âgé-e-s entre 18 et environ 25 ans, 2) avoir participé à une action de désobéissance civile au Québec dans les cinq dernières années et 3) pouvoir mener l'entretien en français.

J'ai fait le choix de cette tranche d'âge dans l'objectif de saisir un moment d'intensité en termes de socialisation politique. Bien que le travail de socialisation et de resocialisation est un processus continu tout au long de la vie (Lahire, 2013), la jeunesse représente une période particulièrement importante pour la socialisation politique (Pickard et al., 2022). Cela s'explique par le fait que les jeunes sont de plus en plus en contact avec des personnes à l'extérieur de leur famille et de leur école, ce qui leur permet de mieux façonner leur rapport au politique (Pickard et al., 2022). Ce choix de tranche d'âge répond aussi à la préoccupation de cibler un groupe de jeunes partageant des expériences de socialisation relativement similaires en ce qui concerne les enjeux environnementaux. D'abord, les jeunes ciblé-e-s étaient susceptibles d'être au secondaire, au cégep ou à l'université lors du début du récent mouvement mondial des jeunes pour le climat. Ensuite, ce sont des jeunes qui ont été socialisé-e-s dans un contexte de crise climatique qui peut être considérée comme une crise historique « de par son ampleur et sa possible finitude du monde » (Corbin et al., 2021, p. 2), comme l'indiquent les prévisions alarmantes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis leur premier rapport en 1990. Ces jeunes ont également grandi sous la pression sociale associée à être « la nouvelle génération, supposée transformer les pratiques d'une entière société » (Corbin et al., 2021, p. 2). Cela s'apparente à l'approche générationnelle telle que développée par Mannheim (1929), selon laquelle, l'expérience partagée d'une même période historique façonne les attitudes et les comportements politiques d'une cohorte donnée, créant ainsi une conscience collective d'appartenance à une génération. Cependant, il est important de noter que, même au sein d'une même génération politique, les jeunes ne vivent pas et ne sont pas affecté-e-s de la même manière par les événements et les changements historiques (Pickard, 2019).

Au fil du recrutement, j'ai démontré une certaine flexibilité sur ces critères pour y inclure une meilleure diversité de profils de participant-e-s. Par exemple, une jeune de cette étude n'a pas elle-même participé à des actions de désobéissance civile, mais a contribué à l'organisation d'actions de désobéissance civile. Au cours de l'entretien, elle a cependant mentionné sa participation à quelques actions directes illégales, bien que celles-ci ne correspondaient pas à sa propre définition de la désobéissance civile. De plus, j'ai aussi inclus deux participant-e-s qui ont fait de la désobéissance civile seulement en Europe, mais qui sont impliqué-e-s dans le milieu environnemental au Québec. Cette décision s'appuie sur l'interconnexion des enjeux environnementaux

vécus ici et à l'international. Enfin, j'ai également inclus une participante légèrement plus âgée que les critères d'âge initialement fixés, car je ne conçois pas la jeunesse comme une catégorie figée en termes d'âge, mais plutôt comme une expérience partagée par celles-celles qui ont été politiquement socialisé-e-s dans un contexte similaire, tel que mentionné précédemment.

Puis, j'ai fait le choix de ne pas imposer une conception rigide et académique de la désobéissance civile aux participant-e-s, afin de permettre une plus grande diversité de perspectives et de pratiques. En effet, « fixer par avance les limites de la désobéissance civile serait étouffer le débat » (Patsias et Vaillancourt, 2008, cité dans Tremblay, 2016, p. 13). Cependant, le fait de ne pas établir, dès le départ, des critères d'admissibilité clairs pour l'étude a pu engendrer de l'ambiguïté chez certain-e-s participant-e-s potentiel-le-s, qui ont peut-être choisi de s'auto-exclure du projet de recherche. De plus, je suis consciente que la notion de désobéissance civile mise en avant-plan par des mouvements tels qu'Extinction Rebellion (ou certaines branches d'Extinction Rebellion) a pu influencer la perception que certain-e-s participant-e-s ont de cette pratique. J'ai tenté de pallier cette difficulté en effectuant le recrutement auprès de plusieurs groupes militants et par « bouche à oreille ». Quoi qu'il en soit, ce qui est commun à tous-tes les participant-e-s est leur engagement dans des actions directes, collectives, illégales et non-violentes dans les enjeux socio-environnementaux, dont plus précisément l'enjeu climatique. Certain-e-s d'entre elles-eux ont été arrêté-e-s, tandis que d'autres non.

### Profils des participant-e-s

J'ai mené des entretiens semi-dirigés auprès de 14 participant-e-s âgé-e-s de 18 à 27 ans qui résident dans six régions du Québec. Cinq personnes ont préféré l'utilisation des pronoms et accords masculins, tandis que neuf personnes ont préféré l'utilisation de pronoms et accords féminins. Deux se sont auto-identifié-e-s comme étant non-binaires. La majorité des participant-e-s proviennent de franges socio-économiques privilégiées, appartenant à la classe moyenne ou moyenne-aisée. Cette surreprésentation de jeunes provenant de milieu privilégié peut s'expliquer par le fait que les jeunes les plus engagé-e-s, du moins dans des formes plus visibles d'engagement, sont « les plus socialisé-e-s à l'engagement, les plus diplômé-e-s ou encore les plus intégré-e-s socialement et économiquement » (Becquet et Goyette, 2014, p. 2). En termes d'appartenance ethnoculturelle, elles-ils sont majoritairement blancs-blanches. Quatre participant-e-s nomment avoir des origines ethnoculturelles autres ou pas uniquement « Québécois-e-s ». Parmi elles-eux, une participante est une immigrante de première génération et une autre de deuxième génération. Leur niveau de scolarité est plutôt diversifié entre les études secondaires, collégiales et universitaires. Certain-e-s ne sont plus aux études et d'autres poursuivent leurs études à temps partiel. En général, leur domaine d'études est lié aux sciences humaines, à la politique, à l'environnement ou aux arts. Au cours de leur parcours, quelques-un-e-s se sont trouvé-e-s, de façon volontaire ou non, en situation de marginalité en raison de leur situation scolaire, de leur passage dans un centre jeunesse ou de leur mode de vie alternatif, par exemple.

## Collecte et analyse des données

J'ai mené des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes avec ces 14 participant-e-s afin de discuter avec elles-eux de leur participation à une ou des actions de désobéissance civile dans l'enjeu climatique, du sens qu'ils.elles attribuent à cette pratique, ainsi que de leur parcours politique. J'ai ensuite transcrit intégralement les enregistrements audio de ces entretiens, afin de permettre une analyse approfondie des données recueillies. Une fois les entretiens transcrits, j'ai importé les données dans le logiciel d'analyse qualitative NVivo pour faciliter la gestion, l'organisation et l'analyse des données qualitatives. J'ai utilisé NVivo pour catégoriser manuellement les thèmes récurrents dans les entretiens. Parallèlement, pour chaque participant-e, j'ai élaboré une ligne du temps de leur parcours politique afin de mieux contextualiser leur engagement dans la désobéissance civile.

Au fur et à mesure des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, j'ai pris conscience de l'importance de leurs représentations du système comme moteur de leur engagement dans la désobéissance civile, au point d'en faire le cœur même de ce rapport. Cette considération relativement tardive a limité ma capacité à poser des questions spécifiques et ciblées entourant le système lors des entretiens, ce qui aurait pu enrichir davantage ma compréhension des dynamiques sous-jacentes. En revanche, cela m'a permis d'appréhender les perspectives des participant-e-s de manière authentique et non influencée par mes propres préconceptions, ce qui a bonifié l'analyse qualitative des données recueillies.

## Considérations éthiques

Étant donné la nature généralement illégale des actions de désobéissance civile, une attention particulière a été portée à la préservation de l'anonymat des participant-e-s tout au long du projet de recherche. Lors de l'entretien, les participant-e-s ont eu la possibilité d'utiliser un pseudonyme, de fermer leur caméra en visioconférence et de donner leur consentement de manière verbale. Lors de la phase de rédaction, j'ai également veillé à éliminer tout élément qui pourrait associer des participant-e-s à des actions spécifiques.

## RÉSULTATS

Cette section présente les résultats de la recherche, qui se structurent autour des trois grandes parties principales suivantes : 1) le sens que les participants attribuent à la désobéissance civile, 2) leur parcours d'engagement et 3) leurs représentations du système. Nous verrons que cette dernière dimension occupe une place centrale dans ce rapport de recherche, car elle influence et est influencée par les deux autres dimensions.

### Partie 1. La désobéissance civile : quel sens pour celles-celles qui la pratiquent?

Dans cette section, nous explorerons le sens accordé à la désobéissance civile par les participant-e-s qui ont choisi d'ajouter cette forme d'action à leur répertoire d'actions politiques. La question de la désobéissance civile est particulièrement complexe en raison des débats entourant ses principes sous-jacents et sa légitimité. Afin de mieux appréhender la position des participant-e-s à l'égard de la désobéissance civile, nous explorerons l'approche de la désobéissance civile à laquelle elles-ils adhèrent et les principes qui guident leurs actions. Mais avant de plonger dans ces aspects, un bref retour historique nous permettra de mieux contextualiser la désobéissance civile.

#### 1.1 Survol historique de la désobéissance civile

Parmi les figures marquantes de l'histoire de la désobéissance civile, on peut compter Henry David Thoreau, Mahatma Gandhi et Martin Luther King. L'expression *Civil Disobedience* apparaît pour la première fois en 1866 dans un recueil des œuvres de Henry David Thoreau. Cet écrivain américain est souvent considéré comme le père fondateur de la désobéissance civile pour avoir refusé de payer ses impôts au gouvernement américain en guise de protestation envers l'esclavage et la guerre contre le Mexique. Mais certain-e-s, dont Hannah Arendt, remettent en question sa paternité, faisant valoir que ses actions relèvent davantage de l'objection de conscience que de la désobéissance civile à proprement parler. Gandhi est quant à lui reconnu pour avoir mobilisé les masses pour l'indépendance de l'Inde en faisant de la méthode non-violente (le *satyagraha*) son arme de prédilection contre l'oppression coloniale, bien qu'il n'écartait pas catégoriquement l'éventuelle violence dans la désobéissance civile. Plus tard, Martin Luther King a émergé en tant que leader emblématique du mouvement des droits civiques aux États-Unis. À l'instar de Gandhi, il a également utilisé des tactiques d'action directe non-violente pour protester contre l'injustice. Les images de la répression violente à l'égard des manifestant-e-s ont été largement médiatisées et ont permis d'attirer l'attention internationale sur le mouvement. Ceci étant dit, il convient de souligner que cette lecture dominante de l'histoire de la désobéissance civile tend à exclure les actions plus radicales et violentes de la définition même de désobéissance civile. Cette interprétation est étroitement liée aux principes qui sont généralement pris en compte pour définir la désobéissance civile. Mais avant de s'attarder à ces principes, il importe de comprendre dans quelles approches ils trouvent leur ancrage.



## 1.2 Les approches de la désobéissance civile

La désobéissance civile, lorsqu'elle est exercée au sein d'un État démocratique, peut être catégorisée en trois principales écoles de pensée (Cervera-Marzal, 2013) : l'approche conservatrice, l'approche libérale et l'approche radicale. Nous les décortiquerons ici une à une afin de mieux comprendre la position des participant-e-s par rapport à celles-ci.

### 1.2.1 L'approche conservatrice

Tout d'abord, les penseur-euse-s de l'école conservatrice soulèvent des inquiétudes face à la désobéissance civile, telles que celles énumérées par Jean-Marie Muller (2007), qui ne fait d'ailleurs que les identifier pour mieux les réfuter : « N'est-il pas dangereux de permettre à chaque citoyen[-ne] de décider [elle:]lui-même de la légitimité des lois? Ne risque-t-on pas de créer le chaos en accordant à chacun[-e] la liberté d'agir à sa guise? Ne suffit-il pas qu'une loi déplaie à un individu pour qu'il revendique le droit de lui désobéir? » (cité dans Cervera-Marzal, 2013, p. 6). Ces inquiétudes exprimées par les partisan-e-s de l'approche conservatrice se concentrent principalement sur trois objections : l'antidémocratie, l'anomisme et l'illégalisme (Cervera-Marzal, 2013). Or, ces conservateur-trice-s condamnent fermement le recours à la désobéissance civile, car elle représente à leurs yeux une menace pour la démocratie et une atteinte à l'État de droit. En d'autres termes, elles-ils préfèrent tolérer l'injustice plutôt que de risquer le désordre. À cela, il faut préciser que « [celles-]ceux qui professent cette foi [sont] rarement les mêmes qui auront à subir l'injustice » (Cervera-Marzal, 2013, p. 41). Cette conception de la désobéissance civile, qui amalgame *légalité* et *légitimité*, et qui oppose la désobéissance à la démocratie, est notamment consolidée dans l'espace médiatique, mais aussi dans les discours d'acteur-trice-s politiques (Tremblay, 2016).

### 1.2.2 L'approche libérale

Pour sa part, l'approche libérale partage les inquiétudes susmentionnées de l'approche conservatrice, mais s'en distingue en reconnaissant la possibilité de justifier la désobéissance civile dans des circonstances exceptionnelles, et sous certaines conditions strictes (acceptation de la peine, utilisation en dernier recours, absence de violence sous toute forme, etc.). Les tenant-e-s de l'approche libérale considèrent essentiel de poser des conditions de validité à la désobéissance civile pour protéger le maintien de l'ordre social. Ces conditions se retrouvent même dans les définitions qu'elles-ils accolent à la désobéissance civile. Ainsi, l'une des définitions de la désobéissance civile les plus citées est celle de John Rawls (1975) qui la décrit comme :

un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement » par lequel « on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté », et cela précisément « dans les limites du respect de la loi (cité dans Celikates, 2013, p. 36).

Selon cette conception, la désobéissance civile ne devrait pas s'inscrire dans une opposition au système en entier, mais plutôt se limiter à la contestation d'une loi spécifique qui porte gravement atteinte à des droits individuels. Ainsi, la désobéissance

civile est considérée comme légitime lorsqu'elle vise à soumettre la constitutionnalité d'une loi à l'examen des tribunaux, par le principe du *law testing* (Mellon, 2017), ce qui peut avoir pour effet l'amélioration des lois et des politiques existantes :

En résistant à l'injustice dans les limites de la fidélité de la loi, elle sert à empêcher les manquements vis-à-vis de la justice et à les corriger s'il s'en produit. Que les citoyen[-ne]-s soient prêt[-e]-s à recourir à la désobéissance civile justifiée conduit à stabiliser une société bien ordonnée, ou presque juste. (Rawls, 1987, dans Asselin, 1998, p. 87)

Cela implique que l'action elle-même doit aussi se dérouler en toute fidélité avec le système en place pour éviter la déstabilisation de celui-ci. Habermas, un penseur de cette approche libérale, tout comme Rawls, va même jusqu'à dire que la désobéissance civile est, entre autres choses, « un acte public qui est en règle générale annoncé aux autorités et dont la police peut prévoir le déroulement » (1985, cité dans Celikates, 2013, p. 36). Bien qu'il existe différentes conceptions libérales de la désobéissance civile, dans l'ensemble, cette approche vise à concilier l'expression du mécontentement avec le maintien de l'ordre social. Cependant, les nombreuses restrictions qu'elle impose limitent considérablement sa pratique.

### 1.2.3 L'approche radicale

Pour Manuel Cervera-Marza (2013), les deux approches précédentes émanent de la théorie académique; elles reflètent la pensée d'universitaires, de « philosophes de bureau », qui peinent à considérer la pensée de celles-celles qui désobéissent. Pour lui, et nous verrons que c'est aussi ce que l'on constate chez les participant-e-s de cette recherche, les désobéissant-e-s adoptent une approche radicale, qui se distingue fondamentalement de celles présentées jusqu'à présent.

L'approche radicale apporte une nuance plus profonde que celle des libéraux-ales en ce qui concerne les principes qui légitiment la désobéissance civile. Par conséquent, ces principes ne sont pas nécessairement intégrés à la définition même de la désobéissance civile, ce qui rend sa compréhension quelque peu plus complexe. J'aborderai cet aspect plus en détail dans la prochaine section. De plus, l'approche radicale remet en question le « préjugé péjoratif à l'encontre du désordre qui serait nécessairement mauvais et dangereux [et postule qu']il est possible de réhabiliter le désordre en y voyant l'opportunité d'un nouvel ordre, plus juste que l'ancien » (Cervera-Marzal, 2013, p. 41). En effet, contrairement aux libéraux-ales, qui considèrent que la désobéissance civile s'inscrit dans un système juridique globalement juste, les radicaux-ales condamnent précisément l'injustice du système dans son entièreté. L'approche radicale est donc davantage porteuse d'une remise en question du système politique, social et économique dans son ensemble et suggère ultimement la nécessité de réorganiser et de transformer les structures de la collectivité.

Cela soulève donc des questionnements quant au rapport des désobéissant-e-s à l'État et aux objectifs poursuivis par leurs actions. Dans cette optique, le modèle cartésien développé par Gallant (2017b) offre un cadre analytique précieux. Ce modèle permet de positionner une action donnée le long de deux axes : d'une part, le degré de remise en

question de l'État suggéré par une action, et d'autre part, la mesure dans laquelle cette action s'adresse directement ou indirectement aux autorités publiques.

D'abord, on retrouve les actions qui s'adressent à l'État tout en reconnaissant sa légitimité, comme le vote ou les pétitions, par exemple. Ces actions peuvent être associées à ce que Mermet (2007) décrit comme une « démocratie d'élevage » (dans Gallant et Lardeux, 2019), c'est-à-dire « certaines formes instituées de la participation pouvant inhiber toute parole contestataire » (cité dans Gallant et Lardeux, 2019, p. 25). Ce type d'actions pourrait également être rattaché au concept de *dutiful dissent* (O'Brien et al., 2018), qui réfère plus spécifiquement à un mécontentement exprimé à travers les mécanismes formels de participation politique prévus à cet effet. D'autre part, il existe également des actions qualifiées de « sages » (Gallant, 2017a), qui ne s'adressent pas à l'État, tout en ne remettant pas en question sa légitimité, comme l'adoption d'un mode de vie alternatif. Ces actions, en marge du système, peuvent cependant être perçues comme inutiles par l'État en termes de contribution à la vie politique (Gallant, 2017a).

Mais il y a également des actions qui expriment très clairement, mais à divers degrés, une remise en question du pouvoir public, par exemple la désobéissance civile. Ces actions sont généralement perçues par les autorités publiques, mais aussi par les médias, comme « mauvaises » (Gallant, 2017a). Cependant, cela ne signifie pas que ces actions ne s'adressent pas à l'État. En réalité, la désobéissance civile est utilisée par la plupart des participant·e·s dans une relation, bien que conflictuelle, avec lui. Elle peut servir à exercer une pression sur celui-ci afin d'exiger des changements dans les lois et les politiques, ou bien à affirmer fermement son désaccord avec lui. Ce type de désobéissance civile peut s'ancrer dans ce qu'on nomme le *disruptive dissent* (O'Brien et al., 2018) en ce sens qu'il « remet explicitement en question les relations de pouvoir, ainsi que les acteur·trice·s et les autorités politiques qui les maintiennent, [et ce,] souvent par le biais de manifestations directes et de protestations collectives » [traduction libre] (O'Brien et al., 2018, s.p.). Cependant, il existe d'autres formes de désobéissance civile qui ne s'adressent pas du tout à l'État, ou qui le considèrent uniquement comme un interlocuteur secondaire. Le message politique véhiculé par l'action peut donc s'adresser principalement à des acteur·trice·s économiques, la société civile, ou encore à des groupes alliés du mouvement environnemental. Dans ces cas précis, étant donné leur manque de confiance envers l'État quant à sa capacité réelle à transformer la société ou bien à les écouter, elles-ils préfèrent agir sans lui. Certaines actions de désobéissance civile, comme les occupations, peuvent proposer des alternatives au système en place. À cet égard, on peut qualifier cette désobéissance civile de *dangerous dissent* (O'Brien et al., 2018) en raison du degré de menace que l'État pourrait percevoir dans leur tentative de se réapproprier du pouvoir citoyen. Une participante consacre d'ailleurs dorénavant beaucoup moins d'énergie dans les actions protestataires et de désobéissance civile parce qu'elle a développé au fil du temps l'avis que l'État représente un « intermédiaire qui n'a pas lieu d'être [et qui] fait juste ralentir la transition » (P06). Elle affirme ne plus attendre que l'État « mette des choses en place » pour agir (P06).

Cela démontre que les désobéissant-e-s ne forment pas un groupe homogène quant aux objectifs de leurs actions. Il est également important de souligner que certaines actions de désobéissance civile peuvent avoir plusieurs cibles simultanément et que celles-ci peuvent dépendre de la structure des opportunités politiques. Mais dans l'ensemble, si leurs cibles peuvent varier, il demeure que la désobéissance civile reste un moyen de contester le statu quo et de faire la promotion d'idées et de valeurs alternatives, que le destinataire de l'action soit l'État ou non. Et en cela, leur vision de la désobéissance civile s'inscrit dans une approche résolument radicale.

### 1.3 Les principes de la désobéissance civile

Comme cette recherche n'a pas pour ambition de fixer des principes universels de la désobéissance civile, mais bien de comprendre l'engagement des participant-e-s, il est donc pertinent de se pencher sur les principes que les participant-e-s lui attribuent elles-eux-mêmes. Dans la présente section, nous verrons les points de convergence et de divergence quant aux principes qu'elles-ils soulèvent.

#### 1.3.1 Les points de convergence

En retraçant les principes les plus partagés par les participant-e-s au sujet de la désobéissance civile, on peut cadrer la désobéissance civile comme un « recours », un « acte » ou une « tactique » à portée politique, publique, perpétrée par des civil-e-s qui choisissent délibérément d'agir en dehors du cadre légal.

Selon le premier principe cher à la majorité des participant-e-s, la désobéissance doit être à portée politique, c'est-à-dire motivée pour « une cause précise », « plus grande que soi », « dépassant l'intérêt personnel », et visant « le bien d'un collectif », « d'une communauté », ou « de la société ». Si certain-e-s agissent dans une « volonté d'amélioration de la société », d'autres le font dans la perspective de limiter ou de retarder certaines conséquences négatives induites par la crise socioécologique. Ainsi, un participant s'engage principalement dans la désobéissance civile pour « réduire le nombre de morts que les changements climatiques vont causer » (P03), alors qu'un autre mentionne, de façon similaire, « essayer de tout faire pour qu'il y ait le moins de dégâts avant qu'il y ait ces changements structurels » (P02). Ce profond souci pour autrui se reflète notamment dans leurs discours, où l'absence totale de référence à « mon avenir » ou « mon futur » est remplacée par une notion collective représentée par le « nous » ou « notre génération ». En fait, la plupart du temps, les participant-e-s ne s'incluent pas directement parmi les personnes qui pourraient potentiellement bénéficier des ressorts de leurs actions en utilisant plutôt des termes comme « les futures générations », « les humains » ou « les personnes qui souffrent actuellement », mais aussi, peut-être dans une moindre mesure, « les écosystèmes » et « le vivant ». Ce type d'engagement est très loin d'être individualiste et s'accompagne fréquemment de sacrifices. En effet, ce qui distingue la désobéissance civile des autres formes d'engagement, c'est qu'elle est souvent préjudiciable à celles-ceux qui la pratiquent et que ses rétributions sociales sont moindres. Certes, des participant-e-s en retirent certains bénéfices personnels, mais il est important de mentionner que la plupart préféreraient ne pas avoir à recourir à la désobéissance civile :

[La désobéissance civile,] c'est comme une façon de s'engager qui est vraiment pas récompensée dans la société. J'ai plusieurs ami-e-s engagé-e-s qui ont eu plusieurs bourses pour leur engagement, alors que ça, ça a plutôt des effets négatifs, c'est moins bien vu. Différents engagements ont vraiment des conséquences différentes. J'aurais pu donner ce temps-là dans une autre cause pis avoir des bourses pis plein d'affaires. [...] On le dit souvent, c'est tellement de travail, on préférerait *chiller* entre ami-e-s que faire ça. Des fois c'est l'*fun* pis on passe des bons moments militants, mais on pourrait faire des affaires plus le *fun*. (P02)

T'sais [les policiers font] des petits commentaires juste pas nécessaires qui sont juste baveux pis t'es juste comme... pour vrai, est-ce que tu penses que ça me tente de me faire arrêter en ce moment? Est-ce que tu penses que ça me tente de faire ça? Je serais ben mieux d'écouter un film avec ma famille. (P06)

Ensuite, parmi les autres principes qui font généralement consensus chez les participant-e-s, on compte le fait que la désobéissance civile doit être publique. Cela signifie qu'elle doit être visible et réalisée dans l'espace public, afin que les autres puissent en être informé-e-s ou en être témoins, au moment même de l'action ou a posteriori. Puis, la désobéissance est généralement dite *civile* en ce sens qu'elle doit être l'œuvre de citoyen-ne-s qui agissent de leur propre initiative, sans être dirigé-e-s par d'autres. Enfin, selon les participant-e-s, le fait de contrevenir consciemment à la loi, c'est-à-dire de « briser la loi en sachant qu'on brise la loi » (P11), fait également partie des principes inhérents à la désobéissance civile.

### 1.3.2 Les points de divergence

Bien que les participant-e-s soient sensiblement sur la même longueur d'onde concernant les principes de la désobéissance civile évoqués précédemment, il faut dire que leurs divergences sont bien plus nombreuses, notamment sur la question de la violence. Si la majorité d'entre elles-eux s'accorde sur le caractère non-violent<sup>1</sup> de la désobéissance civile, ce principe revêt toutefois des interprétations diverses. Les participant-e-s associent généralement la non-violence à l'absence de violence physique et psychologique envers des individus ou tout être vivant. Néanmoins, la plupart considèrent que les actions de désobéissance civile peuvent comprendre des dommages causés envers la propriété d'une compagnie, ce qui pourrait être qualifié de « violence non-violente » (Cervera-Marzal, 2013) :

Mais t'sais, briser la propriété privée d'une compagnie milliardaire, pour moi, c'est pas un acte de violence... ou en tout cas si c'est de la violence, c'est légitime. C'est littéralement des sangsues ces compagnies-là. (P09)

Même si la compagnie est comme dérangée, je perçois pas [le sabotage] comme étant violent du tout, juste parce qu'une entreprise c'est pas quelqu'un avec des émotions et des sentiments. (P12)

<sup>1</sup> À l'instar de Manuel Cervera-Marzal, j'emploie le concept « non-violence » (avec trait d'union) pour le distinguer de celui de la « non violence » (sans trait d'union), car il désigne bien plus que le simple refus de la violence.

C'est vraiment une stratégie des opposants aux luttes en général, que quand y a du monde qui casse des fenêtres, c'est de la violence, mais en réalité c'est un *spin* réactionnaire... Selon moi, c'est exagéré de dire que c'est violent de casser des choses. (P04)

Si plusieurs insistent sur le fait que la violence dirigée envers des individus est contraire aux principes fondamentaux de la désobéissance civile, quelques-un-e-s d'entre elles-eux font une distinction lorsqu'il s'agit d'individus qui symbolisent des institutions :

Je crois que le mouvement Extinction Rebellion a été associé à toute sorte de trucs, pas super bien vus dans les cercles militants... mettons un discours sur la non-violence qui est pas très réfléchi ou pas très nuancé disons. [...] Entre autres, y avait des vidéos qui avaient circulé de XR en France qu'y effaçaient des graffitis dans des banlieues pauvres qui disaient « mort aux cochons » ou des trucs comme ça anti-police pis y étaient comme : « C'est violent de dire "mort aux cochons". » T'sais moi, c'est pas ça ma vision de la non-violence. (P09)

Pour d'autres, la désobéissance civile implique *idéalement* une non-violence, sans que celle-ci en soit pour autant une doctrine absolue, ce qui laisse la possibilité d'une désobéissance civile violente. En effet, si « la désobéissance civile [...] peut débiter pacifiquement, et avec l'intention de le rester, [...] rien ne garantit qu'elle restera réellement pacifique, car cet aspect dépend non seulement de la volonté des désobéissant[e]s, mais aussi d'autres facteurs externes pas toujours faciles à prévoir et à gérer » (Bigirimana, 2005, p. 340). Pour une participante, le contexte précédent l'action peut également justifier le recours à la violence :

Si tous les jours l'État te violente, c'est normal qu'à un certain point, on ne peut pas tout le temps exiger une réponse rationnelle de la population. Oui, des fois, tu vas avoir une violence irrationnelle, c'est un bouillonnement qui doit se déverser quelque part, pis des fois ça va être de mettre des poubelles en feu, des chars en feu. [...] Cette haine-là, cette violence-là, va peut-être dépasser les limites correctes, morales, qu'on se donne en tant que société. Mais si ça arrive, ça sort pas de nulle part, ça sort jamais de nulle part. L'humain est pas intrinsèquement violent. Pour moi, la violence d'une population sera toujours le résultat d'une violence qui l'a précédée. (P06)

Pour une participante seulement, la désobéissance civile ne doit jamais comprendre de violence sous aucune forme. Par ailleurs, nonobstant si les participant-e-s retiennent ou non ce principe comme élément de la désobéissance civile, cela ne signifie pas pour autant qu'elles-ils condamnent le recours à la violence ou qu'elles-ils ne s'engagent pas elles-eux-mêmes dans des actions violentes.

Un autre principe qui ne fait pas consensus parmi les participantes concerne l'acceptation des conséquences judiciaires découlant des actes de désobéissance civile. Plusieurs participant-e-s soutiennent que, pour qu'une action puisse être qualifiée de désobéissance civile, les désobéissant-e-s doivent agir à visage découvert, sans discrétion ou dissimulation. Un participant résume cette posture : « Tu t'assumes en tant

que personne, tu dis voici qui je suis, voici ce que je fais et voici pourquoi » (P12). Pour d'autres, l'action peut être revendiquée et assumée en tant que groupe plutôt qu'individuellement : « Dans ma compréhension du terme, ça a pas besoin d'être individuellement à visage découvert. Faut être capable de défendre son action soit en tant qu'organisation ou en tant que groupe » (P09). En revanche, d'autres estiment que la désobéissance civile peut se faire anonymement, dans la clandestinité, à l'abri du regard des autorités. Bref, si les participant·e·s s'entendent sur le fait que l'action de désobéissance civile doit être publique, elles·ils ont des opinions divergentes quant au fait d'assumer cette action.

Enfin, si la majorité affirme que la désobéissance civile implique d'agir en dehors du cadre de la loi, quelques-un·e·s apportent certaines nuances face à ce principe. En effet, pour certain·e·s, ce qui définit véritablement la *désobéissance* civile, c'est davantage le fait de s'engager dans une action qui n'est pas tolérée par les autorités, plutôt que de spécifiquement violer des lois établies. Suivant cette logique, une participante explique que la manière dont une action est perçue par les autres peut potentiellement atténuer le caractère illégal d'une action, et donc, ne plus constituer une désobéissance à proprement parler : « Plus t'es en nombre, plus t'as de reconnaissance aux yeux des autres, moins ça va être illégal, disons-le comme ça » (P10). À l'inverse, une action légale pourrait être considérée comme une action de désobéissance civile : « Ça dépend de la position de la personne dans une société et de la perception que les gens ont de la personne qui fait une action » (P05). Cette participante fait plus précisément référence à la présence non tolérée par les autorités de certaines catégories de personnes dans certains espaces publics. De plus, des participant·e·s incluent dans la désobéissance civile les actions qui contreviennent non pas uniquement à des lois étatiques, mais aussi à des règlements spécifiques, tels que le code étudiant, à condition que celles-ci s'appuient sur d'autres principes de désobéissance civile.

En résumé, bien que les participant·e·s adoptent une approche radicale, les objectifs et les principes de leurs actions peuvent grandement différer. Cette diversité de perspectives souligne l'importance de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'aborder le thème de la désobéissance civile. Dans la prochaine section, nous verrons comment leur parcours politique a pu contribuer à ce qu'elles·ils adoptent une posture radicale.

## Partie 2. Parcours politique : comment en vient-on à désobéir?

Chez les participant·e·s, la désobéissance civile est étroitement liée à une radicalité de pensée, ce que Manuel Cervera-Marzal (2013) nomme « la pensée désobéissante ». Or, pour mieux comprendre leur cheminement vers la désobéissance civile, il est essentiel d'examiner leur socialisation politique de manière globale plutôt que de se limiter à leur socialisation spécifique à la désobéissance civile. Dans cette section, nous verrons les influences qui, selon elles·eux, ont le plus marqué leur parcours militant : les mouvements sociaux, la famille, l'école, les pairs, les émotions ainsi que certaines

caractéristiques individuelles. Si ce sont les mêmes influences que l'on retrouve dans la littérature, cela nous permettra de saisir pleinement les dynamiques qui s'y jouent.

## 2.1 Les mouvements sociaux

Dans la grande majorité des parcours des participant-e-s, on observe une distinction nette entre la période précédant et celle suivant l'émergence de la mobilisation mondiale des jeunes pour le climat. En effet, la grande majorité des participant-e-s ont commencé à militer pour l'environnement à partir de 2018, ce qui souligne l'importance considérable du mouvement climatique jeunesse dans leur parcours. Pour beaucoup d'entre elles-eux, il s'agissait de leur première expérience militante, voire de leur premier engagement politique ou collectif. Le mouvement climatique semble avoir été une porte d'entrée vers d'autres formes d'engagement, y compris dans des instances plus formelles, ainsi que dans la lutte pour des causes connexes. Il est intéressant de noter que la majorité des participant-e-s se sont radicalisé-e-s, à la fois dans leur pensée et dans leurs actions, au moment même où le mouvement environnemental prenait de l'ampleur. En parallèle, d'autres participant-e-s ont rejoint le mouvement environnemental en raison de leur radicalisation préexistante dans d'autres causes. Cette observation concorde avec l'hypothèse de Colin Robineau (2020), qui suggère que « le pôle écologiste radical se constitue autour d'un double mouvement avec, d'une part, la radicalisation de militant[-e]s écologistes – pour qui la cause passe désormais nécessairement par une transformation de l'ensemble de la société – et, d'autre part, l'écologisation de militant[-e]s radicaux[-ales] – pour qui les enjeux environnementaux deviennent une donnée incontournable et un levier central dans une perspective de mobilisation anticapitaliste » (p. 50).

Celles-celles qui militaient déjà avant d'entrer dans le mouvement environnemental étaient généralement impliqué-e-s dans les luttes sociales entourant les droits humains, ainsi que dans les différents mouvements étudiants qui ont marqué le Québec dans la dernière décennie, dont le Printemps érable de 2012, la grève contre l'austérité de 2015 et la grève des stages de 2019. Ces mouvements ont par ailleurs remis en évidence les disparités socio-économiques au sein de la population étudiante, mais également dans la société en général. Pour bon nombre d'entre elles-eux, la participation à ces grèves a marqué un tournant dans leur engagement militant :

Un moment donné, je suis allé à une AG de grève... je savais même pas c'était quoi une AG de grève. On a voté la GGI pour les stages, j'me suis ramassé en grève. Ça a pas duré longtemps, mais j'ai rencontré des militants, pis j'me suis ramassé dans le réseau militant à [nom de la ville]. À partir de ce moment-là, je suis devenu militant pis j'ai le mode de vie militant à 100%... j'ai jamais arrêté. [...] Après ça, dès qu'y avait des activités militantes, j'étais là, dans n'importe quelle cause pour vrai, le mouvement communautaire, écologiste... (P04)

Ma première participation politique à des grèves, c'était en 2012, j'étais au secondaire, 14 ans, je participais à beaucoup de manifs. On se sentait vraiment affecté-e-s par ces enjeux-là aussi, sachant qu'on allait les payer nous-mêmes nos frais de scolarité juste quelques années plus tard. Quand je repense à ça... premières expériences de *manifs*, gazée, poivrée. I guess que



j'ai fait de la désobéissance civile à ce moment-là parce que t'sais j'ai participé à des manifestations tout nue, en bobettes, genre je m'en crissais vraiment. Ben c'est sûr que tout était de la désobéissance civile dans ce temps-là. (P09)

Et même si d'autres participant·e·s n'ont pas nécessairement pris part activement à ces mouvements, la plupart ont néanmoins été marqué·e·s par eux. Par exemple, une participante, qui était encore à l'école primaire lors de la grève étudiante de 2012, a mentionné que cette mobilisation a éveillé son intérêt politique, comme plusieurs autres jeunes de son entourage. Un autre participant mentionne être nostalgique de ce moment qu'il n'a pas connu. Selon Mathieu (2004), « tomber tout[-e] petit[-e] dans la marmite du militantisme produit bien souvent des effets tout au long de la vie – et ce même si les terrains ou les formes de lutte peuvent évoluer au fil du temps » (p. 80). Ainsi, les mouvements sociaux ont laissé des empreintes durables dans les trajectoires biographiques des participant·e·s, et ont contribué à façonner des militant·e·s engagé·e·s dans la lutte pour la justice environnementale et sociale.

## 2.2 La famille

La famille représente une source d'influence considérable sur le parcours militant de la majorité des participant·e·s. En général, elles-ils soulignent que les valeurs portées par leurs parents ont influencé leur parcours. Toutefois, seul·e·s quelques participant·e·s considèrent que leurs parents, ou parfois un frère ou une sœur plus âgé·e, ont joué un rôle important dans la transmission de valeurs spécifiquement environnementales. Par exemple, une participante mentionne que la question environnementale était très présente dans sa famille lorsqu'elle était plus jeune : « On en parlait beaucoup à la maison, on essayait d'être granos-végés, d'être conscients de ça » (P05). Un autre participant partage une expérience similaire : « Ma cause a toujours été l'environnement, même jeune, jeune, jeune, probablement lié à mon éducation » (P01). Bien que certain·e·s participant·e·s reconnaissent une certaine influence de leurs parents dans l'adoption d'écogestes, la plupart d'entre elles-eux considèrent que leur intérêt pour l'environnement n'a été que très peu influencé par leurs parents. Un participant mentionne même que ses parents s'opposent fermement au militantisme environnemental. En général, ce sont davantage les participant·e·s qui tentent de sensibiliser leurs parents à la question environnementale et de les impliquer dans le militantisme environnemental plutôt que le contraire. Cette dynamique soulève la question de la socialisation ascendante, c'est-à-dire une transmission de valeurs dans le sens enfants-parents : « Le changement introduit par la jeunesse gagne ainsi, par ondes de choc, les autres générations et se diffuse à l'ensemble du corps social à travers la médiation familiale » (Attias-Donfut, 2000, cité dans Lobet et Cavalcante, 2014, ii). La différence, voire la tension, générationnelle la plus souvent abordée par les participant·e·s en ce qui concerne l'environnement est que leurs parents, contrairement à elles-eux, ne sont pas toujours prêts à renoncer à leur qualité de vie.

J'ai l'impression qu'ils sont quand même un peu dans le déni dans leur façon de vivre par rapport à ça... dans le sens qu'ils continuent de maintenir un niveau de vie comme avant, alors que faudrait peut-être réfléchir à changer ça et plus militer. (P02)

De ce que j'ai compris de mes frères, ils *carent* quand même pour les changements climatiques, mais ils sont riches et confortables dans leur richesse et leur ignorance fa'que... on peut pas faire grand-chose. (P03)

Mon père y a des *Ski-doo*, des quatre-roues, des motos, tout le *kit* dans sa maison de banlieue [même s'il travaille en ville]. [...] Mon père pis ma mère sont beaucoup dans la génération de la sécurité économique. Pour eux, c'est ça qui est le plus important... pis y se sont trouvé-e-s des bonnes *jobs*, pis c'est vraiment ça leur objectif de vie. (P04)

Des fois, moi, j'ai critiqué des choses du genre : est-ce qu'on a besoin d'une aussi grande maison? Est-ce qu'on a besoin de ça? Est-ce qu'on a besoin de consommer autant? Est-ce qu'on a besoin d'avoir autant d'objets dans la maison? Est-ce que vous avez besoin de monter le loyer de vos locataires? Est-ce que vous avez besoin de gentrifier le quartier? (P06)

La plupart des participant-e-s estiment que ce sont d'autres valeurs transmises par leurs parents qui les ont influencé-e-s dans leur parcours militant, plutôt que des valeurs environnementales spécifiquement. Les valeurs relevées par les participant-e-s sont souvent en lien avec l'altruisme, l'ouverture d'esprit et le respect envers autrui :

On a des valeurs quand même similaires. Ma mère travaille comme orthophoniste, donc elle est plus à l'aise en relation d'aide, disons comme avec des jeunes. Donc, depuis que je suis jeune, c'est important d'être altruiste, de penser aux autres, d'essayer de contribuer à la société pour le mieux. (P11)

Mes parents sont ouverts d'esprit par rapport... d'un point de vue individuel, sont très ouverts d'esprit [...]. Donc y a un aspect de « aimer l'autre » même si l'autre est pas comme nous, donc ça a comme influencé comment je réfléchissais. Et le catholicisme est vraiment vraiment important dans ma famille. C'est sûr que ces valeurs-là m'ont influencé dans ma jeunesse. (P12)

En outre, d'autres disent avoir « hérité » de valeurs provenant d'une éducation plus ou moins conventionnelle. Par exemple, une participante a grandi avec une mère anarchiste qui adoptait une posture non hiérarchique envers elle, en respectant son credo : « Personne est sa cheffe et elle est la cheffe de personne » (P14). De même, un participant dit avoir grandi selon le principe « vivre et laisser vivre » promu par son père qui lui laissait la liberté de faire ce qu'il voulait et de « se péter la gueule avant de faire de quoi » (P04). Pour lui, ce style d'éducation a jeté les bases de son engagement et de sa posture qu'il décrit comme « antiautoritaire autant que possible » (P04).

Au-delà de la transmission de valeurs, plusieurs nomment que leurs parents ont contribué à stimuler leur engagement et leur intérêt pour la politique. Plusieurs mentionnent avoir été indirectement influencé-e-s par leurs parents en étant exposé-e-s dès un très jeune âge à l'actualité politique dans leur milieu familial. De plus, plusieurs participant-e-s ont été inspiré-e-s par leurs parents qui travaillent dans des domaines de la relation d'aide, du communautaire, de la politique ou des arts et de la culture, bien qu'aucun participant-e ne qualifie leurs parents de « militant-e-s ». Certain-e-s ont également

mentionné avoir été directement influencé·e·s par leurs parents à travers des discussions politiques ou en étant encouragé·e·s à participer à des événements politiques :

Depuis que je suis jeune, je suis très engagée pour la cause des femmes, le féminisme, à cause de ma mère. Ma mère m'amenait partout quand j'étais petite, on est allées aux marches des femmes ensemble.

Depuis que je suis toute petite, aux soupers à table, c'est tout le temps des discussions de 1h très intenses; c'est de là que je tiens ma capacité à débattre et à réfléchir. Que ce soit des anecdotes ou des faits d'actualité, les discussions très, très actives ont vraiment contribué au fait que je milite, de prendre position par rapport aux choses pis de tenir à un point. (P06)

Si leurs parents ont généralement permis aux participant·e·s d'éveiller directement ou indirectement leur intérêt pour la politique, peut-on affirmer pour autant qu'elles·ils partagent les mêmes orientations politiques? Leurs réponses à ce sujet sont plutôt partagées. Certain·e·s disent globalement partager des idées politiques similaires avec leurs parents, qui se situeraient à gauche ou à l'extrême gauche sur l'échiquier politique. Ces participant·e·s sont généralement plus prompt·e·s à déclarer que les orientations politiques de leurs parents ont fortement influencé leur vision du monde et leur parcours militant. D'autres affirment avoir de fortes divergences politiques avec leurs parents, qu'elles·ils jugent comme étant politiquement de droite. Il y a aussi des participant·e·s qui affirment avoir de fortes affinités politiques avec seulement un de leurs parents. Enfin, des participant·e·s disent partager certaines idées politiques avec leurs parents, sans pour autant pouvoir déclarer avoir les mêmes orientations politiques qu'eux :

On n'a pas les mêmes orientations politiques du tout. [...] Mes parents sont issus de l'immigration, fa'que veut veut pas, sont quand même conscients que... Ben sont idéologiquement de gauche, tout ce qui est sexisme, racisme, pas besoin de les convaincre. Mais je pense que le gros *clash* ça a été vraiment au niveau du capitalisme pis d'être anticapitaliste parce moi, je vais avoir beaucoup de réserve par rapport au monde qui vont avoir beaucoup d'argent. Pis c'est vrai que ça a été à la source de différents conflits, de manières de voir la vie. (P06)

Il est intéressant de souligner que les mères sont plus fréquemment mentionnées que les pères par les participant·e·s en ce qui concerne la transmission des orientations politiques et des valeurs sociales et environnementales. Cette dynamique rappelle la contribution de l'organisation Mères au front dans le mouvement climatique. Comme l'a souligné une étude antérieure, « pour un nombre significatif de militant·e·s, c'est sur la base d'un modèle parental, et plus spécialement maternel, qu'[elle·]ils ont intériorisé des dispositions altruistes s'exprimant avant tout à l'égard de figures du proche » (Mathieu, 2010, p. 307). Cette tendance est également mise en évidence dans une étude menée par Quéniart et Jacques (2008), qui constatent le rôle prépondérant des mères dans les choix des jeunes en matière de consommation et de pratiques écoresponsables. Cependant, dans le cadre de cette recherche, les participant·e·s ont mentionné une influence moindre de leurs parents dans le développement de leur intérêt

environnemental en comparaison à d'autres agents de socialisation, comme l'école, entre autres.

### 2.3 L'école

Nombreux·euses sont les participant·e·s qui expriment l'influence cruciale que l'école a eu sur leur parcours militant. En effet, l'école a été souvent mentionnée comme un lieu essentiel de sensibilisation aux enjeux socio-environnementaux. Cependant, l'école primaire est rarement citée comme ayant exercé une influence significative sur leur parcours, au-delà de la sensibilisation au recyclage et au compostage. Une seule participante souligne que son école primaire, une école alternative axée sur la communauté et l'apprentissage de compétences pratiques, aurait eu un impact sur son parcours. Pour plusieurs participant·e·s, c'est au secondaire qu'elles-ils ont plus fortement été sensibilisé·e·s à la nécessité et l'urgence d'agir pour l'environnement. Les connaissances transmises par leurs professeur·e·s du secondaire ont parfois agi comme une véritable onde de choc qui, dans leurs mots, leur a donné « un *wake up call* », a « sonné une cloche », les a « *shaké·e·s* » et a « mis le ton » pour la suite de leur engagement. Un participant rapporte que sa décision de sortir dans les rues a été en grande partie influencée par l'un de ses enseignant·e·s, qui partageait régulièrement des statistiques alarmantes sur les changements climatiques. Pour d'autres participant·e·s, le cégep et l'université ont été des lieux clés pour approfondir leurs connaissances sur les enjeux environnementaux et politiser l'environnement, c'est-à-dire à dire développer une pensée radicale.

Pour certain·e·s participant·e·s, ce sont moins les apprentissages qu'elles-ils ont acquis sur les bancs de l'école qui les ont influencé·e·s dans leur parcours militant que le fait de fréquenter un milieu scolaire propice à l'engagement et à la mobilisation. Plusieurs ont d'ailleurs étudié dans des écoles secondaires privées proposant des programmes particuliers, incluant du bénévolat obligatoire, ainsi que des écoles secondaires, des cégeps et des universités qu'elles-ils considèrent comme « plus militants ». Il est aussi plutôt fréquent que des participant·e·s aient rejoint le comité environnemental de leur établissement scolaire quand elles-ils ne l'ont pas (re-)lancé elles-eux-mêmes. Les assemblées générales de grève et la participation aux mobilisations étudiantes ont aussi été nommées comme des moments forts dans le parcours des participant·e·s. Il va sans dire que Fridays for Future a stimulé la participation de nombreux·euses étudiant·e·s dans le mouvement environnemental. L'école leur a donc permis de saisir des occasions d'engagement et de trouver des pairs avec qui militer.

Ceci étant dit, d'autres aspects de leur parcours scolaire, peut-être même plus saillants, ont suscité mon attention. En effet, plusieurs participant·e·s ont connu un cheminement scolaire atypique, marqué par des changements fréquents d'écoles, des abandons d'études, un manque de motivation scolaire et des conflits avec le personnel enseignant. Un participant explique les difficultés qu'il a rencontrées à l'école :

J'étais tout le temps dans le trouble, je me suis fait renvoyer de mes deux écoles primaires. Au secondaire, j'étais dans des classes de réinsertion sociale qu'y appelaient. Mais j'ai jamais eu des problèmes à l'école, c'est juste

que des fois j'allais pas à l'école pis ça me foutait dans le trouble. [...] Je faisais à ma tête, j'étais pas mal intentionné, j'passais mes cours, je dérangeais pas en classe. C'est juste les directions d'école qui toléraient pas que j'aïlle pas à l'école ou des choses comme ça. Y a toujours un conflit. Je me suis tellement battu avec les directions d'école, ça avait pas de bon sens. Fa'que j'étais comme habitué à ce combat-là je pense. (P04)

Une participante rapporte également les conflits qu'elle a connus avec la direction de son école secondaire précisément en lien avec ses engagements :

J'avais reçu des avertissements parce que je passais trop de temps à faire du bénévolat. [...] À chaque fois que je faisais des projets, [le directeur] m'a tout l'temps découragée, pis disait que l'école c'est plus important. Mais j'avais des bonnes notes, pis j'ai tout le temps fait mes trucs. [...] Pis vraiment, y faisait tout pour que j'aie pas de projet, pour que ça marche pas, les arrêter, pour pas que j'influence du monde. (P07)

Cela illustre bien le peu de marge de manœuvre laissé aux jeunes dans leurs engagements; dès lors que des jeunes s'écartent des modalités de participation prévues pour elles-eux, elles-ils se heurtent à des contrecoups. En effet, « l'engagement politique des jeunes [...] se traduit souvent par un contrôle à travers des processus et des institutions pensées, établies et dominées par les adultes » (Pickard et al., 2018, cité dans Dupuis-Déri, 2020, p. 308). Il est donc peu étonnant que ces jeunes, qui ont vécu des expériences conflictuelles avec leurs institutions scolaires, aient rapidement cherché des lieux alternatifs hors institutionnels pour exprimer leurs convictions : « *We notice how some good experiences of institutions and relations with adults tend to favour a more formal participation while more ambivalent and negative ones orientate towards informal spaces* » (Cuconato et al., 2020, p. 158). À ce sujet, Francis Dupuis-Déri soutient que les limites institutionnelles rencontrées par les jeunes dans leur école secondaire est l'un des facteurs qui aurait contribué à l'émergence de la grève étudiante pour le climat (2021).

Un autre élément marquant dans le parcours scolaire de certain-e-s participant-e-s est le fort décalage qu'elles-ils ont ressenti entre leurs propres valeurs et celles portées par leurs camarades de classe et leur institution scolaire, en particulier après leur entrée dans un nouvel environnement scolaire. Par exemple, une participante décrit son passage d'une école secondaire très axée sur le communautaire à une école axée sur la performance scolaire comme étant « son pire cauchemar » (P07). Pour une autre, fréquenter une école privée avec des personnes issues d'un milieu social beaucoup plus aisé que le sien a mis en lumière « leurs différentes possibilités dans la vie » (P010). Une participante, qui a longtemps baigné dans le monde compétitif du sport-études, a déclaré qu'elle ne sentait pas que les gens autour d'elle comprenaient ou vivaient dans le même monde qu'elle, ce qui l'a incitée à rechercher une communauté qui lui ressemblait davantage. Enfin, un participant, qui dit avoir grandi dans une ville « où tout le monde est conservateur de base » (P04), se considérait politiquement de droite jusqu'au cégep, où il s'est « engauchisé » en rencontrant des professeur-e-s d'autres horizons. Ce même participant a par la suite poursuivi des études dans « une des villes

les plus à gauche en Europe, une ville radicalement écologiste » (P04), ce qui marque un contraste important avec sa ville d'origine. On peut donc présumer que l'exposition à de telles perspectives antagoniques a probablement contribué à certains égards à poser les bases de leur prise de position. En effet, selon Bargel et Darmon (2017) les échanges qui se déroulent à l'école, que ce soit entre les étudiant-e-s ou entre les étudiant-e-s et le corps professoral, permettent aux jeunes de prendre conscience de leur condition sociale, des dynamiques de pouvoir qui les affectent et des enjeux du champ politique.

## 2.4 Les pairs

En général, les participant-e-s avaient peu, voire pas du tout, d'ami-e-s militant-e-s avant d'entrer elles-eux-mêmes dans le militantisme. En effet, plusieurs mentionnent avoir toujours été le-la plus radical-e de leur groupe d'ami-e-s. Cependant, il est assez courant qu'une connaissance ait agi comme une courroie de transmission pour les introduire à des groupes affinitaires, un moment qui peut s'avérer très significatif pour elles-eux. En effet, intégrer le milieu militant est souvent perçu comme une façon de se retrouver avec des personnes qui ont des valeurs similaires aux siennes. Comme l'explique une participante, « c'est comme une façon aussi de rencontrer des gens qui pensent de la même façon, de me sentir moins seule dans un monde qui essaye vraiment fort de te garder dans une boîte » (P05). Un autre participant mentionne que le désir d'appartenance dans un groupe radical peut être tellement fort que « tu vas un peu te radicaliser pour *fit in* » (P01). Cette observation met en évidence l'importance du lien social au sein des groupes affinitaires. C'est d'ailleurs pourquoi Dupuis-Déri (2004) qualifie les membres de groupes affinitaires d'« amilitant-e-s », un néologisme qui reflète à la fois l'entrelacement de l'amitié et de la solidarité militante qui s'y opère, à la fois à la négation du militantisme traditionnel basé sur des structures plus autoritaires et hiérarchisées. Certain-e-s participant-e-s perçoivent même leurs relations militantes comme une deuxième famille, voire comme un lien encore plus fort que celui qui peut exister au sein de la famille :

Je me suis trouvée une communauté tellement forte, je me suis fait des ami-e-s... Même pas des ami-e-s, pas des frères et sœurs... Ce sont des personnes que je sais qui sont là pour toujours. Si j'ai besoin de quelque chose, je sais que j peux parler à ces personnes-là. (P08)

De plus, les pairs sont souvent mentionnés pour le rôle important qu'ils jouent dans le développement de leur pensée politique. En effet, les échanges et les discussions avec des militant-e-s ont souvent été déterminants pour leur permettre de mieux comprendre les enjeux politiques et sociaux, ainsi que pour renforcer leur engagement :

J'ai eu l'occasion de travailler avec eux. C'est du monde vraiment motivés, vraiment inspirants pis y m'ont poussé à aller un peu plus loin dans ce que je faisais avant. Y m'ont donné cette envie de faire plus de *déso* via leur vision du monde... parce que dans ce temps-là, je savais pas vraiment quoi penser du monde en tant que tel. (P03)

On organisait régulièrement des soirées où le monde pouvait venir jaser d'environnement, et c'est là que tu rencontres d'autres gens qui arrivent avec

d'autres approches philosophiques et tout, parce que tout ce qui est politique et philosophique; j'ai pas vraiment appris à l'école, j'ai pas vraiment lu de livres là-dessus, c'est plus en échangeant avec d'autres activistes que j'ai appris d'autres approches, et que j'ai été plus sensibilisée. (P11)

Les pairs sont aussi essentiels pour les motiver à atteindre des objectifs de lutte communs. Dans les termes de participant-e-s, les militant-e-s « s'auto-entre-influencent » ou « s'auto-hypent » pour mener des actions. En agissant ensemble, elles-ils renforcent leur sentiment d'efficacité collective :

Quand tu milites intensément ou que tu mobilises beaucoup de monde, t'as toujours des périodes où tu te sens puissant avec ton groupe et tu sens que tu peux faire des changements, que tu sens que t'es capable d'arriver à des grandes choses, c'est comme motivant, t'es comme engagé. (P01)

Je pense que c'est vraiment ce groupe-là qui m'a démontré l'efficacité de ce type d'action, au-delà des actions individuelles que je peux prendre. (P05)

Dans un contexte de désobéissance civile plus spécifiquement, ces liens jouent un rôle déterminant dans la planification et la mise en œuvre de telles actions :

Le plus grand motivateur pour faire de l'activisme et de la désobéissance civile, c'est que c'est *l'fun*. [...] Je trouve que ça a une effervescence. Quand t'as un projet pis tout le monde travaille ensemble pour atteindre des objectifs, c'est vraiment... ça porte. C'est une sociabilité qui est très premier degré je trouve. Je trouve que c'est sain de s'impliquer comme ça socialement. [...] Donc c'est plus émotionnel des fois que t'sais tu te dis que « ah! Ces gens-là sont tellement *cool*, y ont tellement une bonne idée d'action, je veux les aider! » (P09)

Mais après c'est sûr que de connaître des gens qui en font pis d'être amie avec eux, ben c'est sûr que c'est aidant. C'est sûr que ç'a une influence quand ton entourage... ben, quand tu connais des gens qui en font, ben t'en fais. (P11)

Plusieurs soulignent l'importance des militant-e-s de longue date dans la transmission de savoirs et de compétences nécessaires à la bonne préparation d'une action de désobéissance civile, en particulier tout ce qui concerne la culture de la sécurité. Un participant explique qu'avant de suivre une formation avec ces militant-e-s, il était « un peu tout seul avec des bonnes intentions » (P02). Le croisement entre nouveaux-elles et ancien-ne-s militant-e-s permet aussi, selon une participante, « de se rappeler qu'on n'est pas seul-e-s et qu'il y a une histoire à notre mouvement » (P05). Pour un autre participant, la rencontre avec des militant-e-s de longue date lui a permis de donner un sens profond à son engagement :

C'est des gens qui font ça depuis 20 ans, pis qui étaient comme : « Hey le jeune, comment tu vas, t'es-tu correct? » Pis j'étais comme en hyperventilation : « Oh mon dieu c'est trop! » Pis on a eu une discussion où y m'ont expliqué leur parcours ou leurs raisons de faire ça, pis ça m'a vraiment calmé pis ça m'a permis d'être en paix avec l'idée de faire ces choses-là. Ça

m'a vraiment ouvert l'esprit par rapport à l'importance et la légitimité et la raison d'être [...] de tous les mouvements qui sont à contre-courant dans une société comme la nôtre.

On peut donc affirmer que les pairs jouent un rôle prépondérant dans le maintien de l'engagement militant, plutôt que dans son initiation.

## 2.5 Les émotions

Il est commun à plusieurs participant-e-s d'avoir ressenti une forte éco-anxiété dès un très jeune âge, ce qu'elles-ils considèrent d'ailleurs souvent comme étant à l'origine de leur intérêt pour l'environnement. Bien que le terme « éco-anxiété » puisse englober une variété de réponses émotionnelles en lien avec l'environnement – nous y reviendrons –, ce sont généralement la peur, l'anxiété et l'angoisse, souvent accompagnées d'un sentiment d'impuissance, qui constituent la trame de fond de leur militantisme environnemental :

Quand j'étais petite, mes parents m'en parlaient beaucoup pis j'tais genre... Un moment donné, j'avais peur que la terre explose à tout moment. Pis, un moment donné, j'ai compris que c'tait pas comme ça que ça allait se passer. (P13)

Mais oui, une conscience d'une catastrophe, même si elle n'était pas verbalisée ou conscientisée, mise en mots, à un jeune âge... mais oui oui, l'idée que ça va mal, pis que ça va dérapier, pis, en fait, la peur. (P01)

Mes premières actions étaient liées à un sentiment d'éco-anxiété. Je faisais de l'insomnie toutes les nuits, où c'était vraiment un sentiment que mon cœur battait trop vite, que j'arrivais pas à dormir. Je faisais une nuit blanche une journée sur trois, juste parce que je... C'était comme un sentiment de peur lié à « je sais pas quoi faire... j'ai aucune idée de ce que je peux faire. » T'sais, c'est comme tu figes, c'est comme un blocage. (P12)

Depuis que je dois avoir 16 ans, je pleurais de temps en temps, en voyant le monde qui nous entourait, en sachant que tout allait s'écrouler si on faisait pas quelque chose pour les changements climatiques et en voyant l'inaction totale des gouvernements et des gens autour de nous. C'est encore le cas, mais je réagis moins. C'est une anxiété dans moi, c'est un stress. (P03)

D'ailleurs, la peur de l'effondrement est largement répandue chez les participant-e-s et la plupart d'entre elles-eux croient qu'il est inévitable. Comme le soutiennent Pablo Servigne et Raphaël Stevens (2015) dans *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations*, l'effondrement n'équivaut pas nécessairement à la fin du monde, mais plutôt la fin d'un monde, ou pourrait-on aussi dire, à la fin du monde tel que nous le connaissons. C'est également ce qu'explique une participante en reprenant les propos de sa mère : « [L'effondrement,] c'est la fin d'une civilisation, pis ça veut pas dire que l'humanité va s'éteindre, mais c'est la fin de quelque chose, genre d'empire économique, social, pis écologique évidemment » (P14). Pour ces participant-e-s qui affirment l'inéluctabilité de l'effondrement, elles-ils ne mettent pas



leurs espoirs en « un grand sauvetage de la planète » (P14). C'est pourquoi un participant qualifie son militantisme de désespéré. Leurs espoirs se trouvent généralement ailleurs, à plus petite échelle et dans la solidarité :

Déjà, à la base, je suis vraiment la personne la plus pessimiste du monde. [...] Mais j'pense que déjà j'ai abandonné quelconque espoir. Comme on va pas... demain on va pas se lever pis on va pas soudainement avoir une illumination qu'il faut sauver la planète. Mon espoir est dans bâtir des communautés pis des relations pis être capable de s'entraider entre... Les relations qu'on va avoir bâties à travers le militantisme, [...] ces liens-là maintenant font que je me sens vraiment plus *safe* à quelque part. Pis j'pense que c'est ça qui va être important de développer, de... être capable de s'entraider. (P08)

Je n'ai aucun espoir, mais ça ne m'empêche pas de m'engager. On a encore la main sur des p'tites choses, déjà on peut vraiment, vraiment se permettre de faire chier le monde économique et politique qui permet ça. J'ai envie de transformer ce qui peut être encore transformé. On peut décider d'aménager notre mode de vie pour essayer de se rendre les plus résilients possibles. [...] C'est agir, avoir l'aspect politique où là on est ensemble, on transforme les choses pour se rendre plus résilients et puis rendre plus résilients nos milieux de vie même, mais que l'un va pas sans l'autre en fait. (P14)

Rares sont les participant-e-s qui disent agir avant toute chose par espoir, bien que la forte mobilisation environnementale de 2019 ait pu apporter certains espoirs de changements profonds. D'autres émotions semblent beaucoup plus mobilisatrices pour l'engagement, comme celles qui s'apparentent à la colère, telles que la frustration, la rage, la haine et l'indignation, qui naissent généralement d'un rapport au *système* :

Mais d'aussi loin que je me rappelle, y a eu cette peur, cette colère de voir qu'on fait du mal, de pas comprendre pourquoi on fait rien, de pas comprendre pourquoi on continue, alors qu'on sait... (P14)

J' imagine chacun a son parcours par rapport à ça, mais j'ai l'impression que comme la colère, c'est pas quelque chose qui apparaît, c'est quelque chose qui est tout le temps là, mais si on n'a pas de mots pour dire « ah! On est en colère », éco-colère, ou whatever ou éco-furie ou éco-whatever... Si on n'a pas de mots pour ça, on ne va pas s'attarder à ces émotions-là nécessairement. (P13)

J'tais juste vraiment enragée pis c'tait juste mon moyen de survivre. Genre, j'aurais pas pu me passer de ça dans ma vie. [...] J'lis quelque chose pis j'suis, comme : « Ça sert à rien d'être *frue* toute seule chez nous »... pis souvent c'est de même que ça part. (P07)

Il est également important de souligner que ces émotions ne sont pas figées dans le temps; elles se transforment au fil de leur engagement. Un participant raconte comment son engagement militant, initialement motivé par la peur, a évolué au fil du temps vers une motivation basée davantage sur la colère face aux injustices socio-

environnementales et sur « quelque chose de plus solide, de plus concret, comme de l'amour pour l'autre, un sentiment de tu sais que ce que tu fais c'est bien » (P12). Il y a aussi des participant-e-s qui vivent certaines émotions par vagues, en particulier l'anxiété :

Mais ça va et ça vient, je suis pas tant affectée que ça d'une certaine façon. [...] Mais c'est sûr que je fais un peu [d'éco-anxiété], mais j'essaye surtout de pas y penser en fait. (P08)

Disons que je fais beaucoup de déni pour arriver à maintenir [ma santé mentale] stable, fa'que... ben comme beaucoup d'entre nous j'imagine. J'essaye de pas penser à ça tout le temps pis d'oublier, pis juste vivre ma vie pour pas toujours capoter. (P02)

Je faisais beaucoup d'évitement au secondaire et au cégep... j'imagine que c'est un mécanisme pour pas être super-anxieux tout le temps. Mais t'sais, parfois, ça me frappait, j'étais comme : « *Oh my god! Oh my god!* »... pis t'sais après ça, je re-oubliais. (P13)

Pour certain-e-s participant-e-s, le militantisme environnemental leur permet de canaliser leurs émotions en « enlevant leur frustration », en étant « dans l'action plutôt que de rien faire » et en leur permettant « d'oublier l'anxiété ». Mais le militantisme peut aussi conduire à des sentiments de découragement, de détresse et de désespoir, en particulier à la suite d'efforts soutenus qui ne produisent pas les résultats escomptés :

J'ai fait une dépression pis un *burn-out* qui ont duré genre jusqu'à ce jour j'imagine, je prends encore des antidépresseurs, je fais de l'insomnie, mais c'est moins intense. [...] Je vois qui a pas d'entrain pour la mobilisation. Mais oui, j'étais vraiment désillusionnée, on va jamais l'avoir là, bonne chance! C'est quoi notre *next move*? Là, on a essayé plein d'affaires qui ont eu plus ou moins d'effets. (P09)

Des fois je me trouve un peu dépassé par... Surtout ces temps-ci je trouve que ça fait quand même longtemps qu'on n'a pas eu une victoire là [...] Là, ces temps-ci je suis plus en mode, je trouve ça *tough* un peu, je mets beaucoup d'énergie là-dedans depuis plusieurs années, des fois c'est dur de voir le bout. (P04)

Tu donnes beaucoup d'énergie, pis tout. Pis, après l'action, tu te rends compte qu'au final, y a peut-être 15 articles dans *La Presse*, mais ça change rien. Fa'que j'ai comme des périodes de *high* où je suis comme full content, pis après j'suis full déprimé parce que y a rien qui change au final. (P02)

Mon épuisement militant s'est concrétisé par plusieurs moments de désespoir qui ont ponctué mon parcours à la suite de gros coups donnés. Puis, mettons, je suis tombé en dépression cet été suite à [cette action] et tout. T'sais, il y a eu comme un mois de jubilation et de joie suite à notre victoire, puis ensuite j'ai complètement *crash*. J'suis médicamenteusement en ce moment, parce que vraiment je suis tombé de haut. (P01)

Ok, si j'ai mis autant d'efforts dans les derniers mois pour un truc qui au final ne fonctionne pas, c'est peut-être que je mets pas mes énergies à la bonne place. Je pense que c'était plus un épuisement de « crime, on essaye plein d'affaires, pis ça fonctionne pas », un épuisement mental, une remise en question de comment faire les choses. (P06)

Si l'engagement dans des actions collectives apparaît comme l'un des moyens les plus efficaces pour faire face aux éco-émotions ressenties (Toulouse, 2020, dans Donjon, 2022), l'absence d'une réponse politique jugée adéquate peut engendrer une profonde désillusion et renforcer les affects dépressifs des militant·e·s (Toulouse, 2020, dans Donjon, 2022). Il convient également de souligner qu'un engagement intense, qui entre en conflit avec les autres sphères de la vie, peut également conduire les militant·e·s à l'épuisement.

Enfin, si l'indignation ou la peur sont largement reconnues comme moteurs des engagements protestataires (Mathieu, 2010), il apparaît que l'inspiration a joué un rôle crucial chez les participant·e·s dans leur engagement dans des actions radicales. En effet, plusieurs participant·e·s ont été profondément inspiré·e·s par les actions d'autres militant·e·s du Québec et d'ailleurs, qu'elles-ils en aient été témoins directement ou indirectement. Les autres militant·e·s leur ont donc servi de modèles, leur montrant qu'il est possible d'agir et d'avoir un impact réel, pour mener des actions à leur tour :

Mais de voir ce qui se fait à l'international, ce qui fait dans l'Ouest aussi avec Fairy Creek et les Wet'suwet'en, ben moi je trouve ça inspirant. C'est des sources d'inspiration de comment on pourrait modifier nos façons de faire ici. (P11)

Y montraient des vidéos en Allemagne où à chaque année y bloquent la centrale nucléaire ou la centrale de charbon, tout habillés en blanc pis y courent. J'tais comme : « C'est trop cool, je veux faire ça! » Mais moi ça a vraiment collé, j'étais comme : « Ok, mais c'est ça qui faut faire! » (P09)

En fait, oui, la médiatisation d'actions faites au Royaume-Uni pis en Europe, c'est sûr que oui, oui, j'pense pas à des choses en particulier, mais c'est sûr que oui, c'était inspirant de voir que des choses se passaient l'autre bord de l'océan pis qu'on pouvait les faire ici aussi. (P01)

Ainsi, si les médias peuvent alimenter la colère chez les participant·e·s (Perriard et Van de Velde, 2021), ces derniers·ères ont aussi souligné l'importance des médias pour relayer des sources d'inspiration pour leurs actions radicales.

## 2.6 Les caractéristiques individuelles

En dernier lieu, des participant·e·s évoquent des facteurs individuels pour expliquer leur engagement. En effet, certain·e·s mettent de l'avant des diagnostics liés à la santé mentale et à la neurodivergence pour expliquer leur propension au militantisme. Par exemple, une participante au profil neurodivergent explique que sa sensibilisation aux enjeux sociaux est sans doute liée à un « *hyperfocus* », qui l'a amenée à lire beaucoup de contenu militant dès un tout jeune âge. Un autre explique que le diagnostic de trouble

oppositionnel qu'il a reçu à l'âge de l'école primaire pourrait avoir eu un rôle à jouer dans son engagement, même s'il trouve « plutôt étrange de diagnostiquer quelqu'un qui apprécie pas se faire dire quoi faire par des gens [...] sans comprendre pourquoi ces gens-là ont raison » (P12). Ensuite, certain-e-s participant-e-s expliquent que leur engagement militant découle de certains traits de leur personnalité. Quelques-un-e-s se décrivent comme des personnes « anti-autoritaires », « anti-système », « provocatrices », « *underdog* », etc. :

J'pense que j'ai une personnalité à avoir la facilité à confronter des choses pour lesquelles je tiens. Sinon j'ai toujours été anti-système un peu, autant à l'école que dans ma personnalité, fa'que moi j'ai pas peur de déplaire ou de questionner l'ordre un peu. Ça a toujours été dans ce que j'ai fait. Ça me causait ben des problèmes quand j'étais au primaire et au secondaire. Mais après, c'est devenu plutôt efficace pour militer. (P04)

D'autres participant-e-s expliquent que leur engagement militant est motivé par des qualités personnelles telles que l'intelligence stratégique, la capacité de réflexion, la ruse et la spontanéité :

Je pense que ce qui m'a le plus influencée vers la désobéissance, c'est ma personnalité. Ça correspond avec qui je suis pis ce que je veux. J'ai juste eu un déclencheur pis j'ai fait : « Oui, *cool!* » Je suis très spontanée dans la vie...  
Moi, je suis quelqu'un d'action. (P08)

Enfin, certain-e-s participants mentionnent avoir toujours eu une forme de prédisposition à la radicalité, sans être en mesure de mettre le doigt plus précisément sur ce qui pourrait en être la cause :

Mais j'étais déjà enclin à ça à la base, j'arrivais avec des dispositions déjà favorables à ce genre de discours-là. Donc [l'école] a servi, mais peut-être plus comme d'accélérateur plutôt que de source. (P01)

En conclusion, l'analyse des parcours individuels apporte un éclairage important sur la façon dont les participant-e-s sont devenu-e-s des militant-e-s écologistes radicaux-ales. Cependant, les participant-e-s justifient leur engagement dans des actions de désobéissance civile moins par leur parcours individuel que par leurs perceptions du contexte sociopolitique dans lequel elles-ils évoluent. À cet égard, on peut considérer que « ce n'est pas tant l'individu qui "bascule" dans la radicalité que le contexte sociopolitique ou géopolitique qui, [aux yeux de l'acteur-trice, voire en tant que tel], "bascule" dans l'inacceptable et l'intolérable » (Guibet Lafaye, 2017, p. 13). Ainsi, l'un des participant-e-s affirme que « la désobéissance civile est quasiment inévitable, puisque c'est le système qui la provoque » (P01). Un autre mentionne que « c'est par la gravité des problèmes [qu'il s'est] facilement associé à des idées qui étaient radicales » (P04). Ainsi, c'est le système qui se retrouve en premier plan de leur socialisation politique. Nous nous y attarderons dans la prochaine section.

### Partie 3. Représentations du système : quel(s) système(s)?

Si les points de vue des participant-e-s sur la crise climatique divergent à certains égards, il semble à tout le moins se dessiner un diagnostic commun : c'est le système qui est dénoncé comme en étant le grand responsable. Les participant-e-s disent d'ailleurs chercher, par leurs actions, à le « changer », le « perturber », l'« ébranler » l'« attaquer », le « mettre à terre », en « sortir », s'en « libérer », le « faire chier », le « critiquer », le « dénoncer » ou encore le « remettre en question ».

Cette dénomination du système « revêt des acceptions différentes selon les individus, et peut renvoyer à diverses composantes du pouvoir – social, politique, éducatif, policier –, mais qui ont en commun d'être perçues comme des forces contre lesquelles on ne peut se battre, et qui "font mal " » (Van de Velde et Pickard, 2021, p. 4). Cécile Van de Velde (2022), en reprenant les termes d'un jeune, le décrit aussi comme « un pouvoir considéré comme multiple, inaccessible et innommable, mais qui est dénoncé comme ayant le potentiel d'écraser l'individu » (cité dans Charbonneau et Gallant, 2023, p. 7).

Dans cette section, nous nous attèlerons à cette difficile, mais nécessaire tâche de circonscrire les multiples représentations que les participant-e-s ont autour de la notion de système, car ce sont avant tout ces discours qui leur donnent le réservoir de colère nécessaire pour s'engager dans la désobéissance civile, tout en leur permettant de la légitimer. Dans cette section, nous explorerons leurs représentations du système à travers quatre dimensions clés : les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques, les discours ambiants et les non-discours. Comme nous le verrons, ces dimensions sont étroitement liées entre elles : les divers rapports sociaux de pouvoir s'incarnent dans les institutions étatiques, et leur perpétuation est soutenue par les discours ambiants et les non-discours.

#### 3.1 Le système comme rapports sociaux de pouvoir

Certain-e-s participant-e-s emploient le terme système pour faire référence soit à l'un ou à l'ensemble des rapports sociaux de pouvoir qui peuvent prendre la forme, notamment mais non exclusivement, du capitalisme, du colonialisme, du racisme, du patriarcat, des rapports Nord-Sud, etc. :

Moi, je travaille plus dans la justice climatique. Y a un objectif derrière qui est de changer ou de perturber le cours de la vie normale, pis de perturber le capitalisme, le colonialisme, des choses comme ça, des forces systémiques telles quelles, en faisant des choses un peu plus *bold*, si on peut dire. (P05)

Pour décrire les effets négatifs de ces rapports de pouvoir sur les individus et les communautés, elles-ils parlent généralement du système en termes d'« exploitation », de « domination », d'« oppression », d'« inégalité » et d'« injustice ». D'une part, des participant-e- soulignent que ces rapports de pouvoir font en sorte que certains groupes sociaux sont ou seront injustement et disproportionnellement affectés par la crise environnementale :

Même dans les pays riches, c'est les personnes les plus démunies qui vont payer pour les problèmes climatiques. Pis ce sont aussi les pays les plus démunis qui vont payer le plus. [...] Mais ce qui me fâche le plus, c'est que des gens vont payer pour ça. Pis les gens qui payent pour ça, c'est pas ceux qui sont responsables de la crise climatique. (P04)

D'autre part, des participant-e-s ajoutent que ce sont ces rapports de pouvoir, et en particulier le capitalisme, qui sont à l'origine de la crise environnementale :

Je veux pas juste dire « le capitalisme » pis pas développer. T'sais, c'est vraiment le fait que des personnes sont exploitées, pis que y a du monde qui font de l'argent pis qui accumulent du profit pis du matériel sur le dos de d'autres personnes. Je pense que ça part vraiment de là. Aussi toutes les autres inégalités sociales qui sont aggravées par la crise climatique passent par la domination de personnes sur d'autres personnes et de peuples sur d'autres peuples. À la base... j'pense c'est vraiment ça, pis c'est à ça qu'il faut s'attaquer. (P13)

Cette dernière perspective se rapporte à la pensée sur l'écologie sociale introduite par Murray Bookchin qui soutenait dès 1982 que les problèmes écologiques découlent des problèmes sociaux. Autrement dit, la domination de l'humain sur la nature découle de la domination de l'humain sur l'humain sous toutes ses formes : « les riches sur les pauvres, les hommes sur les femmes, les vieux sur les jeunes, dans le rapport de classe, de caste, d'ethnie ou sous toutes les autres formes de stratifications sociales » (Bookchin, 2012 [1982], p. 7). Dans cette ligne de pensée, quelques participant-e-s suggèrent « que toutes les luttes sociales sont liées entre elles et à la crise climatique » (P13) :

Même si on a des luttes différentes entre guillemets, on a un adversaire commun, c'est le même système d'oppression qui cause toutes ces choses-là et donc si on peut s'entraider... C'est ça que je veux dire par créer de la solidarité dans toute la population, comme de réaliser que un homme noir qui meurt dans les rues de Montréal, ça affecte pis ça a rapport avec toutes les luttes parce que c'est le même ennemi, pis on se doit d'être solidaire avec tout ce qui se passe. [...] Comme oui elles ont des aspects distincts, mais ce ne sont pas des luttes en silo genre, on devrait pas se battre en silo. (P12)

Je veux dire les changements que demande la crise climatique sont globaux, pis faut penser à la société au complet. [...] [Il faut penser à] la cause féministe, les causes des droits des Premières Nations, l'antiracisme... la justice sociale aussi... Ben pas d'une certaine façon, mais totalement en fait. (P02)

Il n'est donc pas surprenant de voir des participant-e-s s'impliquer dans de nombreuses causes, telles que le droit au logement, la sécurité alimentaire, la défense des droits de personnes à statut précaire ou sans statut, les luttes féministes, anticoloniales et antiracistes, ainsi que les mouvements contre la brutalité policière et pour le définancement de la police. Alors que certains discours de participant-e-s sont plus axés sur l'interdépendance des diverses luttes sociales dans la crise environnementale,

d'autres discours sont plus axés sur leur co-existence, ce qui entraîne des divergences dans la stratégie mise en œuvre :

Comme une *manif* pour le climat pourrait aussi être une *manif* pour les droits des autochtones, pour la protection des territoires, pour tout plein d'affaires, pour le féminisme, pour tout plein d'affaires. Et je suis parfaitement d'accord avec tous ces enjeux-là. Mais je pense juste que ça serait important de diviser nos *manifs* pour avoir un plus grand impact parce que ce qu'on dit aux médias, on dilue un peu notre message de changements climatiques, ou de féminisme ou des nations Wet'suwet'en ou *whatever*. J'ai l'impression qu'on est mieux de faire plus de *manifs*, avec un message, un sujet par *manif*. (P03)

Ceci étant dit, celles·ceux qui perçoivent le système en termes de rapports sociaux de pouvoir luttent principalement pour la justice, qui se décline sous la « justice sociale », la « justice climatique » ou encore la « transition juste ». Cette rhétorique de *lutter pour* est intéressante, car elle se situe à mi-chemin entre celle de *travailler pour la justice*, qui met de l'avant un engagement en faveur d'un changement positif, et celle de *lutter contre* l'injustice, qui aborde au contraire le problème de façon plus antagoniste. Cette façon de nommer les choses n'est donc pas neutre en termes de positionnement politique (Gallant, 2017b).

Les discours des participant·e·s mettent aussi de l'avant leur préoccupation pour la justice intergénérationnelle. Elles·ils disent s'engager pour les générations futures et se soucient de l'avenir compromis par les actions passées et présentes. Cependant, elles·ils évitent généralement de blâmer directement les générations précédentes pour les problèmes sociaux, économiques et environnementaux actuels. Lorsque des critiques sont formulées à l'égard des générations précédentes, elles sont souvent dirigées vers leurs propres parents plutôt que vers l'ensemble des générations antérieures. Cela étant dit, la justice générationnelle est beaucoup moins présente dans leurs discours et semble susciter moins de colère que la question de la justice sociale articulée autour d'un souci profond pour les groupes sociaux les plus impactés par les enjeux socio-environnementaux ou à risque de l'être.

Dans cet esprit, elles·ils tendent davantage à affirmer l'importance de créer des liens de solidarité entre différents groupes affinitaires dans le mouvement environnemental :

[Je suis] clairement de gauche. J'essaye pu de dire une caractéristique du militantisme, parce que j'aime ça toujours travailler sur des sujets différents pis rencontrer diverses personnes. [...] Pis tout le temps essayer de travailler pis faire des liens sur le terrain au lieu de faire : « Ah! L'intersectionnalité c'est important! [ton critique et imitatif] » (P07)

Je pense que, vu qu'on est dans un État colonialiste, dans le contexte canadien, faire une désobéissance civile, ça doit être en solidarité avec les peuples autochtones. Pour moi, c'est quelque chose de vraiment important. (P05)

Puisque « l'intersection de pouvoir se retrouve dans toutes les relations, à tous les niveaux, des pratiques institutionnelles aux actions individuelles » [traduction libre] (Kaijser et Kronsell, 2014, p. 419), ces participant-e-s portent également une grande attention aux relations de pouvoir en jeu au sein même du mouvement environnemental. En effet, le mouvement environnemental, et le militantisme en général, est marqué par des rapports de pouvoir qui posent de réels obstacles à la mobilisation, comme en témoignent des participant-e-s qui se sont dégage-e-s de certains espaces militants ou qui ont dû lutter pour y faire leur place :

Quand j'étais en [Europe], c'était du monde super privilégié, du monde qui étudiait en droit. C't'un peu absurde, c'était des gens qui étaient allés dans tous les pays d'Europe, qui avaient pris l'avion plus de fois qu'ils pouvaient les compter. (P04)

Genre je me suis rendue compte qu'il a tellement fallu que je me prouve au point où... T'sais, je pense que le militantisme est vraiment pas accessible pis, t'sais, y a fallu vraiment que je fasse tout ce qui me rend pas bien, de genre me pousser à... pour juste montrer que j'avais ma place. [...] Pis on dirait que je voyais ça comme j'avais jamais assez d'informations, pis c'est gros quand tu vois ça l'environnement. Pis je me permettait pas d'aller dans ces milieux-là parce que c'est un peu imposteur parce que je connais rien. (P07)

Leur préoccupation pour les rapports de pouvoir se traduit par un souci de créer des espaces de luttes inclusifs qui prennent en compte diverses réalités et rapports à l'environnement, mais aussi divers rapports à l'engagement. Parce que de nombreuses dynamiques de pouvoir sont en jeu dans les milieux militants en termes de capacités, de ressources et de risques, elles-ils prônent la non-hiérarchisation des engagements, ou, dans leurs mots, un « écosystème de moyens d'action » (P14) ou un « écosystème de mouvements » (P13). La désobéissance civile est donc vue comme un moyen d'action parmi d'autres, qui a ses propres avantages et qui peut s'avérer nécessaire, mais qui n'est pas la panacée du mouvement environnemental :

Je pense que c'est vraiment important [la désobéissance civile], mais je valorise beaucoup les mouvements où le plus de personnes possible sentent qu'elles peuvent s'impliquer et prendre part au mouvement. (P13)

J'suis particulièrement agacée par les discours militants puristes qui disent : « Non non, la désobéissance civile, ou le côté plus vénère que la désobéissance civile, c'est ça faut faire, pis le vote ça sert à rien et machin. » Je défends pas le vote absolument, mais ok si y a des gens pour qui le vote ça compte, allez-y. [...] Les gens disent : « Oui, mais la *manif* ça sert à rien. » Mais oui, mais si ça permet à du monde de contester et des gens qui seraient pas prêts à aller casser les vitrines et se confronter à la police, c'est correct aussi, donc y faut une multitude de choses. (P14)

Certain-e-s voient la désobéissance civile comme un moyen d'action réservé aux personnes les plus privilégiées de la société parce qu'elle « demande beaucoup d'engagement personnel » (P04) et que les personnes qui « ont d'la misère à survivre



n'ont pas la capacité de s'engager dans l'organisation d'[une telle] action » (P05). D'autres soutiennent que la désobéissance civile n'est pas « un truc de privilégié-e-s » (P01), parce qu'elle a été historiquement exercée par des personnes qui ne l'étaient pas, par exemple lors du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Ces derniers-ères sont d'avis que la désobéissance civile, « c'est [pour] les personnes qui n'ont plus d'autres choix » (P01).

Qu'elle représente un moyen d'action réservé ou non aux personnes privilégiées, tous-tes s'entendent néanmoins pour dire que la désobéissance civile comporte des risques plus importants pour certaines populations marginalisées et racisées qui « sont plus facilement visées par la police » (P05). Or, plusieurs participant-e-s affirment pratiquer la désobéissance civile pour mettre leur statut de privilégié-e au service de la lutte environnementale :

À cause de mon statut, je suis quelqu'un qui vient d'un milieu aisé, je sais que j'ai des ressources légales, que si je suis en contact avec des autorités légales, ça va être des risques minimaux parce que je suis une personne blanche qui passe comme *cis*. (P05)

J'me dis si y était pour avoir des gens qui faisaient ça... si y a des gens qui sont pour faire ça, comme un jeune homme blanc qui risque d'avoir des conséquences beaucoup moins graves que d'autres personnes parce que... *of course*. J'avais l'impression que c'était un peu ma responsabilité ou mon devoir d'utiliser tous les privilèges que j'ai dans ma vie. (P12)

Une participante montre cependant quelques réserves sur les discours centrés sur la détention de privilèges parce qu'ils peuvent mener à un certain « marchandage » des privilèges et ajouter une pression supplémentaire sur les épaules des militant-e-s :

Y en a toujours un qui va dire t'es trop radical-e, l'autre que t'es pas assez radical-e, « tu fais ça parce que t'as des privilèges », « tu devrais utiliser ton privilège pour faire ça, à la place de pas utiliser ton privilège ». [...] Ça donne comme pas envie de faire des actions. Tu commences à tout remettre en question, toutes les décisions que tu prends, c'est paralysant un peu parce que t'anticipes toujours la critique.

Bien qu'il existe plusieurs sources de tension au sein du mouvement environnemental concernant la reproduction des rapports sociaux de pouvoir, l'aspect relationnel est central à l'engagement de ces participant-e-s; créer des communautés s'avère tout autant important que l'efficacité des actions qui peuvent être menées, voire davantage. Leur engagement en est donc un en solidarité.

### 3.2 Le système comme institutions étatiques

Des participant-e-s font référence au *système* pour désigner des institutions étatiques qui régissent la vie en société, qui sont à la fois productrices et les produits de rapports sociaux de pouvoir. Cela englobe généralement les pouvoirs exécutif, législatif et

judiciaire, ainsi que les forces de l'ordre qui sont chargées d'appliquer la loi et de maintenir l'ordre public :

Quand je parle de *système*, je parle vraiment du côté structurel des différentes composantes, des différentes parties prenantes de ce système. [...] J'le prends vraiment comme ça peut être compris en gestion ou en sciences humaines. (P14)

Mais je pense que *système*, je donnerais vraiment l'angle légal et juridique de la chose. [...] T'sais « désobéissance civile », à qui tu désobéis? C'est à un *système*, c'est à l'État. (P06)

Celles-celles qui emploient le terme *système* pour faire référence aux institutions étatiques tendent à le considérer comme « illégitime », « brisé », ou « incohérent », parce qu'il est perçu comme favorisant les intérêts privés au détriment des intérêts collectifs et comme réprimant la voix citoyenne. Pour ces participant-e-s, ce sont les sous-systèmes écono-politique, démocratique et répressif qui sont au cœur de ce grand *système*. Nous allons donc nous pencher sur chacun d'entre eux en détail, pour mieux comprendre les dysfonctionnements que ces participant-e-s leur attribuent et comment cela se répercute sur leur engagement.

### 3.2.1 Le système écono-politique

Premièrement, pour plusieurs participant-e-s, le système politique travaille main dans la main avec le secteur privé, si bien que quelques-un-e-s le nomment le « système écono-politique ». Dans cette perspective, ce sont les « acteur[-trice]-s » de la vie économique et politique qui sont perçu-e-s comme les détenteur-trices du pouvoir décisionnel, dans une approche de gouvernance *top-down*, tandis que les citoyen-ne-s sont laissé-e-s pour compte. Ces « acteur[-trice]-s », dont le terme « ne renvoie pas seulement à des individus, [mais aussi à] des actions collectives, à des stratégies situées dans des contextes organisationnels spécifiques » (Dubar, 2007, p. 32), sont parfois désigné-e-s comme « [elles]-ils », les « puissant[-e]-s », « les élites » et, moins fréquemment, comme les « méchant[-e]-s ». Cela témoigne à la fois du sentiment d'impuissance des participant-e-s et de leur opposition vis-à-vis ce *système*.

Leur emploi courant du terme « acteur[-trice]-s » n'est pas non plus anodin, puisque le *système* est ici perçu, comme le font Crozier et Friedberg (1977) dans *L'acteur et le système*, comme une « configuration concrète d'acteur[-trice]-s reliés par des relations de pouvoir » (dans Dubar, 2007, p. 32). Les participant-e-s confèrent donc un rôle actif et stratégique aux acteur-trice-s politiques qui « poussent », « encouragent » et « mettent de l'avant » un modèle économique basé sur le capitalisme, généralement décrit comme un modèle d'affaires qui a pour objectifs de maximiser et accumuler des profits sans égard aux conséquences humaines et environnementales. Parce que ce modèle économique est vraisemblablement incompatible avec les intérêts de la population et du vivant, ces participant-e-s centrent davantage leurs discours sur la nécessité de « changer de système », de « passer d'un système à l'autre », de « sortir de l'économie capitaliste » ou d'« effectuer une transition socio-écologique ». Plus concrètement, certain-e-s font la promotion de la « décroissance », de l'« économie sociale », de

l'« écologie sociale », de l'« éco-socialisme », etc. Il y a aussi des participant-e-s qui ne savent pas quelle solution proposer, mais savent que « ce n'est pas le capitalisme » (P09). À cet égard, un participant mentionne que l'un des problèmes dans le milieu environnemental est justement « de ne pas avoir de solutions à proposer et d'être constamment dans la critique et les "anti quelque chose" tout le temps » (P12). Une autre abonde aussi dans ce sens en décrivant la jeune génération militante comme « perdue politiquement [...] parce qu'il n'y a pas de projets de société qui est proposé » (P06). Mais, dans tous les cas, les participant-e-s sont conscient-e-s que les entreprises privées représentent un obstacle majeur à toute transformation sociale quelle qu'elle soit, car elles exercent une influence considérable sur les politicien-ne-s et leurs politiques :

Quand j'ai aussi compris que les corporations ou les compagnies ont tellement de pouvoir sur les politiciens parce que c'est l'argent qui mène le monde. Je pense que ça aussi ça influence comme mon *skepticism* là-dessus. (P05)

Il demeure que la question de la responsabilité individuelle de ces acteur-trice-s est source de débat. D'un côté, certain-e-s participant-e-s accusent des individus spécifiques pour leur rôle dans les problèmes environnementaux :

Steven Guilbault, Mélanie Jolie et Justin Trudeau, c'est vraiment ces trois acteurs-là qui gardent ces pipelines-là ouverts en invoquant le traité de 1977. (P05)

[Est-ce qu'on devrait] s'en prendre aux individus versus aux institutions qu'ils représentent. Est-ce que un PDG est un individu ou une institution? [...] [Par exemple, la co-présidente de RBC], elle fait pas que sa *job*. Genre, elle fait pas que suivre les ordres et tout. Réellement, elle est responsable en partie de ce qui se passe en ce moment en Colombie-Britannique. (P01)

De l'autre, des participant-e-s préfèrent ne pas cibler de personnes en particulier; elles-ils accusent plutôt le système écono-politique dans son ensemble pour les problèmes environnementaux actuels, estimant que chaque personne au sein de ce système est interchangeable et susceptible d'adopter des comportements similaires :

Notre *job* c'est pas de demander à quelques individus qui sont puissants, de leur demander « arrêtez de faire ce que vous faites », parce que même si ces individus-là étaient comme de bon cœur et voudraient vraiment changer le monde, y seraient juste remplacés par d'autres personnes. [...] Et donc je blâmerais ce système économique-là, mais personne en particulier. (P12)

Pis même aller tuer des gens qui sont à la tête de partis politiques qu'on désapprouve ou tuer des PDG, bah en fait comme c'est un *système*, mais y aura juste une autre tête qui va venir à la place et de toute façon ça changera pas grand-chose. (P14)

Quoi qu'il en soit, pour démontrer la place prépondérante qu'occupent les entreprises privées dans le système actuel, une participante souligne la récente décision du gouvernement fédéral de se porter à la défense du maintien de la ligne 5 du pipeline

transfrontalier d'Enbridge, et ce, malgré la demande de l'État du Michigan de la fermer en raison des risques qu'elle pose pour la population et l'environnement. Une autre condamne la décision d'une municipalité régionale de comté (MRC) de vendre des espaces naturels protégés et occupés à des compagnies forestières sans avoir obtenu le consentement préalable de communautés autochtones qui y habitent :

Ce sont des lots qui sont sur des parcs nationaux. T'sais, on a créé des lois pour protéger cet environnement, ces écosystèmes, pis les MRC peuvent vendre ces terrains-là à des compagnies forestières. C'est un non-sens pour moi. Pis, si y a pas de consultation de la population, quel autre choix qu'on a que la désobéissance civile? (P09)

Mais au-delà des décisions prises par l'État, ce sont aussi ses principes de non-interventionnisme qui sont fortement décriés; la faible régulation du marché économique et l'impunité accordée aux entreprises donnent libre cours à des pratiques immorales, voire illégales :

J'pense qu'y a des lois qui sont pas respectées à tour de bras à tous les jours, pis les gens qui les respectent pas ont pas une justification morale derrière. Par exemple, les compagnies qui polluent de manière illégale, que ça soit des lieux, des dépotoirs illégaux ou la pollution dans l'air, dépasser les normes permises. Ça c'est des lois qui sont brisées tout le temps, pis y a pas de justification morale derrière pis ça fait beaucoup de tort aux gens. [...] C'est ça, parce qu'on pose jamais cette question-là aux puissants, t'sais : pourquoi vous avez pas respecté cette loi? C'est quoi votre justification morale pour faire travailler des enfants dans les usines? Sous-payer vos employé-e-s? Pour faire de l'évasion fiscale? Personne demande aux gens qui brisent les lois de rendre une justification morale. Sauf les gens qui le font pour des raisons d'activisme... (P09)

Selon moi, y a des changements à être fait à la hauteur des gouvernements : régulation sur les émissions de carbone, sur la provenance des produits, la production des produits, sur les droits humains, partout dans le monde. Par exemple, si un produit a été fait par des enfants qui travaillent, on devrait pas permettre que ce produit soit massivement vendu dans notre pays. C'est un peu une honte pour moi que les Dollarama soient plein d'objets fabriqués par des enfants. (P03)

Face à cette alliance entre le privé et le système politique, ces participant-e-s sont peu confiant-e-s que l'État puisse assurer son devoir de protection envers la population. Les droits naturels n'étant pas protégés par les droits positifs, plusieurs parlent d'un contrat social ou d'un pacte rompu avec l'État. Elles-ils évoquent son échec à assurer la sécurité et préserver la vie de la population, éléments fondamentaux que l'on retrouve dans le contractualisme hobbesien :

[La désobéissance civile,] c'est quand les citoyens, citoyennes, inquiets, inquiètes, pour peu importe quelle raison qui ne croient plus en ce que le gouvernement peut faire. [C'est] pour se rebeller contre le pacte qu'on a avec

le gouvernement. Dans le sens, le gouvernement nous assure la sécurité, pis nous, en échange, on obéit à ses lois. Pis quand on sait que le gouvernement ne peut pas assurer notre sécurité, ben ce pacte-là est rompu. Et pour le remettre en place, il faut désobéir. (P08)

Le gouvernement, c'est son devoir, c'est le contrat social qu'on a qui est que, si on respecte les règles, c'est parce qu'on est conscients, conscientes, que le gouvernement va respecter son devoir de protection de la population. Un contrat social qui n'existe pas entre une entreprise privée et le peuple, donc c'est plus sur cet enjeu-là que la désobéissance civile va jouer. Que... pourquoi nous on respecterait notre part du contrat si le gouvernement ne respecte pas sa part du contrat? (P12)

Si l'État atteint à la qualité de vie, à la dignité d'une personne, à l'espérance de vie de toute la planète en polluant en n'ayant peu ou pas de pratiques environnementales, ben ça justifie ce type d'actions-là. (P09)

D'autres font mention de l'échec de l'État à assurer l'intérêt général de la population, ce qui se rapporte davantage au contractualisme de Rousseau :

En fait, la loi est pas du tout, elle va pas du tout selon nos intérêts. Et quand je dis « nos intérêts », c'est un « nos » vraiment pas restrictif. C'est l'espèce humaine, c'est les écosystèmes, c'est tout ce qui vit là... (P14)

Mais ici, contrairement à Rousseau, le contrat dont il est implicitement question n'est pas que social, en ce sens que l'État n'est pas seulement appelé à respecter l'intérêt général de la population, mais aussi de la nature. De la même manière, face à la crise écologique, le philosophe Michel Serres plaide pour nouer un nouveau contrat, soit un contrat naturel, qui permettrait de poser la nature comme un sujet de droit plutôt que de la réduire au statut d'objet. Toujours est-il que cette rupture perçue du contrat social amène des participant-e-s à remettre en cause la légitimité des lois établies et à agir en fonction de ce qui leur apparaît comme moral, ou d'une moralité supérieure en comparaison à ce qu'elles-ils contestent :

Si j'embarquais dans mon char sans mon permis de conduire pour conduire en urgence quelqu'un à l'hôpital, tout le monde s'entendrait à dire que c'était la chose à faire. Quand on parle d'environnement, c'est sûr que les gens ont plus de difficultés à percevoir que l'activisme environnemental a ce même genre de préoccupation-là. C'est juste que ces préoccupations-là sont portées dans le futur. Pis je dis pas que la désobéissance civile a un impact direct, disons sauver la vie d'une personne, mais c'est sûr qu'il y a une justification morale derrière aussi. (P09)

Y a beaucoup de gens qui pensent que l'environnement, ça ne vaut pas la peine de ne pas respecter la loi, mais de façon générale, je n'arbore pas un espèce de sacré autour de la loi. Moi, si la loi marche pas, j'ai pas de problème à ne pas la respecter. À partir du moment où y a des problèmes pis que la loi ne

permet pas vraiment de les régler, ben je pense que c'est légitime de faire de la *désobéissance*. (P04)

Nous on fait quelque chose qui est pas légal, mais qui est légitime. Fa'que la désobéissance civile, c'est une manière de mettre en lumière le fait que... T'sais, la *job* d'un gouvernement c'est de faire cadrer la légalité pis la légitimité, mais quand c'est trop déphasé, c'est là que tu te dis « non non non, nous on arrête de suivre cette légalité sans bon sens sans y réfléchir; nous on suit la légitimité, pis la légitimité, en ce moment, c'est la désobéissance civile. » (P06)

Dans un tel contexte, de nombreux·euses participant·e·s voient la désobéissance civile comme une nécessité. Certain·e·s d'entre eux·eux choisissent de faire de la désobéissance civile pour négocier directement avec des entreprises, bien que l'intention soit parfois « d'offrir l'opportunité à l'autre personne de changer avant de le contraindre » (P06). Cette approche laisse quelques participant·e·s perplexes puisqu'elles·ils doutent que les entreprises puissent avoir un quelconque intérêt à changer leurs pratiques :

Après ça, ce qui est difficile aussi, c'est que, encore une fois, on s'oppose aux puissants qui n'ont pas intérêt à ce que ça change. Fa'que quand tu vas voir Jeff Bezos, pis tu lui dis que A+B... comment ce système-là est meilleur pour l'environnement et la planète, ben c'est des gens qui vont dire qu'ils ont moins d'argent dans leur poche : « C'est quoi l'intérêt que moi j'ai? Moi ces inconvénients-là me touchent pas, fa'que... » (P06)

Comme, une compagnie veut faire du profit. Si ce qu'on leur propose va faire qu'elle va faire moins de profit, y a juste pas de dialogue, c'est pas possible de parler avec quelqu'un d'aussi *single-minded*, qui a juste un objectif pis c'est tout. Donc non, notre objectif, c'est jamais de parler à la compagnie, parce qu'on sait qu'elle écoute pas *anyway*.

D'autres encore choisissent de faire du sabotage pour se charger elles·eux-mêmes d'imposer des conséquences aux entreprises, en leur causant des dommages économiques et matériels ou en s'objectant directement à leurs projets, en bloquant des coupes forestières, par exemple. Dans son livre *How to blow up a pipeline*, Andreas Malm partage une réflexion similaire à ce sujet : « *If states cannot on their own initiative open up the fences, others will have to do it for them. Or property will cost us the earth* » (2021, p. 69). Il faut dire que la forte majorité des participant·e·s sont favorables au sabotage, parce qu'elles·ils considèrent cette tactique somme toute banale et non-violente.

Enfin, un participant se questionne si, tout compte fait, l'inaction ne serait pas plus efficace pour lutter contre les changements climatiques que le militantisme. Même s'il se dit incapable de se résoudre à l'inaction, il se demande si la désobéissance civile n'apporterait que de petits changements qui, au final, « font en sorte que le système dure plus longtemps et [fasse] plus de dégâts que s'il n'y avait pas ces changements » (P02).

Autrement dit, il se demande si ne rien faire serait une meilleure solution pour que le capitalisme s'effondre plus rapidement.

### 3.2.2 Le système démocratique

Plusieurs participant·e·s se représentent le *système* comme un système politique qui ne leur donne que peu ou pas de voix. Pour elles-eux, le *système* en est un qui s'autorégule sans apport considérable de ses citoyen·ne·s; il « roule de lui-même » (P13), il « s'autogère lui-même [avec] ses propres principes de mouvement, de fonctionnement » (P01). C'est que la relégation des intérêts collectifs au second plan, derrière les intérêts privés, n'est pas attribuée uniquement à l'influence des puissances économiques sur les décisions politiques. En fait, elle est tout autant associée à une démocratie représentative qui éloigne les citoyen·ne·s des prises de décisions qui les concernent, et qui les réduit au statut de consommateur·trice·s :

T'sais, c'est dur de demander... On est tellement habitué·e·s de consommer, d'accepter que le gouvernement prenne des décisions à notre place, qu'au final, on se désengage. [...] T'sais, c'est dur d'avoir un rapport, vraiment, avec le gouvernement, sauf : « Hey gang, passez à l'action. » (P08)

J'pense qu'il y a quand même des bonnes choses qui peuvent être atteintes avec la politique, mais je pense que le *système* actuel n'est pas très démocratique et que le système écono-politique ne permet pas vraiment aux gens de s'informer, de s'impliquer et de contribuer aux prises de décisions. Et les gens sont souvent déconnectés des décisions qui peuvent être prises, du fonctionnement, pis... j'pense que, si le système était modifié ou au moins exploité à son maximum, y aurait beaucoup de bonnes choses qui pourraient en résulter. (P11)

L'exercice du droit de vote, pierre angulaire de la démocratie représentative, est jugé largement insuffisant par l'ensemble des participant·e·s pour rendre compte de la volonté populaire, et ce, pour plusieurs raisons, à commencer par le mode de scrutin sur lequel repose le système électoral québécois et canadien. Des participant·e·s déplorent que, dans un tel système électoral, un gouvernement puisse être majoritaire sans obtenir la majorité des votes :

Pis les gouvernements comme ceux de Legault ont été élus en grosse... règnent sur le Québec alors que c'est même pas la moitié des Québécois·e·s qui voulaient que ce soit lui qui règne au Québec. Fa'que je trouve ça ridicule, la façon dont le *système* est fait. (P07)

Selon elles-eux, cela entraîne deux conséquences majeures. D'une part, cela réduirait le poids de certains votes de la population, en particulier les votes de celles-ceux qui résident dans une circonscription « château fort » d'un parti politique. D'autre part, cela encouragerait le clientélisme politique, car les élites politiques prioriseraient les intérêts partisans et leur réélection plutôt que le bien-être général de la population :

Y a aucun gouvernement qui va être prêt à sacrifier... ben peut-être que ça va arriver... mais à sacrifier sa prochaine réélection pour mettre des mesures qui

déplaisent et qui ont un réel impact. Pis ça va peut-être arriver quand il va y avoir des conséquences locales très fortes, mais à ce moment-là, ce sera sûrement trop tard. [...] Le système fait en sorte que les politiciens font beaucoup de politique... axent beaucoup leur façon de faire de la politique pour être réélus et non pour le bien-être général de la population. (P02)

J'pense que j'ai jamais eu l'impression de me faire écouter; je ne pense pas qu'il y a eu de changement de « Ah! Je crois en la démocratie libérale » et finalement « Ah! C'est une mascarade ». J'pense que, depuis le début, je me dis que ce ne sont pas les citoyens, citoyennes, qui décident de ce qui se passe, c'est pas comme ça ça marche. Les politiciens, politiciennes veulent être réélus, donc y ont pas intérêt à prendre des engagements à long terme. (P01)

De plus, des participant-e-s soulignent qu'une démocratie qui ne se concentre essentiellement que sur les élections se prive de l'apport des mineur-e-s dans la prise de décisions politiques, alors que ce sont elles-eux qui subiront davantage les répercussions de la crise climatique. Cette préoccupation est partagée par le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) qui affirme dans la *Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté* (2018) : « Il n'y a pas de futur[e]s citoyen[ne]s. [...] L'environnement est habité et vécu collectivement, il est partagé. C'est collectivement qu'il doit être appréhendé, préservé ou (re)créé, aménagé » (p.18). En outre, nombreu-xes sont les participant-e-s qui revendiquent un système démocratique plus participatif parce qu'elles-ils jugent que les politicien-ne-s à elles-eux seul-e-s ne sont pas qualifié-e-s pour agir en fonction des intérêts de la population et sont trop éloigné-e-s de leurs réalités :

L'État, c'est pas des personnes compé... Genre, les politiciens, politiciennes, y ont pas étudié là-dedans là, souvent c'est du monde qui sont comme toi et moi... [...] T'es politicien, peu importe la décision que tu fais, va juste falloir que tu l'assumes après. Fa'que y ont pas plus de connaissances, y ont accès aux mêmes actualités que nous. [...] Un moment donné, on avait un événement où est-ce qu'on avait rencontré des élu-e-s pis on leur a parlé, pis c'est là que tu réalises que, genre, le ministre de l'environnement, y est trop pas au courant de l'environnement, pis t'es quasiment plus au courant de l'environnement que lui, alors que t'as 16 ans. (P06)

Premièrement, il nous faudrait un système proportionnel représentatif, pis en plus, il nous faudrait des assemblées populaires et citoyennes, parce que les citoyens, citoyennes, doivent avoir voix au chapitre. Les politiciens, politiciennes, restent dans leur milieu politique, alors que les citoyens, citoyennes, savent vraiment c'est quoi les enjeux. (P11)

S'il existe d'autres canaux d'écoute pour prendre en compte les intérêts de la population, tels que les pétitions, les manifestations, les consultations publiques, etc., leur efficacité est remise en cause. En fait, les participant-e-s en viennent généralement à pratiquer la



désobéissance civile après avoir constaté que le recours à des actions légales n'aboutit pas en gains significatifs :

Je parle d'un contexte où on a essayé longtemps de passer par le *système*, pis ça a pas fonctionné, ça a pas été reçu d'une façon qui crée des discussions, qui avance les choses. (P05)

Avant de commencer à bloquer des trucs ou à occuper des espaces, ben tu peux tout simplement demander aux gens s'ils veulent changer. S'ils veulent pas changer, ben ok, tu peux sortir dans les médias, faire des manifestations, des pétitions. Ok, ils veulent pas, ben tu peux t'associer, monter une campagne nationale ou peu importe. Mais une fois qu'il y a plusieurs trucs qui ont été faits et que, vraiment, il n'y a pas d'ouverture ou on voit que les choses ne changent pas, c'est là que ça devient intéressant de faire de la désobéissance civile. (P11)

Plusieurs ont vécu un fort moment de découragement, allant parfois même jusqu'à de la détresse, suite à la manifestation pour le climat du 27 septembre 2019, puisque la réponse politique – ou plutôt l'absence de réponse politique – qui s'en est suivie n'a pas été à la hauteur de leurs attentes :

Le 27 septembre [a eu lieu] la plus grosse *manif* de l'histoire du Canada. Pis après ça, y a pas eu tant de changement; les dirigeants en n'ont pas tant parlé. Pis après ça, moi, je sais que ça a fait un gros *down* de comme : « *“Oh my god ok...”*, on a fait cette énorme chose pis ça a même pas été suffisant. Qu'est-ce que ça prend? Est-ce que c'est possible, est-ce que c'est pas possible? » Pis je pense que ça a contribué au fait que j'étais un peu dans un manque de recours, pis après j'étais comme... si c'est ça qui faut, que ce soit plus radical, que ça fasse plus peur, pour que les dirigeants prennent action davantage, ben je vais le faire. (P06)

Un autre événement qui a particulièrement contribué à alimenter le cynisme des participant-e-s envers la politique est la tenue de la COP15 à Montréal en octobre 2022, soit la Conférence de l'ONU sur la biodiversité. Plusieurs ont d'ailleurs participé, sinon appuyé, le mouvement pour bloquer la COP15. Si les COP leur apparaissent généralement comme une belle occasion de ramener le sujet de l'environnement dans le discours public, une occasion d'apprentissages et de réseautage et une façon de faire entendre sa voix, l'issue des COP n'a rien pour les impressionner :

Pis, j'étais pas tout à fait d'accord avec ça, [bloquer la COP15], parce que je sais qu'il y avait des gens qui voulaient vraiment y aller pour faire entendre leur voix, même si y avait un peu de *skepticism* avec l'efficacité d'une conférence internationale comme celle-là. Donc je suis encore mitigée.

Après toutes ces rencontres-là, y a à peu près rien qui a été fait. J pense que cette année y ont protégé un mini territoire; c'est tout. [...] Si y avaient pris toutes les ressources qui ont été utilisées pour chaque jour d'organisation de la COP15, on aurait pu protéger plus de territoires qu'avec leur engagement. (P03)

Tu rencontres des jeunes activistes de partout dans le monde. Pis, t'sais, tu peux lire autant que tu veux sur, genre, le fait que des îles sont inondées pis tout, mais quand tu rencontres des jeunes activistes qui se battent pour leur cause dans leur pays, j'sais pas, on dirait que c'est plus fort. [...] Moi, ça m'a beaucoup touchée pis ça m'a beaucoup mobilisée. [...] Tu rencontres des élu-e-s, des personnes d'organismes environnementaux, des personnes d'affaires. [...] Est-ce que, au final, les négociations qui se font et les objectifs qui sont fixés auront vraiment un impact? J'pense que oui. Est-ce que l'impact vaut tout l'argent et les GES qui sont émis pour cette occasion-là? Ça, j'pourrais pas dire. [...] Après, est-ce que, au niveau gouvernemental, y prennent ça au sérieux ou y vont là pour faire une blague? Je sais pas.

Mais si y en avait pas on se plaindrait que l'ONU fait absolument rien pour l'environnement, fa'que t'sais, c'est un peu... Dans les deux cas, ça va pas bien parce que si on n'en fait pas, c'est comme si on se foutait de l'environnement, mais quand on en fait, y a tellement pas de sanction par rapport aux pays que, s'ils ne respectent pas leurs promesses, ben y va rien leur arriver. Fa'que, au final, c'est un peu des paroles en l'air, les COP. (P10)

Or, celles-ceux qui se représentent le **système** comme un « système qui ne leur donne pas de voix » (P01), vont souvent décrire leurs actions de désobéissance civile comme une lutte pour la démocratie. Ainsi, ces participant-e-s se tournent vers la désobéissance civile comme moyen de faire entendre leur voix, qui ne serait pas écoutée autrement :

La désobéissance civile, c'est la voix des personnes qui n'ont pas de voix. [...] Ce sont les individus qui prennent une voix, qui prennent de la place littéralement dans la rue. (P01)

[La désobéissance civile], c'était ma manière pour moi de faire entendre ma voix qui était pas entendue vu que j'étais mineure. Pis hum... ouais, c'est pas mal ça le gros truc, me faire entendre vu que je peux pas voter, ma façon de montrer mes opinions, un peu. (P10)

D'un côté, certain-e-s s'adressent avant tout aux politicien-ne-s, soit en cherchant à forcer un contact plus direct avec elles-eux, soit en les atteignant par le biais des médias :

[Il faut] faire des moyens de pression, forcer la main à l'État de mettre en place certaines politiques publiques, même si je ne suis pas pour un État. Mais je reconnais que dans une optique de transition, t'as pas le choix de composer avec le système politique actuel de manière de serait-ce que temporaire de manière à atteindre des structures idéales. (P06)

J'pense qu'on aurait vraiment de la misère à faire une transition sociale profonde si on n'a pas d'actions concrètes qui viennent de la part des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux. (P11)

De l'autre, il y a des participant·e·s qui s'adressent avant tout à la population, avec pour objectif de créer un « mouvement populaire, une mobilisation à plus grande échelle » (P01) :

Pis j'pense que notre but, c'est aussi de politiser la population pis de redonner un sentiment que la politique c'est important, que ça affecte des gens. [...] Je pense que mon travail c'est de pointer un problème pis d'essayer de mobiliser la population à réfléchir d'elle-même. [...] Je suis qui pour donner une solution au problème mondial? [...] C'est un travail collectif, tout le monde joue son rôle, tout le monde a sa part là-dedans. (P12)

Enfin, d'autres encore font de la désobéissance civile dans le but d'expérimenter des formes de démocratie alternatives à la démocratie représentative. Les occupations, même si elles peuvent se dérouler dans des conditions difficiles, ont particulièrement été décrites comme des moments forts de démocratie. Elles permettent de « créer une communauté autour d'un sujet », d'« imaginer un monde différent », d'« avoir des espaces de discussion », de « former des gens à l'action », de « développer des compétences relatives à la vie en groupe » (communication non-violente, prises de décisions, etc.), etc. Dans les termes de Jonathan Folco (2017), les occupations visent à « produire du commun sur place » dans l'ici et maintenant, que ce soit par la mise en commun de paroles, d'actions ou de ressources matérielles et humaines. Dans cette optique, la désobéissance civile n'est pas perçue « comme des demandes à des personnes autoritaires, mais plus comme des déclarations qui [leur] enlèvent de la légitimité » (P05).

S'il est vrai que des participant·e·s font de la désobéissance civile en réaction à un système démocratique finalement peu démocratique, nous ne pouvons pas en conclure qu'elles·ils n'y participent pas pour autant. Il est donc nécessaire d'apporter quelques brèves précisions sur le sujet. Sur les 14 participant·e·s, seulement un participant ne vote pas, « mais suit de loin ce qui se passe », parce qu'il n'a pas l'impression « que le changement dont on a besoin va passer par le système politique et par la démocratie représentative comme ça » (P02). Un autre annule son vote, pour pouvoir « peut-être un jour passer un message à des politiciens de se réveiller » (P03). Pour les autres, la majorité vote systématiquement, et il n'est pas rare qu'elles·ils votent aux trois paliers gouvernementaux. De plus, la plupart d'entre elles·eux ont eu, à un moment ou un autre, une affiliation avec un parti politique, que ce soit en tant que membre, en tant que bénévole en campagne électorale ou en tant qu'employé·e. Si elles·ils ressentent autant de cynisme face à la politique institutionnelle, pourquoi donc y participent-elles·ils?

En premier lieu, certain·e·s voient leur vote comme une action qui est « mieux que rien », qui est un « moindre mal », ou qui est « nécessaire, mais pas suffisante » :

Pis, t'sais... Est-ce qu'on veut améliorer des p'tites mesures qui peuvent améliorer la vie des gens, versus on légitimise quand même un système qu'on n'aime pas? [...] Je trouve que les critiques par rapport à pas voter sont pertinentes aussi, mais oui, je trouve que parfois, c'est beaucoup des arguments très théoriques et qui vont pas focuser sur les conditions

matérielles plus des gens, pis de dire « oui le vote est de la marde », mais ça va améliorer la vie de personnes. (P13)

Je pense qu'on pourrait avoir un meilleur gouvernement que la CAQ pis ça aurait des effets positifs, malgré le fait que ça va pas engendrer un changement radical de système économique. Je pense pas qu'on va devenir communiste ou quoi si on élit QS, mais j'pense que ça peut apporter certaines réformes qui, dans les conditions des gens actuellement, ça peut améliorer la qualité de vie, fa'que c'est sûr que si je peux faire ça, j'essaye. (P09)

Par contre, un participant mentionne que c'est peut-être mieux « d'avoir des gouvernements qui sont ouvertement horribles, pour faire réagir la population et faire réaliser que c'est la population qui a réellement le pouvoir, qu'un gouvernement qui donne un faux espoir que ça va être ça la solution » (P12). Ce même participant explique quant à lui voter et signer des pétitions, entre autres, pour que sa parole soit considérée comme légitime aux yeux de ses interlocuteur-trice-s :

Si j'ai un débat avec ma grand-mère et qu'elle me demande « ben là, est-ce que t'as voté? » pis j'dis « non », elle va *shutdown* pis on va pas pouvoir parler. [...] Si j'vote pas, tout c'que j'dis a pas vraiment de valeur. Fa'que c'est plus une façon de juste dire : « Oui j'ai essayé de faire ça, ça marche toujours pas, et donc, on passe à autre chose. » C'pour ça que je vais avoir tendance à même signer les pétitions en ligne.

Ensuite, quelques-un-e-s soutiennent les campagnes électorales de leurs ami-e-s pour reconnaître leur travail et les encourager. Un participant qui s'est lui-même impliqué dans un parti politique, estime que la politique institutionnelle offre la possibilité de « se donner une tribune, une place de *leadership* [...] dans un contexte où on ne change rien à l'Assemblée nationale » (P04).

Cependant, ce qui semble principalement les réconcilier avec la politique institutionnelle est avant tout la question d'échelle. Elles-ils sont nombreuses-eux à valoriser la vie politique municipale institutionnelle parce qu'elles-ils y voient un potentiel de transformation sociale et écologique qu'elles-ils ne retrouvent pas forcément au sein des autres paliers gouvernementaux :

Le changement par le municipal, j'y crois. Il y a des villes qui l'ont fait : Barcelone, Amsterdam, Vienne... plein de villes où les gouvernements de gauche au municipal ont fait des changements importants intéressants. Après au provincial et au fédéral, y a moins d'exemples. (P04)

Je pense que la question de l'échelle aussi... l'échelle provinciale est plus intéressante pour moi, ou même l'échelle locale, c'est que qu'chose de plus intéressant, parce que j'ai l'impression de voir un impact plus direct sur le travail qu'on fait. (P06)

T'sais, comme, des élections locales, ben, surtout au niveau local, je pense, plus tu votes au niveau local, plus ton vote a une grosse influence, disons,

genre. Pis aussi tu peux avoir des relations directes avec tes représentants, t'sais comme a'mettons au niveau municipal. [...] Mais je pense que les acteurs municipaux peuvent faire des trucs quand même intéressants directement dans la communauté. (P09)

J'ai fait du porte-à-porte pour QS, mais comme t'sais j'pense que mon implication politique c'est comme pour ce candidat-là, cette candidate vraiment précise, que comme si cette personne-là gagne dans ce quartier, dans cette circonscription-là, ce serait nice pour telle affaire. (P13)

Plusieurs plaident d'ailleurs pour une résurgence du municipalisme, qui est décrit par Jonathan Durand Folco (2017) dans son essai *À nous la ville! Traité de municipalisme* comme « la théorie et la pratique qui fait de la municipalité le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique » (p. 10). Sous la forme d'un auto-gouvernement basé sur les communs, le municipalisme remplacerait « l'idée d'un appareil technico-administratif contrôlant un territoire sous la supervision de l'État et des entreprises privées » (Folco, 2017, p. 7). Le mouvement municipaliste s'appuie sur les six principes suivants : la participation citoyenne directe, la démocratisation, la décentralisation, la solidarité intermunicipale, la justice sociale et la transition écologique. Cet auteur perçoit d'ailleurs la sous-politisation du municipal comme une fenêtre d'opportunité pour la réappropriation des institutions par ses citoyen-ne-s, tout en permettant de rallier les « réformistes » et les « révolutionnaires ». Bien que les participant-e-s ne se revendiquent pas explicitement du municipalisme, quelques-un-e-s expriment néanmoins des idées qui y sont apparentées, telles que l'abolition ou la décentralisation des États, la mise en place de communes anarchistes, la prise de décision politique par des groupes locaux, l'accroissement du pouvoir municipal, etc.

En somme, les participant-e-s ne sont donc pas motivé-e-s par une volonté intrinsèque de désobéir, mais se trouvent contraint-e-s d'agir ainsi en raison du manque d'efficacité des institutions politiques pour prendre en compte leurs revendications. La citation de Manuel Cervera-Marzal (2013) résume bien l'esprit de cette section :

Les militant[e]s ne souhaitent aucunement en arriver à devoir désobéir. [Elles-]ils le font par nécessité. [Elles-]ils préféreraient utiliser la voie parlementaire, les pétitions, les manifestations autorisées et les articles de journaux, et de fait [elles-]ils tentent aussi d'atteindre leurs buts de cette manière. Comme le disait un anarchiste [(Muller, 2006)] : « Nous ferons la révolution par tous les moyens, même par les moyens légaux. » (p. 62)

### 3.2.3 Le système répressif

Pour certain-e-s participant-e-s, le système en est un qui « protège l'État et les plus riches » (P05) en « ralentissant » ou en « tuant » les mouvements sociaux qui menacent l'ordre établi. On pourrait donc parler d'un système de répression politique, qui, selon la Commission populaire sur la répression politique (CPRP) consiste en une « action étatique ou privée destinée à prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective non institutionnelle, y compris son initiation » (Dussault et al., 2016, p. 18). Par ailleurs, il est plutôt bien documenté que certains mouvements sociaux sont réprimés

de manière disproportionnée par rapport à d'autres. En effet, si « le système de justice en général et la police en particulier ont la prétention d'être des institutions neutres » (Dupuis-Déri, 2014, p. 45), il en est tout autrement. Au Québec, les travaux de Francis Dupuis-Déri sur les arrestations de masse démontrent que le corps policier pratique le profilage politique, c'est-à-dire que « ce que font les manifestantes et manifestants ne détermine pas l'attitude de la police à leur égard. [Cela a bien plus à voir avec qui elles-ils sont] [...] [puisque] l'identité politique des manifestant[-e]-s est un facteur important pour expliquer le type d'intervention, soit plus ou moins répressif selon le groupe qui manifeste » (Dupuis-Déri, 2014, p. 38). Les arrestations politiques ciblent le plus souvent les manifestant-e-s issu-e-s du mouvement étudiant, du mouvement altermondialiste anticapitaliste, du mouvement contre la brutalité policière et des groupes autochtones (Dussault et al., 2016). Un rapport de la Ligue des droits et libertés intitulé *Manifestations et répression* en arrive à un constat similaire :

Les manifestations ayant fait l'objet de répression et d'arrestations de masse portent pour la plupart sur la cause étudiante, sur la brutalité et l'impunité policière ou encore sur des enjeux liés aux luttes écologistes, anticapitalistes et anticolonialistes. Ce sont celles où des jeunes, des étudiant-e-s ou des anarchistes, ou des personnes présumées appartenir à ces groupes, participent. (2015a, p. 8)

Les policier-ère-s distinguent donc véritablement les « bon-ne-s manifestant-e-s » des « mauvais-e-s manifestant-e-s ». Pour ces raisons, les policier-ère-s sont décrit-e-s comme « arbitre[s] de la légitimité des causes défendues par les militantes et militants » (Dussault et al., 2016, p. 40). Mais, malgré les différentes analyses de la répression policière et l'aveu même de policier-ère-s de faire des arrestations sur la base de convictions politiques (Dupuis-Déri, 2014), il demeure qu'à ce jour, aucune autorité policière ou politique au Québec n'a reconnu l'existence du profilage politique (Poisson, 2021), une pratique discriminatoire illégale. Néanmoins, les participant-e-s ont témoigné à plusieurs reprises des diverses méthodes employées par les forces de l'ordre pour limiter la dissidence citoyenne.

En premier lieu, plusieurs ont abordé la violence policière physique dont elles-ils ont été victimes ou dont elles-ils ont été témoins au cours de leurs diverses actions militantes des dernières années, entre autres dans les mouvements anticapitalistes et environnementaux :

[Les policiers] étaient vraiment fâchés contre nous, contre moi, parce que j'bloquais la rue. Pis y a eu une auto de police qui est venue directement vers moi, pis qui m'a presque frappée, mais je me suis comme déplacée à temps. Pis après ça, c'était vraiment choquant ce qui m'ont dit. Y ont dit : « Tu sais que c'est la police qui s'assure de la sécurité, qu'est-ce que tu fais là? » Pis j'étais comme : « Vous venez presque de me foncer dedans... » C'était quand même un commentaire que je vais garder pour longtemps. Je pense que les gens autour qui ont vu ça, on a décidé d'y aller plus *mollo*, d'être plus coopératifs. (P04)

La répression policière était extrême en 2015, [les policiers] étaient comme : « Pas un autre 2012. » On arrivait, on se faisait tabasser. C'était vraiment intense. Genre y ont vraiment réussi à tuer le mouvement dans l'œuf. Moi j'ai vécu des gaz, beaucoup, à cette époque-là. J'ai été témoin du matraquage du tibia d'une fille jusqu'à tant qu'on voit son os. J'étais vraiment traumatisée. La police était extrêmement violente en 2015. Clairement, ils avaient eu un mandat de tuer le mouvement dans l'œuf pis de pas laisser ça dégénérer aux *manifs* comme on avait vu en 2012. Non c'était pas... pis y ont réussi... (P09)

Elles-ils ont aussi souligné les outils de répression dont les forces de l'ordre ont fait usage. Parmi ceux-ci, on peut compter les matraques, les gaz lacrymogènes, le poivre de cayenne, les drones, les hélicoptères, les armes intermédiaires d'impact à projectile (AIP), la présence de *snipers*, etc., ce qui reflète bien la militarisation de plus en plus importante de la police (Wood, 2015) :

Les policiers avaient comme ordre de pas interagir avec les manifestants, donc y ont pas interagi avec eux jusqu'au moment où... je savais pas qu'ils faisaient ça, mais les policiers, à la place d'aller les voir et les gazer directement, ils envoient des drones pour les gazer maintenant. (P02)

Ça m'a pris plusieurs mois avant de pas réagir quand j'entends des hélicoptères, j'suis encore mal à l'aise quand j'entends des drones, t'sais plein d'affaires comme ça... C'était des drones de surveillance qui te suivaient. (P08)

Des participant-e-s rapportent également que des policier-ère-s ont volontairement brisé leur matériel et ont lancé des objets en leur direction. Quelques-un-e-s mentionnent aussi avoir reçu des menaces de la part de policier-ère-s à l'effet qu'elles-ils allaient recourir à une plus grande violence physique advenant la tenue de futures manifestations :

[On s'est fait dire :] « *Hey by the way*, c'est vraiment pas responsable ce que vous avez fait d'amener des enfants et des bébés à une manifestation. Sachez que la prochaine fois, la réponse policière va être encore plus importante. » Ben voyons donc! À quel moment tu dis : « Hey si vous aviez pas amené des enfants, on vous aurait gazé-e-s. » Mais, crime, on va en emmener encore plus la prochaine fois. (P06)

En plus de la brutalité policière, nombreux-euses sont les participant-e-s qui se sont montré-e-s inquiet-ète-s face à l'augmentation de la présence policière sur le terrain au fil du temps, une présence qui a particulièrement été remarquée durant la période de la COVID et lors d'actions visant à dénoncer des projets du secteur privé. Cette présence est jugée démesurée notamment en regard au ratio manifestant-e – policier-ère :

Cette fois-là, la police c'était intense quand même... Pis maintenant, on fait juste dire qu'on fait une *manif* pis le SPVM au complet se présente. (P07)

Pis, le fait qu'il y avait autant de polices à un événement si paisible et si petit... comme y avait plus de polices que de manifestants à cette action-là. C'était

vraiment comme... j'avais l'impression qui essayaient tellement de protéger quelque chose. Ça a comme... c'était juste un moment très intéressant. (P04)

Y avait vraiment une réponse policière... Y avait des dizaines et des dizaines et des dizaines de polices, y avait des camions antiémeutes, y avait la cavalerie, y avait des policiers à vélo, y avait... je pense trois fois le nombre de policier-ère-s par manifestant genre. Fa'que déjà, juste le fait qu'il y ait une réponse policière aussi intense, moi je trouve ça vraiment vraiment violent. Je trouve que c'est une atteinte au droit de manifester, pis ça dissuade des gens à y aller parce qu'y se disent que c'est une manifestation que ça se peut que ça parte, que ça vrille parce que « *check* y a beaucoup de policier-ère-s. » (P06)

Pis le nombre de policiers était vraiment impressionnant. Il y avait comme 70 policiers, pour seulement [une dizaine] d'activistes. (P12)

Une autre stratégie policière évoquée pour réprimer l'expression citoyenne implique de tromper les manifestant-e-s quant à leurs droits en brandissant toutes sortes de technicalités légales. Cela, quand elles-ils ne bafouent pas leurs droits sans dissimulation aucune :

Un moment donné y nous disait : « Vous avez pas le droit d'être dans la rue parce que vous êtes pas un assez gros groupe de personnes. » Pis notre personne liaison policière débattait avec eux sur la loi, parce que je pense que c'est comme un minimum de 6 personnes qu'il faut pour être dans la rue, pis on était plus que 6 personnes. (P05)

Ben t'sais, y sortaient des règlements qui étaient pas vrais genre. On avait vérifié aussi avec une avocate. C'était comme par rapport aux règlements municipaux des parcs ou quelque chose comme ça, pis c'tait juste pas vrai ce qui disaient. [...] T'sais, comme faut tellement toujours répéter, parce genre même moi quand le SPVM m'appelle, souvent y me disent des trucs genre : « Oh oui, mais faut que tu donnes ton nom... » Pis j'suis comme... « non ». Fa'que ça arrive souvent qu'ils utilisent le fait que les gens savent pas assez leurs droits pour... (P07)

Ils ont bloqué nos droits de manifester et les droits des médias. Ils ont empêché les médias d'avoir des photos et des vidéos en bloquant tous les accès à la scène. Nous autres, y nous dispersaient constamment alors qu'on avait le droit de manifester, on avait déclaré notre manifestation. Ça, j'ai pas trouvé ça correct. (P02)

Face à toutes ces formes de violence policière – et la liste pourrait s'étendre –, la forte majorité des participant-e-s ont perdu confiance envers les policier-ère-s, voire ont développé un sentiment de peur envers elles-eux :

Le seul groupe pour lequel mon opinion a changé pour le vrai, c'est la police. Au début de mon engagement, j'aimais quand même un peu la police. Et j'avais même considéré peut-être travailler pour la police, pas nécessairement



comme policier, mais comme enquêteur. Mais en voyant les actions de la police de Montréal lors de nos actions, j'ai vraiment perdu toute confiance et tout respect que j'aurais pu avoir pour la police. (P02)

Comme oui, on parle de contraintes juridiques et tout ça, mais c'était une arrestation qui était musclée, donc y a eu un petit traumatisme vis-à-vis de la police aussi de ce côté-là qui m'a peut-être... ben ça a pris du temps avant que... ben avant que je me sente à l'aise avec un policier à nouveau la... ben à l'aise... pouvoir traverser la rue quand y a une police à côté là... (P01)

D'être témoin d'autant de violence... C'est vraiment difficile de voir ses ami-e-s souffrir ou de souffrir soi-même. Pis ça brise beaucoup la confiance envers le système. [...] Ça te fait vraiment douter si le système policier peut te protéger dans les cas où est-ce que t'en aurais besoin. Hmm... fa'que ça a fait beaucoup remettre en doute la société actuelle et ses mécanismes de protection. (P08)

Il apparaît donc clairement que la police enfreint les principes associés à une « police démocratique » qui devrait, selon Manning (2010) : « 1) respecter scrupuleusement le cadre légal (et être indépendante du gouvernement), 2) garantir le respect et la protection des droits fondamentaux, 3) rendre des comptes à la population et 4) placer l'intérêt des individus avant celui des groupes privés » (cité dans Dufour et al., 2020, p. 9). Cette remise en question de la police soulève des interrogations sur sa légitimité et son rôle au sein de la société, et amène certain-e-s participant-e-s à adopter la rhétorique ACAB (*All Cops Are Bastards*) en guise d'indignation, voire de détestation, envers cette institution.

De plus, la répression politique se répercute aussi dans le traitement judiciaire que subissent les participant-e-s. Que leurs arrestations soient volontaires ou non, elles-ils sont plusieurs à mentionner que les policier-ère-s en ont détourné les motifs. Ainsi, une participante explique s'être fait arrêter pour une infraction au code de la route alors qu'elle est convaincue que c'est plutôt dû au fait qu'elle a été repérée en tant que *Black Bloc* dans une manifestation :

Y avait un passage piéton, mais la voiture de police bloquait la rue. Pis j'ai fait un pas dans la rue, pis je suis retournée vers mes amies sur le trottoir, pis en l'espace de 2 secondes, y a eu 5 policier-ère-s qui m'ont coincée contre le mur avec leur vélo qui m'ont dit : « Vous avez infraction du code de la route. [imitation d'un ton robotique] » [...] Fa'que là, le but de ces arrestations-là, c'est juste une fois qui t'ont *spot* que t'étais à la manifestation, y veulent juste identifier du monde pour te fiché dans leur dossier pis t'associer à ce genre d'activité-là, ce genre de monde-là, ce genre de militant-e-s-là. [...] Y disaient : « ça sert à rien de filmer, de toute façon, on a déjà pris tes photos, pis les photos de tes ami-e-s aussi. » (P06)

Dans la même veine, un autre participant raconte qu'il s'est fait accuser de méfait, alors qu'il croit qu'il aurait plutôt dû être accusé d'entrave au travail policier :

Normalement, pour ce genre de chose-là, tu es arrêté pour entrave au travail des policiers, sauf que ça, c'est pas passible d'un casier criminel. Sauf que méfait, oui. Donc ça été une tactique de la police pour hmm... C'est le *chilling effect*, qu'ils appellent, pour nous décourager. Fa'que nous arrêter pour nous faire risquer un casier judiciaire, pour qu'on ait bien la frousse, pis qu'on recommence pas. (P01)

Cela est sans compter les conditions qui peuvent leur être imposées lors de leur arrestation en attente d'un procès, comme ne plus avoir le droit « de parler aux autres arrêté-e-s, de quitter le pays ou de s'approcher près du lieu de l'action » (P02), ce qui pourrait avoir pour effet de démobiliser les activistes. Si l'infraction dont elles-ils ont été accusé-e-s était de nature criminelle et si elles-ils y étaient admissibles, notamment si l'infraction criminelle était de moindre gravité et qu'elles-ils en étaient à leur première arrestation, elles-ils se sont généralement fait offrir la possibilité de participer au Programme de mesures de rechange général (PMRG) plutôt que de voir leur dossier traité selon les procédures judiciaires habituelles. Le PMRG, peut-on lire sur le site du Gouvernement du Québec (2023), a pour objectifs, entre autres, de responsabiliser les accusé-e-s à l'égard des gestes qui leur sont reprochés, de contribuer activement à la réparation des torts causés et d'entreprendre une démarche d'insertion sociale positive pouvant contribuer à prévenir la perpétration d'actes criminels futurs.

Si cette forme de justice alternative est saluée par plusieurs participant-e-s pour ses nombreuses vertus, le PMRG est questionné quant à sa pertinence dans les cas de désobéissance civile. D'abord, les torts qu'elles-ils auraient commis à l'endroit de la collectivité, en particulier lorsqu'il s'agit d'un « crime sans victime », ont soit été réfléchis à l'avance ou bien représentent précisément la raison pour laquelle elles-ils ont mené leur action. Il faut dire la majorité des participant-e-s ne présentent aucun remords quant aux actions de désobéissance civile pour lesquelles elles-ils ont été arrêté-e-s. Avec du recul, certain-e-s regrettent simplement la stratégie de désobéissance civile qu'elles-ils ont employée ou le message politique qu'elles-ils ont mis de l'avant.

Le PMRG peut les enjoindre à réparer des torts qu'elles-ils auraient pu causer lors de leurs actions de désobéissance civile. Ceux-ci peuvent être aussi banals que la perturbation du trafic, ce qui consterne une participante : « Un embouteillage ferait la même chose pis on n'est pas en train de persécuter les gens qui ont un char auto-solo (P09) ». Pour ce faire, ce programme offre alors la possibilité de s'impliquer auprès d'un organisme communautaire ou de lui verser un montant d'argent. Des participant-e-s rapportent le caractère absurde de ces mesures parce que, d'une part, il n'est pas rare que ces mêmes organismes communautaires appuient, voire encouragent, leur désobéissance civile et d'autre part, les participant-e-s sont déjà particulièrement investi-e-s auprès de leur communauté :

Pis pour son PMRG, [mon ami] y a donné de l'argent pour [nom d'un groupe]. C'est comme faire une action pour un groupe qui demande une action de solidarité pis tu peux leur donner de l'argent après... C'est un peu bizarre des fois, ce programme. (P11)

Toutefois, il est essentiel d'identifier clairement ces préjugés et la communauté concernée afin de mettre en œuvre les principes de la justice réparatrice. En l'absence de telles précisions, on peut craindre que « la reconnaissance de la société en tant que victime ne provoque un glissement vers une conception punitive dans laquelle l'État [et ses agent-e-s] s'immisceraient comme étant la victime principale » (Walgrave, 1999, p. 10). Ainsi, dans le cadre du PMRG, les policier-ère-s peuvent s'imposer comme représentant-e-s de l'État pour demander des excuses aux participant-e-s :

En fait, y s'attendaient à ce qu'on exprime du remords pis qu'on s'excuse. Pis les gens qui ont pas eu cette attitude-là se sont fait dire et menacer d'avoir un casier judiciaire. Alors que tout le long, on nous a dit qu'il fallait être dans un dialogue. Pour moi, le dialogue, ça veut dire accueillir l'opinion de l'autre sans nécessairement changer la sienne, t'sais. [...] Ils attendaient de nous qu'on acquiesce, qu'on soit dociles, qu'on donne une apparence de remords. Je trouve ça extrêmement contre-productif. (P09)

Cette participante rapporte une forte pression exercée par le système de justice pour exprimer des remords de ses actes, ce qui peut être assimilé à l'approche de la « honte réintégratrice » (Braithwaite, 1989), selon laquelle l'expression de la honte liée aux actes commis est considérée comme une condition nécessaire pour favoriser la réintégration sociale de « délinquant-e-s »; l'expression de la honte est « susceptible alors de ramener la brebis galeuse dans le troupeau » (Lacaze, 2008, p. 194). Parallèlement à la « honte réintégratrice » qui peut se penser comme une honte de ses actes, on retrouve la « honte stigmatisante » (Braithwaite, 1989) qui se pense plutôt comme une honte de soi. C'est de ce sentiment que discute un participant qui a, quant à lui, fait le choix de participer à une thérapie dans le programme du PMRG :

Le PMRG, c'est cool. Mais de suivre une thérapie, c'est étrange parce que ça envoie le message que je suis un élément malade dans une société qui est totalement saine et que la société gagne à avoir ses éléments malades guéris. C'est littéralement le message qui est écrit entre les lignes. (P01)

Selon cette même approche centrée sur la réhabilitation, une autre participante raconte avoir dû faire du travail sur soi par le biais d'ateliers sur l'éco-anxiété. Cela peut sembler paradoxal puisque ce même système qui encourage les individus à développer des stratégies pour faire face à l'éco-anxiété ne prend pas lui-même les mesures nécessaires pour résoudre la crise environnementale.

Même si cette répression policière et judiciaire peut avoir eu pour effet de poser un frein à l'engagement protestataire, elle peut aussi représenter pour d'autres un terrain de négociation face au système. En effet, la répression peut aussi bien « décourager les activistes que provoquer un choc moral – fondant la haine du système, apportant une justification morale – et parfois même une obligation morale – à [la violence] » (Sommier, 2012, p. 22). Pour un participant, la désobéissance civile représente une occasion de jouer avec le dilemme de la répression, ce qu'il explique de la façon suivante : « Si on subit pas de répression, on recommence. Si on subit trop de répression, on s'en sert pour médiatiser nos actions et faire valoir notre cause et nos arguments »

(P12). Pour d'autres, les arrestations volontaires médiatisées peuvent servir à démontrer l'importance accordée à l'enjeu environnemental en envoyant un message du type : « Regardez des jeunes qui se font arrêter volontairement, voyez comment la terre va mal » (P01). Sur ce dernier point, les participant-e-s n'entretiennent pas le même rapport face aux arrestations, notamment en raison des implications qu'elles pourraient avoir pour leur future carrière professionnelle :

Je compte rester engagé, je compte pas changer grand-chose à mon engagement. Peut-être faire plus d'actions directes pis me faire arrêter un peu plus. Mais je sais pas ce que je veux faire dans la vie, je sais pas à quel point je voudrais me faire arrêter trop de fois, parce que ça pourrait avoir un impact sur ce que je veux faire dans la vie. (P03)

C'est plus intéressant de faire des actions comme fortes et qui ont un impact important que d'avoir un casier ou quoi que ce soit. J'veux dire, on va tous mourir. C'est quoi un casier? C'est pas grand-chose là. Surtout que j'veux pas aller dans l'armée, j'veux pas aller dans la police, fa'que... (P11)

Non c'est ça, moi je voulais devenir docteur, pis on peut pas se faire arrêter si on est docteur. J'étais contre contre l'idée de me faire arrêter parce que si jamais tu as un dossier criminel tu peux pas exercer. [J'en suis venue à faire de la désobéissance civile] quand j'ai décidé que je voulais pas être docteur. (P08)

Certain-e-s participant-e-s qui n'ont pas l'intention de se faire arrêter, se disent cependant prêt-e-s à s'engager dans des actions si les risques sont modérés :

Fa'que j'suis prête à prendre des risques, mais si c'est justement des risques pour me faire arrêter t'sais un peu comme la machine d'XR, que c'tait comme « ah ben, y a du monde qui se fait arrêter pis c'est pas grave pis c'est ça qui est valorisé », t'sais me faire arrêter pour me faire arrêter, c'est vraiment un gros non. (P13)

La stratégie des camps climatiques, le niveau de risques est quand même modéré, tu peux t'en sortir sans te faire arrêter. Parce que ça, c'est une grosse affaire, moi j'ai pas envie de me faire arrêter par la police. Je suis prêt à prendre des risques, mais je resterai pas là juste par principe t'sais. Y a du monde qui le font, mais moi j'embarque pas vraiment là-dedans.

Ensuite, il y également des participant-e-s qui se servent de la désobéissance civile pour confronter les agents du système face à leurs agissements :

Je pense que c'est un peu ça aussi le but de la désobéissance civile, de les... t'sais on dit souvent que c'est des robots... mais c'est de les confronter et les forcer justement à sortir de cette posture de robot et de penser à : Hey, est-ce que vous pensez que les citoyens, citoyennes, en ce moment, c'est des gens qui revendiquent quelque chose de tellement absurde que vous vous acceptez de gazer des enfants? Est-ce que c'est à ce point-là que vous tenez à l'ordre établi? Est-ce que vous pensez que ce monde-là c'est tout du monde genre pas

réfléchi-e-s qui méritent de se faire gazer juste parce que... j'sais pas... juste de gazer quelqu'un juste parce que on te dit de le faire? [...] La désobéissance civile, c'est ça aussi, c'est de venir confronter, de rendre absurde certaines règles du système en place.

Enfin, parce que certain-e-s considèrent que les policier-ère-s sont celles-ceux de qui les citoyen-ne-s doivent se protéger, quelques participant-e-s pratiquent le *copwatch* dans leur vie de tous les jours, mais aussi de façon plus délibérée dans les actions de désobéissance civile. Comme son nom l'indique, le *copwatch* est une pratique citoyenne qui consiste à surveiller les interventions policières, en les filmant ou non, pour prévenir et/ou documenter les violences policières :

J'ai pas activement participé à bloquer [nom de l'endroit]. J'étais là comme en support pis pour surveiller la police pis tout ça, etc. Genre oui, je me suis pointé à quelques actions, mais j'avais pas un rôle actif, c'tait plus un rôle passif, être une masse critique qui protège les actions des personnes qui participent aux actions davantage. (P01)

Mais l'autorité, genre la police, ben mettons je me sens inconfortable face à la police souvent à cause de ce que j'ai vu. Je me sens pas en sécurité quand je la vois trop aux alentours. Mais en même temps je me sens un peu dans un esprit... a'mettons je vois la police procéder à une arrestation, ben je vais la *watcher*. T'sais, je vais regarder ce qui se passe, sans mon téléphone, parce que ça peut être très agressant pour la police et ça peut causer des bavures policières, mais mettons si ça devient intense, je filme là. Mais je vais être témoin et essayer de supporter les personnes qui se font arrêter. (P08)

Nous, ce qu'on devait faire, c'est de la présence, c'est-à-dire qu'on prend des photos, on fait des images, on rentre dans des zones où on nous a dit de pas rentrer pour justement prendre des images. On essaye de pas se faire prendre, on joue un peu au chat et à la souris pour aussi... bah créer un mini rapport de force et les fatiguer aussi là... Y s'permettent des affaires avec des humains, ça a pas rapport. (P14)

En résumé, la plupart des participant-e-s expriment donc clairement leur désapprobation envers les pratiques de la police, désapprobation qui est généralement accompagnée d'une remise en question du système juridico-policier dans son ensemble.

Mais, plus qu'une simple critique, cette section met en évidence l'importance capitale accordée par les participant-e-s à la démocratie. Alors que les jeunes sont souvent accusé-e-s de contribuer au déficit démocratique, il est intéressant de constater que ces jeunes, au contraire, soulignent les menaces que représentent les systèmes économique, démocratique, judiciaire et policier pour celle-ci.

### 3.3 Le *système* comme discours ambiants

Certain-e-s participant-e-s ne se réfèrent pas uniquement au *système* en tant qu'institutions étatiques, mais l'envisagent également comme des discours qui permettent de justifier le maintien d'un ordre social injuste. En effet, des participant-e-s

réfèrent au système en parlant des « histoires que l'on crée pour maintenir la société » (P05). Cela peut se rapporter au concept de « discours ambiants » (Gallant, 2019; Jovchelovitch, 2001), c'est-à-dire les « discours médiatiques et institutionnels, mais aussi les discours informels du quotidien – plus insaisissables » (Gallant, 2019, p. 93). Ces discours, qui contribuent à établir des normes et attitudes en « moyennant tout un travail d'intériorisation » (Dardot et Laval, 2009, cité dans González Gaudio, 2022, s.p.), génèrent chez certain·e·s participant·e·s une colère intense, puisqu'elles-ils peuvent les ressentir comme un poids à porter ou auquel résister au quotidien. Parmi les discours ambiants mis en relief par les participant·e·s, on peut citer les discours liés à la culture capitaliste, aux « bonnes » manières de s'engager, aux « mauvaises » attitudes politiques ainsi que les discours sur l'éco-anxiété.

### 3.3.1 La culture capitaliste

Tout d'abord, certain·e·s participant·e·s parlent du système en référant à la culture capitaliste, qui comprend à la fois « tout ce qu'on s'est fait dire sur la culture de consommation, de réussite [et] du "bonheur" » (P02), et « la crainte de changer [et] la peur de perdre ce qu'on a accumulé » (P08). En reprenant l'expression de Max Weber, cela peut se rapporter à l'« esprit du capitalisme », soit « un ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui » (Chiapello, 2016, s.p.). Ainsi, les participant·e·s qui se représentent le système de la sorte insistent davantage sur la responsabilité partagée de la société civile quant à la crise climatique, puisque tout en étant victimes du système capitaliste, les citoyen·ne·s « le nourrissent et le reproduisent » (P11). Comme l'explique une participante, on ne peut se dissocier entièrement du système parce qu'il « nous dépasse, on en fait partie, il nous appartient aussi » (P14). Une autre participante discute d'une idée similaire en affirmant que les changements climatiques, « c'est un peu la faute à tout le monde pis à personne, d'une certaine façon » (P08). Bien sûr, cela ne revient pas à dire que tous·tes sont égaux·ales face au capitalisme ni que tous·tes ont une part égale de responsabilité dans la crise climatique. Cela signifie simplement que tous·tes sont imprégné·e·s par une même culture capitaliste.

Pour mieux saisir l'essence de la culture capitaliste, des participant·e·s ont recours aux métaphores, qui, pour Moscovici (2013), « jouent un rôle important dans la création de représentations sociales, précisément parce qu'elles introduisent des idées et des images qui nous sont peu familières dans d'autres que nous connaissons déjà » (p. 27). Parmi les métaphores les plus répandues, on compte, entre autres, celle du jeu auquel on doit décider de jouer ou d'abandonner, ou duquel on n'a pas décidé des règles :

Ça va être comme « moi, je veux m'en sortir en permettant à tout le monde de se libérer de cette emprise-là » ou « moi, je vais m'en sortir en réussissant à comme gagner au jeu. » [...] Comme la gauche radicale dans laquelle j'ai l'impression de travailler, c'est comme « on devrait arrêter de jouer à un jeu de merde qui nous détruit », pis les gens de droite c'est comme « le jeu est de la merde et c'est pour ça qu'on devrait gagner pour pouvoir s'en sortir. » (P12)

On compte aussi la métaphore, très prégnante, de la « roue de la société capitaliste », souvent assimilée au « cours normal de la vie ». Ce que cette image évoque, c'est la force contraignante de la culture capitaliste, qui régit les activités du quotidien. Ainsi, plusieurs participant·e·s ont témoigné de la perte de sens de leur quotidien, à un moment ou à un autre de leur parcours, face à une culture capitaliste qui tend à valoriser la réussite scolaire et professionnelle au détriment d'autres sphères de la vie :

C'est facile de rentrer dans la roue de travail-achète-dodo. Même moi j'ai été pognée dans cette roue-là. Quand je travaillais dans l'OBNL, j'essayais de faire autre chose que de travailler dans l'OBNL, mais non t'sais. [...] Pis j'allais me coucher, pis j'avais pas l'impression d'être accomplie, parce que je faisais ça tous les jours. (P08)

Mais comme on peut vraiment suivre le cours normal qui est aller au travail, aller à l'école pis genre... juste pas écouter ces sentiments-là pis pas se révolter pis... fa'que c'est ça, faut comme faire un gros effort en ce moment pour aller de l'autre côté pis, c'est ça, contrer l'aliénation, je sais pas comment le dire, mais c'est ça. (P13)

J'allais pas vraiment bien, j'étais vraiment comme découragée par l'état du monde, pis par le fait que je passais tout mon temps à [pratiquer mon sport], à être à l'école, à avoir un emploi. Je passais beaucoup de temps là-dedans pis les gens autour de moi, j'ai pas l'impression qu'y comprennent ou vivent dans le même monde que moi, c'est comme tellement axé sur l'individu, je suis définie par [ma performance]. J'étais incapable, je me sentais juste comme si mes valeurs s'enlignaient pas avec ce que je faisais dans la vie de tous les jours. (P05)

Certain·e·s participant·e·s ont aussi exprimé avoir ressenti une forte impasse à l'égard de leur avenir, redoutant les perspectives peu encourageantes offertes par une société capitaliste :

Je savais pas quoi faire de ma vie encore, fa'que je suis allé en sciences po juste pour pas travailler, c'est vraiment ça qui me répugnait le moins. J'allais au cégep de reculons, on m'avait dit que les sciences humaines, c'tait plus facile pis j't'allé parce que j'voulais pas travailler dans une *shop*. (P04)

Mais j'ai jamais *simpé* pour le capitalisme, ça jamais, je me suis jamais identifiée à ça. Mais t'sais j'étais pas militante anticapitaliste à 6 ans, mais... genre c'est ça je me projetais pas avec joie dans un avenir du monde du travail. (P09)

Pour résister à cette dépossession de soi, la plupart des participant·e·s ont cherché à redéfinir la place et le sens de leurs occupations dans leur vie. La prise de conscience des aspects profondément aliénants de leur vie sous le capitalisme a pu contribuer à motiver leur engagement. Ainsi, intégrer le militantisme environnemental dans leur emploi du temps peut représenter pour certain·e·s une façon personnelle de reprendre le contrôle de leur quotidien ou de se libérer tant soit peu du système. D'ailleurs, l'une des négociations les plus abordées par les participant·e·s est celle entre le temps dédié aux études et celui dédié au militantisme environnemental :

J'me sentais plus utile, j'avais envie de plus m'impliquer [dans la grève du climat] pis faire du temps pour ça pis j'me suis dit « ben, au pire, j'ferai une session de plus au cégep », mais ça a été le début de la tradition d'alléger mes sessions pour militer. [...] J'vais pas être capable d'être à l'école si je sais que y a des trucs à faire importants, plus urgents à côté. (P13)

J'ai fait mes études en environnement. Pis dans le fond, moi, quand j'allais à l'école, j'étais vraiment comme « je vais à l'école, je fais mes travaux », j'avais pas vraiment le temps de m'impliquer, j'étais vraiment studieuse. Quand j'ai fini l'école, j'étais comme « ah ben, j'ai plein de temps, je vais faire des choses intelligentes de mon temps. Je vais me rendre utile un peu ». (P11)

C'est entre autres une des raisons pour lesquelles je suis allé à l'université, d'ailleurs, pour militer comme je voulais. Parce qu'avec une technique j'aurais pu continuer à travailler, mais je voulais continuer à militer. (P01)

En plus des discours capitalistes qui exercent une contrainte dans le cours de la vie des individus, il est aussi important de prendre en compte les discours plus récents qui continuent de légitimer le capitalisme. En effet, de plus en plus critiqué et considéré comme non soutenable, le capitalisme se transforme de façon à se rendre plus acceptable aux yeux de la population. L'esprit du capitalisme est donc appelé à se renouveler en prenant la forme de l'éco-capitalisme, aussi appelé le « capitalisme vert » ou « croissance verte », ce qui signifie que c'est davantage à « un déplacement des valeurs qui justifient le capitalisme que nous assistons » (Chiapello, 2016, s.p.) qu'à un changement de modèle socio-économique. En effet, ce sont désormais des valeurs sociales et/ou environnementales qui sont mises de l'avant pour justifier le capitalisme. Il s'agit d'une stratégie de marketing associée au *social washing* et/ou au *greenwashing* à laquelle des participant-e-s sont très sensibles :

J pense qu'il y a aussi des gens qui agissent de manière nuisible, mais qui sont convaincus que c'est positif, donc c'est ces personnes-là qui sont victimes du système capitaliste, donc y croient que « ah oui avec la croissance et le développement on va extraire plus de pétrole et on va avoir de l'argent pour réduire ces enjeux-là ». (P11)

L'industrie du ski est obligée de miser sur les canons à neige. Et pour alimenter les canons à neige y faut des retenues d'eau et donc, [l'industrie développe un] argument social genre « oui oui, ça va alimenter le village en contrebas, ça va être pour les agriculteurs, ça va être pour les éleveurs », mais quand on regarde la retenue collinaire, elle est juste au-dessus d'un hôtel de luxe qui est en construction. Et les hôtels de luxe... y proposent la neige au pied de l'hôtel. Tu sors de l'hôtel, tu peux aller skier tout de suite. (P14)

Plusieurs participant-e-s se montrent aussi particulièrement critiques envers les discours sur les solutions technologiques prometteuses d'une « croissance verte » :

Mon père, y pense que les solutions à l'environnement, ça va être les technologies, pis y m'envoie toujours des articles de « ah une nouvelle batterie



a été inventée! ». Pis t'sais, c'tout l'temps pareil, c'est d'la *bullshit* la. Ça va rien changer, on l'sait ben, ça fait 18 fois qu'on voit la même nouvelle pis y a rien qui a changé. (P04)

En somme, pour ces participant-e-s qui considèrent que la culture capitaliste contribue à la crise climatique, le changement social doit transiter par un changement de mentalité et de culture. Dans les mots d'un participant : « c'est comme une révolution tranquille qu'il nous faut, plus qu'une révolution armée » (P12).

### 3.3.2 Les « bonnes manières » de s'engager

Pour plusieurs participant-e-s, les discours prescriptifs sur les « bonnes » façons de s'engager constituent également une source de frustration envers le *système*. En tête de liste des discours sur les « bonnes » façons de s'engager, on retrouve la promotion des petits gestes ou des petits pas. Cet enthousiasme pour les petits gestes est alimenté par la *gateway (to) hypothesis* (Moor et Verhaegen, 2020), une hypothèse qui suppose que s'engager dans une action qui requiert relativement peu d'efforts permet de prendre confiance en sa capacité d'action et de développer de plus en plus de connaissances associées à cet engagement. Ce faisant, le *lifestyle politics* servirait de porte d'entrée vers d'autres modes de participation politique. Mais pour certain-e-s participant-e-s, ce culte des petits gestes pourrait plutôt avoir pour effet de freiner l'imaginaire des possibilités d'actions transformatrices :

Les cours de citoyenneté, j'ai toujours trouvé qu'ils essayaient de trouver des réponses et étaient pas assez dans à quel point c'est grave. Y voulaient montrer certains détails de qu'est-ce qui fait que telle affaire pourrait être améliorée. J'ai toujours eu une frustration par rapport à cette façon de travailler, de prendre quelque chose de vraiment petit, de comme « qu'est-ce qu'on pourrait faire pour améliorer cette petite chose qui serait un peu mieux qu'avant? » Parce que j'ai l'impression que c'est ce genre de mentalité-là qui nous pousse pas à aller vers quelque chose de plus profond. (P12)

Mais comme quand je lis ça, c'est des psychologues qui disent ça : « Faut donner aux gens des p'tits moyens d'actions, pis leur faire faire des petits gestes. » C'est le genre d'article qu'on peut lire un peu partout dans les médias de masse, mais on dirait que ça, ça m'agace parce que j'ai pas l'impression que c'est ça qu'y faut faire. Après, quand je développe des stratégies ou des actions, j'comme coincée entre ce que je pense qui a marché pour moi ou ce que j'ai vu ailleurs, pis c'est le genre de truc qu'on peut lire dans Unpointinq média ou les événements qu'ils organisent à la Maison du développement durable ou des trucs comme ça. (P11)

Cette impression de ces participant-e-s est défendue par les partisan-ne-s de la *gateway (from) hypothesis* (Moor et Verhaegen, 2020), une hypothèse qui suggère que le *lifestyle politics* limiterait l'engagement politique des individus plutôt que de le stimuler. L'idée est que, plus un individu croit en l'efficacité des petits gestes qu'il pose, plus il est susceptible de se dégager des autres formes de participation politique à sa portée, dont l'action collective. À l'inverse, « quelqu'un[e] qui pratique le *lifestyle politics* sans croire

que cela changera grand-chose (le faisant plutôt pour des raisons déontologiques) n'aura pas le sentiment d'en avoir fait assez et ne devrait pas être détourné-e des autres modes de participation » [traduction libre] (Moor et Verhaegen, 2020, p. 95). Ainsi, les participant-e-s, qui ne croient pas que les écogestes suffisent pour adresser la crise climatique, privilégient en contrepartie les actions collectives :

Comme, je pense que les actions individuelles sont nécessaires au long terme, mais c'est pas suffisant. J'ai pas l'impression que même si tout le monde recyclait pis était végé, ça f'rait une différence. Mais le problème reste là. Fondamentalement, le problème systémique reste là... (P12)

Mais t'sais, je réfléchis à l'impact de ma consommation, mais j'ai pas l'impression que c'est ça qui va radicalement faire changer les choses. J'essaye de minimiser mes impacts, mais dans la mesure de ce qui est faisable pour moi sans que ce soit une trop grosse charge. (P09)

Aujourd'hui, on a l'impression qu'on va sauver la planète quand on met notre bouteille dans la bonne poubelle. Et en fait, ça c'est parce qu'on a réussi à se faire convaincre par tous les lobbys économiques financiers. (P14)

Qui plus est, toujours selon cette dernière hypothèse, plus une personne s'engagerait dans le *lifestyle politics*, moins elle aurait de temps et d'énergie pour s'engager dans d'autres types d'action : « *Consumer culture and the capitalist mindset have taught us to substitute acts of personal consumption (...) for organized political resistance* » (Jensen, 2009, cité dans Moor et Verhaegen, 2020, p. 93). En effet, les participant-e-s qui ont organisé leur mode de vie autour des principes d'écoresponsabilité ont constaté la difficile conciliation de leur quotidien avec leur militantisme. Ceci dit, une participante, qui représente plutôt l'exception, mentionne que c'est en cumulant les gestes écoresponsables tels que se déplacer uniquement à vélo et faire du *dumpster diving*, qu'elle a pu réduire ses heures de travail et dédier davantage de temps à son engagement dans la communauté. Mais dans la plupart des cas, la compétition entre différents modes d'action a engendré la nécessité de prioriser le militantisme plutôt que les gestes individuels pour avoir « un mode de vie durable » :

Fa'que là, être zéro déchet, végane, nanana, je me suis rendu compte de l'espace mental que ça me prenait. Pis je me suis dit « ah, mais c'est ça qu'y veulent », dans le sens où j'en avais pu d'énergie à la fin de la journée pour organiser une *manif*. Parce que là, fallait que je pense d'aller à telle place en métro pour aller chercher de la farine nanana. Tout ça pour économiser quequ'chose que souvent, *anyway*, était jeté par quelqu'un d'autre. C'est l'espace mental, je peux pas militer pis faire ça, pis genre rester en vie là. C'est juste pas possible. Fa'que je l'ai fait, je le fais pu. (P07)

Ce qui est inutile, c'est perdre toute ton énergie à faire ton épicerie zéro déchet, pis faire tout *from scratch*, pis la tout ton énergie passe là-dedans, pis là t'as pu d'énergie pour le militantisme, t'sais c'pas mieux. Ou, genre, tu fais une dépression, pis t'as pu d'énergie pour rien. Si ce que tu fais anéantit ta capacité à entreprendre des projets, c'est pas bon. (P09)

Malgré tout, la pression sociale à se tourner vers un mode de vie écoresponsable demeure très présente, puisque « le discours prônant l'adoption de "bons comportements écocitoyens" constitue une véritable injonction face à l'urgence climatique » (Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022, p. 7). Ce type de discours est tout à fait caractéristique d'une tendance néolibérale à surresponsabiliser et culpabiliser les citoyen-ne-s pour un problème social qui les dépasse largement, ce qui peut avoir des conséquences psychologiques non négligeables sur elles-eux :

[On nous dit] « non, mais soit un bon citoyen, une bonne citoyenne, trie tes déchets, prends pas ta voiture », vraiment des gestes qui te font dire que c'est toi le capitalisme et que c'est de ta faute. En plus, quand t'es une femme ou que t'as été éduqué-e comme une femme, t'as cette pression-là aussi sur les épaules [...] de pas acheter trop d'emballage, pis avoir la pression d'acheter des bons trucs pour nos enfants, pour notre mari. [...] Bref, toujours la pression d'avoir une consommation responsable. On peut pas consommer de façon responsable dans le capitalisme, c'est pas possible. (P14)

L'écoresponsabilité pèse également davantage sur les épaules des militant-e-s, parce que si elles-ils échouent à adopter un mode en cohérence avec leurs valeurs, « quelle légitimité [auront-elles-ils] pour porter un discours de dénonciation, appelant à des changements sociétaux? » (Sauvé, 2017, p. 57) :

C'est vrai qu'il a beaucoup de pression parce que notre but aux écologues, c'est de faire réaliser qu'il faut un changement sociétal et non individuel. Pis là on se fait dire : « Oui, mais toi, si tu fais pas de changement individuel, pourquoi on devrait t'écouter, que la société devrait changer? » Pis là c'est juste frustrant. (P08)

Pis, j'pense que c'est tellement un argument facile de dire « ah, mais toi tu prends ton char, mais toi tu fais j'sais pas quoi, t'as mangé un truc dans un emballage plastique », t'sais, c'est infini. Fa'que, on fait le mieux avec ce qu'on a, pis c'est ça. (P13)

Ce type d'accusations portées envers elles-eux, qui peut se rapporter au *individual lifestyle outrage*, se base sur trois mouvements discursifs pour décrédibiliser les militant-e-s environnementaux : 1) « faire passer le changement climatique d'un cadre politique à un cadre moral et individuel », 2) « souligner l'importance du sacrifice personnel dans les réponses climatiques » et 3) « faire valoir que les écologistes sont principalement engagé[e]s dans l'autopromotion plutôt que dans la politique sérieuse » [traduction libre] (Gunster et al., 2018, p. 5). Mais ces accusations dépassent la simple question environnementale; elles s'inscrivent dans « un contexte du "processus de subjectivation néolibérale" où il s'agit d'ériger en norme sociale la performance maximale dans toutes les sphères de la vie des personnes » (Dardot et Laval, 2010, paraphrasé dans Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022). Des participant-e-s résistent à cette ultra-performativité militante en acceptant ouvertement, chez elles-eux-mêmes et

chez les autres, certaines attitudes et comportements qui ne correspondent pas à l'image du de la « bon-ne » militant-e :

Les gens veulent tellement la perfection pis pas faire d'erreur, mais faut juste accepter que « oh oui, on est dans merde », mais après si tu sais pas comment le recyclage d'une bouteille de plastique se fait, c'est correct. [...] Pis c'est tellement important, je veux tellement pas donner l'image que je suis parfaite, genre on apprend à tous les jours, pis je pense que c'est important de montrer ça dans le militantisme, parce que c'est encore ça qui repousse beaucoup de gens. (P07)

J'suis pas végé, j'suis un fumeur, je... j'ai pas vraiment de pratiques [écoresponsables], mais moi j'essaye tout le temps de justifier ça... pis là c'est comme moitié j'y crois, moitié pas vraiment, mais comme de dire qu'on a tellement tendance à mettre la responsabilité sur l'individu du point de vue qu'être à la fois quelqu'un qui peut faire des actions intenses et aussi ne pas être un modèle en tant que mode de vie personnel, c'est comme une façon aussi de dire c'est pas nécessaire d'être végétarien pour te battre pour l'environnement, pis c'est pas parce que t'es végétarien que tes nécessairement quelqu'un qui se bat pour l'environnement. (P12)

Une participante est allée un pas plus loin, non seulement en refusant de se soumettre aux injonctions d'écoresponsabilité, mais en sabotant délibérément son recyclage. En effet, elle a décidé de ne plus « mettre les bonnes affaires aux bons endroits » (P14) en guise de contestation du travail gratuit de tri pour des entreprises qui se déresponsabilisent des déchets qu'elles génèrent. Elle soutient cette idée que l'écocivisme « bénéficie symboliquement à [celles-]ceux [qui] sont, en pratique, les moins respectueux[-euses] de l'atmosphère et des écosystèmes » (Comby, 2015, p. 16). Cependant, elle a depuis commencé à trier ses déchets, de façon plus ou moins convaincue, parce que la collecte des matières résiduelles « coûte à la collectivité et que cet argent pourrait être utilisé autrement » (P14).

En plus des discours sur les petits gestes, les discours qui valorisent l'engagement individuel au détriment de l'engagement collectif suscitent aussi un fort mécontentement chez certain-e-s participant-e-s. Plusieurs d'entre elles-eux dénoncent plus particulièrement les lacunes du système éducatif dans la promotion de l'engagement collectif :

On leur apprend pas à militer à l'école, là. [...] Je veux dire s'organiser, se mobiliser, renouveler du tissu social, créer des entreprises d'économie sociale... on nous apprend pas ça à l'école, parce qu'apprendre ça à l'école ça revient à ébranler le système. C'est pas ce que les discours dominants prêchent fa'que on l'apprend pas.

Non seulement le système d'éducation ne valorise pas particulièrement l'engagement collectif, mais l'institution scolaire et son personnel peuvent activement rechercher à le décourager. Un participant exprime son indignation face à la politique de son école secondaire qui interdisait aux élèves de participer aux manifestations de *Fridays for*

*Future*. Il souligne également l'injustice selon laquelle les élèves du secondaire n'ont pas le droit de grève. Une autre participante se souvient quant à elle d'un directeur d'école qui lui avait affirmé que son engagement militant ne lui serait d'aucune utilité sur le plan professionnel en lui disant : « Le militantisme, ça va pas faire une *job!* » (P14). Enfin, une participante critique plus largement un *système* responsable d'isoler les individus les uns des autres :

Par exemple, pour changer le *système*, j'aurais pu me dire je veux être prof parce que je veux former des jeunes, je veux former des enfants, je veux leur donner plein de clés pour qu'ils puissent à leur tour modifier pis provoquer un changement de *système*. Puis bien là, je me rends compte que c'est pas possible parce que déjà ça prend de l'organisation en commun pis d'action, du positionnement politique. [...] Il faut réapprendre à se parler, à se regarder entre êtres humains, à se comporter correctement, parce qu'on a beaucoup de travail aussi à faire de ce côté-là, à se faire confiance, à revivre ensemble, on a tellement été séparés.

En somme, les participant·e·s partagent la conviction profonde que l'engagement collectif est essentiel pour relever les défis environnementaux et sociaux de notre époque, mais que les discours sur les « bonnes » façons de s'engager peuvent être préjudiciables à cette mobilisation collective, et aux individus eux-mêmes.

### 3.3.3 Les « mauvaises » attitudes politiques

Aux côtés des discours ambiants sur les « bonnes » façons de s'engager, on peut certainement retrouver les discours sur les « mauvaises » attitudes politiques. Celles·ceux qui adhèrent à des courants de pensée anarchistes et radicaux sont fréquemment la cible de propos incendiaires et de répression, moins à cause des idées qu'elles·ils défendent que par ce qu'elles·ils symbolisent dans l'imaginaire collectif. En effet, l'anarchie et la radicalité sont si souvent associées à l'extrémisme, à la violence et à la marginalité (Dupuis-Déri, 2006), qu'ils sont pratiquement devenus des termes interchangeables dans le langage courant :

Je pense que le terme « radical » est souvent utilisé pour dire « extrémiste » et le terme « extrémiste » est souvent utilisé pour dire « radical ». Les gens qui veulent décrédibiliser les environmentalistes sont bons là-dedans, pour mélanger tout ça. (P04)

Mais, en fait, dans l'opinion populaire, on n'arrive jamais à savoir c'est quoi les idées de l'extrême gauche, parce qu'on est tout de suite bloqué·e par le stéréotype de l'extrémisme, de la personne habillée toute en noir, masquée, qui est punk. Genre, y a un gros amalgame de plein d'affaires, de milieux plus marginaux, quand on parle d'extrême gauche. (P06)

D'ailleurs, les militant·e·s écologistes sont parfois accusé·e·s d'écoterrorisme, entre autres par des animateur·trice·s et chroniqueur·euse·s télé ou radio :

[Les radios-poubelles], c'est sûr que ce sont des ennemies de la lutte environnementale depuis toujours. Jeff Fillion, selon lui, la menace terroriste

c'est les écologistes; il l'a déjà dit. C'est gens-là, y militent contre tout ce qui est environnemental, traitent les écolos d'emmerdeurs, pis tout ça. [...] Et la raison est simple. Eux, c'est un modèle d'affaires qui est basé sur l'automobile, les hommes les plus riches. (P04)

Toute cette confusion sémantique autour de la radicalité et de l'anarchisme est entretenue par des discours qui cherchent à faire passer pour dangereux·euses et insensé·e-s celles et ceux qui remettent en question l'ordre établi. Ainsi, les « entrepreneur[-euse]s politico-moraux[-ales] » (Dupuis-Déri, 2006) que sont notamment les policier·ère-s, les universitaires, les journalistes ou les politicien·ne-s, accolent régulièrement l'étiquette de « déviant·e-s politiques » aux personnes associées à tort ou à raison aux mouvements anarchistes ou radicaux, dans le but de les dénier de toute rationalité politique. Cela a bien sûr un impact sur la perception de la légitimité de leur posture politique :

Parce que pour moi, c'est une idéologie politique comme une autre, mais dans un souper de famille, quelqu'un qui dit qui est libéral, c'est pas la même chose que quelqu'un qui dit qu'y est anarchiste. Ça a pas la même connotation alors que ça devrait pas. (P06)

Il n'est donc pas rare que les participant·e-s en viennent d'abord à décrire la radicalité par son négatif, tant l'usage du terme a maintes fois été récupéré, notamment par la classe politique, pour « mine[r] profondément la légitimité de leur parole et de leurs arguments, auxquels il n'est même plus important de prêter attention car ils apparaissent irrationnels et déraisonnables » (Dupuis-Déri, 2012, p. 132). Non pas sans dérision, une participante qui se qualifie de radicale mentionne ne pas « être une superstar activiste radicale *strappée* sur un avion en vol » (P09). Une autre, de façon similaire, se défend de ne pas avoir l'intention de « s'attacher à des baleines dans le fleuve » (P06). Lorsqu'elles-ils empruntent le terme « radical », c'est parfois pour évoquer ce qui est non conventionnel, transgressif, hors-norme, subversif; bref, ce qui est plus ou moins accepté ou encouragé socialement. Dans cette optique, la désobéissance civile peut certes être considérée comme radicale, bien que ce ne soit pas toujours le cas, tel que le souligne une participante : « T'sais, comme mettons, quand je me suis fait arrêtée, je considère même pas que c'tait radical. C'tait genre une *manif* avec un artifice pour faire parler les médias, c'tait littéralement ça. » (P-09) A *contrario*, certaines actions que l'on pourrait être tenté·e d'exclure d'emblée du registre de la radicalité peuvent pourtant s'y rattacher. Par exemple, « faire du bénévolat », « aider son prochain » et « créer une communauté de gens dans son quartier » sont d'autant d'engagements cités comme pouvant être radicaux, puisqu'ils représentent des alternatives à ce qui est plus fortement valorisé dans la société néolibérale. Cependant, la plupart du temps, elles-ils emploient « radical » dans son sens étymologique, pour renvoyer à la racine du problème.

En résumé, les discours stigmatisant les voix dissidentes entravent la remise en question des structures existantes et limitent les possibilités de transformations sociales en profondeur. C'est pour cette raison que l'on pourrait considérer, à l'instar de Jennifer Earl (2003), que les « propos dénigrants tenus dans les médias [mais aussi

dans d'autres institutions], qui minent la crédibilité et la légitimité d'un mouvement » font aussi partie du champ de la répression politique s'ils contribuent à « limiter les marges de manœuvre d'un mouvement social ou [...] provoquer une "démobilisation" » (paraphrasé dans Dussault et al., 2016, p. 18).

### 3.3.4 L'éco-anxiété

Un autre discours qui provoque la colère de certain·e·s participant·e·s est celui de l'éco-anxiété. Vers la fin des années 2010, alors que le mouvement climatique mondial prenait de l'ampleur, l'éco-anxiété est devenue un sujet de plus en plus discuté dans la sphère publique et dans la littérature scientifique (Pihkala, 2020). Cependant, ce néologisme est actuellement loin de faire l'unanimité. Faisant l'objet de débats conceptuels, le terme éco-anxiété est souvent employé comme terme parapluie pour désigner un ensemble d'éco-émotions distinctes, mais reliées, comme la tristesse, la dépression, la honte, l'impuissance, le désespoir, le deuil, la culpabilité, la colère, etc. (Kurth et Pihkala, 2022). Bien que plusieurs définitions de l'éco-anxiété soient présentées dans la littérature, deux d'entre elles sont plus fréquemment citées. La première est celle de l'Association américaine de psychologie (2017), qui définit l'éco-anxiété comme étant « *a chronic fear of environmental doom* » (cité dans Pihkala, 2020, p. 4), tandis que la deuxième est celle du philosophe Glenn Albrecht (2012), qui décrit l'éco-anxiété comme « *the generalized sense that the ecological foundations of existence are in the process of collapse* » (cité dans Pihkala, 2020, p. 4).

Pour plusieurs participant·e·s, les discours sur l'éco-anxiété sont problématiques sur plusieurs points. D'abord, l'usage même du terme « *anxiété* » s'avère inexact. L'*anxiété*, peut-on lire sur le site du Gouvernement du Québec, est « ressentie comme une crainte dont la cause est difficile à préciser » (s.d.). Dans le cas de la crise climatique, la cause de la crainte est bel et bien identifiable, comme l'affirme une participante qui paraphrase les propos du philosophe Frédéric Lordon :

L'*anxiété* ça *pop*, on ne sait pas pourquoi, on peut trouver des clés pour le résoudre, mais en fait c'est une peur qui repose sur rien. Or, les peurs et la colère qu'on peut avoir quand on parle des crises écologiques, ce n'est pas de l'*anxiété*, ça n'est pas de l'angoisse, parce que c'est tout sauf *vaporeux*; c'est très concret. Y a des vraies raisons d'être inquiets, y a des vraies raisons... (P14)

Du même souffle, l'emploi du terme « *éco-anxiété* » évacue les causes systémiques derrière la détresse psychologique et contribue ainsi à dépolitiser la crise climatique :

C'est le capitalisme qui crée le mot d'*éco-anxiété* pour ranger toute cette colère-là, toute cette peur-là pour la faire exister chez les citoyens, chez les citoyennes, pour qu'ils puissent le lire et dire : « ah ben oui, c'est ça, je fais de l'*éco-anxiété*. » Mais donc, détourner le regard de qui provoque ça, de qui sont les responsables. (P14)

Sans nier que la crise climatique représente une menace de plus en plus importante pour le bien-être psychologique de la population (OMS, 2022), les discours autour de l'éco-anxiété peuvent être perçus comme pathologisants :

T'sais, mettons, quand on parle d'anxiété sociale, on va pas dire : « Tu fais de l'anxiété sociale et donc on va changer les gens autour de toi pour que t'en fasses pas. » On va dire : « Voici comment faire pour que t'arrêtes d'être anxieux ». J'ai l'impression que « éco-anxiété », c'est un terme qu'on utilise pour dire, c'est un problème que toi tu as, et donc comment on fait pour régler ton problème? (P12)

L'« éco-anxiété » s'accompagne aussi de discours basés sur la résilience et l'adaptation, de nouveaux impératifs contemporains (Pihkala, 2020), qui mettent de l'avant l'importance du travail émotionnel, mais aussi de l'acquisition de compétences pour faire aux problèmes écologiques mondiaux. Ce qui est dénoncé par des participant-e-s est notamment la tangente survivaliste que ce type de discours peut encourager :

Pis le pire c'est que t'sais, au Québec, y a beaucoup de gens qui ont un peu l'approche survivaliste, retour à la campagne, truc truc. C'est facile d'adopter ce genre de pensée-là en étant comme « ah ben nous, on est au Québec, on est chanceux, on a plein de ressources naturelles, plein d'eau potable, on va s'en sortir, c'pas si pire dans le fond. » [...] Mais c'est un peu un repli sur soi pis un déni de la situation. [...] Mais je remarque que depuis un moment-là, souvent je me mets à penser de cette manière-là : « Ah ben ça va être ça ma vie. Un moment donné y va y avoir un effondrement sociétal, pis je vais être dans un groupe survivaliste qui fait pousser des patates. » (P09)

Faut pas juste être dans ta communauté écologiste dans ton coin en fait, la, justement, tu peux pas engendrer de transformation systémique si juste... tu t'en sors. (P14)

Ensuite, en insistant davantage sur le versant négatif de l'anxiété, c'est-à-dire une anxiété paralysante, les discours dominants sur l'éco-anxiété laissent peu de place à l'anxiété qui serait utile et mobilisatrice face à l'adversité. Autrement dit, les discours évoquant les préoccupations pathologiques sont privilégiés à ceux abordant les préoccupations constructives (Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022). Cela peut donc renforcer une vision pessimiste de l'avenir, souvent appelée le *doomism*, que l'on pourrait traduire par un défaitisme ou un fatalisme environnemental. Désarmante, cette vision enlève de l'agentivité aux citoyen-ne-s. C'est pourquoi plusieurs participant-e-s souhaitent ardemment que soit mis de l'avant d'autres types d'éco-émotions dans les discours ambiants, comme celle de la colère qui peut servir de moteur à l'action :

J'ai pas vu des entrevues de personnes qui étaient comme : « Moi, je suis pas éco-anxieux, anxieuse, moi je suis éco-en-colère ou éco-en-furie. » Pis comme je trouve que ça c'est beaucoup plus intéressant, mais c'est pas un narratif que les médias vont pousser. [...] Je trouve que, ça, c'est beaucoup plus intéressant, parce que c'est de dire : « Oui on capote, on est éco-anxieux, anxieuses, mais on a un pouvoir par rapport à ça, pis on est pas juste paralysé-e-s un peu. » Fa'que oui, je pense que ça c'est le genre de narratif qui gagnerait d'être plus mis de l'avant par les mouvements, de genre se réapproprier la colère pis de pas s'excuser de ça. (P13)



*Éco-en-criss*, c'est comme la façon de dire on n'est pas juste anxieux pis on *shake*. On est fâchés, on est en colère par rapport à une situation qui devrait changer et qui ne change pas... qu'on voit quelque chose qui va vraiment pas bien et ça nous affecte. (P12)

C'est d'ailleurs ce contre-discours qui a été mis de l'avant lors de la journée de la Terre du 22 avril dernier par la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) Tiohtià:ke/Montréal, qui a organisé une journée d'action sous la thématique « en criss climatique » (Macias, 2023). En bref, ces participant-e-s critiquent les discours axés sur l'éco-anxiété, qui auraient pour effets de psychologiser et de dépolitiser l'enjeu de la crise climatique. En contrepartie, elles-ils plaident pour mettre de l'avant un discours axé sur la colère, qui est par nature politique, puisque dirigée envers un *système*.

### 3.4 Les non-discours

Le *système* ne se résume pas seulement aux discours ambiants; il est aussi composé de ce qui s'apparente à des non-discours, c'est-à-dire à tout ce qui n'est pas dit, tout ce qui est tu. Dans les mots d'une participante, « le système, c'est le fait qu'on reste silencieux » (P05). Quelques participant-e-s ont donc souligné la difficulté de faire entendre l'importance et la gravité de la crise climatique dans l'espace public. Selon elles-eux, cette difficulté a été plus particulièrement accentuée durant la période de la COVID en raison de la saturation de l'espace médiatique par les informations liées à la pandémie, mais aussi en raison d'un traitement différencié en termes de gravité entre la crise sanitaire et la crise climatique :

Les gens sont vraiment pas ouverts à parler d'environnement, y s'en câlissent en fait, tout le monde s'en câlisse. [...] Le seul enjeu, t'ouvres les nouvelles, c'est encore juste ça t'sais. Pis ben moi je pense que la COVID, c'est grave, je suis pas dans le déni. [...] Mais pendant ce temps-là la crise climatique a l'arrête pas, là, t'sais. Pis on perd du temps précieux, pis les conséquences de la crise climatique vont être probablement vraiment plus graves que celles de la COVID, t'sais... autant au niveau social, économique, que de santé, que tous les autres niveaux. Fa'que c'est un peu décourageant. (P09)

... Y avait tout l'aspect aussi de comme « ok, la COVID vient de nous prouver que quand on considère quelque chose comme une crise, ben on peut réorganiser une économie en fonction de ça, pis on s'adapte »... C'est juste qu'en ce moment, les changements climatiques, on ne traite pas ça comme une crise, pis y a rien qui se passe. (P06)

Avant, je consultais beaucoup les journaux et les nouvelles par la presse papier et la télé. Depuis la COVID, j'ai complètement arrêté ça; ça aidait pas aussi, qu'on parlait juste de t'ça, c'était comme moins intéressant. Ça me déprime de lire ça, pis de voir les valeurs qui sont propagées, pis aussi l'absence de couverture sur des enjeux beaucoup plus importants que d'autres. (P02)

La difficulté de percer les médias est aussi discutée par les militant-e-s en région qui essaient de faire connaître les enjeux environnementaux locaux. Une participante a

abordé le manque de couverture médiatique des actions qui se déroulent dans des endroits reculés, en raison de la distance, du manque de réseau cellulaire et de la vulnérabilité à laquelle peuvent s'exposer les journalistes. Une autre participante a constaté que les médias, tout comme la population, manquent d'engouement pour les questions environnementales en région, ce qui les amène à ne pas couvrir leurs actions ou à déléguer cette tâche à des stagiaires.

Les médias constituent pourtant un outil central aux actions de désobéissance civile, pour remettre l'enjeu climatique au cœur du discours public et pour attirer l'attention sur des enjeux « qui n'auraient pas eu nécessairement cette attention-là » (P13). Cela se rapporte très étroitement à la vision de Jacques Rancière qui oppose *police* et *politique*. Pour lui, la police réfère aux structures institutionnelles qui créent et maintiennent un ordre social « de ce qui peut être dit et vu [et] qui fait que telle parole est entendue comme un discours et telle autre comme du bruit » (Rancière, 1995, cité dans Paturet, 2006, p. 159). Mais, ce qui est vraiment politique à son point de vue, c'est de « [faire] voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, faire entendre un discours là où seul le bruit avait son lieu » (Rancière, 1995, cité dans Paturet, 2006, p. 159). Ces participant-e-s cherchent donc à encourager les discussions citoyennes sur des enjeux qui ne sont pas nécessairement couverts par les médias traditionnels :

T'sais, TVA Nouvelles va pas parler de quelqu'un a fait une conférence sur l'environnement, tandis que... ah ben là, tu bloques le pont Jacques-Cartier, ben soudainement ta famille en parle comme à Noël l'année d'après. Fa'que c'est d'être capable d'avoir une conversation... T'sais, je dis pas nécessairement que c'est un bon coup pour la cause que TVA Nouvelles en parle, mais la discussion que ça amène après peut aider.

Cependant, de nombreux-euses participant-e-s reconnaissent les risques liés à l'interprétation de leurs actions et soutiennent que cela peut parfois nuire à la cause. Une participante souligne l'importance de contrôler l'information qui circule dans les médias, car le message peut rapidement être détourné : « Si tu contrôles pas le narratif, ben les médias ou les politiciens vont en choisir un pour toi. Si tu sors pas avec un message clair, on va t'en mettre un dans bouche » (P09). Ainsi, afin de rendre visible ce qui était autrefois invisible, les participant-e-s n'hésitent pas à occuper l'espace médiatique, mais aussi l'espace public et l'espace visuel, à travers des graffitis, des bannières et d'autres projets artistiques. Leurs actions visent donc à « s'imposer dans le paysage » et s'assurer « qu'il n'y ait personne qui ne soit pas au courant » de certains enjeux.

Par ailleurs, des participant-e-s critiquent le silence qui entoure la crise climatique, non seulement dans les médias, mais aussi dans le système d'éducation. Elles-ils estiment que l'éducation relative à l'environnement ne traite pas suffisamment des causes systémiques de la crise climatique, ce qui peut être qualifié de « négationnisme systémique ». Ainsi, une participante affirme que le cursus scolaire met « l'emphase sur la science du changement climatique plutôt que sur les causes sociales des changements climatiques » (P05). Une participante critique plus spécifiquement les professeur-e-s qui se gardent une réserve quant à leurs opinions politiques : « Y disent qu'y ne veulent pas influencer les élèves. Mais l'environnement, c'est pu rendu une

question de politique, c'est des faits » (P10). Selon un autre participant, les directions d'établissement imposent une forme de censure aux enseignants :

Les profs avaient pas vraiment le droit de nous parler [du mouvement climatique]. La Direction voulait pas que les profs nous en parlent ou expriment une opinion là-dessus. La direction était vraiment contre. Ils disaient que fallait que l'éducation passe avant n'importe quel enjeu social parce que leur argument était qu'en étant plus éduqué-e-s, on allait plus pouvoir changer la société. Selon moi, si on prend le temps de s'éduquer, d'aller jusqu'à l'université, ma génération, y va être déjà beaucoup trop tard si on veut changer quelque chose. (P03)

Enfin, si certain-e-s participant-e-s expriment une appréciation positive de l'éducation à l'environnement qu'elles-ils ont reçue, elles-ils regrettent cependant que les impacts de la crise climatique ne soient abordés que tardivement dans leur parcours scolaire, ou qu'ils ne soient pas accompagnés de solutions pour y faire face :

Si on enseignait ça plus tôt, ou si on enseignait ça dans toutes les écoles et si on comprenait les impacts de notre mode de vie non seulement au Québec, mais ailleurs dans le monde, ben clairement qu'on ferait des choses différemment. [...] Mais c'est ça qui crée de l'éco-anxiété, c'est qu'on fait juste leur apprendre les problèmes, ils les apprennent dans les journaux sinon. Mais on leur apprend pas les solutions. (P06)

Dans l'ensemble, les participant-e-s souhaitent une plus grande ouverture et une plus grande place accordée aux enjeux environnementaux tant dans les médias que dans le système d'éducation. Elles-ils soulignent l'importance de briser les silences, de susciter des discussions citoyennes et de faire connaître les enjeux souvent négligés par les médias traditionnels.

## DISCUSSION

Afin d'approfondir notre compréhension de l'engagement des participant·e·s, il est primordial d'établir des liens entre les résultats obtenus et la littérature existante. Dans cette perspective, il convient tout d'abord de mettre en exergue les travaux de Cécile Van de Velde, notamment ceux qui se concentrent sur l'expression de la colère sociale chez les jeunes. Ses recherches permettent de mieux appréhender la nature de la colère vécue par les participant·e·s. Ensuite, certains liens peuvent être établis entre les résultats de cette recherche et ceux des travaux d'Élisabeth Greissler, qui se concentrent plus spécifiquement sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité qui adoptent également des positions radicales. Cette mise en relation permet d'effectuer des comparaisons pertinentes entre les différentes formes d'engagement des jeunes, en tenant compte des contextes spécifiques dans lesquels elles-ils évoluent. Enfin, il est essentiel d'apporter quelques nuances sur l'importance du *lifestyle politics* pour les participant·e·s par rapport à ce qui prédomine dans la littérature sur l'engagement des jeunes.

### La colère sociale

La colère vécue par les participant·e·s s'inscrit principalement dans ce que Cécile Van de Velde (2022) nomme « la colère des inclu[e]·s ». La colère des inclus·e·s renvoie à une promesse sociale trahie, associée à un sentiment de perte de contrôle à la fois sur leur destin individuel et sur le destin collectif. Selon elle, l'idée d'un « vol de l'avenir » ou de la « perte de vies » incarne particulièrement ce type de colère dans le mouvement environnemental. Chez les participant·e·s, ce type de discours est certes présent, mais leur colère émerge plus spécifiquement avec la notion d'un non-respect du « contrat social », soit un pacte tacite entre l'État et les citoyen·ne·s reposant sur des attentes mutuelles. C'est parce que l'État ne parvient plus à garantir les droits, la justice et la protection de la population, qu'elles-ils éprouvent de la colère.

Mais la colère des inclus·e·s peut aussi se présenter au sein même des parcours de vie, car, selon Cécile Van de Velde (2016), elle émane d'une peur d'être « dévié[e] » de ses propres choix ou de ses aspirations, [...] [de] l'expérience d'un possible désajustement non plus vertical dans l'échelle sociale, mais bien plus horizontal, par rapport à soi » (cité dans Loncle, 2016, p. 50). En effet, des participant·e·s expriment leur frustration face aux normes et aux attentes sociales qui imposent un « cours normal de la vie », soit une manière dont la vie de tous·tes et chacun·e devrait se dérouler pour se conformer à un modèle de réussite prédéfini. Cette tension s'exprime notamment à travers leurs difficultés à s'épanouir dans un système éducatif qui ne répond pas véritablement à leurs motivations. De même, lorsqu'elles-ils tentent d'intégrer le monde du travail ou de se projeter dans leur carrière professionnelle, elles-ils se heurtent aux contraintes du système capitaliste, qui peuvent s'avérer incompatibles avec leurs valeurs.

Une autre forme de colère qu'elles-ils éprouvent est en partie liée à ce que Cécile Van de Velde (2022) appelle « la colère des marges », bien qu'il puisse y avoir certaines distinctions. Alors que cette forme de colère est typiquement caractérisée par le sentiment d'efforts vains et la dureté du marché du travail, les participant-e-s mettent plutôt l'accent sur les difficultés spécifiques associées au militantisme socio-environnemental. Ainsi, elles-ils décrivent un épuisement et un découragement liés aux actions souvent infructueuses du militantisme, à l'injonction à l'écoresponsabilité au quotidien et au manque de solidarité au sein de la population. De même, plutôt que de dénoncer la compétition sociale, elles-ils soulignent la pression de performance militante existante au sein des groupes militants et les conflits internes qui peuvent s'y manifester, ce qui peut être à la source d'une grande colère : « La critique qui vient de ton propre groupe avec qui t'es supposé-e partager tes intérêts et tes valeurs, c'est difficile. C'est ben plus difficile que le *backlash* qui vient des médias ou de monsieur madame tout le monde t'sais. » (P09)

Enfin, les travaux de Cécile Van de Velde nous informent que « la colère des marges » peut aussi déboucher sur l'abstention électorale, la polarisation des votes et une sensibilité aux discours populiste ou radicalement antisystème (Van de Velde et Pickard, 2021). Chez les participant-e-s, il se dégage des discours mettant fortement en opposition un « nous » contre un « [elles-]eux », le « nous » étant généralement la population et le « [elles-]eux » étant les élites politiques et économiques. Un autre élément qui se rapporte à cette colère est la présence dans certains de leurs discours d'une tentative d'adopter une approche diamétralement opposée à leur positionnement politique habituel. Par exemple, certain-e-s envisagent l'idée de tolérer, voire même d'encourager le capitalisme, de voter pour un gouvernement qui affiche ouvertement des positions nuisibles à l'environnement ou d'avoir des pratiques écologiques volontairement « non responsables ». Sans pour autant se concrétiser, ses idées témoignent d'une volonté de perturber le système par tous les moyens possibles, y compris de le laisser courir à sa propre perte. Autrement dit, elles-ils veulent faire « éclater le système » (Van de Velde et Pickard, 2021) le plus rapidement possible.

### Entre la colère et l'action

Comme nous avons pu le constater tout au long de ce rapport de recherche, l'indignation face au système est un des éléments les plus mobilisateurs de l'engagement des participant-e-s de cette étude. Cependant, il est important de noter qu'elles-ils ne sont pas nécessairement plus indigné-e-s que d'autres individus vis-à-vis du système, mais plutôt qu'elles-ils parviennent à rendre leur indignation plus visible et audible dans l'espace public. En effet, les travaux d'Élisabeth Greissler mettent en évidence que de nombreux-euses jeunes en situation de marginalité ont, elles-eux aussi, une grande capacité à s'indigner face au système et à remettre en question les normes dominantes. Cette indignation est profondément enracinée dans leur parcours de vie, en particulier dans leurs expériences liées à leur situation de marginalité. Tout comme les participant-e-s de cette étude, plusieurs adoptent une posture anticapitaliste, altermondialiste ou écologiste. Mais bien qu'elles-ils puissent envisager des actions radicales ou violentes, voire souhaiter la révolution, il y a cependant généralement un

décalage entre leurs prises de position critiques et leurs actions concrètes (Greissler, 2014), ce que Paugam nomme « un radicalisme dépolitisé » (2000, dans Greissler, 2014).

Il existe un discours prédominant chez ces jeunes en situation de marginalité qui n'apparaît pas dans mon étude, ou du moins qui ne se manifeste jamais de cette manière : le sentiment d'être manipulé-e par le système (Greissler, 2014). Elles-ils se sentent particulièrement manipulé-e-s par le capitalisme, les médias, le gouvernement, et même par les groupes militants. Plus spécifiquement concernant ce dernier point, certain-e-s ressentent qu'elles-ils sont utilisé-e-s par certains groupes militants pour atteindre des objectifs qui ne correspondent pas à leurs intérêts personnels ou qui les exposent à des risques de violence et de judiciarisation, auxquels elles-ils peuvent par ailleurs être déjà confronté-e-s au quotidien. Cette perception de manipulation les amène à se dégager de certains espaces politiques, y compris la participation électorale et le militantisme. Cette différence dans leurs discours peut nous aider à comprendre pourquoi ces jeunes, pourtant indigné-e-s, « restent majoritairement cantonnés à la sphère locale, voire privée ou intime » (Greissler, 2014, p. 357), en plus d'une multitude d'autres obstacles à leur engagement. En somme, la colère et l'indignation à elles seules ne suffisent pas pour passer aux actions plus radicales.

### Quelques nuances sur le *lifestyle politics*

Dans la littérature sur l'engagement contemporain des jeunes, il est fréquemment mentionné que les jeunes sont plus enclin-e-s que leurs aîné-e-s à se tourner vers le *lifestyle politics*. On y dit qu'elles-ils « vivent en harmonie avec leurs valeurs [...] en s'engageant dans la "consommation politique", la "consommation éthique" et la "consommation verte" » [traduction libre] (Pickard, 2022, p. 3). Bien que la consommation responsable puisse effectivement être plus présente chez les plus jeunes, il est essentiel de nuancer l'importance que les participant-e-s de cette étude peuvent accorder à ces pratiques. Pour tous-tes les participant-e-s, le fait de vivre en harmonie avec leurs valeurs passe avant tout par le militantisme socio-environnemental plutôt que par l'écocivisme ou la consommation responsable. Bien que leur préoccupation pour l'environnement puisse se refléter dans leurs pratiques quotidiennes, nous avons vu que certain-e-s participant-e-s considèrent même que ne pas adopter de comportements écoresponsables est plus cohérent avec leurs valeurs. Pour elles-eux, cette « inaction politique » peut être perçue comme un acte de résistance face aux discours dominants qui mettent l'accent sur la responsabilité individuelle dans les enjeux environnementaux. D'autres soutiennent que, dans tous les cas, il est impossible de concilier pleinement leurs valeurs personnelles avec l'adoption de gestes écoresponsables dans le système actuel. De plus, plusieurs accordent une importance moindre aux gestes écoresponsables par rapport à d'autres actions, car elles-ils remettent en doute son efficacité de transformation sociale.

Les résultats de cette recherche nous amènent à conclure, au même titre que Cécile Van de Velde, que « plus encore que la consommation quotidienne, c'est le choix de vie lui-même qui devient codé comme un acte de résistance politique » (cité dans Miller, 2019). Cela se traduit chez les participant-e-s par une organisation et une négociation des

différentes sphères de leur vie de façon à accorder une place de choix au militantisme. Enfin, lorsqu'on se demande quel sens les participant-e-s donnent à leurs actions, il est important de souligner que c'est le militantisme lui-même qui donne ou redonne une signification profonde à leur quotidien. En somme, ce qui caractérise vraiment l'engagement de ces jeunes, c'est le primat de l'action collective sur toutes les autres formes d'engagement.

## CONCLUSION

En conclusion, cette recherche nous a permis de mieux comprendre pourquoi et comment de jeunes s'engagent dans la désobéissance civile dans le mouvement climatique. En explorant le sens que les participant-e-s donnent à la désobéissance civile, nous avons d'emblée constaté toute l'ambiguïté et la complexité autour de ce terme. Cependant, un principe fondamental sur lequel les jeunes militant-e-s insistent sans équivoque est la dimension politique de la désobéissance civile, caractérisée par une action au service de l'intérêt général de la population ou d'une communauté spécifique. Il est aussi apparu clairement qu'elles-ils s'ancrent tous-tes une approche radicale de la désobéissance civile, c'est-à-dire une remise en question globale du système, dépassant ainsi la simple contestation de politiques spécifiques. Et, bien qu'elles-ils remettent en question la légitimité de l'État dans la prise de décisions qui affectent l'ensemble de la société, la plupart de ces jeunes militant-e-s font néanmoins le choix de s'adresser à lui, même si ce n'est que temporairement, en reconnaissant son rôle central dans le processus de changement.

Ensuite, en nous penchant sur le parcours politique de ces jeunes, nous avons constaté leur forte socialisation politique à travers leur famille, l'école et leurs pairs. De plus, leurs expériences d'adversité notamment face à des figures d'autorité et leur ouverture à de nouvelles perspectives semblent avoir contribué de manière significative à la formation de leurs prises de position. Toutefois, au sein même de leur parcours, c'est le contexte social, voire le système lui-même, qui se profile comme l'agent principal de leur socialisation politique. À cet égard, les différents mouvements sociaux auxquels elles-ils ont pu prendre part ont contribué à façonner leurs représentations du système, tandis que les émotions intenses qu'elles-ils ont ressenties tout au long de leur parcours témoignent de l'impact qu'il a pu avoir sur elles-eux.

Enfin, l'exploration des représentations du système des participant-e-s, qui s'articulent autour des rapports sociaux de pouvoir, des institutions étatiques, des discours et des non-discours, a permis de mettre en lumière les sources de leur colère. Nous avons pu constater que les critiques qu'elles-ils adressent dépassent largement le cadre de la classe politique; elles concernent aussi, entre autres, la police, le système judiciaire, le capitalisme, le monde du travail, le système éducatif et les médias. La pandémie de COVID-19 est également apparue comme une thématique récurrente dans les discours des participant-e-s; pour bon nombre d'entre elles-eux, cette période a été marquée par l'anéantissement des efforts de mobilisation qu'elles-ils avaient déployés au cours des dernières années, par une intensification de la répression policière à laquelle elles-ils ont été confronté-e-s, ainsi que par une difficulté accrue à rendre visibles les enjeux socio-environnementaux. Mais la pandémie de COVID-19 a également offert à plusieurs d'entre elles-eux l'occasion de prendre du recul, de réfléchir à leurs stratégies de lutte et de se réorganiser en vue d'un possible retour en force du militantisme socio-environnemental dans les années à venir.



## BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Asselin, F.-N. (1998). *Environnementalisme radicale: Désobéissance civile et écosabotage chez Earth First!* [Mémoire de maîtrise, Université Laval]. [https://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape15/PQDD\\_0014/MQ37997.pdf](https://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape15/PQDD_0014/MQ37997.pdf)
- Bargel, L., et Darmon, M. (2017). *Socialisation politique : Moments, instances, processus et définitions du politique*. <https://hal.science/hal-01576832>
- Becket, V., et Goyette, M. (2014). L'engagement des jeunes en difficulté. *Sociétés et jeunesse en difficulté*, 14. <https://journals.openedition.org/sejed/7828>
- Bigirimana, C. (2005). Essai d'analyse philosophique de la désobéissance civile. *Laval théologique et philosophique*, 61(2), 337-344. <https://doi.org/10.7202/011822ar>
- Bookchin, M. (2012). *Qu'est-ce que l'écologie sociale?* (4<sup>e</sup> éd). Atelier de création libertaire.
- Boudon, R. (2004). Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique? *Revue du MAUSS*, 24(2), 281-309. <https://doi.org/10.3917/rdm.024.0281>
- Bousfield, K., et Tinkler, J. (2019). Disengaged or disillusioned. *Ethos : The Journal of Social Education Victoria*, 27(2), 20-23.
- Braithwaite, J. (1989). *Crime, Shame and Reintegration*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Caron, C. (2018). La citoyenneté des adolescents du 21<sup>e</sup> siècle dans une perspective de justice sociale : Pourquoi et comment? *Lien social et Politiques*, 80, 52-68. <https://doi.org/10.7202/1044109ar>
- Celikates, R. (2013). La désobéissance civile : Entre non-violence et violence. *Rue Descartes*, 77(1), 35-51. <https://doi.org/10.3917/rdes.077.0035>
- Centr'ERE, UQAM. (2018). *Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté*. <https://centrere.uqam.ca/wp-content/uploads/2021/03/Strategie-Edition-complete.pdf>
- Cervera-Marzal, M. (2013). *Désobéir en démocratie. La pensée désobéissante de Thoreau à Martin Luther King*. Aux forges de Vulcain. <https://banq.prenumerique.ca/resources/5328beb71dab10c2973171bf> [Version numérique]
- Champagne St-Arnaud, V., Daignault, P., Alexandre, M., Ducharme, M.-È., Lalloz, C., et Poitras, P. (2020). *Baromètre de l'action climatique 2020. Disposition des Québécois et des Québécoises envers les défis climatiques*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.24211.30247>
- Charbonneau, J. et Gallant, N. (2023). *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois*. Institut national de la recherche scientifique. <https://chairejeunesse.ca/documentation/comment-les->

- [jeunes-reinventent-ils-lengagement-citoyen-retour-sur-un-forum-dechange-franco-quebecois/](#)
- Chersich, M. F., Scorgie, F., Wright, C. Y., Mullick, S., Mathee, A., Hess, J., Richter, M., et Rees, H. (2019). Climate change and adolescents in South Africa : The role of youth activism and the health sector in safeguarding adolescents' health and education. *South African Medical Journal*, 109(9), 615-619. <https://doi.org/10.7196/SAMJ.2019.v109i9.14327>
- Chiapello, È. (2016). Esprit du capitalisme. In N. Postel et R. Sobel (Éds.), *Dictionnaire critique de la RSE* (p. 182-187). Presses universitaires du Septentrion. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.6581>
- Comby, J.-B. (2015). *La question climatique : Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris : Raisons d'agir.
- Corbin, E., Mieyaa, Y., Huet-Gueye, M., et Beaumatin, A. (2021). L'engagement politico-climatique des jeunes : Une sphère de socialisation et de personnalisation en période de crise. *Tréma*, 56, Article 56. <https://doi.org/10.4000/trema.7139>
- Cuconato, M., Demozzi, S., et Becquet, V. (2020). The interplay between life trajectories and participation careers. In A. Walther, J. Batsleer, P. Loncle, et Pohl Axel (Éds.), *Young People and the Struggle for Participation : Contested Practices, Powers and Pedagogies in Public Spaces* (p. 146-160). Routledge.
- Donjon, J. (2022). *Éco-anxiété, un enjeu de santé mentale ? : Hors-série de la revue Santé mentale*. <https://www.santementale.fr/2022/08/eco-anxiete-un-enjeu-de-sante-mentale/>
- Dubar, C. (2007). Les sociologues face au langage et à l'individu. *Langage et société*, 121-122(3-4), 29-43. <https://doi.org/10.3917/lis.121.0029>
- Dufour, P., Hayes, G., et Ollitrault, S. (2012). Présentation : Radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle « norme » politique ? *Lien social et Politiques*, 68, 7-12. <https://doi.org/10.7202/1014802ar>
- Dufour, P., Dupuis-Déri, F. et Purenne, A. (2020). La police à l'épreuve de la démocratie. *Lien social et Politiques*, (84), 4-24. <https://doi.org/10.7202/1069440ar>
- Dupuis-Déri, F. (2004). Penser l'action directe des Black Blocs. *Politix*, 17(68), 79-109.
- Dupuis-Déri, F. (2006). Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec. *Les ateliers de l'éthique*, 1(1), 58-80. <https://doi.org/1866/2480>
- Dupuis-Déri, F. (2012). « L'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne ». Reconsidérer les rapports entre l'action directe et la politique délibérative. *Les ateliers de l'éthique*, 7(1), 127-140.
- Dupuis-Déri, F. (2014). Émergence de la notion de « profilage politique » : Répression policière et mouvements sociaux au Québec. *Politique et Sociétés*, 33(3), 31-56. <https://doi.org/10.7202/1027939ar>
- Dupuis-Déri, F. (2019). *Nous n'irons plus aux urnes. Plaidoyer pour l'abstention*. Montréal : Lux Éditeur.

- Dupuis-Déri, F. (2020). Mobilisations de la jeunesse pour le climat au Québec : Analyse des dynamiques conflictuelles à l'école. *Sociologie et sociétés*, 52(2), 303-325. <https://doi.org/10.7202/1088759ar>
- Dupuis-Déri, F. (2021). Youth Strike for Climate : Resistance of School Administrations, Conflicts Among Students, and Legitimacy of Autonomous Civil Disobedience—The Case of Québec. *Frontiers in Political Science*, 3, 32. <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.634538>
- Dupuis-Déri, F. (2022, décembre 5). COP15 : L'écologisme est-il le nouvel anticapitalisme? *Pivot*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://pivot.quebec/2022/12/05/cop15-lecologisme-est-il-le-nouvel-anticapitalisme/>
- Durand Folco, J. (2017). *À nous la ville ! Traité de municipalisme*. Montréal : Écosociété. <https://www.perlego.com/book/3171731/nous-la-ville-trait-de-municipalisme-pdf>
- Dussault, J., Dupuis-Déri, F., Bellot, C., Lemonde, L., et Morin, A. D. (2016). *Étouffer la dissidence – Vingt-cinq ans de répression politique au Québec*. Montréal : Lux Éditeur.
- Dussault, L. (12 novembre, 2021). Blocus de Fairy Creek : Manifestation pour les forêts anciennes à Montréal. *La Presse*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2021-11-12/blocus-de-fairy-creek/manifestation-pour-les-forets-anciennes-a-montreal.php>
- Foa, R. S., et Mounk, Y. (2016). The Danger of Deconsolidation : The Democratic Disconnect. *Journal of Democracy*, 27(3), 5-17. <https://doi.org/10.1353/jod.2016.0049>
- Fournier, B., et Grandjean, G. (2013). Socialisation et intérêts politiques : Nouvelles contributions empiriques. *Politique et Sociétés*, 32(2), 3-9. <https://doi.org/10.7202/1021352ar>
- Gallant, N. (2017a). "The 'Good,' the 'Bad' and the 'Useless' : Young People's Political Action Repertoires in Quebec. In S. Pickard et J. Bessant, *Young People Re-Generating Politics in Times of Crises* (p. 77-94). Springer International Publishing.
- Gallant, N. (2017b). Quatre grands types de pratiques politiques, en ligne comme hors ligne. *Bulletin d'information de l'Observatoire Jeunes et Société*, 14(2), 14-16. [http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/OJS\\_Numerique2017\\_1.pdf](http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/OJS_Numerique2017_1.pdf)
- Gallant, N. (2019). Prolégomènes pour l'étude de l'engagement des jeunes dans diverses sphères de vie : Réflexions conceptuelles et esquisse d'opérationnalisation. *Revue Jeunes et Société*, 4, 91-112. <https://doi.org/10.7202/1069171ar>
- Gallant, N. (2021). *Que voient les adolescents en ligne ? Socialisation politique et pratiques numériques ordinaires des adolescents au Québec*. Rapport de recherche remis au Centre d'études sur les médias, Sherbrooke : Canada.
- Gallant, N., et Lardeux, L. (2019). La participation des jeunes à la décision politique. *Bulletin de l'Observatoire jeunes et société*, 16(1), 22-26. [http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin\\_politiques\\_France-Quebec.pdf](http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin_politiques_France-Quebec.pdf)
- Garneau, S. (2019). Éléments pour une analyse du non-engagement et du désengagement des jeunes comme processus sociaux. *Revue Jeunes et Société*, 4(1), 4-22. <https://doi.org/10.7202/1069166ar>

- Garnier, C., et Sauvé, L. (1999). Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement – Conditions pour un design de recherche. *Éducation relative à l'environnement*, 1. <https://doi.org/garnierg/10.4000/ere.7204>
- González Gaudiano, E. J. (2022). L'éducation relative à l'environnement sous l'ère néolibérale : Ombres et lumières à l'heure du changement climatique. *Éducation et socialisation*, 63. <https://doi.org/10.4000/edso.18133>
- Gousse-Lessard, A.-S., et Lebrun-Paré, F. (2022). Regards croisés sur le phénomène « d'écoanxiété » : Perspectives psychologique, sociale et éducationnelle. *Éducation relative à l'environnement*, 17(1). <https://doi.org/10.4000/ere.8159>
- Gouvernement du Québec. (s. d.). À propos des troubles anxieux. Gouvernement du Québec. Consulté le 4 juin 2023 : <https://www.quebec.ca/sante/conseils-et-prevention/sante-mentale/informer-sur-troubles-mentaux/troubles-mentaux/troubles-anxieux/a-propos-troubles-anxieux>
- Gouvernement du Québec. (2023). Information destinée aux accusés – Programme de mesures de recherche général pour adultes. Gouvernement du Québec. Consulté le 4 juin 2023 : <https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/systeme-judiciaire/processus-judiciaire/processus-judiciaire-au-criminel/programmes-contrevenants/mesures-rechange-adultes/accuses>
- Greissler, E. (2014). *Contraintes et conditions d'émergence de l'engagement des jeunes en situation de marginalité* [Thèse de doctorat, Université de Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/10524>
- Guibet Lafaye, C. (2017). Engagement radical, extrême ou violent : Basculement ou « continuation de soi ? » *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1048842ar>
- Gunster, S., Fleet, D., Paterson, M., et Saurette, P. (2018). "Why Don't You Act Like You Believe It?" : Competing Visions of Climate Hypocrisy. *Frontiers in Communication*, 3. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2018.00049>
- Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton University Press.
- Jodelet, D. (1989). Les représentations sociales : Un domaine en expansion. In D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (p. 47-78). Paris, PUF.
- Jovchelovitch, S. (2001). Social representations, public life and social construction. In K. Deaux et G. Philogene (Éds.), *Representations of the Social : Bridging Theoretical Traditions*. London : Blackwell Publishing.
- Kaijser, A., et Kronsell, A. (2014). Climate Change through the Lens of Intersectionality. *Environmental Politics*, 23. <https://doi.org/10.1080/09644016.2013.835203>
- Kurth, C., et Pihkala, P. (2022). Eco-anxiety : What it is and why it matters. *Frontiers in Psychology*, 13. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2022.981814>
- Lacaze, L. (2008). La théorie de l'étiquetage modifiée, ou l'« analyse stigmatisée » revisitée. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 5(1), 183-199. <https://doi.org/10.3917/nrp.005.0183>
- Lacroix, I. (2018). *Radicalisations et jeunesses*. *Revue de littérature*. INJEP Notes et rapports / Revue de littérature. <https://injep.fr/publication/radicalisations-et-jeunesses/>

- Lahire, B. (2013). La fabrication sociale des individus : Cadres, modalités, temps et effets de socialisation. In *Dans les plis singuliers du social* (p. 115-132). Paris : La Découverte.
- Lardeux, L. (2016). L'engagement des jeunes : Stabilité et (r)évolutions. *L'école des parents, Sup. au 619*(5), 79-97. <https://doi.org/10.3917/epar.s619.0079>
- Ligue des droits et libertés. (2015a). *Rapport alternatif de la Ligue des droits et libertés du Québec*. <http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapportcdh-ldl-juin2015-francais1.pdf>
- Ligue des droits et libertés. (2015b). *Manifestations et répression. Points saillants du bilan sur le droit de manifester au Québec*. [https://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport\\_manifestations\\_repressions\\_ldl.pdf](https://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport_manifestations_repressions_ldl.pdf)
- Lobet, D., et Cavalcante, L. E. (2014). Transmission à rebours, filiation inversée, socialisation ascendante : Regards renversés sur les rapports de générations. *Enfances Familles Générations. Revue interdisciplinaire sur la famille contemporaine*, 20. <https://journals.openedition.org/efg/497?lang=en>
- Loncle, P. (2016). Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral. *Informations sociales*, 195(4), 48-53. <https://doi.org/10.3917/inso.195.0048>
- Luckerhoff, J., et Guillemette, F. (2014). Introduction : Approches inductives en communication sociale. *Approches inductives : travail intellectuel et construction des connaissances*, 1(1), 1-10. <https://doi.org/10.7202/1025743ar>
- Macias, A. D. (2023, avril 27). La planète « en criss climatique ! ». *Montréal Campus*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://montrealcampus.ca/2023/04/27/la-planete-en-criss-climatique/>
- Malm, A. (2021). *How to Blow Up a Pipeline : Learning to Fight in a World on Fire*. London, New York : Verso.
- Mannheim, K. (1929). *Le problème des générations*. Paris : Armand Colin.
- Mathieu, L. (2004). *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris, Éd. Textuel, coll. La discorde, 206 p.
- Mathieu, L. (2010). Les ressorts sociaux de l'indignation militante. *Sociologie*, 1(3). <https://journals.openedition.org/sociologie/587>
- Mattheis, N. (2022). Unruly kids? Conceptualizing and defending youth disobedience. *European Journal of Political Theory*, 21(3), 466-490. <https://doi.org/10.1177/1474885120918371>
- Mellon, C. (2017). Émergence de la question de la désobéissance civile. Dans D. Hiez et B. Villalba (Éds.), *La désobéissance civile : Approches politique et juridique* (p. 37-50). Presses universitaires du Septentrion.
- Messu, M. (2012). Explication sociologique et domination sociale. *Sociologies*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.4198>
- Miller, M. (2019, avril 19). « Cette génération de jeunes ressent la finitude du monde ». *Le Monde.fr*. Consulté le 10 décembre 2023 : [https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/04/19/cette-generation-de-jeunes-ressent-la-finitude-du-monde\\_5452464\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/04/19/cette-generation-de-jeunes-ressent-la-finitude-du-monde_5452464_4401467.html)

- Moor, J. de, et Verhaegen, S. (2020). Gateway or getaway? Testing the link between lifestyle politics and other modes of political participation. *European Political Science Review*, 12(1), 91-111. <https://doi.org/10.1017/S1755773919000377>
- Moscovici, S. (2013). Pourquoi une théorie des représentations sociales? In *Le scandale de la pensée sociale : Textes inédits sur les représentations sociales réunis et préfacés par Nikos Kalampalikis* (p. 19-64). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Muxel, A. (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- O'Brien, K., Selboe, E., et Hayward, B. M. (2018). Exploring youth activism on climate change : Dutiful, disruptive, and dangerous dissent. *Ecology and Society*, 23(3). <https://doi.org/10.5751/ES-10287-230342>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2022, juin 3). *La santé mentale est une priorité pour agir face aux changements climatiques*. Organisation mondiale de la santé (OMS). <https://www.who.int/fr/news/item/03-06-2022-why-mental-health-is-a-priority-for-action-on-climate-change>
- Paturet, J.-B. (2006). Sortir de la tragédie du politique ou le passage du bruit à la parole. *Empan*, 62(2), 155-162. <https://doi.org/10.3917/empa.062.0155>
- Perriard, A., et Van de Velde, C. (2021). Le pouvoir politique des émotions. *Lien social et Politiques*. <https://doi.org/10.7202/1079489ar>
- Pickard, S. (2019). *Politics, Protest and Young People : Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*. Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1057/978-1-137-57788-7>
- Pickard, S. (2022). Young environmental activists and Do-It-Ourselves (DIO) politics : Collective engagement, generational agency, efficacy, belonging and hope. *Journal of Youth Studies*, 25. <https://doi.org/10.1080/13676261.2022.2046258>
- Pickard, S., Bowman, B., et Arya, D. (2020). "We Are Radical In Our Kindness" : The Political Socialisation, Motivations, Demands and Protest Actions of Young Environmental Activists in Britain. *Youth and Globalization*, 2, 251-280. <https://doi.org/10.1163/25895745-02020007>
- Pickard, S., Bowman, B., et Arya, D. (2022). Youth and environmental activism. In M. Grasso et M. Giugni (Éds.), *The Routledge Handbook of Environmental Movements* (p. 521-537). London et New York : Routledge.
- Pihkala, P. (2020). Anxiety and the Ecological Crisis : An Analysis of Eco-Anxiety and Climate Anxiety. *Sustainability*, 12(19), 7836. <https://doi.org/10.3390/su12197836>
- Poiré, A. L., Anne-Sophie. (8 décembre, 2022). Désobéissance civile : La fin justifie les moyens quand on parle de la crise climatique. *24 heures*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://www.24heures.ca/2022/12/08/desobeissance-civile-la-fin-justifie-les-moyens-quand-on-parle-de-la-crise-climatique>
- Poisson, J. (2 juillet, 2021). Profilage politique. *Droit de manifester*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://droitdemanifester-ldl.uqam.ca/pendant/le-profilage-politique/>
- Putnam, R. D. (1995). Bowling Alone : America's Declining Social Capital. *Journal of Democracy*, 6(1), 65-78. <https://doi.org/10.1353/jod.1995.0002>

- Quéniart, A., et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211-242. <https://doi.org/10.7202/029853ar>
- Robineau, C. (2020). Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques. *e-cadernos CES*, 34. <https://doi.org/10.4000/eces.5494>
- Rousell, D., et Cutter-Mackenzie-Knowles, A. (2020). A systematic review of climate change education : Giving children and young people a 'voice' and a 'hand' in redressing climate change. *Children's Geographies*, 18(2), 191-208. <https://doi.org/10.1080/14733285.2019.1614532>
- Sampson, X. (10 octobre, 2019). Cinq questions pour comprendre Extinction Rebellion. *Radio-Canada*. Consulté le 10 décembre 2023 : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1338658/extinction-rebellion-analyse-global>
- Sauvé, L. (2014). Au cœur des questions socio-écologiques : Des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement*, 11. <https://doi.org/10.4000/ere.662>
- Sauvé, L. (2017). L'éducation à l'écocitoyenneté. In A. Barthes et J.-M. Lange, *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »* (p. 56-65). Paris : L'Harmattan.
- Shutaleva, A., Martyushev, N., Nikonova, Z., Savchenko, I., Abramova, S., Lubimova, V., et Novgorodtseva, A. (2022). Environmental Behavior of Youth and Sustainable Development. *Sustainability*, 14(1), 250. <https://doi.org/10.3390/su14010250>
- Sommier, I. (2012). Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture. *Lien social et Politiques*, 68, 15-35. <https://doi.org/10.7202/1014803ar>
- Stevens, R., et Servigne, P. (2015). *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie* (Seuil).
- Tremblay, D. (2016). *Les discours sur la désobéissance civile dans la presse québécoise lors de la grève étudiante de 2012* [Mémoire de maîtrise, UQAM, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/11990/>
- Van de Velde, C., et Pickard, S. (2021). Trois portraits de la colère chez les jeunes adultes. In P. Loncle et T. Chevalier, *Une jeunesse sacrifiée ?* (p. 57-69). Paris : Presses Universitaires de France (PUF). [https://www.researchgate.net/publication/349217050\\_Trois\\_portraits\\_de\\_la\\_colere\\_chez\\_les\\_jeunes\\_adultes](https://www.researchgate.net/publication/349217050_Trois_portraits_de_la_colere_chez_les_jeunes_adultes)
- Van de Velde, C. (17 novembre, 2022). *Jeunesses : Des révoltes collectives aux révoltes silencieuses* [Conférence]. Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?, Paris.
- Walgrave, L. (1999). La justice restaurative : À la recherche d'une théorie et d'un programme. *Criminologie*, 32, 7. <https://doi.org/10.7202/004751ar>
- Weiss, J. (2020). What Is Youth Political Participation? Literature Review on Youth Political Participation and Political Attitudes. *Frontiers in Political Science*, 2. <https://doi.org/10.3389/fpos.2020.00001>
- Wood, L. J. (2015). *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Montréal : Lux Éditeur.

---

Comment les jeunes réinventent-ils  
l'engagement citoyen?  
Retour sur un forum d'échange  
franco-québécois

Jennie Charbonneau  
Nicole Gallant

---



CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE  
SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC



**Auteurs** Jennie Charbonneau  
Étudiante à maîtrise en Mobilisation et transfert  
des connaissances  
Institut national de la recherche scientifique  
Centre Urbanisation Culture Société

Nicole Gallant  
Professeure titulaire  
Institut national de la recherche scientifique  
Centre Urbanisation Culture Société

**Révision linguistique** Denise Pelletier

**Conception visuelle** Sylvain Paquette et Marjolaine Noël

Ce compte rendu a été financé par le Secrétariat à la jeunesse et réalisé par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec. Les informations et avis présentés s'appuient sur les propos tenus par les panelistes lors de la journée. Le résumé des propos n'engage que les auteures.

Pour citer ce document : Charbonneau, J. et Gallant, N. (2023). *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois*. Institut national de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-89575-447-3

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023  
INRS



Comment les jeunes réinventent-ils  
l'engagement citoyen?  
Retour sur un forum d'échange  
franco-québécois

Par

Jennie Charbonneau  
Nicole Gallant

2023



## Table des matières

<b>Sommaire</b>	ii
Points saillants des échanges lors de la journée	ii
Rapport des jeunes à la participation et à la politique aujourd'hui	ii
Formes de participation des jeunes	ii
Leviers d'action	iii
<b>Introduction</b>	1
Déroulement de la journée	1
Structure du présent compte rendu	3
<b>1. Contexte, grandes tendances, transformations</b>	<b>3</b>
Rapport des jeunes à la démocratie représentative	3
Rapport des jeunes à la démocratie participative	5
Contexte dans lequel s'inscrit l'engagement des jeunes	6
Impact des crises	6
Avènement des médias sociaux	7
Injonctions à l'engagement	7
Inégalités sociales	7
Soutiens institutionnels et contexte historique au Québec	7
<b>2. Pratiques d'engagement, profils d'engagement, thèmes mobilisateurs</b>	<b>8</b>
Pratiques d'engagement	8
Les pratiques démocratiques traditionnelles	9
Les pratiques démocratiques associatives	9
Les pratiques singularistes	10
La participation en ligne	11
L'engagement par le style de vie	11
Profils des jeunes engagés	12
Différences intergénérationnelles	12
Différences intragénérationnelles	13
Enjeux et thèmes mobilisateurs	16
Enjeux	16
Thèmes mobilisateurs des mouvements sociaux jeunesse	16
Révoltes nées dans les parcours de vie des jeunes	19
<b>3. Leviers d'action</b>	<b>19</b>
Posture d'écoute	19
Éducation à la citoyenneté	20
Participation publique	22
Participation institutionnelle	25
Participation à petite échelle ou participation de proximité	26
Participation collective et sens de la collectivité	27
Participation en ligne	29
<b>Conclusion</b>	<b>32</b>

## Sommaire

Ce document vise à rendre compte des interventions ayant eu lieu lors du forum franco-québécois Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? qui s'est déroulé le 17 novembre 2022 à Paris. Il présente une synthèse analytique des principales idées qui ressortent des échanges tenus lors de cette journée.

Tout au long du document, les témoignages de jeunes engagés présents au forum sont valorisés, en appui et en complément des propos de chercheurs, sans pour autant que nous puissions prétendre qu'ils reflètent toute la diversité des expériences d'engagement des jeunes du Québec et de la France.

## Points saillants des échanges lors de la journée

### Rapport des jeunes à la participation et à la politique aujourd'hui

Le forum a permis de poser un regard renouvelé sur l'image des jeunes d'aujourd'hui, lesquels sont parfois décrits comme étant apathiques, apolitiques et responsables d'un déficit démocratique. Ainsi, il a montré à quel point les jeunes peuvent être des citoyens actifs et dynamiques. Le forum a mis l'accent sur la contribution apportée par les nouvelles générations, qui représente une alternative à la démocratie représentative traditionnelle et à une vision de la participation centrée uniquement sur le vote.

- Plus que jamais, une large part des jeunes citoyens aujourd'hui sont **outillés pour s'informer et pour réfléchir** de façon critique aux enjeux et aux décisions liées à la vie en société.
- De nombreux jeunes s'engagent autour d'**enjeux qu'ils estiment existentiels** et pour lesquels beaucoup d'entre eux **trouvent qu'ils n'en font pas assez**.
- Leur **engagement est vécu comme un impératif et une nécessité** plutôt qu'un choix personnel.
- Ces jeunes s'engagent pour une diversité de causes, qui se rejoignent autour de **thèmes transversaux centraux liés à la démocratie, à la justice et à l'éducation**.

### Formes de participation des jeunes

Ces jeunes déploient une foule de modes d'engagement et de participation :

- en **voteant**, quoique de manière intermittente pour plusieurs;
- en **faisant partie d'associations ou de collectifs** ayant des structures horizontales ou ouvertes, qui leur permettent de faire les choses par eux-mêmes et de montrer l'exemple aux adultes;
- en **créant des contenus pour sensibiliser la population**, comme les jeunes créatifs qui s'autoproduisent;

Charbonneau et Gallant. (2023). Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois. INRS.

- en **soutenant des causes en ligne via des clics, des signatures et des « likes »**, ce que font la grande majorité des jeunes, bien qu'ils soient relativement peu nombreux à s'exprimer sur des enjeux politiques sur les médias sociaux;
- en **faisant des choix du quotidien ou de style de vie qui reflètent leurs valeurs centrales**, une pratique intensive mais moins visible.

« On ne peut pas comprendre la citoyenneté des jeunes si on ne prend pas en compte le fait qu'ils ont désormais une palette de participation extrêmement forte. »  
(Vincent Tiberj)



#### Leviers d'action

Néanmoins, tout le monde n'a pas la possibilité de s'exprimer dans l'espace public de manière équivalente. Le forum a mis en évidence l'invisibilité de certaines voix – par exemple, celles des femmes ou des personnes racisées ou celles en situation de handicap – et le manque de diversité dans les espaces de participation. Le forum a aussi permis de réitérer et de souligner divers freins et obstacles à la participation des jeunes, **le plus important étant celui lié à la classe sociale** :

- Les voix les plus entendues sont celles de jeunes scolarisés, souvent dans les meilleurs programmes, et dont les parents sont eux-mêmes scolarisés et relativement bien nantis.
- Inversement, les jeunes des milieux défavorisés ou en situation de précarité ou qui rencontrent d'autres difficultés dans leur parcours de vie s'expriment moins. Les raisons peuvent être diverses, telles un manque de ressources, la perception d'un manque de légitimité, le découragement ou l'usure. Certains d'entre eux sont sensibles aux postures populistes, qui viennent les rejoindre notamment en ligne.

Le forum a fait ressortir **deux principaux leviers** pour contrer ces obstacles. Le premier consiste à **soutenir des occasions multiples d'engagement**. Le second est la **nécessité de trouver des moyens d'être à l'écoute des jeunes** qui s'expriment par ces nouveaux canaux ainsi que des voix qui demeurent davantage marginalisées. ■

Charbonneau et Gallant, (2023). *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois*. INRS.

## Introduction

Ce document vise à rendre compte des interventions ayant eu lieu lors du forum franco-qubécois *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* qui s'est déroulé le 17 novembre 2022 à Paris. Ce forum s'inscrit dans la foulée d'échanges fructueux entrepris à quelques reprises entre l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire de France (INJEP) de France et le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) du Québec, plus particulièrement au moment de l'organisation des Rencontres franco-qubécoises *Regards croisés sur les politiques de jeunesse* organisées grâce à l'Office franco-qubécois de la jeunesse (OFQJ) à l'Assemblée nationale à Paris en 2018, lesquelles ont été l'occasion de consolider les liens forts qui unissent la France et le Québec sur les questions de jeunesse.

Tandis que ces deux institutions publiques se préoccupent de longue date de l'engagement citoyen des jeunes et des manières pour l'État de saisir les nouvelles formes d'expression politique de cette génération, l'idée de tenir ce forum comparatif s'est imposée dans le contexte de la première vague de la pandémie de COVID-19, alors qu'on s'interrogeait sur les nouvelles manières de vivre ensemble et de faire société. Organisée par le SAJ et l'INJEP avec la collaboration de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) et avec le soutien de l'OFQJ et de la Commission permanente de coopération franco-qubécoise (CPCFQ) cette journée d'échanges et de réflexions autour de la question de l'engagement citoyen des jeunes a été l'occasion de réunir des chercheurs, des jeunes engagés, des acteurs issus de la société civile et des décideurs publics.

## Déroulement de la journée

La journée du forum était structurée autour de trois tables rondes visant à répondre à trois objectifs principaux du forum.

La **première table ronde** avait pour but de dresser un état des lieux du rapport des jeunes à la politique et à la démocratie, dans une perspective comparative France-Québec. Stéphanie Gaudet, professeure titulaire et directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) à l'Université d'Ottawa, a illustré et expliqué la vivacité de la participation citoyenne au Québec. Vincent Tiberj, professeur des universités à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim, a détaillé le rapport des jeunes Français au vote et à la politique à l'aide d'une analyse intergénérationnelle. Des représentants d'organisations de la société civile étaient aussi présents sur ce panel pour mettre en lumière le travail qu'ils effectuent auprès des jeunes. Ainsi, Marie-Dina Salvione a présenté les activités de l'organisme québécois l'Institut du Nouveau Monde, qui a pour objectif d'accroître la participation des citoyens à la vie démocratique. Lara Rouge et Nessi Gerson ont quant à eux présenté les activités

du collectif français Démocratie ouverte, dont la mission est d'animer une communauté d'innovateurs démocratiques et de mener des projets d'innovation démocratique.

La **deuxième table ronde** visait à rendre compte des aspirations citoyennes des jeunes et de leurs parcours d'engagement. Cécile Van de Velde, professeure de sociologie à l'Université de Montréal, s'est jointe virtuellement au forum pour aborder les grands thèmes mobilisateurs qui se dégagent des mouvements sociaux jeunesse du 21<sup>e</sup> siècle ou qui naissent dans les parcours de vie difficiles de certains jeunes. Sarah Pickard, maîtresse de conférences à l'Université Sorbonne nouvelle, a discuté du rapport que les jeunes entretiennent avec les institutions politiques et de la participation de jeunes en dehors de celles-ci. Trois jeunes engagées ont pris part à ce panel pour présenter leur parcours d'engagement : Alicia Arquetoux, activiste dans le mouvement *Youth for Climate*, Célestine Uhde, engagée pour différents enjeux (réforme du mode de scrutin, sensibilisation à l'autisme, lutte contre les codes vestimentaires sexistes, climat, etc.) et Maude Massicotte, engagée dans la lutte contre les discriminations envers les personnes en situation de handicap et les violences faites aux filles et aux femmes en situation de handicap.

La **troisième table ronde** avait pour objectif de comprendre les pratiques que les jeunes adoptent et les outils qu'ils mobilisent lorsqu'ils s'engagent, que ce soit dans des formes institutionnelles ou plus alternatives, incluant les formes numériques. Julien Boyadjian, maître de conférences à l'Université de Lille, a abordé la participation politique des jeunes en ligne. Élisabeth Greissler, professeure adjointe à l'Université de Montréal, a pour sa part souligné les particularités de la participation des jeunes en difficulté ou en situation de précarité. Deux jeunes engagés étaient présents sur le panel pour partager leurs réflexions sur leur engagement : Rayane Zahal, jeune engagée sur les questions d'équité, de diversité et d'inclusion, et Thomas Gauthier, youtubeur engagé.

De **courtes plaidoiries** préparées par des jeunes de quartiers défavorisés en France ainsi que la projection d'un court-métrage produit par deux jeunes engagées du Québec ont été organisées à différents moments de la journée. Ainsi, des lauréats du concours Eloquentia, le plus grand concours de prise de parole francophone, se sont livrés à une joute oratoire. Mélina Callou et Noé Berchet ont été les premiers à prendre la parole pour tenter de répondre à la question : *La jeunesse est-elle devenue apolitique?* Ce fut par la suite au tour de Mathys Louis et d'Ilias Lemhajeb de se prêter au jeu pour répondre à la question : *Les outils numériques permettent-ils aux jeunes de s'engager?* Laura Fontaine et Yasmine Fontaine, deux jeunes Innues du Nitassinan, ont présenté un **court-métrage** qu'elles avaient produit à l'aide de Wapikoni Mobile, intitulé *Nimeshkanaminan* (« notre chemin ») dans lequel on peut les voir parcourir les sentiers de portage qu'empruntaient leurs ancêtres. Elles ont par la suite discuté de leur engagement pour le territoire et leur culture.

La journée s'est conclue par une **rétrospective du forum** avec des réactions préparées à chaud par deux jeunes engagés : Élodie Nace, porte-parole d'Alternatiba et ANV-COP21 et Émile Roy, réalisateur, vidéaste, animateur et youtubeur.

## Structure du présent compte rendu

Plus qu'un simple résumé du forum, le présent compte rendu propose un regard transversal sur trois principaux constats marquants qui émanent de cette journée. Une première section met en perspective l'état des lieux du rapport des jeunes à la politique. Elle permet de contextualiser deux grandes transformations, soit celle du rapport entre les jeunes et la démocratie, d'une part, et celle des modes de participation politique, de l'autre. La deuxième section vise à dresser un portrait de l'engagement des jeunes en présentant les pratiques d'engagement qu'ils sont susceptibles d'adopter, les différences de pratiques entre les générations, mais aussi au sein de celles-ci, et les grands thèmes qui incitent les jeunes à s'engager aujourd'hui. Autrement dit, cette partie vise à souligner quels jeunes s'engagent dans quels espaces d'engagement, comment ils s'engagent et pour quoi ils le font. Enfin, la dernière section identifie certains leviers d'action susceptibles de favoriser l'engagement citoyen des jeunes. Ces leviers concernent l'éducation à la citoyenneté, la participation publique, la participation institutionnelle, la participation de proximité, la participation collective et la participation en ligne.

Tout au long du document, des témoignages de jeunes engagés sont valorisés, en appui et en complément des propos de chercheurs, sans pour autant que nous puissions prétendre qu'ils reflètent toute la diversité des expériences d'engagement des jeunes du Québec et de la France. Lorsqu'il était pertinent de le faire, les noms des intervenants sont indiqués dans des parenthèses.

## 1. Contexte, grandes tendances, transformations

### Rapport des jeunes à la démocratie représentative

Depuis les années 1970, un fossé de plus en plus important se creuse entre les générations concernant la participation électorale, qui se caractérise par un taux d'abstention plus élevé chez les jeunes générations (Sarah Pickard). En France, selon l'enquête YoungElect 2022, 67 % des 18-24 ans et 61 % des 25-29 ans déclarent avoir participé aux deux tours des élections présidentielles du printemps dernier, comparativement à 86 % chez les plus de 35 ans. Au Canada, on trouve un écart similaire mais moins marqué : 66 % des Canadiens de 18-24 ans auraient voté aux dernières élections fédérales de 2021, alors que le taux de participation s'élevait à 78 % chez les 35 ans et plus (Statistique Canada, 2022)<sup>1</sup>. S'il existe d'importants écarts entre les différents groupes d'âge relativement à la participation électorale, force est d'admettre que le déclin de la participation électorale est une tendance lourde qui s'observe chez l'ensemble de la population. Néanmoins, ce sont les jeunes qui se voient attribuer la responsabilité d'une certaine « déconsolidation démocratique » de nos

---

<sup>1</sup> Selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), rapportées dans Le Quotidien du mercredi 16 février 2022, « Raisons de l'abstention du vote lors des élections fédérales, 20 septembre 2021 ».



sociétés (Foa et Mounk, cités par Vincent Tiberj), c'est-à-dire de la fragilisation des institutions politiques par la remise en question de leur efficacité et de leur légitimité. Parce qu'ils votent en moins grand nombre, on dit d'eux qu'ils sont moins engagés et qu'ils sont des citoyens de moins bonne qualité (Vincent Tiberj). On en viendrait même à expliquer leur plus faible participation électorale par des traits de personnalité prétendument inhérents à la jeunesse d'aujourd'hui : égocentrisme, apathie, individualisme, narcissisme, superficialité, immaturité, etc. (Sarah Pickard).

Mais cette relative distanciation des jeunes de l'exercice du droit de vote, et plus largement de la démocratie représentative, ne peut être comprise isolément du contexte social dans lequel elle s'inscrit. C'est pourquoi certains soutiennent que **la jeunesse n'est pas apathique, mais bien désenchantée par la classe politique**, qui n'est pas en mesure de présenter une offre politique à la hauteur de la demande (Sarah Pickard). En ce sens, bon nombre de jeunes ne se sentent ni représentés ni interpellés par les gouvernements actuels, dont ils trouvent entre autres qu'ils ne priorisent pas suffisamment les enjeux qui les intéressent (Marie-Dina Salvione et Mélina Callou). La composition même de ces gouvernements est à la fois cause et conséquence de ce problème de représentation : en France, actuellement, 3,5 % des députés ont moins de 30 ans; au Québec, 6,4 % des députés à l'Assemblée nationale ont entre 18 et 34 ans. Cette incapacité perçue des gouvernements d'inclure les intérêts des jeunes dans la politique (Noé Berchet) conduit plusieurs d'entre eux à une incompréhension, un cynisme et un sentiment d'impuissance (Marie-Dina Salvione). Certes, l'insatisfaction à l'égard de la politique atteint toutes les tranches d'âge de la population, mais elle semble toucher les jeunes dans une plus grande proportion (Mélina Callou). Et, même lorsqu'ils choisissent de voter, certains jeunes se disent déçus de l'issue des élections, ayant le sentiment de ne pas faire le poids contre le nombre des électeurs plus âgés (Noé Berchet), ou alors déçus de promesses électorales non honorées (Mélina Callou). Un jeune participant compare d'ailleurs le bulletin de vote à un billet de loterie qu'on achète tout en sachant qu'il ne sera vraisemblablement pas gagnant (Noé Berchet). Les institutions politiques jouent donc un rôle majeur dans ce rapport qu'entretiennent les jeunes avec la démocratie représentative.

En continuité avec cette transformation du rapport au vote, les plus jeunes générations ressentent de moins en moins une proximité avec les partis politiques (Vincent Tiberj). Ainsi, les données disponibles révèlent que les Français nés dans les années 1970, 1980 ou 1990 n'ont pas de partis politiques préférés, respectivement, à 50 %, 65 % et 70 %<sup>2</sup>.

Ce manque d'appétence des jeunes pour la politique institutionnelle peut aussi être expliqué par une transformation générationnelle dans le rapport au vote qui s'est opérée chez l'ensemble des cohortes post-boomers. Alors que les générations précédentes votent par discipline, par devoir ou par « remise de soi » (Pierre Bourdieu cité par Vincent Tiberj), les générations post-boomers se montrent généralement peu favorables à la délégation ou à la démocratie représentative (Vincent Tiberj). Par contre, elles ne sont

---

<sup>2</sup> Tiberj, Vincent. *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. Paris : Presses Universitaires de France, 2017.

pas aussi abstentionnistes qu'il puisse paraître; elles privilégient le vote intermittent au vote systématique en choisissant de voter (ou non) au gré des enjeux qui animent les campagnes électorales (Vincent Tiberj). Cela est sans compter que leur abstentionnisme manifeste parfois une intention politique (Sarah Pickard). Dans tous les cas, le vote à lui seul leur apparaît insuffisant (Vincent Tiberj).

C'est qu'avec l'apparition des médias sociaux et un niveau de scolarité moyen plus élevé, les jeunes générations ont acquis au fil du temps une plus grande capacité à s'informer, à décrypter ce qui se passe sur la scène politique et à faire émerger des enjeux sociaux par elles-mêmes. Cette « mobilisation cognitive » (Ronald Inglehart cité par Vincent Tiberj) leur confère désormais une plus grande possibilité de s'autonomiser face à la politique représentative, sans qu'elles en soient désintéressées pour autant, ce qui se traduit en une « citoyenneté distante » (Vincent Tiberj). Par contre, ce ne sont pas tous les jeunes qui peuvent se saisir du potentiel de ces sources d'informations, puisque certains d'entre eux ont peu (ou pas) accès à ces technologies ou ont un plus faible niveau de littératie numérique.

### « Nous ne sommes pas apolitiques, nous sommes apathiques de la politique comme elle se fait actuellement. » (Noé Berchet)

En somme, le rapport des jeunes à la « politique politicienne » (Julien Boyadjian), au vote et aux partis politiques s'est considérablement transformé au cours des dernières décennies. Cela ne signifie toutefois pas que les jeunes se sont retirés de l'arène politique. Au contraire, ce n'est pas la démocratie dans son ensemble qui est rejetée, mais seulement la démocratie représentative, celle qui implique de déléguer le pouvoir décisionnel à des individus estimés plus compétents que soi-même (Vincent Tiberj). Alors que l'ensemble des générations se distancie de ce modèle, les jeunes se trouvent à l'avant-scène du renouvellement d'une autre forme de démocratie, la démocratie participative. Ainsi, les jeunes élargissent les modalités de la participation politique en diversifiant leur répertoire d'actions (Sarah Pickard) et en occupant les espaces d'engagement qui leur semblent disponibles (Marie-Dina Salvione); ils contribuent ainsi à l'émergence d'une « citoyenneté élargie » (Nessi Gerson). Pour prendre la pleine mesure de leur participation, il semble plus pertinent d'observer ce qu'ils font plutôt que d'insister sur ce qu'ils ne font pas (Vincent Tiberj).

### Rapport des jeunes à la démocratie participative

Bien que les formes d'engagement dont ils se saisissent ne soient pas foncièrement nouvelles, l'engagement des jeunes se distingue par le fait qu'il soit fortement protéiforme, se présentant sous des formes multiples et diverses. Selon l'Enquête européenne sur les valeurs (*European Values Study*, EVS), les actions politiques dites non conventionnelles, c'est-à-dire non institutionnalisées ou seulement en partie institutionnalisées, sont en nette augmentation chez les jeunes français depuis les 40 dernières années : par exemple, en 1980, les 18-19 ans n'étaient que 11 % à avoir pratiqué le boycott, 25 % à avoir participé à une manifestation, et 43 % à avoir signé une

pétition, tandis que ces taux ont respectivement atteint 18 %, 48 % et 64 % en 2019 (Yves Boero). Parallèlement, une étude de 2019 du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC) révèle que la défense d'une cause sur Internet, incluant les pétitions en ligne, est la modalité de participation la plus citée chez les 18-30 ans, et ce, avant le militantisme partisan, l'action collective et le bénévolat (Julien Boyadjian). Il s'agit là des quelques modes de participation moins formels qui sont mesurés dans ce type d'enquête. Or, et sans que cela soit adéquatement saisi par la plupart des enquêtes, les jeunes sont aussi de plus en plus nombreux à adopter des modes d'action de type protestataire (Vincent Tiberj), alternant entre des coups de force et autres actions, dans le but d'attirer l'attention des décideurs publics (Laurent Lardeux). Ils le font entre autres en s'affiliant à des associations et à des collectifs dont la structure est moins horizontale que celle des institutions traditionnelles ou plus largement en joignant des mouvements sociaux moins formalisés (Stéphanie Gaudet). Ainsi, au cours de la dernière décennie, la jeunesse s'est retrouvée aux premiers rangs de divers mouvements sociaux contestataires dont plusieurs ont eu une résonance à l'échelle internationale, comme c'est le cas notamment des mouvements Les Indignés, #MoiAussi, Black Lives Matter et la grève étudiante pour le climat (*Youth for Climate, Fridays for Future*). Au Québec plus spécifiquement, la jeunesse s'est illustrée par sa force de mobilisation sans précédent. En 2012, le Printemps érable marque la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec et du Canada. À peine quelques années plus tard, le 27 septembre 2019, près d'un demi-million de personnes prennent part à la manifestation citoyenne et étudiante pour le climat, qui devient la plus importante manifestation de l'histoire du Québec. Alors qu'elle se déroule de façon simultanée aux quatre coins de la planète, c'est à Montréal qu'elle prend le plus d'envergure; la militante suédoise Greta Thunberg a d'ailleurs choisi de marcher au côté des jeunes Québécois puisqu'elle estime que ce sont eux qui ont fait preuve de la plus grande implication dans le mouvement de la grève étudiante pour le climat (Stéphanie Gaudet). De toute évidence, les jeunes sont nombreux à participer à la vie démocratique et ils le font de façon tout à fait remarquable (Stéphanie Gaudet).

### Contexte dans lequel s'inscrit l'engagement des jeunes

Quelques éléments contextuels permettent de mieux saisir cette vitalité de la participation chez les jeunes.

#### Impact des crises

D'une part, il faut souligner que la vie des jeunes d'aujourd'hui a été ponctuée par une série de crises (la crise économique de 2008 et les politiques d'austérité qui en ont découlé, la crise climatique et la crise sanitaire) qui ont, malgré tout, donné un nouvel élan à leur engagement. En révélant et en exacerbant les inégalités intragénérationnelles et intergénérationnelles, ces crises ont contribué à renforcer leur colère envers les pouvoirs publics et envers le « système<sup>3</sup> ». Les grands mouvements sociaux du 21<sup>e</sup> siècle, qui s'appuient

<sup>3</sup> Tout au long de ce compte rendu, le « système » est compris dans le sens que lui donne Cécile Van de Velde en paraphrasant un jeune adulte, soit le nom que les jeunes donnent à « un pouvoir considéré comme

d'ailleurs sur une très forte identité générationnelle, sont devenus l'un des lieux privilégiés de l'expression de cette colère (Cécile Van De Velde). Plus particulièrement depuis le début de la pandémie de COVID-19, on remarque une intensification des formes d'engagement mobilisées par les jeunes et une mise à l'avant-plan de leur sentiment d'urgence quant au changement social (Laurent Lardeux).

#### Avènement des médias sociaux

D'autre part, cette forte mobilisation n'aurait sans doute pas eu la même ampleur sans l'ascension fulgurante des médias sociaux au tournant du siècle. En plus de faciliter l'accès à l'information, les médias sociaux sont devenus un puissant outil de mobilisation citoyenne pour favoriser la participation en ligne et hors ligne, et ce, à différentes échelles (locales, internationales, etc.) (Vincent Tiberj). C'est d'ailleurs suite à un appel très médiatisé de Greta Thunberg que des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour participer à la manifestation pour le climat en septembre 2019, comme ce fut le cas de plusieurs jeunes engagées présentes au forum (notamment Alicia Arquetoux, Laura Fontaine, Yasmine Fontaine et Célestine Uhde).

#### Injonctions à l'engagement

Enfin, le fort engagement des jeunes sur tous les fronts n'est pas sans rappeler l'injonction à l'engagement qui domine depuis quelques années dans les politiques jeunesse et l'intervention auprès des jeunes (Elisabeth Greissler). Alors qu'ils doivent composer avec la multitude des exigences de la vie moderne, ils sont appelés à « participer plus et participer mieux » (Nessi Gerson) dans toutes les sphères de leur vie. De même, les jeunes en France comme au Québec sont appelés à inscrire leurs engagements dans leur curriculum vitae (Stéphanie Gaudet et Vincent Tiberj).

#### Inégalités sociales

Cependant, tous n'ont pas accès aux mêmes espaces d'engagement ni à la même légitimité de parole et tous n'ont pas la possibilité de s'engager; certains cumulent les occupations (notamment entre les études et le travail) et les responsabilités, par exemple comme proches aidants (Sarah Pickard), d'autres font face à des conditions de vie qui accaparent leur quotidien (Élisabeth Greissler, Émile Roy). Ces conditions de vie sont un frein à leur engagement, alors que les pratiques informationnelles et politiques de la démocratie participative requièrent un investissement considérable en temps. C'est pourquoi les revendications des jeunes des classes populaires, qui étaient autrefois canalisées par le mouvement ouvrier et le syndicalisme dans le système de la démocratie représentative, trouvent aujourd'hui moins d'écho dans la sphère publique (Vincent Tiberj, Stéphanie Gaudet). Ainsi, les inégalités sociales se traduisent en des inégalités de participation de plus en plus importantes (Stéphanie Gaudet).

#### Soutiens institutionnels et contexte historique au Québec

Au Québec plus spécifiquement, la forte mobilisation de la jeunesse peut s'expliquer, entre autres, par deux grands facteurs structurels et historiques.

---

trop multiple, inaccessible et que l'on ne peut nommer, mais qui est dénoncé comme pouvant « écraser l'individu ».

- D'une part, le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du Secrétariat à la jeunesse, soutient financièrement de longue date des organisations qui ont pour mission l'éducation à la citoyenneté et qui offrent des espaces d'expérimentations permettant aux jeunes de découvrir le rôle qu'ils peuvent jouer sur l'arène démocratique. On constate que **les autres provinces canadiennes, qui ne bénéficient pas de ce type d'appui, ne présentent pas un dynamisme aussi important** en ce qui a trait à la participation citoyenne (Stéphanie Gaudet). Toutefois, ce financement demeure fragile, puisque plusieurs instances jeunesse ont dû mettre la clé sous la porte depuis 2016 suite à la non-reconduction de leur budget et de leurs mandats, comme certains forums jeunesse régionaux, qui avaient des racines dans toutes les régions du Québec (Marie-Dina Salvione).
- D'autre part, deux longues traditions militantes ayant historiquement marqué le Québec ont eu pour effet de tracer les voies à cette forte participation politique : le mouvement de la jeunesse ouvrière catholique et le mouvement étudiant qui est actif depuis les années 1960 (Stéphanie Gaudet), sans compter l'importance plus grande de la société civile organisée dans la vie politique québécoise comparativement au reste du Canada.

## 2. Pratiques d'engagement, profils d'engagement, thèmes mobilisateurs

Après ce tour d'horizon sommaire des grandes transformations ayant marqué l'engagement des jeunes dans les dernières décennies, cette section vise plutôt à plonger plus en profondeur dans l'examen des pratiques d'engagement des jeunes aujourd'hui, notamment sur le plan du répertoire d'actions, des différences de pratiques entre générations ou au sein même des plus jeunes générations, ainsi que des thèmes qui sont mobilisateurs pour leur engagement.

### Pratiques d'engagement

Pour construire leur trajectoire d'engagement social et politique (Stéphanie Gaudet), certains jeunes alternent d'un type d'expérimentation à un autre, comme l'explique une jeune engagée : « nos engagements sont divers; que ce soit au quotidien, dans les rues, durant les manifs, mais aussi à travers nos études » (Yasmine Fontaine). Le forum a permis d'entrevoir quelques grandes catégories d'engagement, non mutuellement exclusives, qui sont susceptibles de marquer la trajectoire d'engagement de jeunes. En ordre de leur visibilité ou légitimité perçue dans l'espace public, on peut distinguer les grandes formes suivantes : les pratiques démocratiques traditionnelles, les pratiques démocratiques associatives, des pratiques qu'on pourrait appeler « singularistes », la participation en ligne et l'engagement dans le style de vie au quotidien.

### Les pratiques démocratiques traditionnelles

Les pratiques démocratiques traditionnelles consistent en un engagement à long terme dans des organisations historiquement légitimées par l'État et qui ont des structures relativement hiérarchiques, comme les partis politiques ou les syndicats (Stéphanie Gaudet). Ces types d'organisations, qui requièrent habituellement de désigner une personne qui parlera au nom de toutes les autres, ne parviennent plus autant qu'auparavant à attirer les plus jeunes générations. Ainsi, de moins en moins de jeunes s'engagent de cette façon (Vincent Tiberj et Stéphanie Gaudet).

### Les pratiques démocratiques associatives

À la différence des pratiques démocratiques traditionnelles, des associations et des collectifs au mode de fonctionnement horizontal et les mouvements décentralisés connaissent une certaine popularité auprès de jeunes (Stéphanie Gaudet). La forte mobilisation de la jeunesse au sein des collectifs *Extinction Rebellion*, *Youth for Climate* ou *Alternatiba* en est une illustration. Si la plupart de ces collectifs ont désormais des ramifications au niveau international (Laurent Lardeux et Stéphanie Gaudet), certains s'ancrent dans leur contexte local (Stéphanie Gaudet), comme c'est le cas au Québec du mouvement des carrés jaunes initié par une jeune panéliste (Célestine Uhde). De même, la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) joue un rôle pivot dans l'ensemble des principales manifestations pour le climat au Québec. Ce type d'organisation ne requiert par une adhésion formelle et permet au jeune de se tailler une participation sur mesure et d'aller d'un collectif à un autre au gré de ses préoccupations personnelles plutôt que d'être cadré par celles d'une structure externe.

Aujourd'hui, nombre de ces collectifs s'appuient sur des perspectives intersectionnelles (prenant en compte le fait que certaines catégories de personnes peuvent subir simultanément plusieurs formes de stratification, domination, discrimination en raison de leur sexe, de leur classe, de leur race, de leur âge, etc.) et des perspectives critiques de justice sociale pour penser leurs revendications, pour assurer une diversité des identités des activistes au sein de leur mouvement ou pour créer des solidarités interorganisationnelles (Stéphanie Gaudet). Ils essaient ainsi de faire un travail à la fois interne et externe de lutte contre les discriminations et de mettre en pratique ce qu'ils préconisent. Ce type de collectifs réussissent à rejoindre de nombreux jeunes parce que ceux-ci peuvent y prendre la parole plus facilement que dans les institutions plus hiérarchiques, et parce qu'ils constituent des espaces leur permettant de rencontrer des personnes qui partagent ou qui valorisent leurs opinions et idées (Sarah Pickard). Contrairement à l'image du jeune qui agirait de manière individuelle, voire individualiste, la dimension collective reste au cœur de ces dynamiques. En particulier, le fait de trouver d'autres personnes partageant leurs points de vue permet aux jeunes de construire des émotions positives liées à l'*empowerment* et à l'efficacité politique ainsi qu'à la solidarité, et qui redonnent de l'espoir face à l'anxiété, la peur ou la colère suscitée par les enjeux pour lesquels ils travaillent.

Les jeunes qui s'engagent dans ce type d'associations souhaitent s'engager et faire ensemble. C'est ce que Sarah Pickard a appelé le « Do-it-ourselves politics » (en référence aux pratiques de bricolage de type « Do-it-yourself » au lieu de dépendre de

professionnels)<sup>4</sup>. Ce type d'engagement implique que **les jeunes s'engagent par eux-mêmes** (non pour eux-mêmes) sans attendre les institutions politiques et qu'ils agissent ensemble, collectivement pour mettre en action leurs valeurs politiques, sociales, écologiques, etc. La notion de « faire » est également au cœur de ce concept et revient constamment dans la bouche des jeunes interviewés dans les enquêtes (Sarah Pickard). Agir est une manière de « faire quelque chose » plutôt que de rester passif ou de se résigner. Bien qu'ils agissent en dehors des institutions politiques, ils ne sont pas en dehors du système pour autant, puisqu'ils cherchent à interpeller et influencer les détenteurs de pouvoir; « faire » soi-même est aussi vu comme une manière de donner l'exemple, pour que les décideurs fassent quelque chose à leur tour (Sarah Pickard). Une jeune engagée dans la cause climatique (Alicia Arquetoux) explique à ce sujet comment des jeunes, principalement des étudiants, se sont auto-organisés en quelques mois à peine pour structurer le mouvement *Youth for Climate*. Pour faciliter la coordination du mouvement et connecter les jeunes de divers endroits entre eux, ils ont utilisé le média social *Discord* pour diviser leur travail en plusieurs comités (revendications, sensibilisation, relations de presse, mobilisation, etc.) (Alicia Arquetoux).

Parmi les **pratiques démocratiques associatives**, soulignons aussi le cas de l'économie solidaire et sociale. Des jeunes – et moins jeunes – mettent sur pied des initiatives ayant pour but premier de répondre aux besoins des collectivités plutôt que de générer des profits. Elles sont souvent fondées sur une perspective critique du capitalisme. Ces initiatives sont parfois éphémères, parfois durables, ce qui peut alors donner au jeune une occasion de créer son propre emploi (Stéphanie Gaudet). C'est justement le cas d'une jeune panéliste (Maude Massicotte), qui a créé sa propre OBNL *DéfPhys sans limite* pour offrir aux jeunes adultes en situation de handicap un service d'accompagnement qu'aucune instance gouvernementale n'était en mesure d'offrir.

#### Les pratiques singularistes

Les jeunes qui s'engagent dans des pratiques que Stéphanie Gaudet appelle « singularistes » agissent eux aussi dans une optique de justice sociale, mais, contrairement à ceux qui s'engagent dans l'économie solidaire et sociale, ils empruntent un modèle capitaliste pour le faire (notamment le modèle de microcrédits de Muhammad Yunus). Dans ce type de pratique, on retrouve entre autres des jeunes créatifs qui adoptent des modèles d'engagement plus expressifs, comme les youtubeurs et les autres producteurs de contenus diffusés sur les médias sociaux (Stéphanie Gaudet). Ces jeunes créatifs – qui peuvent être qualifiés d'autoentrepreneurs militants (Julien Boyadjian) – mettent beaucoup d'efforts à alimenter leur profil numérique de contenus politiques. Par exemple, un jeune panéliste (Thomas Gauthier), via une série sur sa chaîne YouTube, informe avec humour son public sur différents sujets d'actualité. Il en est de même pour une autre jeune panéliste (Célestine Uhde), qui utilise ses comptes de médias sociaux pour sensibiliser son auditoire à l'autisme. Ce type d'outils de conscientisation sociale est d'ailleurs souvent utilisé par des associations et organisations pour sensibiliser leurs membres et pour soutenir l'action collective (Stéphanie Gaudet).

---

<sup>4</sup> Pickard, Sarah. *Politics, Protest and Young People. Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*. Londres : Palgrave Macmillan, 2019.

### La participation en ligne

Parmi toutes les pratiques d'engagement, la participation en ligne est devenue l'une des plus prisées chez les jeunes, dépassant la plupart des formes de participation mesurées dans les enquêtes (Julien Boyandjian). Ainsi, défendre une cause en ligne est la deuxième action politique la plus répandue chez les 18-30 ans, juste derrière le vote. Certains émettent l'hypothèse que la jeunesse aurait trouvé là un moyen d'expression politique qui lui convient davantage. Ceci regroupe une large palette d'actions, dont les plus répandues sont celles qui sont les moins coûteuses en temps, en énergie et en investissement, mais aussi en coûts sociaux, comme signer une pétition ou cliquer sur « j'aime ». Inversement, ils sont moins nombreux à visionner, et surtout à partager ou encore moins à créer du contenu politique. En effet, une très grande partie des jeunes ne s'y expriment pas politiquement, ou du moins, pas à la première personne, notamment parce qu'ils doutent de leur légitimité pour le faire ou parce que cela peut être socialement clivant (Julien Boyadjan).

### L'engagement par le style de vie

Les formes d'engagement mentionnées précédemment dans ce compte rendu bénéficient d'une certaine visibilité dans la sphère publique, mais d'autres, tout aussi importantes, sont soit invisibles, soit invisibilisées. Ces formes d'engagement qui restent dans l'ombre forment « les arrières-scènes participatives » (Stéphanie Gaudet). Parmi celles-ci, on compte l'engagement par le style de vie, qui consiste à agir quotidiennement, dans la sphère privée, en cohérence avec ses valeurs et comme une forme d'expression de celles-ci. Bien qu'il s'effectue au niveau individuel, cet engagement demeure toutefois à portée collective, soit parce qu'il vise la solidarité et le bien commun (Sarah Pickard), soit parce qu'il s'inscrit dans une prise de position critique face à la société et ses institutions (Elisabeth Greissler); ainsi, malgré les apparences, il ne peut être assimilé à un individualisme ou à de l'apathie politique (Elisabeth Greissler et Sarah Pickard). À titre d'exemple, l'engagement par le style de vie chez les jeunes peut se traduire dans leur manière de se présenter et de s'affirmer (habillement, tatouages, etc.), de consommer (pratiques alimentaires, boycott/buycott, etc.), de se déplacer (transport actif, transports en commun, etc.), de s'autoproduire artistiquement, de créer des liens et des réseaux d'entraide, etc. (Elisabeth Greissler et Sarah Pickard). Il s'agit parfois de choix difficiles, dont certains peuvent être très coûteux et que les jeunes n'ont pas tous les moyens de faire.

Deux jeunes panélistes autochtones (Yasmine Fontaine et Laura Fontaine) expliquent pour leur part que leur engagement passe, entre autres, par **une réappropriation et une revalorisation de leur identité innue**, laquelle est très intrinsèquement liée au territoire. Ainsi, leur engagement peut se concrétiser par la marche à certains endroits : « En tant qu'Innue, en tant que jeune surtout, le plus beau des engagements qu'on peut se faire, c'est de marcher dans notre territoire » (Yasmine Fontaine). **Leur engagement peut aussi prendre la forme de leur simple présence sur le territoire** : « Occuper le territoire et être présent est une forme de mobilisation et d'acte politique parce que c'est montrer qu'on est présent puis qu'on existe toujours » (Laura Fontaine). Loin d'être individualiste, leur engagement est intergénérationnel; il vise à honorer leurs ancêtres, à démontrer la



force et le courage des jeunes Innus à prendre leur place dans la société actuelle et à assurer la survie des territoires et de leur identité pour les générations à venir.

Ce mode d'engagement requiert un effort considérable et continuellement renouvelé; contrairement, par exemple, au vote qui n'est qu'occasionnel, l'engagement par le style de vie demande des actes quotidiens (Sarah Pickard). Toutefois, nombre de jeunes insistent pour souligner qu'ils considèrent que, bien que nécessaires, ces actions sont insuffisantes (Sarah Pickard), notamment en ce qui a trait à l'enjeu du réchauffement climatique. C'est pourquoi nombre d'entre eux se mobilisent en parallèle dans des actions plus visibles – y compris de désobéissance civile non violente –, destinées à attirer l'attention des médias et des pouvoirs publics afin de les contraindre à agir à leur tour (Sarah Pickard). Toutefois, tous n'ont pas la possibilité de le faire, car les formes d'engagement mobilisées varient selon les profils des jeunes.

### Profils des jeunes engagés

Nous avons vu jusqu'ici combien la palette de formes d'engagement à la disposition des citoyens s'élargit de plus en plus. Toutefois, cette liste des formes ne suffirait pas à elle-même pour comprendre les profils des personnes qui s'engagent. Cette section propose donc, dans un premier temps, de présenter quatre types de citoyens, qui se distinguent par la nature de leurs pratiques d'engagement. Cette classification met en lumière les différences de pratiques d'engagement entre les générations. Dans un deuxième temps, les différences de pratiques d'engagement au sein même des jeunes générations seront analysées, ce qui mettra en lumière les freins à l'engagement et notamment l'importance de facteurs liés à la classe sociale.

#### Différences intergénérationnelles

Manifestement, **le rapport au politique a été marqué par de profondes transformations**, si bien qu'il existe des différences entre les générations quant aux pratiques d'engagement qu'elles privilégient. Un chercheur (Vincent Tiberj) en propose un bref aperçu à travers quatre profils, qu'on retrouve plus souvent chez certaines générations que d'autres :

1. **Les « électeurs »** : Les électeurs sont ceux qui votent systématiquement, mais qui ne pratiquent pas d'autres formes d'engagement politique. Ils ne sont souvent que des électeurs et acceptent la prémisse de la démocratie représentative qui consiste à sélectionner des personnes auxquelles on délègue le pouvoir et la responsabilité décisionnelle. La génération des pré-baby-boomers – nés avant ou pendant la Seconde Guerre mondiale – était formée en grand nombre de ces électeurs, mais il s'agit d'une modalité de plus en plus rare.
2. **Les « polyparticipants »** : Les polyparticipants sont qualifiés de virtuoses de la participation. En plus de voter, ils s'inscrivent aussi dans une variété de formes d'engagement (manifestation, pétition, etc.). Ils sont capables de mobiliser tous les moyens d'action pour faire entendre leur voix. On retrouve

les polyparticipants principalement parmi les baby-boomers et les post-baby-boomers.

3. **Les « protestataires »** : Les protestataires, qui sont de plus en plus nombreux, sont ceux qui ne votent pas ou qui votent par intermittence, mais qui s'expriment politiquement d'abord, ailleurs que par le vote, notamment dans les modalités plus informelles et moins structurées que nous avons vues jusqu'ici. Ce type de profil est en pleine croissance dans toutes les générations nées dans l'après-guerre, mais particulièrement chez les plus jeunes.
4. **Les « silencieux »** : Les silencieux sont ceux qui ne votent pas systématiquement et qui ne manifestent pas ou ne s'expriment pas politiquement. Ils se trouvent en plus grand nombre chez les Milléniaux que dans les générations précédentes, mais parmi les Milléniaux, il s'agit notamment des moins diplômés et des individus en provenance des classes populaires (qui ne s'inscrivent plus dans les mouvements ouvriers contrairement aux générations précédentes et en particulier les baby-boomers).

#### Différences intragénérationnelles

On sait maintenant que de nombreux jeunes s'engagent et qu'ils le font sous plusieurs formes, mais que sait-on sur eux? Parmi ces jeunes, lesquels s'engagent dans quels espaces d'engagement? Les études sur le sujet en France sont univoques : les jeunes engagés – ceux qui votent, qui rejoignent les actions d'une association ou d'un collectif ou qui s'expriment politiquement sur les médias sociaux – partagent sensiblement les mêmes propriétés sociologiques, c'est-à-dire qu'ils proviennent généralement de milieux sociaux relativement privilégiés (Julien Boyadjian). Ce clivage s'observe pour toutes les formes de participation, du vote à l'expression en ligne, en passant par les actions au sein de collectifs et d'associations. Ainsi, les statistiques montrent que ceux qui votent le plus sont généralement ceux dont la mère a un niveau de scolarité plus élevé (Stéphanie Gaudet); inversement, il existe un lien étroit entre la précarité et l'abstention électorale (Noé Berchet). De même, ceux qui rejoignent des associations ou des collectifs sont nombreux à avoir étudié dans des collèges privés ou dans des établissements scolaires offrant des programmes particuliers axés sur l'engagement citoyen et politique (Stéphanie Gaudet); leur passage dans ces écoles peut d'ailleurs contribuer à garnir leur curriculum vitae d'engagements, ce qui peut contribuer à accroître leur valeur sur le marché de l'emploi (Stéphanie Gaudet). Enfin, ceux qui sont les plus susceptibles de s'exprimer en ligne sont les jeunes hommes blancs urbains éduqués, qui se sentent légitimes de le faire et qui ont un engagement politique assumé auprès de leur entourage : ils se trouvent souvent d'ailleurs près des cercles militants et des organisations politiques plus ou moins formelles (Julien Boyadjian).

L'expérience terrain de jeunes panélistes va dans le même sens que ces résultats de recherche. Selon les observations de l'une d'entre elles (Alicia Arquetoux), une forte majorité des jeunes qui se sont impliqués dans la première vague de *Youth for Climate* bénéficiait d'emblée d'un bon capital social, provenant généralement de milieux aisés et ayant des parents exerçant une profession socialement valorisée (professeur, ingénieur,

etc.). Selon elle, cette homogénéité de profils de jeunes dans le mouvement peut être attribuée au fait qu'il faut avoir les ressources sociales et matérielles pour pouvoir militer (Alicia Arquetoux). En effet, il est plus difficile pour les personnes moins favorisées de s'engager lorsqu'elles cumulent des occupations (études, travail, etc.) et responsabilités (Sarah Pickard). Dans la même veine, une autre panéliste (Célestine Uhde) a aussi constaté une faible diversité dans les profils sociaux lors de son engagement dans le mouvement climatique; elle remarque ainsi que ce sont presque exclusivement des étudiants qui s'y engagent et que les structures de mobilisation excluent souvent d'emblée les jeunes qui ne sont plus aux études ou bien qui poursuivent leur scolarité à la formation générale aux adultes (c'est-à-dire des raccrocheurs, ceux qui reviennent terminer leur diplôme d'études secondaires après une période d'arrêt). Enfin, l'expérience d'une autre jeune engagée (Rayane Zahal) révèle que, même dans les instances de participation politique qui sont sensibles à ces questions d'inclusion et de représentativité d'une diversité de voix, certaines inégalités sociales s'y reproduisent. Elle observe que les postes de responsabilités ou de pouvoir y sont surtout occupés par des étudiants de programme prestigieux et des jeunes provenant de familles privilégiées et blanches. En somme, les jeunes qui s'engagent de façon plus visible, que ce soit dans ou hors des institutions politiques, en ligne ou hors ligne, font habituellement partie des classes sociales supérieures.

À la lumière de ce constat, on pourrait s'interroger sur l'état de l'engagement des jeunes en difficulté ou en situation de pauvreté, de précarité ou de marginalité, qui vivent dans des conditions difficiles et parfois violentes. Avant tout, il faut préciser que les recherches actuelles ne permettent pas une compréhension extensive de leur engagement, et ce, pour plusieurs raisons (Elisabeth Greissler). En effet, bien que le forum ait mis en lumière des formes de participation diverses, il n'en demeure pas moins que les travaux de recherche présentent souvent une conception plus restrictive de la participation politique, laquelle correspond encore moins au mode d'engagement des jeunes en difficulté qu'aux autres jeunes, notamment parce que leur situation de marginalité les éloigne des espaces de participation plus classiques ou à tout le moins visibles. En outre, leur entourage et les intervenants qui les connaissent tendent à partager cette vision restrictive de la participation citoyenne, si bien que leurs pratiques engagées ne sont pas reconnues comme telles. Et, même lorsque ce n'est pas le cas, certains de ces jeunes ne se considèrent pas eux-mêmes comme étant engagés, ce qui représente une difficulté méthodologique considérable pour les identifier et pour les faire parler de leur engagement. Enfin, il y a très peu de recherches sur les inégalités d'accès des jeunes aux différents espaces de participation.

Malgré le peu de connaissances à notre disposition sur l'engagement des jeunes en difficulté, nous savons que la majorité de ceux qui s'engagent le font à travers leur style de vie ou ce que Elisabeth Greissler nomme les « espaces alternatifs ». À partir de leurs expériences biographiques contraignantes, ils peuvent créer de très forts réseaux de solidarité, mais pas toujours. Leur engagement passe aussi par des prises de position critiques ou des « révoltes du quotidien » (Cécile Van de Velde) qui se traduisent, par exemple, par un refus du capitalisme, un rejet de toute forme d'aide de l'État, un désengagement des espaces de participation formels ou radicaux, une résistance aux

normes sociales dominantes (Elisabeth Greissler), une colère envers le « système » (Cécile Van de Velde), etc. Défiants envers les institutions, mais aussi envers les mouvements sociaux et critiques d'un ensemble d'espaces participatifs, ils gravitent plus loin de ces espaces de participation. Certains se joignent à des expériences d'engagements plus radicales, mais parfois en ayant eu l'impression d'y avoir été instrumentalisés, voire d'y être utilisés comme une sorte de « chair à canon » par exemple lors de manifestations contre la brutalité policière (Elisabeth Greissler). La plupart finissent par ne s'engager que dans les formes qui se vivent dans la sphère privée, une sorte d'engagement protéiforme axé sur la cohérence entre les valeurs et le mode de vie, et inscrit dans un refus du capitalisme (Elisabeth Greissler). En somme, parce que l'engagement de jeunes en difficulté est plus ou moins visible dans l'espace public et qu'il ne s'inscrit pas à l'intérieur de groupes ou d'organisations explicites, il est souvent non reconnu et passe sous le radar des observateurs.

À la différence des autres jeunes qui s'engagent dans la sphère publique de façon plus visible, la trajectoire d'engagement de jeunes en difficulté est souvent marquée par une faible socialisation à l'engagement. La famille, qui est l'un des agents de socialisation politique les plus significatifs, ne représente généralement pas un modèle d'engagement pour ces jeunes. En réalité, au contraire, leur engagement concorde souvent avec un désir d'affranchissement de leur famille et des valeurs familiales qu'ils ne partagent pas ou auxquelles ils s'opposent. Sauf dans de rares situations, l'école ne serait pas non plus un lieu significatif de socialisation à l'engagement chez la plupart de ces jeunes. Si les travaux sur la participation politique sont principalement tournés vers les conditions à l'engagement, les jeunes en difficulté font surtout face à des freins à leur participation dans certains espaces et à des contraintes qui pèsent sur leur trajectoire de vie. Malgré le peu de ressources à leur disposition et leur plus faible capital culturel ou scolaire, certains parviennent toutefois à s'autohabiliter à l'engagement par l'innovation et l'expérimentation (Elisabeth Greissler) ou grâce à un accompagnement réalisé de manière bienveillante.

Toutefois, cette tendance de jeunes en situation de difficulté de s'engager dans l'ombre n'est pas immuable. D'une part, à l'échelle des individus, elle peut être recentrée sur des formes plus visibles grâce à des leviers dans des organismes communautaires, lorsqu'ils multiplient les occasions de pouvoir s'engager dans des espaces formels ou informels. D'autre part, à plus grande échelle, cette tendance à rester dans l'ombre peut changer à tout moment en fonction du contexte social, comme ce fut le cas lors de grandes périodes révolutionnaires; les publics d'ordinaire plus silencieux, c'est-à-dire les femmes et les individus de classes populaires, en ont été à l'avant-scène (Julien Boyadjian).

En somme, les jeunes aujourd'hui s'engagent de manière différente (par rapport aux modes de participation privilégiés par le passé) et de différentes manières (entre eux, que ce soit par préférence ou en lien avec les ressources dont ils disposent). Ainsi, puisque les différences entre les jeunes quant à leurs modalités d'engagement sont contrastées, il serait plus juste de parler « des jeunesses », afin de ne pas passer sous silence l'importante hétérogénéité de cette génération.

## Enjeux et thèmes mobilisateurs

Pour plusieurs, l'engagement n'est pas un choix (Sarah Pickard), mais un impératif : il peut être vécu comme une question de survie (Yasmine Fontaine), de devoir (Laura Fontaine), de responsabilité (Laura Fontaine et Élodie Nace), de continuité ou d'émotions (Célestine Uhde et Rayane Zahal) ou une obligation (Maude Massicotte, Sarah Pickard). Certains n'ont pas envie de s'engager, mais voient **un besoin existentiel, ontologique et identitaire** de le faire (Sarah Pickard) : l'engagement peut ainsi être vécu comme une tâche qu'on est poussé à faire : « j'ai pas envie de le faire, j'aimerais vraiment mieux faire autre chose, faire le party, par exemple, mais j'ai pas le choix de m'engager, je dois le faire » (jeune cité par Sarah Pickard). Face aux potentiels coûts matériels, physiques et symboliques, l'engagement ne va pas de soi (Julien Boyadjian). Cela requiert du temps, de l'argent, de l'énergie (Sarah Pickard). « Le travail de lutte est vécu comme particulièrement éprouvant, dans des cycles répétés d'engagement et de découragement » (Cécile Van de Velde).

**« Être jeune aujourd'hui c'est devoir jongler avec des contradictions impossibles à concilier. » (Noé Berchet)**

Pour mieux saisir les motifs derrière leur engagement, il est utile de se pencher sur les principaux enjeux et les thèmes transversaux qui ressortent des grands mouvements sociaux jeunesse, de même que les sentiments de révolte qui émergent dans les parcours de vie de certains jeunes.

### Enjeux

Le forum n'avait pas pour objectif de faire le tour des aspirations des jeunes car il n'aurait su le faire de manière exhaustive, mais les organisateurs ont plutôt fait le pari de rassembler des jeunes dévoués à des causes diverses ainsi que des chercheurs travaillant sur l'ensemble de la génération, afin de faire ressortir de manière transversale les processus et les réalités rencontrées par les jeunes engagés au Québec et en France, plutôt que des situations qui pourraient être propres à la lutte pour un enjeu en particulier. Ces enjeux se ressemblent en ce qu'ils abordent diverses facettes de valeurs existentielles liées à la justice, que celle-ci soit identitaire, politique, économique, générationnelle ou autre.

### Thèmes mobilisateurs des mouvements sociaux jeunesse

Les grands mouvements jeunesse du 21<sup>e</sup> siècle ont ceci en commun qu'ils sont fondés sur la promotion de grands principes et de grandes valeurs plutôt que sur le désir de révolte contre un pouvoir autoritaire; ce sont des mouvements davantage « pro » que « anti », qui veulent défendre des idéaux davantage que s'opposer à un ennemi (Cécile Van de Velde). Néanmoins, la colère sociale y est de plus en plus exprimée. Ces mouvements sociaux sont aussi fondés sur une identité générationnelle de plus en plus forte qui peut prendre la forme d'une appartenance aux groupes « étudiants », « jeunes », « enfants », « génération », par exemple.

Indépendamment des enjeux spécifiques qu'ils portent, trois grands thèmes mobilisateurs interreliés se retrouvent au cœur des slogans et des discours dans ces mouvements sociaux jeunesse : l'**éducation**, la **démocratie** et la **justice** (Cécile Van de Velde).

Premièrement, l'**éducation** préoccupe ces jeunes manifestants. D'un côté, on voudrait promouvoir un accès plus équitable à l'éducation, et de l'autre, on critique la valeur du diplôme et de ses débouchés, on doute d'un système d'éducation basé sur la méritocratie et, plus encore, on s'interroge sur le sens même de l'éducation. Dans le mouvement environnemental, des jeunes en viennent à questionner l'utilité même de l'éducation dans un monde en péril. L'engagement d'une jeune (Rayane Zahal) a d'ailleurs pris son envol lorsqu'elle s'est mise à éprouver de la colère quant aux inégalités sociales qui persistent dans le système scolaire :

Jusqu'à ce que je me rende à l'université, j'ai beaucoup cru au mythe de la méritocratie. [...] Si on [les enfants d'immigrants] travaille fort, on va avoir ce qu'on veut. Puis on s'attend de nous à ce qu'on soit des transfuges de classes, qu'on gagne un gros salaire, qu'on fasse de grosses études, etc. Et donc on ne prenait pas en compte plusieurs facteurs sociaux, notamment tout ce qui est la reproduction sociale, le fait que quand on est dans une classe sociale, on a tendance à y rester. (Rayane Zahal)

Deuxièmement, le thème de la **démocratie** interpelle grandement ces jeunes, qui dénoncent le peu de place qui leur est fait dans la société et le peu d'écoute qu'ils reçoivent de la part des pouvoirs publics. Le sujet de la démocratie préoccupe des jeunes, comme c'est le cas pour une participante (Élodie Nace) qui se demande ce que les jeunes doivent faire pour être entendus, mais surtout, pour être écoutés. Certains jeunes ont fait part du mur médiatique qu'ils ont frappé et de la violence des commentaires qu'ils – et surtout elles – ont reçus lors de leurs prises de parole.

« Ça peut être décourageant de voir nos propos ridiculisés alors que les enjeux sont extrêmes. » (Alicia Arquetoux)

Bien que tous ces mouvements semblent s'entendre sur le besoin d'une démocratie renouvelée ou réinventée et plus participative, ce thème demeure particulièrement clivant parce qu'il génère des tensions autour de la légitimité des moyens à employer pour défendre leurs revendications face à une inertie politique. Une jeune engagée (Alicia Arquetoux) rapporte qu'au moment où un mouvement auquel elle participait réfléchissait à élargir ses moyens d'action vers la désobéissance civile, plusieurs discussions animées ont eu lieu sur les risques que chacun était prêt à prendre en lien avec sa position sur l'échelle sociale.

Enfin, le troisième grand thème qui mobilise la jeunesse est la **justice**. Cette justice peut concerner des axes divers.

- Elle peut être liée aux questions identitaires (identité ethnoculturelle, handicap, identité de genre et sexuelle, etc.) comme l'illustrent notamment

les discours de jeunes panélistes. L'une d'elles (Célestine Uhde) affirme avoir initié le mouvement des carrés jaunes, qui a pour objectif de lutter contre les codes vestimentaires sexistes dans les écoles secondaires, pour combattre les injustices et les inégalités. C'est le cas également du collectif « La voix des jeunes compte » qui vise à combattre et prévenir les violences sexuelles dans les établissements scolaires (Maude Massicotte).

- Une autre forme de justice est au cœur de plusieurs mouvements sociaux jeunesse, soit celle de la justice environnementale, que ce soit en termes géographiques ou générationnels. L'approche géographique s'illustre dans le propos d'une jeune panéliste (Élodie Nace), qui aborde le devoir des personnes les plus privilégiées des pays dits du Nord (et les plus responsables de la crise climatique) d'agir pour le climat.
- Cependant, ce sont plutôt les discours sur la justice intergénérationnelle qui prédominent chez les jeunes manifestants. Ils dénoncent le lourd héritage social, économique, politique et environnemental injustement légué par les générations précédentes. Cette injustice intergénérationnelle peut aussi être ressentie comme une dépossession ou un déclassement, ou comme l'idée d'un avenir qui leur a été volé. À cet égard, ces jeunes qui s'engagent dans ces grands mouvements sociaux s'inquiètent grandement pour leur futur (Cécile Van de Velde). À maintes reprises lors du forum, les jeunes panélistes ont fait référence à ce sujet. Par exemple, un jeune panéliste déclare qu'« être jeune, c'est avoir peur » (Noé Berchet). Un autre affirme, en paraphrasant Albert Camus, que la tâche de sa génération est d'empêcher que le monde ne se défasse (Émilie Roy).
- Enfin, une jeune (Yasmine Fontaine) prend la parole sur les impacts du colonialisme et des traumatismes intergénérationnels sur les jeunes autochtones : « Nous, on doit porter sur nos épaules la question de la guérison collective. »

Bien que l'éducation, la démocratie et la justice soient les trois principaux thèmes des grands mouvements jeunesse du 21<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de préciser que tous les mouvements sociaux jeunesse ne sont pas fondés sur de grands principes universels ou des enjeux de vivre ensemble; il convient de ne pas passer sous silence le fait que certains jeunes qui ne trouvent pas de réponses dans la classe politique sont sensibles aux discours populistes (Stéphanie Gaudet, Sarah Pickard) ou à des postures radicalement antisystèmes, notamment lorsque leur parcours de vie est parsemé d'embûches (Cécile Van de Velde). En effet, **nous avons vu plus haut que les origines et la situation socio-économiques des jeunes influencent leur capacité d'engagement, mais elles orientent aussi leurs sensibilités, si bien que certains d'entre eux se reconnaissent dans le populisme.** Même lorsque ce n'est pas le cas, les formes que prennent les enjeux qui les touchent le plus peuvent être spécifiques, comme nous le verrons à présent.

### Révoltes nées dans les parcours de vie des jeunes

Évidemment, ce ne sont pas toutes les préoccupations des jeunes qui arrivent à se tailler une place dans l'espace public. L'une des rhétoriques de colère que l'on retrouve particulièrement chez des jeunes qui sont ou qui se sentent en marge de la société émane précisément de leur parcours de vie difficile; il s'agit d'une « colère d'usure » (Cécile Van de Velde). Cette colère est très individuelle et difficile à collectiviser. Elle émane d'un épuisement et d'un sentiment d'échec face à des efforts vains devant la dureté du marché du travail, la pression de performer et la compétition au sein des jeunes générations. Ces colères se vivent quotidiennement dans un certain isolement individuel et marqué par « une tension entre se changer soi ou changer la société » (Cécile Van de Velde). C'est le « système » qui est identifié comme la cible de ces révoltes quotidiennes, qui peuvent se traduire en une haine du système, un abstentionnisme ou encore en une adhésion à des discours populistes ou antisystèmes (Cécile Van de Velde).

Dans nos démocraties actuelles, on assiste donc à une sorte de « compétition des colères » parmi les jeunes générations (Cécile Van de Velde), puisque ce ne sont pas toutes les révoltes qui se canalisent dans des mouvements sociaux ou qui accèdent à une légitimité. Pour entendre ces voix inaudibles dans l'espace public, il faudrait établir une « démocratie d'écoute » (Cécile Van de Velde), c'est-à-dire une démocratie qui ouvre des canaux d'écoute qui dépassent ceux du vote ou des mouvements sociaux.

## 3. Leviers d'action

Le forum a permis de mettre en lumière certains des principaux obstacles à l'engagement et à la participation des jeunes à la vie politique, notamment ceux liés à la classe sociale et ceux liés à la visibilité dans les espaces d'expression où les jeunes se trouvent. Cette dernière section rend compte des défis et opportunités sur lesquels il est possible d'agir pour favoriser l'engagement citoyen des jeunes. Les principaux leviers d'action identifiés au cours de la journée s'inscrivent dans deux axes. Les premiers touchent la capacité d'écoute des voix peu audibles et les seconds visent davantage à soutenir la capacité d'engagement des jeunes dans les champs de participation suivants : l'éducation à la citoyenneté, la participation publique, la participation électorale et institutionnelle, la participation de proximité, la participation collective et la participation en ligne.

### Posture d'écoute

Mais, en toute première instance, il s'agit pour **les pouvoirs publics d'adopter une posture d'écoute**. Interrogée par une chercheuse sur les soutiens qu'ils auraient souhaité avoir pour leurs idées politiques, une jeune propose : « **Mettez de l'énergie à nous écouter et à amener les gens à changer leur rapport à la consommation plutôt que de simplement nous donner du soutien à l'engagement** » (Célestine Uhde). En effet, une autre déplore que « Certains décideurs sont plus intéressés par notre mobilisation que



par les arguments qu'on invoque pour soutenir notre cause » (Alicia Arquetoux). Force est d'admettre que ce forum n'y fait pas exception, puisque l'objectif était explicitement de parler de l'engagement des jeunes et non pas des enjeux eux-mêmes. Toutefois, ceci était à attendre, dans la mesure où les organisateurs, même s'ils sont des instances étatiques, ne sont pas celles qui prennent les décisions concernant certains des enjeux qui tiennent à cœur aux jeunes (l'environnement, par exemple). Les objectifs du forum visaient plutôt à comprendre les nouvelles formes de participation des jeunes et les expérimentations intéressantes, ainsi que les motivations et les freins à leur participation. Or, ce faisant, un exercice comme ce forum, en mettant en lumière la vivacité de la participation politique des jeunes aujourd'hui, peut contribuer à la valorisation et à la légitimation de ces formes, en vue de la consolidation et de l'actualisation des interventions de l'État et de sa capacité d'écoute des revendications issues de la jeunesse.

En outre, afin de recevoir les propositions des jeunes, une jeune engagée appelle les générations antérieures et les pouvoirs en place à ne pas prendre une attitude défensive ou à chercher à se justifier face aux revendications des jeunes – et ce, même lorsqu'elles sont imprimées de leur colère –, pour plutôt tâcher d'être solidaires afin de penser et reconstruire un avenir commun (Célestine Uhde).

#### Pistes de réflexion

- Choisir d'adopter une posture d'écoute de ce qu'expriment les nouvelles générations dans les divers espaces d'expression politique;
- Utiliser un vocabulaire positif sur les modes d'expression et d'engagement des jeunes, dans une perspective de légitimation.

#### Éducation à la citoyenneté

Les systèmes éducatifs sont parmi les éléments qui varient le plus d'un pays à l'autre, si bien que ce domaine donne lieu à des constats différents de part et d'autre de l'Atlantique. Au Québec, l'éducation à la citoyenneté est relativement fragmentaire dans le cursus scolaire des jeunes<sup>5</sup>, bien que des projets conséquents soient en

<sup>5</sup> Le Programme de l'école québécoise a notamment un volet « histoire et éducation à la citoyenneté » dans le domaine Univers social. Le programme est accessible publiquement en ligne : <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/pfeq/secondaire/domaine-de-lunivers-social/histoire-et-education-a-la-citoyennete/>.

développement<sup>6</sup>. Pour l'heure, les jeunes adultes québécois ne semblent pas marqués par les cours dédiés au sujet et, selon certains panélistes, la relativement faible place laissée au développement de la pensée critique à l'école pourrait contribuer à éloigner certains jeunes de la politique. Ainsi, **des acteurs non scolaires sentent une responsabilité d'offrir un complément d'éducation à la citoyenneté : ce peut être des organismes soit gouvernementaux** tels qu'Élections Québec et Élections Canada lesquels développent des programmes de sensibilisation au vote, **soit de la société civile** organisée, comme l'Institut du Nouveau Monde (INM) et d'autres. L'INM, par exemple, propose une série de programmes d'éducation à la citoyenneté adressés aux 18-35 ans, dont l'un se déploie directement dans les écoles secondaires. À travers ses activités *Politique 101*, l'INM transmet à des jeunes de 15-17 ans des connaissances de base sur le fonctionnement des institutions politiques démocratiques et sur les occasions d'engagement citoyen. Le fait d'avoir l'école comme porte d'entrée pour ces adolescents permet à l'organisme, d'une part, de rejoindre des jeunes de milieux sociaux variés qui n'ont pas nécessairement (ou pas encore) d'intérêt envers la politique et, d'autre part, d'arriver assez tôt dans le parcours de vie des jeunes pour susciter chez eux un désir d'engagement (Marie-Dina Salvione).

En France, bien qu'il y ait un cours d'éducation morale et civique (EMC), celui-ci est vivement critiqué. D'abord, l'éducation morale y prend une place primordiale, au détriment de l'éducation civique. On y enseigne davantage l'importance d'adopter de « bonnes conduites » que de penser au collectif (Vincent Tiberj). De plus, même la maigre part accordée à l'éducation civique fait défaut, puisqu'elle promeut une vision limitée du citoyen, réduit à sa maîtrise des savoirs et des compétences politiques. Or, cette représentation de la citoyenneté peut avoir de fâcheuses conséquences sur les parcours d'engagement de nombreux jeunes (Lara Rouge), notamment ceux qui sont les plus éloignés de la politique. Faute de se sentir adéquatement outillés par rapport à cette vision du citoyen idéal, certains peuvent se disqualifier eux-mêmes des espaces de participation ou encore développer une aversion pour la politique en général. Il faudrait plutôt montrer une figure du citoyen qui monte en compétences tout au long de sa vie en reconnaissant le fait que l'éducation à la citoyenneté est un processus d'apprentissage continu (Lara Rouge). C'est pour cette raison que l'organisme *Démocratie ouverte* invite l'ensemble de la population – et non seulement les jeunes –, en dehors des salles de classe, à s'engager dans différents champs de la citoyenneté (Lara Rouge). Il n'y a toutefois pas en France de financement structurel d'éducation à la citoyenneté pour ce type d'initiatives en dehors des écoles (Nessi Gerson).

Au Québec comme en France, les institutions scolaires contribuent à faire la promotion d'un « bon engagement » (Vincent Tiberj) en encourageant des modes de participation plus consensuels et réformistes (bénévolat, participation élective, délibération, consultation, etc.) que contestataires et critiques (manifestation, pétition, etc.). Pourtant, la promotion de multiples représentations de la citoyenneté et de la démocratie permettrait de mieux répondre aux besoins des jeunes et de la population

---

<sup>6</sup> Un projet pilote vise présentement à intégrer le nouveau cours Culture et citoyenneté québécoise (CCQ) qui remplacera celui d'Éthique et culture religieuse (ÉCR).

générale (Stéphanie Gaudet, Nessi Gerson et Lara Rouge). Puisqu'ils agissent en complémentarité, les différents discours sur la démocratie peuvent coexister (Stéphanie Gaudet et Nessi Gerson).

#### Pistes de réflexion

- Promouvoir de multiples représentations de la citoyenneté et de la démocratie;
- Intervenir tôt dans la vie des jeunes de divers milieux sociaux par une éducation à la citoyenneté à l'école;
- Promouvoir l'éducation à la citoyenneté aussi à l'extérieur des salles de classe, ainsi qu'à tous les âges de la vie;
- Soutenir financièrement les organismes qui ont pour mission l'éducation à la citoyenneté.

#### Participation publique

En plus de soutenir l'éducation à la citoyenneté, les organisations de la société civile jouent aussi un rôle majeur dans l'engagement de différents publics, dont les jeunes, dans des dispositifs de participation citoyenne. Des subventions gouvernementales existent pour les appuyer dans ce travail. Au Québec, le gouvernement – via son Secrétariat à la jeunesse – privilégie généralement d'encourager et soutenir des projets de participation citoyenne ainsi que des initiatives ponctuelles et novatrices, qui permettent de répondre directement aux besoins de la population. Des participants suggèrent que, en France, le gouvernement tendrait à investir dans des initiatives de participation citoyenne qui offrent de plus grandes possibilités de concertation avec les instances décisionnelles et qui s'inscrivent dans le plus long terme. Le forum n'étant pas organisé d'une manière à permettre une prise de parole substantielle au sujet des programmes de l'État, il n'y a pas eu d'échange franco-québécois directement sur le sujet ; néanmoins, ces deux types de modèles présentent des forces différentes. Alors que l'un offre davantage de flexibilité pour répondre aux besoins émergents de la population, l'autre permet une force de frappe plus importante au niveau politique (Stéphanie Gaudet).

Lors d'un panel, deux organisations de la société civile sont venues présenter leurs efforts pour faire participer des jeunes au processus de prise de décisions publiques : l'INM et *Démocratie ouverte*. Au Québec, l'INM, qui se présente comme un acteur de l'écosystème jeunesse, assure un service-conseil pour la création et la réalisation de processus de participation publique afin que l'action publique puisse refléter le plus possible les réalités et les préoccupations des citoyens (Marie-Dina Salvione). En France, *Démocratie ouverte* mène des projets d'innovation démocratique et anime une

communauté d'« innovateurs démocratiques », c'est-à-dire des acteurs qui tentent d'améliorer et de renouveler le fonctionnement de la démocratie. Pour faciliter la participation publique de jeunes, les démarches des innovateurs démocratiques visent tantôt à accompagner les jeunes vers les lieux de décisions, ou tantôt à faire remonter leurs propositions aux pouvoirs publics.

Lors du forum, un membre de *Démocratie ouverte* (Nessi Gerson) a présenté deux exemples d'expérimentation démocratique qui permettent de mieux saisir ces logiques d'intervention. La première expérimentation à avoir été présentée est celle initiée par *Est ensemble*, une intercommunalité du Nord-Est parisien qui accompagne actuellement des étudiants de sept collèges et lycées du territoire à émettre des propositions pour l'élaboration de la future Convention citoyenne locale pour le climat. Le programme propose un parcours d'engagement allant de la sensibilisation jusqu'à la recommandation d'actions, en passant par des rencontres avec les acteurs du territoire. Cette initiative est d'autant plus pertinente que les jeunes de moins de 18 ans ne sont pas admissibles au panel citoyen officiel de cette Convention, constitué par tirage au sort. La deuxième expérimentation démocratique à avoir été présentée est celle du Labo de *Démocratie ouverte* qui, en partenariat avec le département français de Seine-St-Denis, a donné l'occasion à des jeunes de l'aide sociale à l'enfance de partager leur avis sur l'organisation des Jeux olympiques sur leur territoire. Ils ont été invités à le faire à travers des sessions de sport alliant sport et intelligence collective. L'idée derrière cette démarche originale était de lier la participation au quotidien des jeunes, pour diminuer les coûts réels et perçus de leur participation citoyenne. Cette initiative a notamment permis de démontrer qu'il est possible de faire participer les jeunes défavorisés et les plus éloignés des instances décisionnelles lorsque les conditions y sont favorables.

Par contre, on remarque que plusieurs institutions qui souhaitent faire participer des citoyens à la prise de décisions ne parviennent pas à être la hauteur des promesses qu'ils leur font (Nessi Gerson). Engager des jeunes dans des expériences inauthentiques ou dans des pratiques d'inclusion symboliques (*tokenism*) peut avoir comme effet de les dégoûter du politique (Stéphanie Gaudet). Il est donc impératif pour les différentes instances décisionnelles de qualifier le niveau de participation attendu des jeunes et d'agir en conséquence. Un membre de *Démocratie ouverte* leur enjoint de faire preuve de transparence à cet égard : « Si vous faites de la consultation, dites que vous faites de la consultation, mais n'allez pas dire que vous faites de la codécision quand en réalité vous voulez [seulement] entendre l'avis des citoyens et des jeunes » (Nessi Gerson). De plus, il semble également important d'impliquer les communautés directement concernées par certains enjeux dès le début du processus, pour assurer la pertinence des décisions prises et éviter les erreurs (Maude Massicotte).

### **Pistes de réflexion**

- Accompagner les jeunes vers les lieux de décisions; faire remonter leurs propositions aux pouvoirs publics et adopter une posture d'écoute de ces propositions;
- Favoriser les activités d'expérimentation démocratique en collaboration avec les collectivités;
- Lier la participation au quotidien des jeunes;
- Assurer la transparence du processus décisionnel et de la nature des contributions attendues dans les démarches de consultation;
- Impliquer les communautés directement concernées par certains enjeux dès le début du processus;
- S'assurer d'inclure aussi les jeunes d'âge mineur dans les processus de participation publique.

### **Recommandation**

Il serait opportun d'organiser, dans les suites immédiates du forum, une discussion informelle entre des spécialistes des programmes gouvernementaux permettant de faire cette comparaison de manière systématique (plutôt que seulement selon la façon dont ces programmes paraissent en filigrane dans les propos des jeunes ou des acteurs de la société civile organisée). Une activité sur invitation sans retransmission publique permettrait d'échanger librement sur les forces et les faiblesses des initiatives qui ont été essayées de part et d'autre ainsi que sur les difficultés rencontrées lors de leur mise en œuvre.

### Participation institutionnelle

Le défi de rapprocher les jeunes des institutions politiques en est un ambitieux, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à s'en éloigner. C'est le cas d'une jeune panéliste engagée (Alicia Arquetoux) qui en est venue à renoncer à ses ambitions de mener une campagne électorale à la suite de sa prise de parole à l'Assemblée nationale au nom de *Youth for Climate*. Ce moment représente un point tournant dans son parcours d'engagement, puisqu'elle s'y est sentie démunie face à un jeu politique et une non-sincérité de politiciens à s'intéresser à des enjeux d'une gravité extrême. Une autre jeune (Élodie Nace) mentionne aussi l'incapacité des institutions à incarner le changement, en donnant l'exemple des Conférences des Parties (COPs) qui se succèdent sans résoudre les enjeux qui y sont abordés. Puis, une autre explique ses résistances face aux institutions politiques en affirmant que « les jeunes n'ont pas envie de participer à la politique traditionnelle des hommes blancs riches qui font les lois [...] parce qu'[ils] ne se sent[ent] pas les bienvenus » (Célestine Uhde). Non seulement certains jeunes ne se sentent pas les bienvenus à participer aux côtés de ces représentants politiques, mais certains sentent qu'il y a même une volonté de ne pas leur laisser de place (Élodie Nace). Pour l'une des jeunes engagées, il faut qu'il y ait plus de personnes qui ressemblent à ces jeunes dans les instances de participation (Élodie Nace).

Certaines organisations ont tout de même fait le pari de rétablir le lien entre les jeunes et les institutions politiques ou, du moins, de les rapprocher. Plusieurs exemples ont été apportés en ce qui a trait aux moyens imaginatifs d'encourager la participation électorale. Ainsi, une membre de *Démocratie ouverte* (Lara Rouge) partage certaines initiatives en ce sens. *Cité des chances*, une association française qui promeut et favorise l'accès à l'engagement citoyen chez les jeunes des quartiers dits populaires, a mis sur pied « la Cité a voté ». Ce programme vise à susciter des débats dans les milieux fréquentés par les jeunes (les cafés, les pizzerias, etc.) pour ensuite faire remonter leurs propositions aux candidats à l'élection présidentielle. Pour sa part, *A voté*, une association française de défense des droits civiques et du progrès démocratique, a offert, avec beaucoup de succès, un trajet en trottinette électrique *Lime* gratuit aux jeunes pour faciliter et motiver leur déplacement au bureau de vote. Cette association a aussi diffusé une annonce sur l'application de rencontres *Tinder* afin d'informer les jeunes des démarches à suivre pour voter. Enfin, *Tous élus*, un mouvement pour sensibiliser et former les personnes éloignées de la démocratie, a mis sur pied un programme de formation de deux mois spécialement conçu pour faire émerger des candidatures citoyennes à l'Assemblée nationale. Ce programme permet de pallier le sentiment d'illégitimité des jeunes à se présenter comme candidats aux élections et par ricochet, d'augmenter la représentation des jeunes au sein du gouvernement.

### Pistes de réflexion

- Aller dans les milieux fréquentés par les jeunes pour pouvoir faire remonter leurs propositions aux candidats de différents partis politiques, puis adopter une posture d'écoute de ces propositions;
- Sensibiliser et encourager les jeunes au vote par divers moyens créatifs ou ludiques;
- Encourager les candidatures électorales de jeunes, ce qui pourrait favoriser une meilleure représentation des jeunes au sein des institutions politiques;
- Offrir un programme de formation pour de futurs députés plus éloignés de la politique.

### Participation à petite échelle ou participation de proximité

La participation des jeunes à la prise de décision collective ne se limite pas à l'action publique gouvernementale et à la participation électorale. Elle s'inscrit aussi à plus petite échelle, par exemple dans les institutions scolaires (Vincent Tiberj) ou les milieux de vie (Elisabeth Greissler). Le fait de pouvoir agir sur notre environnement immédiat peut renforcer notre sentiment d'efficacité politique (Vincent Tiberj). Si, au contraire, on se sent impuissant pour effectuer des changements dans notre vie de tous les jours, aussi simples soient-ils, cela peut avoir un impact sur la suite de notre engagement citoyen, comme l'explique une jeune engagée :

Mon engagement a commencé dès 13 ans. J'ai compris vite que c'était difficile de changer les choses. Même à mon école secondaire, je voulais simplement ajouter des règles de sécurité et ça a pris deux ans pour [faire des aménagements]. Je me suis dit : si c'est déjà difficile de changer les choses à l'intérieur de mon école, ça va être quelque chose à l'extérieur. (Maude Massicotte)

Le cadre scolaire, entre autres, représente une belle occasion pour permettre aux jeunes d'avoir du pouvoir d'agir. Or, la démocratie de type élective qui prévaut généralement dans les écoles permet peu d'expérimenter le pouvoir agir, puisque les délégués de classe ont peu de pouvoir face aux adultes (Vincent Tiberj).

En outre, la participation à proximité de soi ne concerne pas uniquement la prise de décision. Elle peut aussi prendre la forme d'échanges, de prises de paroles, de débats, de discussions, etc. sur des questions touchant le vivre ensemble. Un jeune engagé dit d'ailleurs que pour lui, l'engagement « c'est une prise de parole, le désir de contribuer à la discussion générale » (Thomas Gauthier). Divers outils permettent de favoriser cette

expression citoyenne. *Démocratie ouverte*, par exemple, a créé la « mallette de l'apérocratie », un jeu dont le but est de délibérer et de débattre pour faire émerger des propositions qui pourraient être soumises à une future Convention citoyenne sur la réforme des institutions démocratiques (Lara Rouge). Une jeune engagée (Rayane Zahal) souligne une autre initiative qui combine la participation politique au jeu. Inspirée par les politiciens Jagmeet Singh et Alexandria Ocasio-Cortez, la Maison d'Haïti de Montréal a invité des jeunes à jouer à *Among us* sur la plateforme Twitch pour discuter de politique avec des personnalités inspirantes. La diffusion en direct a permis à ces jeunes de sensibiliser leur public à certains enjeux (Rayane Zahal). Le prétexte du jeu est intéressant parce qu'il permet de diminuer certaines barrières à la participation, notamment en lien avec l'anxiété de la prise de paroles en public ou les difficultés de s'exprimer dans des discours politiques plus traditionnels. En somme, il peut être bénéfique de créer des occasions pour les jeunes de participer là où ils se trouvent déjà, dans leurs propres milieux, en plus de valoriser différentes prises de paroles avec des moyens créatifs.

#### Pistes de réflexion

- Encourager la prise de décision dans les espaces fréquentés par les jeunes;
- Laisser plus de pouvoir d'agir aux délégués de classe;
- Créer des occasions d'échanges et de prises de parole des jeunes, notamment par des moyens ludiques;
- Permettre aux jeunes de rencontrer – y compris en ligne – des mentors et des personnalités inspirantes pour discuter de politique et de vivre ensemble;
- Diffuser sur les médias sociaux les prises de parole de jeunes pour sensibiliser le public à leurs diverses réalités.

#### Participation collective et sens de la collectivité

Chez plusieurs jeunes qui s'engagent, l'idée de « faire ensemble » revêt une grande importance (Sarah Pickard). Nous l'avons vu, le fait de trouver des personnes qui partagent des préoccupations communes peut non seulement briser leur isolement, mais aussi leur donner l'occasion de renforcer leur capacité d'agir et d'influencer (empowerment) (Sarah Pickard). Dans les termes d'une jeune panéliste engagée : « Passer par le collectif, ramener toutes les voix, c'est plus fort que d'agir seuls » (Maude Massicotte). De plus, participer en groupe génère de nombreux sentiments positifs. Cela permet de redonner espoir face à divers enjeux sociaux, dont celui de la crise climatique



(Sarah Pickard), et de se sentir émotionnellement connectés à la communauté. En référence à la manifestation mondiale pour le climat de 2019, une jeune engagée dit avoir été émue de voir le monde se soulever tous ensemble pour les mêmes raisons (Célestine Uhde). Ce lien entre les émotions et la collectivité résonne chez un autre jeune engagé, qui évoque l'exaltation du collectif (Émile Roy). « Faire ensemble » peut aussi consister à créer des alliances avec d'autres organisations qui soutiennent les mêmes causes ou à établir des ponts entre plusieurs groupes : les jeunesses, les générations et les personnes ayant différentes opinions, par exemple (Émile Roy). Une jeune (Laura Fontaine) souligne l'importance du fait que les autochtones et les allochtones s'impliquent ensemble, comme ce fut le cas lors de la manifestation pour le climat en 2019. Enfin, une autre (Rayane Zahal) mentionne la joie que lui procure le fait de créer des ponts entre des personnes qui ne se seraient jamais rencontrées dans la vie de tous les jours pour construire des projets inspirants.

Toutefois, il arrive que des collaborations ne portent pas les résultats attendus. Une jeune (Alicia Arquetoux) raconte les difficultés qu'elle a rencontrées au moment de coopérer avec des organisations de la société civile au nom de son mouvement. Elle mentionne ne pas avoir été prise au sérieux et avoir été confrontée à la rigidité de leur fonctionnement. Elle déplore également les organisations qui considèrent parfois les mouvements comme des porte-voix de leurs revendications à elles. Elle soulève aussi que les adultes qui se trouvent au sein de ces organisations accusent souvent les jeunes d'être trop radicaux (Alicia Arquetoux).

Il est par ailleurs assez fréquent que des jeunes quittent les collectifs qu'ils avaient rejoints, et ce, pour plusieurs raisons (Sarah Pickard). Tout d'abord, ils peuvent être confrontés à une pression de commettre certains actes qui ne leur conviennent pas ou bien à une pression de justifier pourquoi ils ne les commettent pas. Ensuite, ils peuvent parfois assister à une reproduction d'inégalités sociales et de discriminations au sein même de ces collectifs. Par exemple, certaines personnes peuvent se trouver exclues de certains espaces de discussions et de décisions, ce qui peut être très décourageant pour elles. Enfin, il peut arriver que les collectifs ne soient pas suffisamment diversifiés en termes de profils des personnes qui les constituent, ce qui peut empêcher des jeunes de s'identifier au collectif ou aux revendications qu'ils portent (Sarah Pickard). Une jeune engagée (Célestine Uhde) témoigne en ce sens qu'elle s'est détachée de certains mouvements parce qu'elle se sentait mal à l'aise face à leur manque de diversité.

Néanmoins, certaines mesures peuvent être mises en place pour offrir un cadre de participation plus inclusif. Le mouvement Youth for Climate, par exemple, a créé des espaces de participation non mixtes, c'est-à-dire des espaces où seules certaines personnes peuvent participer en fonction de leur identité ou de leur réalité, afin de donner l'occasion concrète à des personnes de s'exprimer sur des sujets importants pour elles sans avoir peur d'être jugées ou ignorées. En plus de la mise en place des canaux en non-mixité, Youth for Climate a tenu des réunions spéciales avec ses membres sur les questions entourant la justice sociale, le racisme, la discrimination, le validisme, des enjeux LGBTQ+, etc. afin de discuter des meilleures façons d'accueillir une diversité de personnes au sein du mouvement. Enfin, ce mouvement a fait un travail

d'ouverture vers d'autres revendications dans une perspective intersectionnelle (Alicia Arquetoux). D'autres mesures peuvent être mises en place pour assurer un recrutement plus diversifié, comme l'utilisation de publicité sur les réseaux sociaux (Rayane Zahal) ou encore la gratuité pour devenir membre d'un groupe ou d'une organisation (Sarah Pickard).

#### **Pistes de réflexion (#pour les associations##)**

- Créer des ponts et des alliances (avec des organisations, des adultes, etc.);
- Créer un espace de participation inclusif;
- Assurer une diversité de profils sociaux dans les groupes;
- Établir des relations horizontales entre jeunes et adultes.

#### **Participation en ligne**

Nonobstant la fracture numérique et les inégalités dans les compétences numériques, en grandissant avec Internet et les médias sociaux, les jeunes générations n'ont jamais été aussi en capacité de s'informer, de se faire informer et de voir de l'information sur une variété de sujets d'actualités, qu'ils soient locaux ou internationaux. Les jeunes peuvent aussi s'exprimer directement sur ces questions, parfois sans être pleinement conscients que les propos qu'ils tiennent sont politiques (dans la mesure où ils s'expriment sur des enjeux qui touchent la vie en collectivité mais sans nécessairement directement interpeller les institutions étatiques ou des politiciens).

La connectivité et l'instantanéité des médias sociaux leur permettent plus que jamais de se mobiliser, en ligne comme hors ligne, et bien au-delà des frontières. De nombreux jeunes s'en sont en quelque sorte emparés pour en faire de nouveaux espaces d'expression politique et pour mettre à l'agenda politique les sujets qu'ils souhaitent traiter (Vincent Tiberj). Si plusieurs peuvent ne pas connaître suffisamment le fonctionnement de l'État pour savoir où s'adresser ou peuvent avoir du mal à maîtriser les codes sociaux des institutions politiques, les jeunes utilisateurs des outils numériques maîtrisent généralement bien ceux des espaces virtuels (Mathys Louis). Par leur grande accessibilité et leur flexibilité, les outils numériques représentent un fort potentiel démocratique. Non seulement offrent-ils une voix à certaines des personnes qui n'auraient peut-être pas été entendues autrement, mais ils permettent à chacun de s'exprimer selon les modalités qui lui conviennent, et ce, à n'importe quel moment et relativement n'importe où (Mathys Louis). Autrement dit, les outils numériques permettent de contourner les contraintes liées au temps et à l'espace. Par contre, il faut

rappeler que la fracture numérique, un enjeu que la pandémie de COVID-19 a davantage mis en lumière, entraîne une participation inégale en ligne en termes d'accès et d'usage des espaces de participation (Elisabeth Greissler).

Bien que la participation en ligne offre de nombreux avantages, elle comporte aussi certains revers. D'abord, il arrive parfois que les citoyens perdent de vue le sens de leur participation en ligne. En effet, il peut être difficile de saisir la portée de ses actions effectuées en ligne et de savoir si elles ont eu un impact significatif (Mathys Louis). De plus, il peut être éprouvant de faire entendre sa voix parmi celles de millions d'autres qui s'y expriment. On peut ainsi se sentir ignoré : « s'investir sur les réseaux sociaux, c'est comme envoyer une lettre que personne ne lira » (Mathys Louis). À cela, il faut ajouter que cet écosystème surchargé d'opinions peut rendre difficile la justification de prises de paroles. Autrement dit, on peut douter de la pertinence de sa propre voix sur des sujets qui ont déjà été abondamment abordés par d'autres sur les médias sociaux (Thomas Gauthier). On peut aussi sentir qu'on dérobe un espace médiatique à d'autres personnes qu'on estime plus légitimes pour s'exprimer (Thomas Gauthier). Ainsi, la participation en ligne reproduit les mêmes enjeux que la participation dans les autres espaces horizontaux : mise en visibilité de certaines voix plus que d'autres, compétences citoyennes inégales concernant les moyens de s'exprimer, etc.

Par ailleurs, le fait d'émettre des opinions politiques en ligne peut possiblement entraîner des contrecoups. La politique étant un sujet clivant, prendre position en ligne peut parfois générer des conflits ou des discussions qui ne sont pas toujours bienveillantes. Chez les créateurs de contenu ou les influenceurs, elle peut carrément engendrer la perte d'abonnés. Or, pour éviter ce type de coûts, certains préfèrent cibler davantage les personnes avec qui ils souhaitent discuter de politique (Julien Boyadjian).

Dans un autre ordre d'idées, les créateurs de contenu engagés sur les réseaux sociaux travaillent parfois de manière indépendante, comme l'un des jeunes panélistes (Thomas Gauthier), ce qui comporte son lot de défis. Bien que leur contenu puisse atteindre un très large auditoire, ils peuvent avoir à composer avec des ressources financières, matérielles et humaines limitées, ce qui peut affecter la qualité du contenu produit et compromettre la fiabilité des informations transmises (Thomas Gauthier).

Enfin, il ne faut pas oublier que les médias sociaux servent aussi d'outil de recrutement aux mouvements populistes et de l'extrême droite en ciblant plus particulièrement ceux qui ne trouvent pas de réponses dans les élites politiques (Sarah Pickard). Plus de recherches doivent être faites à ce sujet pour saisir l'ampleur de la situation et sa dynamique (Sarah Pickard).

### **Pistes de réflexion**

- Réduire la fracture numérique, à la fois en termes d'accès et de compétences numériques;
- Chercher à identifier des moyens d'écouter les jeunes qui s'expriment sur les médias sociaux et le faire d'une façon visible pour que les jeunes se voient être écoutés;
- Développer au sein de l'État une littératie des codes – en perpétuelle transformation et variant selon les plateformes – de l'expression politique en ligne ;
- Outiller les jeunes face aux propos irrespectueux reçus sur les médias sociaux;
- Se montrer vigilants face aux mouvements populistes et de l'extrême droite sur les médias sociaux et proposer des alternatives attrayantes pour que les jeunes se sentent entendus et qu'ils retrouvent des réponses politiques aux enjeux qui les touchent;
- Offrir des ressources et du financement aux créateurs de contenu indépendant engagés.

## Conclusion

En somme, les jeunes de nos jours se distancient de plus en plus des institutions politiques traditionnelles parce qu'ils n'entretiennent plus le même rapport à la politique et au vote que ceux des générations précédentes. Leur plus faible participation électorale peut s'expliquer par une offre politique qui n'est pas à la hauteur de leurs attentes et par leurs plus grandes capacités à s'autonomiser face aux institutions politiques, notamment grâce à Internet et aux médias sociaux. **En contrepartie, des jeunes diversifient de plus en plus leurs formes d'engagement, que ce soit en maintenant des pratiques démocratiques traditionnelles ou à travers des pratiques démocratiques associatives plus horizontales, des pratiques dites « singularistes »** (Stéphanie Gaudet), **la participation en ligne ou l'engagement par le style de vie.**

Avec l'intensification des formes d'engagement mobilisées par des jeunes, une mise à l'avant-plan de leur sentiment d'urgence quant au changement social et une montée de la colère sociale, les mouvements sociaux jeunesse ont le vent dans les voiles. **Mais les jeunes qui arrivent à être le plus audibles dans l'espace public sont généralement ceux qui proviennent de milieux favorisés. L'engagement de jeunes en difficulté reste plus souvent dans l'ombre, parfois par rejet des autres espaces de participation.** Si les jeunes se mobilisent autour d'une grande variété d'enjeux, de grands thèmes mobilisateurs transversaux émergent de leurs mouvements, concernant la démocratie, l'éducation et la justice. Pour leur part, les révoltes qui naissent des parcours de vie des jeunes demeurent principalement au niveau individuel et gravitent autour d'une colère de l'usure.

Enfin, en ce qui concerne les leviers d'action, ce qui représente **un véritable tremplin à l'engagement, c'est la multiplication des occasions de pouvoir s'engager, et ce, dans différents espaces (tant formels qu'informels) et à travers toutes sortes d'initiatives** (Stéphanie Gaudet, Elisabeth Greissler). Comme le souligne une panéliste : « du moment qu'on donne des ressources aux jeunes, il y a une volonté d'engagement, il y a le même enthousiasme que les autres catégories de personnes » (Lara Rouge). Cela s'applique aussi pour des jeunes en difficulté, qui se saisissent de la diversité d'opportunités d'engagement qui leur sont offertes lors d'un passage dans un organisme communautaire (Elisabeth Greissler). **Finalement, il serait souhaitable d'identifier des moyens par lesquels les décideurs puissent se mettre davantage à l'écoute du contenu des messages des jeunes lorsqu'ils s'expriment par ces autres canaux. Il serait opportun d'allier à ces réflexions des jeunes ayant l'expérience d'un engagement passant par ces modalités, tout comme ceux invités dans ce Forum.** Ce type de mesure constituerait une suite logique et conséquente à l'occasion d'échanges constructifs qu'a été le forum.

## ANNEXE 3 : DOCUMENT SYNTHÈSE DES RÉSULTATS



Institut national  
de la recherche  
scientifique

<b>Responsable du projet de recherche:</b>	Recherche menée par Jennie Charbonneau, étudiante à l'INRS, dans le cadre d'un stage de maîtrise en Mobilisation et transfert des connaissances
<b>Directrice de recherche:</b>	Nicole Gallant, professeure-chercheuse à l'INRS
<b>Financement:</b>	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)

### LA DÉSObÉISSANCE CIVILE DANS LE MOUVEMENT CLIMATIQUE JEUNESSE : RÉSUMÉ DU PROJET DE RECHERCHE

#### Mise en contexte

En 2018, des jeunes du monde entier ont répondu massivement à l'invitation lancée par Greta Thunberg à participer à une grève scolaire, connue sous le nom de Fridays for Future (FFF), pour protester contre l'inaction climatique. Au Québec, des jeunes ont emboîté le pas avec un tel enthousiasme dans le mouvement climatique qu'elles·ils ont réussi à mobiliser près d'un demi-million de personnes pour le climat le 27 septembre 2019 à Montréal, devenant ainsi la plus grande manifestation de l'histoire du Québec à ce jour. Cette croissance du mouvement climatique s'est accompagnée d'une radicalisation parmi certain·es jeunes engagé·es, se traduisant à la fois par des actions de désobéissance civile et par une lecture politique de la crise climatique reposant sur la conviction que le « système » se trouve à la racine du problème.

#### Questions de recherche

L'objectif principal de cette recherche était de mieux comprendre comment et pourquoi des jeunes du Québec en sont venu·es à pratiquer la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette recherche s'est articulée autour des trois questions suivantes :

- 1 Qu'est-ce que la désobéissance civile pour celles·ceux qui la pratiquent?
- 2 Quel est le parcours de jeunes qui en sont venu·es à pratiquer la désobéissance civile?
- 3 Quelles sont les représentations du « système » de ces jeunes?

#### Méthodologie

Des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes ont été menés auprès de quatorze jeunes âgé·es de 18 à 27 ans qui ont participé à au moins une action de désobéissance civile entre 2018 et 2023. Ces entretiens ont été intégralement transcrits pour permettre une analyse thématique des données collectées. Au fil des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, il est devenu évident que les représentations des participant·es du « système » étaient cruciales pour comprendre leur engagement dans la désobéissance civile, au point de devenir le point central du projet de recherche.



## 1 La désobéissance civile, c'est quoi?



Les participant-es ont tendance à caractériser la désobéissance civile par ses dimensions **politique** (c.-à-d. visant le bien d'une communauté ou de la société), **publique** (c.-à-d. visible et réalisée dans l'espace public), **non-violente** (généralement décrite comme une absence de violence physique et psychologique envers tout être vivant) et **illégal** (incluant le fait de s'engager de façon volontaire et consciente dans une action illégale). Cependant, des divergences émergent concernant certains questionnements essentiels : qu'entend-on par non-violence? De plus, pour être qualifiée de désobéissance civile à leurs yeux, l'action peut-elle être spontanée ou doit-elle être organisée? Peut-elle être individuelle ou doit-elle revêtir un caractère collectif? Peut-elle s'exprimer de manière clandestine ou doit-elle être assumée publiquement? Peut-elle être tolérée par les autorités ou nécessite-t-elle la présence d'une répression? **Cette diversité de perspectives souligne la nécessité d'aborder le concept de désobéissance civile avec prudence.**

## 2 Quel parcours pour ces jeunes?



Les influences qui ont le plus marqué leur parcours militant sont les mêmes que l'on retrouve généralement dans la littérature portant sur l'engagement des jeunes : la famille, l'école et les pairs. Cela dit, d'autres aspects, peut-être même plus saillants, ont émergé de l'analyse de leur parcours. En effet, **plusieurs participant-es ont vécu de fortes éco-émotions (anxiété, peur, impuissance, colère, etc.) ou ont fait face à une importante détresse psychologique** résultant des conséquences de leur engagement militant (traumatismes, découragement, épuisement, stress, etc.). De plus, **elles-ils sont nombreuses-eux à avoir connu un cheminement scolaire atypique** (changements fréquents d'écoles, abandons scolaires, conflits avec les figures d'autorité, école aux adultes, etc.).

### 3 Quelles sont leurs représentations du « système » ?



Leurs représentations du système se déploient à travers quatre dimensions interreliées : **les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques** (le système écono-politique, le système démocratique et le système répressif), **les discours ambiants** (la culture capitaliste, les « bonnes » manières de s'engager, les « mauvaises » attitudes politiques et l'éco-anxiété) et **les non-discours**, c'est-à-dire l'invisibilisation de la crise climatique et de certains de ses enjeux.

## LE MILITANTISME DES PARTICIPANT-ES EST MARQUÉ PAR ...

### — Un attachement profond à la démocratie

En pratiquant la désobéissance civile, les participant-es ne rejettent pas du tout la démocratie, mais en ont une conception élargie. Cette vision de la démocratie intègre l'expression de la dissidence, impliquant nécessairement la possibilité de remettre en question les structures et l'organisation de nos sociétés dans une perspective résolument radicale. Dans la plupart des cas, l'État demeure leur principal interlocuteur, bien que leur relation avec lui soit conflictuelle. Loin d'être un signe d'une désaffiliation sociale, leur désobéissance civile vise à stimuler les discussions sur les enjeux socio-environnementaux, à créer des espaces citoyens démocratiques, à provoquer des changements sociaux, et à faire renforcer divers droits acquis, mais régulièrement menacés et violés, tels que les droits ancestraux, le droit à la vie, à la sécurité, à un environnement sain, etc.

### — Le primat de l'action collective sur toutes les autres formes d'engagement

Pour tous-tes les participant-es, le fait de vivre en harmonie avec leurs valeurs passe avant tout par le militantisme socio-environnemental, plutôt que par l'écocivisme ou la consommation responsable. Quelques-un-es vont même jusqu'à délibérément éviter d'adopter des comportements écoresponsables ou de suivre des « pratiques exemplaires », en guise de résistance aux discours dominants préconisant la responsabilité individuelle comme solution à la crise climatique. De plus, pour certain-es, l'intégration du militantisme environnemental dans leur emploi du temps constitue une manière personnelle de contrer la perte de sens ressentie au quotidien sous un système capitaliste qui ne favorise pas la création de liens de solidarité.

### — Une colère envers le système

Les participant-es expliquent leur engagement dans des actions de désobéissance civile moins par les influences qu'elles-ils ont rencontrées dans leur parcours militant individuel que par leurs perceptions du contexte sociopolitique dans lequel elles-ils évoluent. En ce sens, le moteur de leur engagement dans la désobéissance civile réside principalement dans leurs représentations du système, qui alimentent leur réservoir de colère tout en justifiant leurs actions à leurs yeux.

@Crédits: Ce document a été conçu en intégrant des illustrations de Freepik.com